

N° 2394.

**ALLEMAGNE,
BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, AUSTRALIE, etc.**

Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations, signé à La Haye, le 20 janvier 1930, avec annexes et protocole concernant l'approbation de principe du Rapport des experts, etc., signé à La Haye, le 31 août 1929 ; et Arrangement concernant la mobilisation d'une fraction de la partie déférable des annuités du Nouveau Plan, avec annexe, La Haye, le 17 janvier 1930.

**GERMANY,
BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, AUSTRALIA, etc.**

Agreement regarding the complete and final Settlement of the Question of Reparations, signed at The Hague, January 20, 1930, with Annexes and Protocol concerning the Approval in Principle of the Report of the Experts, etc., signed at The Hague, August 31, 1929 ; and Arrangement as to the Financial Mobilisation of the German Annuities, with Annex, The Hague, January 17, 1930.

N° 2394. — ACCORD¹ ENTRE
L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE,
LA GRANDE-BRETAGNE ET
L'IRLANDE DU NORD, LE
CANADA, L'AUSTRALIE, LA
NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION
SUD-AFRICAINE, L'INDE, LA
FRANCE, LA GRECE, L'ITALIE,
LE JAPON, LA POLOGNE, LE
PORTUGAL, LA ROUMANIE, LA
TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA
YUGOSLAVIE, RELATIF AU
RÈGLEMENT COMPLET ET
DÉFINITIF DU PROBLÈME DES
RÉPARATIONS. SIGNÉ A LA
HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

No. 2394. — AGREEMENT¹ BET-
WEEN GERMANY, BELGIUM,
GREAT BRITAIN AND NOR-
THERN IRELAND, CANADA,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND,
THE UNION OF SOUTH AFRICA,
INDIA, FRANCE, GREECE,
ITALY, JAPAN, POLAND, POR-
TUGAL, ROUMANIA, CZECHO-
SLOVAKIA AND YUGOSLAVIA,
REGARDING THE COMPLETE
AND FINAL SETTLEMENT OF
THE QUESTION OF REPARA-
TIONS. SIGNED AT THE
HAGUE, JANUARY 20, 1930.

*Textes officiels français, anglais et allemand
communiqués par le ministre des Affaires
étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères à Sa Majesté en Grande-
Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu
lieu le 14 juillet 1930.*

*French, English and German official texts com-
municated by the Belgian Minister for Foreign
Affairs and His Majesty's Secretary of State
for Foreign Affairs in Great Britain. The
registration of this Agreement took place
July 14, 1930.*

LES REPRÉSENTANTS DE L'ALLEMAGNE, DE
LA BELGIQUE, DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-
BRETAGNE, DE L'ITALIE et DU JAPON, réunis
à Genève le 16 septembre 1928, ont manifesté
leur volonté d'un règlement complet et définitif

The Representatives of GERMANY, BELGIUM,
FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY and JAPAN,
meeting at Geneva on the 16 September,
1928, expressed their determination to make a
complete and final settlement of the question of

¹ Dépôt des ratifications à Paris :

Allemagne,	26 mars 1930.
Belgique	
France	
Grande-Bretagne	9 mai 1930.
Italie	
Inde	
Nouvelle-Zélande	21 juillet 1930.
Australie	
Yugoslavie	31 mai 1930.
Roumanie	23 juin 1930.
Grèce	25 juin 1930.
Canada	12 juillet 1930.

Entré en vigueur le 17 mai 1930.

¹ Deposit of ratifications in Paris :

Germany	March 26, 1930.
Belgium	
France	
Great Britain	May 9, 1930.
Italy	
India	
New Zealand	July 21, 1930.
Australia	
Yugoslavia	May 31, 1930.
Roumania	June 23, 1930.
Greece	June 25, 1930.
Canada	July 12, 1930.

Came into force May 17, 1930.

du problème des réparations et prévu la constitution, pour atteindre ce but, d'une Commission d'experts financiers.

Les experts se sont, à cette fin, réunis à Paris et ont déposé leur rapport le 7 juin 1929. Ce rapport a été approuvé en principe par le Protocole de La Haye du 31 août 1929.

En conséquence, les représentants dûment autorisés DU GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Plan des Experts du 7 juin 1929, ensemble le présent accord et le Protocole du 31 août 1929, le tout étant ci-après qualifié de « Nouveau Plan », est définitivement accepté comme règlement complet et définitif au regard de l'Allemagne, des questions financières résultant de la guerre. Par cette acceptation, les Puissances signataires assument les obligations et acquièrent les droits que le Nouveau Plan comporte pour chacune d'entre elles.

Le Gouvernement allemand prend, vis-à-vis des Puissances créancières, l'engagement solennel de payer les annuités prévues au Nouveau Plan, conformément aux stipulations de ce dernier.

Article II.

A partir de la mise à exécution du Nouveau Plan, dans les conditions stipulées à la clause

reparations and, with a view to attaining this object, provided for the constitution of a Committee of Financial Experts.

With this object the Experts met at Paris and their report was made on the 7 June, 1929. Approval in principle was given to this report by The Hague Protocol of the 31 August, 1929.

The duly authorised representatives of THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA have reached the following agreement :

Article I.

The Experts' Plan of the 7 June, 1929, together with this present Agreement and the Protocol of the 31 August, 1929 (all of which are hereinafter described as the New Plan) is definitely accepted as a complete and final settlement, so far as Germany is concerned, of the financial questions resulting from the War. By their acceptance the Signatory Powers undertake the obligations and acquire the rights resulting for them respectively from the New Plan.

The German Government gives the Creditor Powers the solemn undertaking to pay the annuities for which the New Plan provides in accordance with the stipulations contained therein.

Article II.

As from the date when the New Plan is put into execution as provided in the final clause of

finale du présent accord, l'obligation antérieure de l'Allemagne est complètement remplacée, sauf en ce qui concerne l'emprunt extérieur allemand 1924, par l'obligation prévue au Nouveau Plan. Le paiement intégral des annuités qui y figurent dans la mesure où elles sont dues aux Puissances créancières, est accepté par ces Puissances comme décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne restant encore en suspens et énumérées à la Section XI de la première partie du Plan Dawes, telle que l'ont interprétée les décisions du Tribunal d'interprétation constitué en vertu de l'Accord¹ de Londres du 30 août 1924.

Article III.

A. Les Gouvernements signataires reconnaissent que les comptes entre la Commission des réparations et l'Allemagne relatifs aux opérations antérieures à la période du Plan Dawes, ainsi que tous les comptes comportant des crédits à l'Allemagne imputés ou à imputer sur sa dette originale en capital, seront désormais sans objet et sans effet et les déclarent clos dans leur état actuel.

B. a) Par application du paragraphe 143 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, étant entendu que la déclaration qui suit sera considérée comme épousant le contenu de la renonciation prévue à ce paragraphe, l'Allemagne déclare renoncer dans les limites de l'énumération qui suit à toute demande ayant pour objet un paiement ou un bien qu'elle a pu ou pourrait adresser à la Commission des réparations ou à l'une des Puissances créancières signataires du présent accord pour quelque opération que ce soit, antérieure à la signature de cet accord, en relation soit avec la guerre mondiale, soit avec les Conventions d'armistice, le Traité de Versailles ou les accords conclus pour leur exécution.

1^o Demandes concernant des biens ou droits pécuniaires de prisonniers de guerre, pour autant qu'elles n'aient pas été déjà réglées par des accords spéciaux.

2^o Demandes tendant à obtenir le remboursement de paiements faits en vertu du paragraphe 11 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles.

3^o Demandes concernant les emprunts émis par les anciennes colonies allemandes.

this present Agreement, Germany's previous obligation is entirely replaced, except in respect of the German External Loan 1924, by the obligation laid down in the New Plan. The payment in full of the annuities there mentioned, in so far as the same are due to the Creditor Powers, is accepted by those Powers as a final discharge of all the liabilities of Germany still remaining undischarged, referred to in Section XI of Part I of the Dawes Plan as interpreted by the decisions of the Interpretation Tribunal set up under the London Agreement¹ of the 30 August, 1924.

Article III.

A. The signatory Governments recognise that the accounts between the Reparation Commission and Germany relating to transactions prior to the period of the Dawes Plan, together with all accounts involving credits to Germany, either now or in the future, against the original capital debt are henceforth obsolete and without practical effect and declare them closed in their present condition.

B. (a) In execution of paragraph 143 of the Experts' Report of the 7 June, 1929, on the understanding that the following declaration is to be considered as a full compliance with the requirements of that paragraph as to a waiver, Germany declares that she waives every claim as defined by the following list, whether for a payment or for property, which she may have addressed or might hereafter address to the Reparation Commission or to any Creditor Power signatory of the present Agreement for any transaction prior in date to the signature of this Agreement, connected with the World War, the Armistice Conventions, the Treaty of Versailles or any agreements made for their execution :

(1) Claims relating to property or pecuniary rights of prisoners of war in so far as they have not already been settled by special agreements ;

(2) Claims seeking to obtain the reimbursement of payments made under paragraph 11 of the Annex to Article 296 of the Treaty of Versailles ;

(3) Claims relating to loans issued by the former German Colonies ;

¹ Vol. XXX, page 63 ; et vol. XXXIX, page 200, de ce recueil.

1 Vol. XXX, page 63 ; and Vol. XXXIX, page 200, of this Series.

4º Toute demande ayant pour objet, soit un paiement, soit un bien qu'a pu ou pourrait présenter le Gouvernement allemand agissant pour son propre compte, pour autant qu'il ne s'agisse pas de créances d'Etat notifiées au cours de la procédure de compensation prévue aux articles 296 et 72 du Traité de Versailles par l'office créancier à l'office débiteur.

b) Réciproquement, les Puissances créancières acceptent, conformément à la recommandation du paragraphe 96 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, le paiement intégral des annuités qui y sont fixées comme décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne restant encore en suspens et renoncent à toute demande en sus desdites annuités ayant pour objet un paiement ou un bien, qui a été ou pourrait être adressée à l'Allemagne pour quelque opération passée que ce soit tombant sous les mêmes chefs que ceux énumérés sous les numéros 1º à 4º qui précèdent.

c) Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à l'exécution des accords postérieurs au 10 janvier 1920 concernant la renonciation à la liquidation des biens, droits ou intérêts privés allemands ou la restitution, soit de ces biens, droits et intérêts, soit du produit de leur liquidation.

C. a) Les Gouvernements créanciers s'engagent à cesser, à partir de l'acceptation du Rapport des Experts du 7 juin 1929, de faire usage de leur droit de saisir, retenir et liquider la propriété, les droits et intérêts de ressortissants allemands ou de compagnies allemandes ou contrôlées par des Allemands en tant que cette propriété et ces droits ne sont pas déjà liquides ou liquidés, ou qu'il n'en a pas encore été disposé définitivement, y compris les droits des Puissances créancières résultant de l'article 306, alinéas 5º, 6º et 7º du Traité de Versailles.

b) L'exécution de cet engagement fera l'objet d'accords spéciaux entre le Gouvernement allemand et chacun des gouvernements intéressés.

c) Les gouvernements signataires s'efforceront de régler définitivement toutes les questions en suspens, relatives à l'exécution de cet engagement dans le délai d'un an après la mise en vigueur du Nouveau Plan.

d) Cet engagement ne s'applique pas, dans le cas où des règlements spéciaux ont déjà été effectués.

(4) Any claims, whether for a payment or for property, which the German Government has presented or might present for its own account other than State claims notified, under the clearing procedure provided for under Articles 296 and 72 of the Treaty of Versailles, by the Creditor to the Debtor Office.

(b) By way of reciprocity the Creditor Powers accept in conformity with the recommendation of paragraph 96 of the Experts' Report of the 7 June, 1929, the payment in full of the annuities fixed thereby as a final discharge of all the liabilities of Germany still remaining undischarged and waive every claim additional to those annuities, either for a payment or for property, which has been addressed or might be addressed to Germany for any past transaction falling under the same heads of claims as those appearing under (1) to (4) above.

(c) The provisions of the present Article do not affect the execution of agreements later in date than the 10 January, 1920, for the abandonment of the liquidation of German private property, rights or interests or the restitution either of those properties, rights or interests or the proceeds of their liquidation.

C. (a) The Creditor Governments undertake, as from the date of the acceptance of the Experts' Report of the 7 June, 1929, to make no further use of their right to seize, retain and liquidate the property, rights and interests of German nationals or companies controlled by them, in so far as not already liquid or liquidated or finally disposed of, including the rights of the signatory Creditor Powers under Article 306, paragraphs (5), (6) and (7) of the Treaty of Versailles.

(b) The execution of this undertaking will be regulated by special agreements between the German Government and each of the Governments concerned.

(c) The Signatory Governments will use every effort to clear up definitely all outstanding questions relating to the execution of this undertaking within one year after the coming into force of the New Plan.

(d) This undertaking has no application in cases where special settlements have already been made.

D. Toutes ou certaines d'entre les questions mentionnées au présent article, concernant la renonciation aux demandes et la cessation de liquidation sont réglées entre l'Allemagne, d'une part, et, respectivement, les gouvernements suivants, d'autre part, par les Accords conclus aux dates ci-après : la Belgique, les 13 juillet 1929¹ et 16 janvier 1930²; la Grande-Bretagne, le 28 décembre 1929³; le Canada, le 14 janvier 1930; le Commonwealth d'Australie, le 17 janvier 1930; la Nouvelle-Zélande, le 17 janvier 1930; la France, le 31 décembre 1929; l'Italie, le 20 janvier 1930; la Pologne, le 31 octobre 1929.

Article IV.

Dès la mise à exécution du Nouveau Plan, l'Office des paiements de réparations et les organismes connexes de Berlin seront supprimés et les relations de la Commission des réparations avec l'Allemagne prennent fin.

Sous le régime du Nouveau Plan, seules subsisteront celles d'entre les fonctions de ces organismes dont le maintien est nécessité par le Plan; ces fonctions seront transférées à la Banque des Règlements internationaux par l'intermédiaire du « Comité spécial restreint »; la Banque les exercera dans les conditions et limites du Nouveau Plan, conformément aux stipulations de ses statuts.

Sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières envers l'Allemagne se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.

A ce sujet, les représentants des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais et les représentants du Gouvernement allemand ont formulé les déclarations qui font l'objet de l'annexe I.

Les autres mesures requises en vue du passage du régime actuel à celui du Nouveau Plan sont celles prévues à l'annexe II.

Article V.

Les annuités mentionnées au présent accord comprennent les sommes requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924.

Dans ces annuités, ne figurent pas les sommes

D. All or some of the questions mentioned in the present Article as to the waiver of claims and the cessation of liquidation are governed, as between the German Government on the one hand and the following Governments respectively on the other hand, by the Agreements concluded on the following dates, that is to say : Belgium, 13 July, 1929¹ and 16 January, 1930²; Great Britain, 28 December, 1929³; Canada 14 January, 1930; Commonwealth of Australia, 17 January 1930; New Zealand, 17 January 1930; France, 31 December, 1929; Italy, 20 January, 1930; Poland, 31 October, 1929.

Article IV.

From and after the date on which the New Plan comes into force, the Office for Reparation Payments and the organisations in Berlin connected therewith shall be abolished and the relations with Germany of the Reparation Commission shall come to an end.

Under the régime of the New Plan only those of the functions of these organisations the maintenance of which is necessitated by the New Plan will continue in existence; these functions will be transferred to the Bank for International Settlements by the "Small Special Committee"; the Bank for International Settlements will exercise them within the conditions and limits of the New Plan in conformity with the provisions of its Statutes.

Under the régime of the New Plan the powers of the Creditor Powers in relation to Germany will be determined in accordance with the provisions of the Plan.

In regard hereto the Representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments and the Representatives of the German Government have made the declarations contained in Annex I.

The other measures necessary in view of the change from the present system to that of the New Plan, are those provided for in Annex II.

Article V.

The annuities mentioned in the present Agreement include the amounts required for the German External Loan, 1924. These annuities do not include the amounts which the Experts'

¹ Voir page 211, de ce volume.

² Voir page 223, de ce volume.

³ Vol. CII, page 49, de ce recueil.

¹ See page 211, of this Volume.

² See page 223, of this Volume.

³ Vol. CII, page 49, of this Series.

que le Plan des Experts du 7 juin 1929 attribue aux Etats-Unis d'Amérique.

Article VI.

Les Parties contractantes constatent la nécessité, en vue de la mise à exécution du Nouveau Plan, de la constitution de la Banque des Règlements internationaux. Elles lui reconnaissent la personnalité juridique pour le jour où elle sera constituée conformément aux statuts annexés à la loi constitutive de ladite banque qui fait l'objet de la Convention conclue avec le Gouvernement de la Confédération suisse.

Article VII.

Le Gouvernement allemand remettra à la Banque des Règlements internationaux, en sa qualité de mandataire des Puissances créancières, le certificat de dette qui fait l'objet de l'annexe III.

En même temps, le Gouvernement allemand se porte fort que la Compagnie des Chemins de fer allemands (*Deutsche Reichsbahngesellschaft*) remettra à la Banque des Règlements internationaux le certificat à l'annexe IV.

Article VIII.

En vue de faciliter le bon fonctionnement du Nouveau Plan, le Gouvernement allemand tient à déclarer spontanément qu'il est fermement résolu à faire tous les efforts possibles pour éviter une déclaration de suspension et pour n'y procéder qu'après être arrivé de bonne foi à la conclusion que le change de l'Allemagne, ainsi que sa vie économique pourraient être sérieusement menacés par le transfert partiel ou total de la portion différable des annuités. Il demeure entendu que l'Allemagne est seule qualifiée pour décider s'il y a lieu de déclarer une suspension, telle qu'elle est prévue au Nouveau Plan.

Article IX.

Le Gouvernement allemand s'engage à prendre les mesures requises en vue de la promulgation des lois spéciales nécessaires à l'application du Nouveau Plan, à savoir :

a) La loi concernant la modification de la loi sur la Banque du 30 août 1924, conformément à l'annexe V;

Plan of the 7 June, 1929, assigns to the United States of America.

Article VI.

The Contracting Parties recognise the necessity, with a view to putting into force the New Plan, of the constitution of the Bank for International Settlements. They recognise the corporate existence of the Bank to take effect as soon as it is constituted in accordance with the Statutes annexed to the law incorporating the Bank which is the subject of the Convention concluded with the Government of the Swiss Confederation.

Article VII.

The Government of the Reich will deliver to the Bank for International Settlements, as Trustee for the Creditor Powers, the Debt Certificate referred to in Annex III.

Further, the German Government guarantees that the German Railway Company (*Deutsche Reichsbahngesellschaft*) will deliver to the Bank for International Settlements the Certificate mentioned in Annex IV.

Article VIII.

With a view to facilitating the successful working of the New Plan the German Government declares spontaneously that it is firmly determined to make every possible effort to avoid a declaration of postponement and not to have recourse thereto until it has come to the conclusion in good faith that Germany's exchange and economic life may be seriously endangered by the transfer in part or in full of the postponable portion of the annuities. It remains understood that Germany alone has authority to decide whether occasion has arisen for declaring a postponement as provided by the New Plan.

Article IX.

The German Government undertakes to take the measures necessary for the enactment of the special laws required for the application of the New Plan, that is to say :

(a) The law for the amendment of the Bank Law of the 30 August, 1924, in accordance with Annex V;

b) La loi relative à la modification de la loi concernant la Reichsbahngesellschaft, conformément à l'annexe VI.

Lesdites lois ne pourront être modifiées que dans les conditions et suivant la procédure prévue aux annexes *Vbis* et *VIbis*.

Le Gouvernement allemand s'engage également à appliquer les stipulations contenues dans les annexes VII et XI relatives à l'affectation, à titre de garantie collatérale, du produit de certains impôts au service des différents éléments des annuités.

Article X.

Les Parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les dispositions nécessaires, afin que les fonds et placements de la Banque des Règlements internationaux, provenant des paiements de l'Allemagne, soient libérés de toute charge fiscale, nationale ou locale.

Sur les territoires relevant de l'autorité des Parties contractantes, la Banque, ses biens et avoirs ainsi que les dépôts et autres fonds qui lui auraient été remis ne feront l'objet d'aucune disposition établissant une incapacité quelconque ou d'aucune mesure restrictive telle que censure, réquisition, enlèvement ou confiscation en temps de paix ou de guerre, représailles, interdictions ou restrictions à l'exportation de l'or ou de devises ou de toute autre mesure analogue.

Article XI.

Les Gouvernements des Puissances créancières ont arrêté le texte d'un contrat de mandat (Trust) relatif à la réception, à la gestion et à la répartition des annuités allemandes, qui figure à l'annexe VIII.

Lors de la constitution de la Banque des Règlements internationaux, celle-ci sera invitée à lui donner son adhésion et les mêmes gouvernements délégueront des représentants ayant les pouvoirs nécessaires pour signer le contrat.

Le Gouvernement allemand déclare avoir pris connaissance du texte de ce contrat.

Article XII.

Le régime des livraisons en nature sera réglé conformément aux dispositions de l'annexe IX

(b) The law for the amendment of the law of the Deutsche Reichsbahngesellschaft, in accordance with Annex VI.

These laws may only be amended in the conditions and in accordance with the procedure laid down by Annexes *Va* and *VIa*.

The German Government further undertakes to apply the provisions contained in Annexes VII and XI relating to the assignment of the proceeds of certain taxes by way of collateral security for the service of the several parts of the German annuities.

Article X.

The Contracting Parties will take in their respective territories the measures necessary for securing that the funds and investments of the Bank, resulting from the payments by Germany, shall be freed from all national or local fiscal charges.

The Bank, its property and assets, and also the deposits of other funds entrusted to it, on the territory of, or dependent on the administration of, the Parties shall be immune from any disabilities and from any restrictive measures such as censorship, requisition, seizure or confiscation, in time of peace or war, reprisals, prohibition or restriction of export of gold or currency and other similar interferences, restrictions or prohibitions.

Article XI.

The Governments of the Creditor Powers have settled the text of a Trust Agreement, appearing in Annex VIII, for the receipt, management and division of the German annuities.

The Bank for International Settlements upon its establishment will be invited to give its adhesion to the Agreement, and the Governments referred to will appoint Delegates with the powers necessary to sign.

The German Government declares that it has been informed of the text of the Agreement.

Article XII.

The system of deliveries in kind will be governed by the provisions contained in Annex

au présent accord et de l'annexe II au Protocole du 31 août 1929.

Les modalités d'application de la loi britannique intitulée *German Reparation Recovery Act* 1921, ainsi que du prélèvement sur les importations allemandes en France, ont fait l'objet d'accords conclus entre le Gouvernement allemand et, respectivement, les Gouvernements britannique et français, accords dont le texte figure à l'annexe X.

Article XIII.

Le Gouvernement allemand confirme tous les priviléges, garanties et gages jusqu'ici créés au bénéfice de l'emprunt extérieur allemand de 1924, et déclare que rien, ni dans le Nouveau Plan, ni du fait de la cessation du Plan Dawes, ne diminue ou ne modifie la nature et l'étendue des obligations ou des engagements par lui antérieurement assumés sous le régime du *General Bond* pour garantir l'emprunt ci-dessus mentionné. Ils subsistent intégralement. Les Gouvernements des autres Puissances signataires confirment également et reconnaissent à nouveau la situation privilégiée du service de l'Emprunt extérieur allemand de 1924 et déclarent, pour autant que cela les concerne, que tous les priviléges, garanties et gages jusqu'ici accordés audit emprunt demeurent intacts, y compris ceux du Protocole de Londres du 30 août 1924. Notamment, et sans infirmer les déclarations générales qui précèdent, les Gouvernements de l'Allemagne et des autres Puissances signataires reconnaissent que le privilège de premier rang stipulé au bénéfice de l'emprunt continue à porter sur tous les paiements devant être ultérieurement effectués par l'Allemagne au titre des réparations et des autres charges du Traité, y compris non seulement la part non différable des annuités allemandes qui doit être payée au compte de Trust des annuités, mais encore la part différable des annuités allemandes qui doit être payée au même compte. Lesdites Puissances reconnaissent, en conséquence, que les sommes normalement requises pour le service de l'emprunt, seront prélevées sur lesdites annuités et payées aux Trusts de l'emprunt ou à leur ordre par privilège sur tous autres versements en provenant. Le Gouvernement allemand accepte, en outre, et confirme les dispositions pour la garantie de l'emprunt extérieur allemand de 1924 qui sont contenues à l'annexe XI, dont le texte anglais seul est authentique.

IX hereto and in the second Annex to the Protocol of the 31 August, 1929.

The methods of administering the law of Great Britain entitled "The German Reparation (Recovery) Act 1921" and the levy on German imports into France have been settled by Agreements between the German Government on the one hand, the British and French Governments respectively on the other; the text of these Agreements is set out in Annex X.

Article XIII.

The German Government confirms all the priorities, securities and rights hitherto created for the benefit of the German External Loan, 1924, and declares that nothing in the New Plan or in consequence of the termination of the Dawes Plan, diminishes or varies the nature and extent of its prior obligations and engagements assumed under the General Bond securing said Loan, all of which are preserved in their integrity. The Governments of the other Signatory Powers similarly confirm and recognise the absolute prior position of the service of the German External Loan, 1924, and declare, in so far as they are concerned, that all the priorities securities and rights hitherto granted said Loan remain unimpaired including those under the London Protocol dated 30 August, 1924. In particular, but without limiting the foregoing general declarations, the Governments of the German Reich and of the other Signatory Powers recognise that the specific first prior charge for the benefit of the said Loan continues to attach to all payments hereafter to be made by Germany for Reparation or other Treaty costs, including not only the non-postponable portion of the German annuities to be paid into the Annuity Trust Account but also the postponable portion of the German annuities to be paid into the Annuity Trust Account; and the said Powers accordingly agree that the amounts currently required for the service of said Loan shall be paid out of said annuities to, or upon the order of, the Trustees of said Loan in priority to any other disbursements made therefrom. The Government of the German Reich further accepts and confirms the provisions for the security of the German External Loan, 1924, which are contained in Annex XI, of which the English text is alone authentic.

Article XIV.

Les Puissances créancières reconnaissent que leur acceptation de l'engagement solennel du Gouvernement allemand remplace tous gages, contrôles, garanties et priviléges qui peuvent exister à l'heure actuelle sous réserve de ceux dont il est fait mention spéciale à l'article XIII et aux annexes VI, VII et XI..

Article XV.

1^o Tout différend, soit entre les Gouvernements signataires du présent accord, soit entre un ou plusieurs d'entre eux et la Banque des Règlements internationaux au sujet de l'interprétation et de l'application du Nouveau Plan, sera soumis, sous réserve des dispositions spéciales prévues aux annexes I, V^{bis}, VI^{bis} et IX, pour décision définitive, à un Tribunal arbitral de cinq membres nommés pour cinq ans, dont un qui remplira les fonctions de président, devra être citoyen des Etats-Unis d'Amérique, dont deux devront être ressortissants d'Etats ayant été neutres pendant la dernière guerre, et dont les deux derniers seront respectivement ressortissants de l'Allemagne et de l'une des Puissances créancières de l'Allemagne.

Pour la première période de cinq ans, à dater de la mise à exécution du Nouveau Plan, ce Tribunal sera composé des cinq membres qui constituent actuellement le Tribunal arbitral institué par l'Accord de Londres du 30 août 1924.

2^o Il sera pourvu, soit au renouvellement des membres du Tribunal à l'expiration de chaque période, soit à toute vacance qui pourrait se produire en cours de période : en ce qui concerne le membre ayant la nationalité de l'une des Puissances créancières de l'Allemagne, par le Gouvernement français qui s'entendra préalablement à cet effet avec les Gouvernements belge, britannique, italien, japonais ; en ce qui concerne le membre ayant la nationalité allemande, par le Gouvernement allemand, et, en ce qui concerne les trois autres membres par les six gouvernements précédemment mentionnés agissant d'un commun accord, ou, faute de cet accord, par le président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale.

3^o Dans tous les cas où, soit l'Allemagne, soit la Banque sera partie demanderesse ou défenderesse, si le président du Tribunal estimait, à la

Article XIV.

The Creditor Powers recognise that their acceptance of the solemn undertaking of the German Government replaces all controls, special securities, pledges or charges existing at the present time, with the exception of those specially mentioned in Article XIII and in Annexes VI, VII and XI.

Article XV.

1. Any dispute, whether between the Governments signatory to the present Agreement or between one or more of those Governments and the Bank for International Settlements, as to the interpretation or application of the New Plan shall, subject to the special provisions of Annexes I, Va, VIa and IX be submitted for final decision to an arbitration tribunal of five members appointed for five years, of whom one, who will be the Chairman, shall be a citizen of the United States of America, two shall be nationals of States which were neutral during the late war ; the two other shall be respectively a national of Germany and a national of one of the Powers which are creditors of Germany.

For the first period of five years from the date when the New Plan takes effect this Tribunal shall consist of the five members who at present constitute the Arbitration Tribunal established by the Agreement of London of the 30 August, 1924.

2. Vacancies on the Tribunal, whether they result from the expiration of the five-yearly periods or occur during the course of any such period, shall be filled, in the case of a member who is a national of one of the Powers which are creditors of Germany, by the French Government, which will first reach an understanding for this purpose with the Belgian, British, Italian and Japanese Governments ; in the case of the member of German nationality, by the German Government ; and in the cases of the three other members by the six Governments previously mentioned acting in agreement, or in default of their agreement, by the President for the time being of the Permanent Court of International Justice.

3. In any case in which either Germany or the Bank is plaintiff or defendant, if the Chairman of the Tribunal considers, at the request of one

requête d'un ou de plusieurs d'entre les gouvernements créanciers parties au litige, que ce ou ces gouvernements sont principalement intéressés, il invitera ce ou ces gouvernements à désigner, d'un commun accord, si plusieurs gouvernements sont en cause, un membre qui remplacera dans le Tribunal le membre nommé par le Gouvernement français.

Au cas où, lors d'un différend entre deux ou plusieurs Gouvernements créanciers, le Tribunal ne compterait pas le siège à un ressortissant d'un ou de plusieurs d'entre ces gouvernements, ce ou ces gouvernements auraient le droit de désigner chacun un membre qui siégera à cette occasion. Le président, s'il estime que certains de ces gouvernements ont un intérêt commun au litigé, les invitera à désigner un seul membre ; toutes les fois que, par l'effet de cette disposition, le Tribunal sera composé d'un nombre pair de membres, le président aura voix prépondérante.

4º Avant toute décision finale et sans préjudice du fond, le président du Tribunal ou, en cas d'empêchement de sa part, dans un cas quelconque, tout autre membre désigné par lui, pourra, sur requête de la partie la plus diligente, ordonner des mesures conservatoires destinées à garantir les droits des parties.

5º En recourant au Tribunal, les parties peuvent toujours se mettre d'accord pour soumettre leur différend au président ou à un des membres choisi comme arbitre unique.

6º Sauf dispositions spéciales prévues au compromis qui ne sauraient en aucun cas porter atteinte au droit d'intervention d'une tierce Partie, la procédure du Tribunal ou celle de l'arbitre unique sera réglée conformément à l'annexe XII.

Ces règles de procédure s'appliquent également sous la même réserve, à toute instance devant le Tribunal prévue aux annexes du présent accord.

7º Faute d'entente sur les termes du compromis, toute partie pourra saisir directement et par simple requête le Tribunal qui statuera, fût-ce par défaut sur toute question dont il sera de la sorte saisi.

8º Le Tribunal et l'arbitre unique sont juges de leur compétence. Toutefois, au cas où, dans un

or more of the Creditor Governments parties to the proceedings, that the said Government or Governments are principally concerned, he will invite the said Government or Governments to appoint — and in the case of more Governments than one by agreement — a member, who will take the place on the Tribunal of the member appointed by the French Government.

In any case in which, on the occasion of a dispute between two or more Creditor Governments, there is no national of one or more of those Governments among the Members of the Tribunal, that Government or those Governments shall have the right to appoint each a Member who will sit on that occasion. If the Chairman considers that some of the said Governments have a common interest in the dispute, he will invite them to appoint a single member. Whenever, as a result of this provision, the Tribunal is composed of an even number of members, the Chairman shall have a casting vote.

4. Before and without prejudice to a final decision, the Chairman of the Tribunal, or, if he is not available in any case, any other Member appointed by him, shall be entitled, on the request of any Party who makes the application, to make any interlocutory order with a view to preventing any violation of the rights of the Parties.

5. In any proceedings before the Tribunal the Parties shall always be at liberty to agree to submit the point at issue to the Chairman or any one of the Members of the Tribunal chosen as a single arbitrator.

6. Subject to any special provisions which may be made in the Submission — provisions which may not in any event affect the right of intervention of a Third Party — the procedure before the Tribunal or a single arbitrator shall be governed by the rules laid down in Annex XII.

The same rules, subject to the same reservation, shall also apply to any proceedings before this Tribunal for which the Annexes to the present Agreement provide.

7. In the absence of an understanding on the terms of Submission, any Party may seize the Tribunal directly by a proceeding *ex parte*, and the Tribunal may decide, even in default of appearance any question of which it is thus seized.

8. The Tribunal, or the single arbitrator, may decide the question of their own jurisdiction,

conflit s'élevant entre gouvernements, la question de la compétence serait soulevée, elle sera, à la demande de l'une des parties, déférée à la Cour permanente de Justice internationale.

9º Les présentes dispositions seront dûment acceptées par la Banque en vue du règlement de tout différend pouvant surgir entre elle et un ou plusieurs des gouvernements signataires en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de ses statuts ou du Nouveau Plan.

CLAUSE FINALE.

M. Henri Jaspar, Premier ministre de Belgique, agissant en sa qualité de président de la Conférence de La Haye de 1930, remettra, immédiatement après la signature, à chacun des gouvernements signataires, une copie certifiée conforme du présent accord. (Cette expression couvre ici et chaque fois que le contexte le permet, les annexes jointes.)

Sauf dispositions contraires, les textes français et anglais feront également foi.

Toutefois, s'agissant des certificats prévus à l'article VII et des lois allemandes mentionnées à l'article IX du présent accord, le texte allemand et, s'agissant de l'annexe XI le texte anglais feront seuls foi.

Le présent accord sera ratifié et le dépôt des ratifications sera fait à Paris auprès du Gouvernement français.

Les Puissances dont le gouvernement a son siège hors d'Europe pourront se contenter d'aviser le Gouvernement français de leur ratification par leur représentant diplomatique à Paris ; en pareil cas, ils transmettront le plus tôt possible l'instrument de leur ratification.

Le Nouveau Plan entrera en vigueur et sera considéré comme ayant été mis à exécution à la date à laquelle la Commission des réparations et le président de la Kriegslastencommission auront constaté d'un commun accord :

1º La ratification du présent accord par l'Allemagne et la promulgation des lois allemandes, conformément aux annexes les concernant.

2º La ratification du même accord par quatre d'entre les Puissances suivantes : la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.

provided always that, if the dispute is one between Governments and a question of jurisdiction is raised, it shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice.

9. The present provisions shall be duly accepted by the Bank for the settlement of any dispute which may arise between it and one or more of the signatory Governments as to the interpretation or application of its Statutes or the New Plan.

FINAL CLAUSE.

M. Henri Jaspar, Prime Minister of Belgium, as Chairman of the Hague Conference of 1930, will deliver to each of the signatory Governments a certified copy of the present Agreement (which expression here, and in all places where the context admits, includes the Annexes hereto) immediately after signature. The French and English texts are both, in the absence of special provision to the contrary, authentic, provided that, for the Certificates mentioned in Article VII and the German Laws mentioned in Article IX of the present Agreement the German text, and for the provisions of Annex XI the English text, alone will be authentic.

The present Agreement shall be ratified and the deposit of ratifications shall be made at Paris with the French Government.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled merely to inform the French Government through their diplomatic representatives at Paris that their ratification has been given ; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

The New Plan will come into force and will be considered as having been put into execution on the date on which the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission have agreed in reporting :

(1) The ratification of the present Agreement by Germany and the enactment of the German laws in accordance with the relative Annexes.

(2) The ratification of the present Agreement by four of the following Powers, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan.

3º La constitution de la Banque des Règlements internationaux et son acceptation des engagements la concernant prévus au présent accord, ainsi que la réception par elle du certificat de dette du Gouvernement allemand et du certificat de la Compagnie des Chemins de fer allemands, tels qu'ils figurent aux annexes III et IV.

La constatation de la Commission des réparations devra être décidée par un vote unanime de ladite commission, telle qu'elle est constituée aux fins du Traité de Versailles, lorsqu'une question relative à l'Allemagne est examinée, le délégué du Japon prenant néanmoins part aux débats et émettant son vote.

La constatation de la Commission des réparations et du président de la Kriegslastenkommision sera notifiée à toutes les Puissances signataires du présent accord.

Toutefois, la substitution des obligations et des annuités du Nouveau Plan à celles du Plan des Experts du 9 avril 1924, prendra date à partir du 1^{er} septembre 1929, compte tenu des prescriptions du Protocole de La Haye du 31 août 1929 et de l'annexe II au présent accord.

Le présent accord entrera en vigueur pour chaque gouvernement, autre que les quatre d'entre ceux nommément désignés ci-dessus qui auront ratifié les premiers, à la date de sa notification ou du dépôt de sa ratification. Cette ratification produira toutefois les mêmes effets que si elle avait précédé la constatation par la Commission des réparations et le président de la Kriegslastenkommision.

Le Gouvernement français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait en un seul exemplaire à La Haye, le 20 janvier 1930.

CURTIUS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.

(3) The constitution of the Bank for International Settlements and the acceptance by the Bank of the undertakings by it for which the present Agreement provides, and also its receipt of the Certificate of the German Government and the Certificate of the German Railway Company as provided in Annexes III and IV.

The report of the Reparation Commission shall require a unanimous vote of the members of the Commission as constituted for the purposes of the Treaty of Versailles when a question concerning Germany is under consideration, the Japanese Delegate nevertheless taking part in the discussion and giving his vote.

The report of the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommision will be notified to all the Powers signatory of the present Agreement.

Provided always that the substitution of the obligations and annuities of the New Plan for those of the Experts' Plan of the 9 April, 1924, shall date from the 1 September, 1929, regard being had to the provisions of The Hague Protocol of the 31 August, 1929, and of Annex II to the present Agreement.

The present Agreement will come into force for each Government other than the four of those mentioned above by name who first ratify, on the date of notification or deposit of ratification.

Provided always that any such ratification shall have the same effect as if it had taken place before the report of the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommision.

The French Government will transmit to all the signatory Governments a certified copy of the procès-verbaux of the deposit.

Done in a single copy at The Hague, the 20th day of January, 1930.

CURTIUS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.

E. FRANCQUI.	E. FRANCQUI.
Philip SNOWDEN.	Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.	Peter LARKIN.
GRANVILLE RYRIE.	GRANVILLE RYRIE.
E. TOMS.	E. TOMS.
Philip SNOWDEN.	Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.	Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.	Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.	LOUCHEUR.
N. POLITIS.	N. POLITIS.
J. G. POLITIS.	J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.	A. MOSCONI.
A. PIRELLI.	A. PIRELLI.
SUVICH.	SUVICH.
M. ADATCI.	M. ADATCI.
K. HIROTA.	K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.	J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.	R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.	Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.	G. G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.	N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.	J. LUGOSIANO.
Al. ZEUCEANO.	Al. ZEUCEANO.
Dr Eduard BENEŠ.	Dr Eduard BENEŠ.
Stefan OSUSKY.	Stefan OSUSKY.
D ^r V. MARINKOVITCH.	D ^r V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.	Const. FOTITCH.

LISTE DES ANNEXES

Pages

ANNEXE I.

Echange de déclarations entre les représentants des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais, d'une part, et du Gouvernement allemand, d'autre part	258
--	-----

ANNEXE II.

Mesures de transition	262
---------------------------------	-----

ANNEXE III.

Certificat de dette du Reich allemand . . .	263
---	-----

ANNEXE IV.

Certificat de la compagnie des chemins de fer allemands.	278
--	-----

ANNEXE V.

Dispositions à insérer ou à maintenir dans la loi allemande sur la Banque	279
---	-----

ANNEXE Vbis.

Procédure pour la modification de certains articles de la loi allemande sur la Banque	286
---	-----

ANNEXE VI.

Loi relative à la modification de la loi concernant la <i>Deutsche Reichsbahngesellschaft</i>	301
---	-----

ANNEXE VIbis.

Procédure pour la modification de la loi concernant la <i>Deutsche Reichsbahngesellschaft</i>	325
---	-----

ANNEXE VII.

Affectation à titre de garantie collatérale de certaines recettes du Reich	327
--	-----

ANNEXE VIII.

Contrat de mandat. (Trust)	328
--------------------------------------	-----

ANNEXE IX.

Règlement pour les prestations en nature . . .	364
--	-----

LIST OF ANNEXES.

Page

ANNEX I.

Exchange of declarations between the representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments on the one hand and of the German Government on the other.	258
---	-----

ANNEX II.

Measures of Transition	262
----------------------------------	-----

ANNEX III.

Debt Certificate of the German Reich	263
--	-----

ANNEX IV.

Certificate of the German Railway Company	278
---	-----

ANNEX V.

Provisions to be inserted or maintained in the German Bank Law	279
--	-----

ANNEX Va.

Procedure for the modification of certain provisions of the German Bank Law . . .	286
---	-----

ANNEX VI.

Law for the amendment of the Law on the Deutsche Reichsbahn Gesellschaft	301
--	-----

ANNEX VIa.

Procedure for the amendment of the Law on the Deutsche Reichsbahn Gesellschaft	325
--	-----

ANNEX VII.

Assignment by way of " collateral guarantee " of certain revenues of the German Reich	327
---	-----

ANNEX VIII.

Trust Agreement	328
---------------------------	-----

ANNEX IX.

Rules for Deliveries in Kind	364
--	-----

ANNEXE X.	Pages	ANNEX X.	Page
Accords entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Allemagne et la France concernant le <i>German Reparation Recovery Act</i> et la législation française correspondante	378	Agreements between Germany and Great Britain and between Germany and France as to the " German Reparation (Recovery) Act " and corresponding French legislation	378
ANNEXE X a.		ANNEX X a.	
Accord relatif aux modalités du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France.	382	Agreement regarding the Method of administering the Levy on the Value of German Imports into France	382
ANNEXE XI.		ANNEX XI.	
Garanties accordées à l'emprunt extérieur allemand 1924	387	Securities for the German External Loan	387
ANNEXE XII.		ANNEX XII.	
Règlement de procédure du Tribunal arbitral	391	Rules of Procedure of the Arbitral Tribunal	391
ANNEXE I		ANNEX I.	
ÉCHANGE DE DÉCLARATIONS ENTRE LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN, ET JAPONAIS, D'UNE PART, ET DU GOUVERNEMENT ALLEMAND, D'AUTRE PART.		EXCHANGE OF DECLARATIONS BETWEEN THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS ON THE ONE HAND AND THE GERMAN GOVERNMENT ON THE OTHER.	
LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS BELGE, ANGLAIS, FRANÇAIS, ITALIEN ET JAPONAIS déclarent ce qui suit :		THE REPRESENTATIVES OF THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN and JAPANESE GOVERNMENTS make the following declaration :	
Le Nouveau Plan repose sur le principe que le règlement complet et définitif de la question des Réparations est d'un intérêt commun pour tous les pays qu'elle concerne, et que ce Plan exige la collaboration de tous ces pays. Sans bonne volonté et confiance mutuelles, le but du Plan ne serait pas atteint.		The New Plan rests on the principle that the complete and final settlement of the reparation question is of common interest to all the countries which this question concerns and that the Plan requires the collaboration of all these countries. Without mutual good will and confidence the object of the Plan would not be attained.	
C'est dans ce sens que les Gouvernements créanciers ont, dans l'accord de La Haye de janvier, 1930, accepté l'engagement solennel du Gouvernement allemand de payer les annuités établies conformément aux dispositions du Nouveau Plan comme garantie de l'exécution de ses obligations.		It is in this sense that the Creditor Governments have, in The Hague Agreement of January 1930, accepted the solemn undertaking of the German Government to pay the annuities fixed in accordance with the provisions of the New Plan as the guarantee for the fulfilment of the German Government's obligations. The Creditor Governments are convinced that, even if the execution of the New Plan should give rise to differences of opinion or difficulties, the procedures provided for by the Plan itself would be sufficient to resolve them.	
Ils sont convaincus que, dans le cas même où l'exécution du Nouveau Plan provoquerait des divergences d'opinions ou des difficultés, les procédures prévues par le Plan lui-même suffiraient à les résoudre.		It is for this reason that The Hague Agreement of January 1930 provides that, under the régime of the New Plan, the powers of the Creditor Powers shall be determined by the provisions of the Plan.	
C'est pourquoi l'accord de La Haye de janvier 1930, dispose que, sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.		There remains, however, a hypothesis outside the scope of the Agreements signed to-day. The Creditor Governments are forced to consider it without thereby wishing to cast doubt on the intentions of the German Government. They regard it as indispensable to take account of the possibility that in the future a German Government, in violation of the solemn obligation contained in The Hague Agreement of January 1930,	
Il reste cependant une hypothèse en dehors du cadre des Accords signés aujourd'hui. Les Gouvernements créanciers sont forcés de la considérer, sans par là vouloir mettre en doute les intentions du Gouvernement allemand. Ils estiment indispensable de tenir compte de la possibilité que, dans l'avenir, un Gouvernement allemand se laisse aller, manquant à l'obligation solennelle contenue dans l'Accord de La Haye de janvier 1930, à des actes			

faisant apparaître sa volonté de détruire le Nouveau Plan.

Les Gouvernements créanciers ont le devoir de déclarer au Gouvernement allemand que, si un tel cas se produisait, compromettant dans ses fondements l'œuvre poursuivie en commun, une situation nouvelle serait créée en vue de laquelle lesdits Gouvernements créanciers doivent, dès maintenant, faire toutes réserves que de droit.

Cependant, même dans cette hypothèse extrême, les gouvernements créanciers, dans l'intérêt de la paix générale, sont disposés, avant d'entreprendre aucune action, à faire appel, pour la constatation et l'appréciation des faits, à une juridiction internationale d'une autorité incontestée. La ou les Puissances créancières qui s'estimerait intéressées soumettraient donc à la Cour permanente de Justice internationale la question de savoir si le Gouvernement allemand a commis des actes faisant apparaître sa volonté de détruire le Nouveau Plan.

L'Allemagne déclarerait dès maintenant que, dans le cas de décision affirmative de la Cour, elle tient pour légitime que, en vue d'assurer l'exécution des obligations de la Puissance débitrice telles qu'elles résultent du Nouveau Plan, la ou les Puissances créancières recourent leur pleine liberté d'action.

Les Gouvernements créanciers sont convaincus que jamais ne se produira l'hypothèse en question. Ils sont assurés que le Gouvernement allemand partage cette conviction. Mais ils estiment que c'est pour eux une obligation de loyauté et un devoir envers leurs pays respectifs de formuler, pour le cas où cette hypothèse se présenterait, la déclaration qui précède.

II

Les représentants du Gouvernement allemand, de leur côté, déclarent ce qui suit :

Le Gouvernement allemand prend acte de la déclaration qui précède des Gouvernements créanciers, aux termes de laquelle, dans le cas même où se produiraient, à propos de l'exécution du Nouveau Plan, des divergences de vues ou des difficultés, les procédures prévues dans le Plan suffiraient à les résoudre.

Il prend acte, en conséquence, de ce que, sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières se détermineront d'après les dispositions dudit plan.

En ce qui concerne la seconde partie de ladite déclaration et l'hypothèse qui y est formulée, le Gouvernement allemand regrette que soit envisagée une telle éventualité qu'il tient quant à lui pour impossible.

Toutefois, si une ou plusieurs Puissances créancières saisissent la Cour permanente de Justice internationale de la question de savoir si des actes émanant du Gouvernement allemand font apparaître une volonté de détruire le Nouveau Plan, le Gouvernement allemand est d'accord avec les

might commit itself to actions revealing its determination to destroy the New Plan.

It is the duty of the Creditor Governments to declare to the German Government that if such a case arose, imperilling the foundations of their common work, a new situation would be created in regard to which the Creditor Governments must, from the outset, formulate all the reservations to which they are rightfully entitled.

However, even on this extreme hypothesis, the Creditor Governments, in the interests of general peace, are prepared, before taking any action, to appeal to an international jurisdiction of incontestable authority to establish and appreciate the facts. The Creditor Power or Powers which might regard themselves as concerned, would therefore submit to the Permanent Court of International Justice the question whether the German Government had committed acts revealing its determination to destroy the New Plan.

Germany should forthwith declare that, in the event of an affirmative decision by the Court, she acknowledges that it is legitimate that, in order to ensure the fulfilment of the obligations of the Debtor Power resulting from the New Plan, the Creditor Power or Powers should resume their full liberty of action.

The Creditor Governments are convinced that such a hypothetical situation will never in fact arise and they feel assured that the German Government shares this conviction. But they consider that they are bound in loyalty and by their duty to their respective countries to make the above declaration in case this hypothetical situation should arise.

II.

The representatives of the German Government, on their side, make the following declaration :

The German Government takes note of the above declaration of the Creditor Governments whereby, even if the execution of the New Plan should give rise to differences of opinion or difficulties in regard to the fulfilment of the New Plan, the procedures provided for in the Plan would be sufficient to resolve them.

The German Government take note accordingly that under the régime of the New Plan the powers of the Creditor Powers will be determined in accordance with the provisions of the Plan.

As regards the second part of the declaration and the hypothesis formulated in this declaration, the German Government regrets that such an eventuality, which for its part it regards as impossible, should be contemplated.

Nevertheless, if one or more of the Creditor Powers refer to the Permanent Court of International Justice the question whether acts originating with the German Government reveal its determination to destroy the New Plan, the German Government, in agreement with the Creditor

Gouvernements créanciers pour accepter que la Cour permanente statue et déclare tenir pour légitime, dans le cas de décision affirmative de la Cour, que, en vue d'assurer l'exécution des obligations financières de la Puissance débitrice telles qu'elles résultent du Nouveau Plan, la ou les Puissances créancières recouvreront leur pleine liberté d'action.

Les textes français, anglais et allemand de la présente annexe feront également foi.

CURTIUS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCQUI.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.

Governments, accepts the proposal that the Permanent Court should decide the question, and declares that it acknowledges that it is legitimate, in the event of an affirmative decision by the Court, that, in order to ensure the fulfilment of the financial obligations of the Debtor Power resulting from the New Plan, the Creditor Power or Powers should resume their full liberty of action.

The French, German and English texts of the present Annex are equally authoritative.

CURTIUS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCQUI.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE I.

AUSTAUSCH VON ERKLÄRUNGEN ZWISCHEN DEN VERTRETERN DER BELGISCHEN, BRITISCHEN, FRANZÖSISCHEN, ITALIENISCHEN UND JAPANISCHEN REGIERUNG EINERSEITS UND DEN VERTRETERN DER DEUTSCHEN REGIERUNG ANDERERSEITS.

I.

Die Vertreter der BELGISCHEN, ENGLISCHEN, FRANZÖSISCHEN, ITALIENISCHEN UND JAPANISCHEN REGIERUNG geben folgende Erklärung ab :

Der Neue Plan beruht auf dem Grundgedanken, dass die vollständige und endgültige Lösung der Reparationsfrage im gemeinsamen Interesse aller beteiligten Länder liegt, und dass er die Zusammenarbeit aller dieser Länder erfordert. Ohne guten Willen und Vertrauen von beiden Seiten würde das Ziel des Planes nicht erreicht werden.

In diesem Sinne haben die Gläubigerregierungen in dem Haager Abkommen vom Januar 1930 die feierliche Verpflichtung der Deutschen Regierung, die festgesetzten Annuitäten gemäss den Bestimmungen des Neuen Planes zu zahlen, als die Garantie für die Ausführung ihrer Verbindlichkeiten angenommen. Sie sind der Überzeugung, dass selbst in dem Falle, wo die Ausführung des Neuen Planes Meinungsverschiedenheiten oder Schwierigkeiten hervorrufen sollte, die in dem Plane selbst vorgesehenen Verfahrensarten ausreichen, um sie zu beseitigen.

Aus diesem Grunde sieht das Haager Abkommen von Januar 1930 vor, das unter dem Regime des Neuen Planes die Befugnisse der Gläubigermächte sich nach den Bestimmungen dieses Planes begrenzen.

Es bleibt indes ein Fall übrig, der außerhalb des Rahmens der heute unterzeichneten Vereinbarungen steht. Die Gläubigerregierungen sind gezwungen, ihn zu erwägen, ohne dass sie damit die Absichten der Deutschen Regierung in Zweifel ziehen wollen. Sie halten es für unerlässlich, die Möglichkeit zu

bedenken, dass in Zukunft eine Deutsche Regierung sich entgegen der im Haager Abkommen von Januar 1930 enthaltenen feierlichen Verpflichtung zu Handlungen herbeilassen könnte, die ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreissen.

Die Gläubigerregierungen haben die Pflicht, der Deutschen Regierung zu erklären, dass, wenn ein solcher Fall eintrate, der das gemeinsam verfolgte Werk von Grund aus erschüttern würde, eine neue Lage geschaffen wäre, der gegenüber die Gläubigerregierungen schon jetzt alle Rechtsvorbehalte machen müssen.

Aber selbst in diesem äussertsen Falle sind die Gläubigerregierungen im Interesse des allgemeinen Friedens gewillt, bevor sie irgend einen Schritt tun, zum Zwecke der Feststellung und Würdigung der Tatsachen eine internationale Instanz anzurufen, deren Autorität unbestritten ist. Die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen, die sich für beteiligt halten, würden dementsprechend den Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag mit der Frage befassen, ob die Deutsche Regierung Handlungen vollzogen hat, die ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreissen.

Deutschland würde schon jetzt erklären, dass es im Falle einer bejahenden Entscheidung des Gerichtshofes es als berechtigt ansieht, dass die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen ihre volle Handlungsfreiheit wiedergewinnen, um die Ausführung der sich aus dem Neuen Plan ergebenden Verbindlichkeiten des Schuldnerlandes sicherzustellen.

Die Gläubigermächte sind überzeugt, dass der in Frage stehende Fall niemals eintreten wird. Sie sind sicher, dass die Deutsche Regierung diese Überzeugung teilt. Aber sie glauben, dass es für sie ein Gebot der Loyalität und eine Pflicht gegenüber ihren Ländern ist, die vorstehende Erklärung für den Fall abzugeben, dass jene Möglichkeit sich doch verwirklichen sollte.

II.

Die Vertreter der Deutschen Regierung geben ihrerseits folgende Erklärung ab :

Die Deutsche Regierung nimmt Akt von der vorstehenden Erklärung der Gläubigerregierungen, wonach selbst in dem Falle, wo bei der Ausführung des Neuen Planes Meinungsverschiedenheiten oder Schwierigkeiten hervortreten sollten, die im Plane vorgesehenen Verfahrensarten ausreichen, um sie zu beseitigen.

Sie nimmt demzufolge Akt davon, dass unter dem Regime des Neuen Planes die Befugnisse der Gläubigermächte sich nach den Bestimmungen dieses Planes begrenzen.

Was den zweiten Teil der genannten Erklärung und die darin erwähnte Möglichkeit anlangt, so bedauert die Deutsche Regierung, dass eine solche Eventualität in Betracht gezogen wird, die die Deutsche Regierung ihrerseits für unmöglich hält.

Wenn indes eine Gläubigerregierung oder mehrere Gläubigerregierungen den Ständigen Gerichtshof mit der Frage befassen, ob Handlungen der Deutschen Regierung ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreissen, ist die Deutsche Regierung mit den Gläubigerregierungen einverstanden, dass der Ständige Gerichtshof darüber befindet; sie erklärt, dass sie es im Falle einer bejahenden Entscheidung des Gerichtshofes als berechtigt ansieht, dass die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen ihre volle Handlungsfreiheit wiedergewinnen, um die Ausführung der sich aus dem Neuen Plane ergebenden finanziellen Verbindlichkeiten des Schuldnerlandes sicherzustellen.

Der deutsche, französische und englische Wortlaut dieser Anlage haben gleiche Beweiskraft.

CURTIUS.
WIRTH.
SCHMIDT.
MOLDENHAUER.
Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCQUI.
Philip SNOWDEN.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.

ANNEXE II

MESURES DE TRANSITION.

1. Le transfert à la Banque des Règlements internationaux des documents de la Commission des réparations et des organismes constitués par le Plan Dawes ne s'opérera que dans la mesure qui sera jugée par le Comité spécial restreint (dont il est question à l'annexe V, paragraphe 166, du Rapport des experts du 7 juin 1929) strictement nécessaire à l'exercice des fonctions de la Banque des Règlements internationaux.

2. i) L'obligation antérieure de l'Allemagne étant complètement remplacée par l'obligation prévue dans le Nouveau Plan sauf en ce qui concerne l'emprunt extérieur allemand 1924, les obligations A, B, C, de l'Allemagne, les obligations de la Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft, et les obligations industrielles allemandes ainsi que celles de la Bank für Deutsche Industrie-Obligationen, sont définitivement annulées et seront détruites.

ii) Les créances de l'Allemagne vis-à-vis de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie visées à l'article 261 du Traité de Versailles, et les dettes de l'Allemagne visées aux articles 213 du Traité de Saint-Germain, 196 du Traité de Trianon et 145 du Traité de Neuilly, sont définitivement annulées et les titres et documents y afférents seront détruits.

iii) Les mesures de destruction ci-dessus visées sont du ressort du Comité spécial restreint.

3. i) Dès que le Nouveau Plan aura été mis à exécution, les comptes de la période de transition visée à l'Annexe III (article premier et 2) du Protocole de La Haye du 31 août 1929 seront clos. Les sommes que l'Allemagne aura effectivement payées pendant cette période en excédent des montants qui étaient dus par elle pendant la même période, soit au titre de la cinquième annuité du Plan Dawes, soit en application du Nouveau Plan et des dispositions du paragraphe II de l'Annexe III et du paragraphe premier de l'Annexe IV au Protocole de La Haye, lui seront remboursées.

ii) Pour toute la durée pendant laquelle l'Agent général des Paiements aura disposé d'un tel excédent, des intérêts seront crédités à l'Allemagne dans la mesure où l'Agent général des Paiements aura encaissé des intérêts pour le placement en reichsmarks de disponibilités à concurrence dudit excédent ; des intérêts seront débités à l'Allemagne dans la mesure où et pour la durée pendant laquelle les paiements effectués par elle ont été inférieurs à ceux qu'elle aurait effectués si le Nouveau Plan avait été mis en vigueur le 1^{er} septembre 1929, compte tenu des sommes visées aux deux alinéas suivants ; ces intérêts seront calculés à un taux

ANNEX II.

MEASURES OF TRANSITION.

1. The transfer to the Bank for International Settlements of the documents belonging to the Reparation Commission and the Organisations of the Dawes Plan, will take place in so far only as may be deemed by the small Special Committee referred to in Annex V of the Experts' Report of the 7th June, 1929 (paragraph 166) to be strictly necessary for the exercise of the functions of the Bank for International Settlements.

2. (i.) Germany's previous obligation, except in respect of the German External Loan 1924, being entirely replaced by the obligation laid down in the New Plan, the German A, B and C bonds, the bonds of the Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft, the German Industrial bonds and the bonds of the Bank für Deutsche Industrie Obligationen are finally cancelled and shall be destroyed.

(ii.) The claims of Germany against Austria, Hungary and Bulgaria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles and the debts of Germany referred to in Articles 213 of the Treaty of St. Germain, 196 of the Treaty of Trianon and 145 of the Treaty of Neuilly are finally cancelled and the securities and documents relating thereto shall be destroyed.

(iii.) The measures to be taken for the destruction of the instruments above-mentioned will be settled by the small Special Committee.

3. (i.) As soon as the New Plan has been put into force the accounts of the transitional period referred to in Annex III, Article I (1) and (2) to The Hague Protocol of the 31st August, 1929, will be closed. Sums in fact paid by Germany during that period in excess of the amounts due by her during the same period, whether under the fifth annuity of the Dawes Plan or under the New Plan, and the provisions of paragraph II of Annex III and paragraph I of Annex IV of The Hague Protocol, will be reimbursed to Germany.

(ii.) For the whole of the period during which the Agent-General for Reparation Payments has had such a surplus at his disposal, interest will be credited to Germany in so far as the Agent-General has received interest by the investment in reichsmarks of the sums at his disposal up to the amount of that surplus ; interest will be debited to Germany in so far as, and for the period during which, the payments made by her have been less than those which she would have made if the New Plan had been put into force on the 1st September, 1929, regard being had to the sums referred to in the two following paragraphs ; this

égal à celui de l'intérêt moyen produit par l'excédent total à rembourser à l'Allemagne.

iii) La somme de 6 millions de reichsmarks visée au paragraphe 2 de l'Annexe III au Protocole de La Haye est réputée due par l'Allemagne au jour auquel l'Agent général des Paiements a reçu de l'Allemagne des versements suffisants en sus des montants dus en application du Nouveau Plan, pour couvrir ladite somme.

iv) La somme de 30 millions de reichsmarks visée au paragraphe premier de l'Annexe IV au Protocole de La Haye est réputée due par l'Allemagne aux échéances suivantes :

5 millions R.M. le 20 septembre 1929	
» » 20 octobre »	
» » 20 novembre »	
» » 20 décembre »	

le solde : 10 millions R.M. le 31 décembre.

v) Le solde du compte d'intérêts ci-dessus décrit sera effectivement réglé en même temps que le remboursement en principal à faire à l'Allemagne, suivant l'arrêté de comptes global qui sera approuvé par le Comité spécial restreint.

vi) Ce règlement de compte ne porte pas préjudice au droit du Gouvernement allemand de récupérer les économies qui auraient été réalisées sur le montant de 6 millions de reichsmarks visé à l'alinéa iii) ci-dessus par la Commission des Réparations et par les organismes du Plan Dawes dont les frais ont été couverts jusqu'à présent par les annuités Dawes. La somme éventuellement économisée sera notifiée et versée au Gouvernement allemand dès que la Commission des réparations sera en mesure de le faire.

interest will be calculated at a rate to that of the average interest produced by the total surplus to be reimbursed to Germany.

(iii.) The sum of six million reichsmarks referred to in paragraph 2 of Annex III to The Hague Protocol is to be deemed due by Germany on the day on which the Agent-General for Reparation Payments received from Germany payments in excess of the amounts due under the New Plan sufficient to cover that sum.

(iv.) The sum of thirty million reichsmarks referred to in paragraph 1 of Annex IV to The Hague Protocol is to be deemed due by Germany as follows :

5 million R.M. on 20th September, 1929.	
» » 20th October, »	
» » 20th November, »	
» » 20th December, »	

the balance (10 million R.M.) on the 31st December, 1929.

(v.) The balance of the above interest account will be settled when the principal sum due to Germany is reimbursed in accordance with the complete settlement of accounts to be approved by the Small Special Committee.

(vi.) This settlement of accounts is without prejudice to the right of the German Government to recover any savings made on the amount of six million reichsmarks referred to in paragraph (iii) above by the Reparation Commission and the Organisations of the Dawes Plan whose expenses have hitherto been covered by the Dawes Annuities. The amount of these economies, if any, will be notified and paid to the German Government as soon as the Reparation Commission is in a position to do so.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE III.

SCHULDBESCHEINIGUNG DES DEUTSCHEN REICHES.

I.

Die Deutsche Regierung übernimmt mit der gegenwärtigen Schuldbescheinigung die feierliche Verpflichtung, nach Massgabe der Vorschriften des Neuen Planes im Sinne des Artikels I des Haager Abkommens vom Januar 1930, zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, als Treuhänderin der Gläubigermächte unter Ausschluss jedes anderen Treuhänders und jeder unmittelbaren Zahlung an einzelne Gläubiger, entsprechend den folgenden Bestimmungen die in der nachstehenden Übersicht aufgeführten Annuitäten und daneben die für den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924, wie er im General bond von Oktober 1924 vorgesehen ist, erforderlichen Beträge zu zahlen. Die aus dieser Übersicht ersichtlichen Annuitäten sind in gleichen monatlichen Teilbeträgen am fünfzehnten jedes Monats, und, wenn dieser nicht auf einen Werktag fällt, am folgenden Werktag, zu zahlen.

					Millionen Reichsmark.
1. Sept.	1929	—	31. März	1930	676.9
1. April	1930		"	1931	1641.6
"	1931		"	1932	1618.9
"	1932		"	1933	1672.1
"	1933		"	1934	1744.9
"	1934		"	1935	1807.5
"	1935		"	1936	1833.5
"	1936		"	1937	1880.3
"	1937		"	1938	1919.8
"	1938		"	1939	1938.1
"	1939		"	1940	1983.4
"	1940		"	1941	2096.1
"	1941		"	1942	2114.6
"	1942		"	1943	2131.9
"	1943		"	1944	2128.2
"	1944		"	1945	2141.4
"	1945		"	1946	2137.7
"	1946		"	1947	2133.4
"	1947		"	1948	2149.1
"	1948		"	1949	2143.9
"	1949		"	1950	2240.7
"	1950		"	1951	2283.1
"	1951		"	1952	2267.1
"	1952		"	1953	2270.1
"	1953		"	1954	2277.2
"	1954		"	1955	2288.5
"	1955		"	1956	2283.7
"	1956		"	1957	2278.1
"	1957		"	1958	2285.7
"	1958		"	1959	2317.7
"	1959		"	1960	2294.5
"	1960		"	1961	2304.4
"	1961		"	1962	2322.2
"	1962		"	1963	2314.1
"	1963		"	1964	2326.5
"	1964		"	1965	2326.0
"	1965		"	1966	2352.7
"	1966		"	1967	1566.9
"	1967		"	1968	1566.1
"	1968		"	1969	1575.9
"	1969		"	1970	1589.2
"	1970		"	1971	1602.9
"	1971		"	1972	1613.1
"	1972		"	1973	1621.5
"	1973		"	1974	1624.9
"	1974		"	1975	1627.6
"	1975		"	1976	1634.2
"	1976		"	1977	1637.9
"	1977		"	1978	1644.6
"	1978		"	1979	1654.7
"	1979		"	1980	1659.6
"	1980		"	1981	1670.5
"	1981		"	1982	1687.6
"	1982		"	1983	1691.8
"	1983		"	1984	1703.3
"	1984		"	1985	1683.5
"	1985		"	1986	925.1
"	1986		"	1987	931.4
"	1987		"	1988	897.8

Der Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 bildet einen Teil der Annuitäten, die bis zur vollen Tilgung dieser Anleihe während der entsprechenden Annuitätenjahre zu zahlen sind. Bei der Feststellung des Gesamtbetrages jeder einzelnen Annuität ist der in jedem Annuitätenjahr für den Dienst der Anleihe nach den Angaben der Treuhänder der Anleihe erforderliche Betrag zu den in der vorstehenden Übersicht angeführten Beträgen hinzuzurechnen. Die für den Anleihedienst jährlich zu zahlenden Beträge werden als Zahlungen für Rechnung des nicht aufschiebbaren Teils der entsprechenden Annuitäten angesehen und nach Empfang auf das Konto der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe überwiesen.

II.

1. Die monatlichen Zahlungen des Reichs sind, ausgenommen während eines Transferaufschubs für den aufschiebbaren Teil der Annuität, in anderen Währungen als Reichsmark zu leisten.

2. Zum Zwecke der Ausführung der Sachlieferungsprogramme, der Verfahren der « *Reparation Recovery Ac's* » und der Zahlung von Verwaltungskosten innerhalb Deutschlands kann indessen die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich einen entsprechenden Teil der Zahlungen in Reichsmark anfordern.

3. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich kann der Deutschen Regierung und der Reichsbank gleichzeitig wenigstens einen Monat vor der Fälligkeit der geschuldeten Beträge ihre Wünsche mitteilen, in welchen Währungen die Zahlungen gemacht werden sollen. Wenn diesen Wünschen nicht Rechnung getragen wird, kann die Deutsche Regierung diejenigen Teile der deutschen Annuitäten, die sich nicht auf den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 beziehen, in den Währungen der Gläubigerländer zahlen, von denen Angehörige Mitglieder des Sachverständigenausschusses von 1929 waren, und zwar soweit als möglich entsprechend dem Verhältnis der Anteile dieser Länder, wobei jedoch Zahlungen in anderen Währungen als Reichsmark, die nicht auf einer Gold- oder Golddevisenbasis beruhen, nur mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gemacht werden sollen.

4. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich wird der Deutschen Regierung den Empfang aller Beträge, die sie auf Grund dieser Schuldbescheinigung zahlt oder zahlen lässt, bestätigen. Die Quittung wird die empfangenen Währungen angeben; der Deutschen Regierung wird jedoch der Gegenwert dieser Währungen in Reichsmark gutgeschrieben.

Während der normalen Durchführung des Neuen Planes stellt die Quittung, die für die von der Deutschen Regierung oder für sie auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zur Ausführung des Neuen Planes geleisteten Zahlungen Gutschrift in Reichsmark gibt, eine vollständige und ausreichende Entlastung von den Verpflichtungen der Deutschen Regierung hinsichtlich dieser Zahlungen dar.

Wenn der Transferaufschub ganz oder teilweise wirksam ist, stellt die Quittung, die Gutschrift in Reichsmark gibt, eine vollständige und ausreichende Entlastung von den Verpflichtungen der Deutschen Regierung bezüglich aller Zahlungen auf das Treuhänder-Annuitäten-Konto in anderen Währungen als Reichsmark und bezüglich solcher Reichsmarkzahlungen dar, die nach Meinung der Bank als laufende Mittel für die Sachleistungen verwendet werden. Bezuglich des Restes hat die Quittung lediglich die Bedeutung eines zeitweiligen Anerkenntnisses.

5. Die Deutsche Regierung übernimmt die Verpflichtung, dass die Reichsmark gemäss Artikel 31 des Bankgesetzes vom 30. August 1924 in Gold oder Devisen einlösbar ist und bleibt, und dass die Reichsmark unter allen Umständen für die allgemeinen Zwecke des Neuen Planes eine Münzparität von 1/2790 kg Feingold, wie es im Münzgesetz vom 30. August 1924 vorgeschrieben ist, haben und behalten soll.

Beträge, die auf das Treuhänder-Annuitäten-Konto in anderen Währungen als Reichsmark eingezahlt werden, werden unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes in Reichsmark zu dem durchschnittlichen Mittelpunkt der Berliner Börse während der letzten 15 Tage vor dem Zahlungstage berechnet.

III.

1. Dieser Schuldbescheinigung sind Kupons angehängt, von denen jeder den Gesamtbetrag einer Annuitätenzahlung, nach Abzug der für den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 erforderlichen Beträge, darstellt. Jeder Kupon ist in zwei Abschnitte geteilt. Der Abschnitt A stellt den mobilisierbaren und nicht aufschiebbaren, der Abschnitt B den aufschiebbaren Teil jeder Annuität dar. Abgesehen von dem unten vorgesehenen Aufschubrecht geniesst jeder Abschnitt des Annuitätenkupons durchgängig die gleichen Rechte.

2. Die Bank soll die Zahlungen, die sie für die mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitte der Annuitätenkupons erhält, unter den sämtlichen Stückeinhabern und Gläubigerregierungen gemäss den

Rechten eines jeden auf Beteiligung an dem keinen Aufschub unterliegenden Abschnitt der Annuitätenkupons verteilen, ohne irgendeinem Anleiheabschnitt oder irgendeinem Anspruch einen Vorrang irgendwelcher Art zu gewähren. Die Beträge für die nicht mobilisierbaren Abschnitte der Annuitätenkupons soll sie unter den Gläubigerregierungen verteilen; und zwar soll die Transferierung dieser Beträge erst nach derjenigen der Summen für den mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitt der Annuitätenkupons stattfinden.

IV.

1. Die dem Zinsen- und Tilgungsdienst der inobligierbaren oder mobilisierten Abschnitte der Annuitätenkupons entsprechenden Beträge sind von der Deutschen Regierung ohne jeden Vorbehalt, d.h. unter eigener Verantwortlichkeit, in anderen Währungen als Reichsmark an die Bank zu leisten. Der Dienst dieser mobilisierbaren oder mobilisierten Teile der Annuitäten stellt eine endgültige, absolute und unbedingte internationale Verbindlichkeit im gewöhnlichen finanziellen Sinne des Wortes dar.

2. Auf Anfordern der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich als Treuhänderin der Gläubigermächte, wenn und soweit sie es für angezeigt hält, verpflichtet sich die Deutsche Regierung weiterhin, an Stelle der Kupons (Abschnitt A) auf ihren Namen lautende Schuldverschreibungen auszustellen, die unter den gleichen Bedingungen wie die Schuldbescheinigung und die genannten Kupons eine Verpflichtung des Reichs darstellen. Der Betrag, die Form der Schuldverschreibungen und die Währungen, in denen sie auszugeben sind, werden von der Bank festgesetzt.

3. Falls solche Schuldverschreibungen von einer oder mehreren Gläubigerregierungen für innere Begebungen deutscher Schuldverschreibungen in Verbindung mit der Konvertierung von eigenen Staatsschulden bestimmt werden, sollen sie nur auf dem eigenen Markte des ausgebenden Gläubigerlandes zugelassen werden.

4. Wenn nach den Emissionsbedingungen Reparationsanleihen (gewöhnliche oder Konvertierungsanleihen) vorzeitig eingelöst werden können, so fällt, soweit Deutschland die Einlösung vornimmt, der für den Dienst der eingelösten Anleihen bestimmte Teil der Annuität an Deutschland zurück. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bank sich, soweit als irgend möglich, dafür einsetzen wird, dass keine Anleihen ausgegeben werden, ohne dass für Deutschland ein angemessenes Recht vorzeitiger Einlösung vorgesehen wird.

5. Deutschland hat das Recht, die noch nicht mobilisierten Annuitäten (Abschnitt A und B der Kupons) ganz oder zum Teil auf der Basis eines Diskonts von $5\frac{1}{2}$ v.H. abzulösen.

V.

1. Die Zahlung des aufschiebbaren Teils der Annuität durch die Deutsche Regierung an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erfolgt unter denselben Bedingungen wie die des mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitts der Annuitätenkupons.

2. Indessen :

- a) können Schuldverschreibungen für den nicht mobilisierbaren Abschnitt der Annuitätenkupons nur mit Zustimmung der Deutschen Regierung ausgestellt werden.
- b) kann die Deutsche Regierung für den nicht mobilisierbaren Teil von dem Recht des Transfer- und Zahlungsaufschubs unter den folgenden Bedingungen Gebrauch machen.

3. Mit wenigstens 90tägiger Ankündigung hat die Deutsche Regierung das Recht, für höchstens zwei Jahre von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab den Transfer des als aufschiebar bezeichneten Teils der Annuität ganz oder teilweise aufzuschieben. Der so erklärte Transferaufschub gilt für den bedingten Teil der Annuität erst von dem Zeitpunkt ab, an dem der Transferaufschub wirksam wird.

4. Wenn während irgendeines Annuitätenjahres die Deutsche Regierung von der bezeichneten Befugnis Gebrauch macht, können die während des jeweils folgenden nächsten Jahres fällig werdenden Transfers nicht länger als um ein Jahr von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab aufgeschoben werden, es sei denn, dass die während des ersten Jahres fällig gewordenen Transfers in voller Höhe ausgeführt worden sind : in letzterem Falle können die während des zweiten Jahres fällig werdenden Transfers um zwei Jahre von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab aufgeschoben werden. Die während des dritten Jahres fällig werdenden Transfers können überhaupt nicht aufgeschoben werden, bevor nicht die während des ersten Jahres fällig gewesenen in voller Höhe ausgeführt worden sind.

5. Wenn der Transferaufschub wirksam geworden ist, aber erst ein Jahr, nachdem er in Wirksamkeit getreten ist, hat die Deutsche Regierung jederzeit das Recht, die Zahlung von 50 v.H. der Summe für ein Jahr aufzuschieben, deren Transfer gemäss den vorbezeichneten Bedingungen in diesem Zeitpunkt

aufschiebbar ist. Dieser Hundertsatz kann auf die Empfehlung des in Kapitel 8 e des Planes der Sachverständigen von 1929 vorgesehenen beratenden Sonderausschusses erhöht werden.

6. Reichsmarkbeträge, deren Transfer aufgeschoben ist, sollen auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank eingezahlt werden; diese Beträge sollen, soweit sie nicht für Sachlieferungen in Anspruch genommen werden, gegen Zahlung der Deutschen Regierung in anderen Währungen als Reichsmark freigegeben werden. Die Verwendung der eingezahlten Reichsmarkbeträge, sei es für Anlagezwecke, sei es für Sachlieferungen, soll jeweils nach Vereinbarung zwischen der Reichsbank und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erfolgen.

7. Bei der Bestimmung der Art der Verwendung dieser Beträge ist auf die Möglichkeit Rücksicht zu nehmen, Sonderprogramme für Sachlieferungen gemäss dem in Unterlage I zu Anlage II des Haager Protokolls vom 31. August 1929 vorgesehenen Verfahren aufzustellen.

8. Auf den täglichen Betrag der Summen, deren Transfer oder Zahlung aufgeschoben ist und die nicht angelegt oder für Sachlieferungen verwendet werden, sind von der deutschen Regierung halbjährlich Zinsen zum Satz von 1 v.H. jährlich über dem geltenden Reichsbankdiskontsatz oder aber — je nachdem, welcher Satz der niedrigere ist — von 5 $\frac{1}{2}$ v.H. zu zahlen. Diese Zinsbeträge sind in jeder Hinsicht ebenso wie der Kapitalbetrag, auf den sie gezahlt werden, zu behandeln, und der Erlös aus den tatsächlich angelegten Teilen des Fonds fliesst den Gläubigerregierungen zu.

9. Nach Ablauf eines Zeitraums, bezüglich dessen ein vollständiger oder teilweiser Transfer- oder Zahlungsaufschub für irgend eine Monatsrate erklärt worden ist, ist die Monatsrate oder der Teil der Rate, für die der Transfer oder die Zahlung aufgeschoben worden ist, sofort an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in fremden Währungen zu leisten; ausgenommen davon sind die Beträge, die die Gläubigermächte bereits in einer anderen Form gemäss dem Neuen Plan erhalten haben. Diese Bestimmung berührt in keiner Weise die Aufgaben des beratenden Sonderausschusses, wie sie im Neuen Plan vorgesehen sind.

10. Falls Deutschland einen Aufschub erklärt oder wenn sonst zu irgend welcher Zeit die deutsche Regierung den Regierungen der Gläubigerländer und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erklärt, sie sei in gutem Glauben zu dem Schlusse gekommen, dass die Währung und das Wirtschaftsleben Deutschlands durch den teilweisen oder vollständigen Transfer des aufschiebbaren Teils der Annuitäten ernstlich in Gefahr gebracht werden könnten, soll die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich den in Kapitel 8 e des Sachverständigenplans vom 7. Juli 1929 erwähnten beratenden Sonderausschuss einberufen.

Der beratende Sonderausschuss soll alsbald die Lage unter allen Gesichtspunkten untersuchen, wie es im Neuen Plan vorgesehen ist, und soll den Gläubigerregierungen und der Bank zur Erwägung unterbreiten, welche Massnahmen nach seiner Ansicht hinsichtlich der Anwendung des Planes ergriffen werden sollten.

In Anwendung von Ziffer 124 des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 soll jede Empfehlung des Ausschusses, die die Rechte der Gläubigerregierungen berührt, die Gläubigerregierungen nicht binden, es sei denn, dass sie von den Gläubigerregierungen, die an der Entscheidung vom 16. September 1928 über die Einberufung des Sachverständigenausschusses teilgenommen haben, angenommen und bestätigt ist. Ebenso soll jede Empfehlung, die die Rechte der Deutschen Regierung berührt, diese nicht binden, es sei denn, dass sie von ihr angenommen und bestätigt ist.

VI.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, während des Zeitraums bis zum 31. März 1966 bei der Bank ein unverzinsliches Guthaben von 50 vom Hundert des verbleibenden Durchschnittsguthabens des Treuhänderannuitätenkontos zu unterhalten. Das Guthaben darf jedoch 100 Millionen Reichsmark nicht übersteigen.

Zu diesem Zwecke soll die Bank der Deutschen Regierung und den Gläubigerregierungen monatlich den durchschnittlichen Saldo am Schluss jedes Werktages mitteilen, den die Gläubigerregierungen als unverzinsliche Einlage während dieses Monats aus den deutschen Zahlungen nach dem Dawes-Plan oder dem Neuen Plan bis zu der Zeit stehen gelassen haben, zu der sie von den Gläubigerregierungen abgezogen werden.

Die erste Einlage wird die Deutsche Regierung fünfzehn Tage nach dem Inkrafttreten des Planes an die Bank zahlen. Dabei wird der Betrag der Einlage nach dem Durchschnitt der täglichen oben erwähnten Salden berechnet, die bei dem Generalagenten für Reparationszahlungen oder der Bank während des zweitags vor dem Zeitpunkt der Einlage endenden Monate stehen gelassen worden sind; die Beträge, die der Deutschen Regierung gemäss Anlage III des Haager Protokolls vom 31. August 1929 zurückzu-zahlen sind, werden hierbei nicht berücksichtigt.

Die Einlage soll in der so errechneten Höhe einen Monat stehen bleiben. Am Ende dieses Zeitraums wird die Einlage, auf der Grundlage des Durchschnitts der täglichen oben erwähnten Salden während der zwei Werkstage vor dem Zeitpunkt der Anpassung endenden Monats, durch eine weitere Einlage oder durch Abhebung eines Teils der bestehenden Einlage angepasst werden.

Eine entsprechende Anpassung soll am Ende des zweiten Monats von dem Zeitpunkt der ersten Einlage ab erfolgen.

Am Ende des dritten Monats und darauf in Zeiträumen von drei Monaten soll die Einlage auf der Grundlage des Durchschnitts der oben erwähnten täglichen Salden während der drei Monate angepasst werden, die zwei Werkstage vor dem Zeitpunkt jeder solchen Anpassung enden.

Die in diesem Absatz erwähnten Zeiträume können durch Vereinbarung zwischen den beteiligten Regierungen im Einvernehmen mit der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich geändert werden.

VII.

Die Deutsche Regierung weist im Wege der Nebensicherheit, unbeschadet ihrer allgemeinen Verantwortung für die Zahlung der Annuitäten und ihrer vollkommenen Freiheit, diese Zahlungen aus ihren allgemeinen Einnahmen zu leisten und, unbeschadet der für die deutsche äussere Anleihe von 1924 bestehenden Sicherheiten, gemäss den Bestimmungen der entsprechenden Anlage des Haager Abkommens von 1930 die Erträge der Zölle, der Tabaksteuer, der Biersteuer und der Abgabe auf Branntwein (Branntweinmonopol) für den Dienst dieser Schuldbescheinigung einschliesslich des Dienstes von Schuldverschreibungen, die nach den Bestimmungen des Planes ausgegeben werden können, an.

Die Erträge der jährlichen direkten Steuer von 660 Millionen Reichsmark, welche die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft zu entrichten hat, sind gleichfalls im Wege der Nebensicherheit für den Dienst der Annuitäten angewiesen.

Die der Deutschen Reichsbahngesellschaft obliegenden Zahlungen erfolgen gemäss der Bescheinigung dieser Gesellschaft am ersten Tage jedes Monats; sobald der volle Betrag der vorhergehenden von der Deutschen Regierung geschuldeten Monatsrate gezahlt ist, werden die von der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft bewirkten Zahlungen unverzüglich nach ihrem Eingang an die Deutsche Regierung überwiesen.

VIII.

Die Verpflichtung der Deutschen Regierung hinsichtlich der in dieser Schuldbescheinigung vorgenommenen Annuitäten ist erst dann erfüllt, wenn alle Beträge, deren Transfer oder Zahlung von Zeit zu Zeit aufgeschoben werden kann, tatsächlich in voller Höhe an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in zugelassenen, anderen Währungen als Reichsmark überwiesen oder für Sachlieferungen verwendet worden sind.

IX.

Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich wird am Ende jedes Annuitätenjahres und, wenn sie von der Deutschen Regierung die auf Grund der gegenwärtigen Schuldbescheinigung geschuldeten Summen erhalten hat, ihr den dem genannten Annuitätenjahr entsprechenden Kupon zurückgeben. Die Schuldbescheinigung wird zurückgegeben, wenn alle Kupons eingelöst sind.

X.

Die vorstehenden Bestimmungen lassen die in der gegenwärtigen Schuldbescheinigung nicht behandelten Vorschriften des Neuen Planes unberührt.

ANNUITÄTEN-KUPON NR.

(OHNE DEN DIENST DER DEUTSCHEN ÄUSSEREN ANLEIHE VON 1924.)

ABSCHNITT A.

Das Deutsche Reich wird den Gläubigernächten zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für den nicht aufschiebbaren Teil der Annuität für die Zeit vom ¹⁹
bis ¹⁹ den Betrag von 612 000 000
Reichsmark zahlen.

ABSCHNITT B.

Das Deutsche Reich wird den Gläubigernächten zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für den aufschiebbaren Teil der Annuität für die Zeit vom ¹⁹
bis ¹⁹ den Betrag von
Reichsmark zahlen.

Auf diesen Kupon finden die in der Schuldbescheinigung enthaltenen entsprechenden Bestimmungen Anwendung.

Die jeweiligen Zahlungen sind auf der Rückseite dieses Kupons zu vermerken. Nach der vollständigen Bezahlung des obengenannten Betrages ist dieser Kupon der Deutschen Regierung zurückzugeben.

BERLIN, den

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

Auf diesen Kupon finden die in der Schuldbescheinigung enthaltenen entsprechenden Bestimmungen Anwendung.

Die jeweiligen Zahlungen sind auf der Rückseite dieses Kupons zu vermerken. Nach der vollständigen Bezahlung des obengenannten Betrages ist dieser Kupon der Deutschen Regierung zurückzugeben.

BERLIN, den

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

ANNEXE III.

CERTIFICAT DE DETTE DU REICH ALLEMAND.

I.

Le Gouvernement allemand prend, par le présent certificat, l'engagement solennel régi par les stipulations du Nouveau Plan, au sens de l'article premier de l'Accord de La Haye de janvier 1930, d'acquitter entre les mains de la Banque des règlements internationaux en sa qualité de mandataire (*Trustee*) des Puissances créancières, à l'exclusion de tout autre mandataire et de tout paiement direct entre les mains de tels d'entre ses créanciers, et conformément aux modalités qui suivent, les annuités figurant au tableau ci-dessous plus les sommes requises pour le service de l'Emprunt extérieur allemand tel qu'il est prévu au *General Bond* en date du 10 octobre 1924. Les paiements afférents aux annuités dudit tableau s'effectueront par versements mensuels égaux, opérés le quinze de chaque mois et, si le quinze n'est pas un jour ouvrable, le jour ouvrable suivant.

				Millions de Reichsmarks
1 ^{er} septembre	1929-31	mars	1930	676.9
1 ^{er} avril	1930	"	1931	1641.6
"	1931	"	1932	1618.9
"	1932	"	1933	1672.1
"	1933	"	1934	1744.9
"	1934	"	1935	1807.5
"	1935	"	1936	1833.5
"	1936	"	1937	1880.3
"	1937	"	1938	1919.8
"	1938	"	1939	1938.1
"	1939	"	1940	1983.4
"	1940	"	1941	2096.1
"	1941	"	1942	2114.6
"	1942	"	1943	2131.9
"	1943	"	1944	2128.2
"	1944	"	1945	2141.4
"	1945	"	1946	2137.7
"	1946	"	1947	2133.4

ANNEX III.

DEBT CERTIFICATE OF THE GERMAN REICH.

I.

The German Government, by this present Certificate, undertakes a solemn engagement subject to the stipulations of the New Plan as defined by Article I of the Agreement of The Hague of January 1930, to pay to the Bank for International Settlements as Trustee for the Creditor Powers, and not to any other agent nor by way of direct payment to any one of its creditors, and in conformity with the following provisions, the annuities set out in the following table plus the sums required for the service of the German External Loan 1924 as provided in the General Bond dated October 10th, 1924. The annuities set out in the table shall be paid by equal monthly instalments on the 15th of each month and if the 15th is not a working day then on the working day next following.

				Millions of Reichsmarks
September 1, 1929	March 31, 1930			676.9
April 1,	1930	"	1931	1641.6
"	1931	"	1932	1618.9
"	1932	"	1933	1672.1
"	1933	"	1934	1744.9
"	1934	"	1935	1807.5
"	1935	"	1936	1833.5
"	1936	"	1937	1880.3
"	1937	"	1938	1919.8
"	1938	"	1939	1938.1
"	1939	"	1940	1983.4
"	1940	"	1941	2096.1
"	1941	"	1942	2114.6
"	1942	"	1943	2131.9
"	1943	"	1944	2128.2
"	1944	"	1945	2141.4
"	1945	"	1946	2137.7
"	1946	"	1947	2133.4

				Millions de Reichsmarks				Millions of Reichsmarks
1 ^{er} avril	1947	31 mars	1948	2149.1	April 1,	1947	March 31, 1948	2149.1
"	1948	"	1949	2143.9	"	1948	"	2143.9
"	1949	"	1950	2240.7	"	1949	"	2240.7
"	1950	"	1951	2283.1	"	1950	"	2283.1
"	1951	"	1952	2267.1	"	1951	"	2267.1
"	1952	"	1953	2270.1	"	1952	"	2270.1
"	1953	"	1954	2277.2	"	1953	"	2277.2
"	1954	"	1955	2288.5	"	1954	"	2288.5
"	1955	"	1956	2283.7	"	1955	"	2283.7
"	1956	"	1957	2278.1	"	1956	"	2278.1
"	1957	"	1958	2285.7	"	1957	"	2285.7
"	1958	"	1959	2317.7	"	1958	"	2317.7
"	1959	"	1960	2294.5	"	1959	"	2294.5
"	1960	"	1961	2304.4	"	1960	"	2304.4
"	1961	"	1962	2322.2	"	1961	"	2322.2
"	1962	"	1963	2314.1	"	1962	"	2314.1
"	1963	"	1964	2326.5	"	1963	"	2326.5
"	1964	"	1965	2326.0	"	1964	"	2326.0
"	1965	"	1966	2352.7	"	1965	"	2352.7
"	1966	"	1967	1566.9	"	1966	"	1566.9
"	1967	"	1968	1566.1	"	1967	"	1566.1
"	1968	"	1969	1575.9	"	1968	"	1575.9
"	1969	"	1970	1589.2	"	1969	"	1589.2
"	1970	"	1971	1602.9	"	1970	"	1602.9
"	1971	"	1972	1613.1	"	1971	"	1613.1
"	1972	"	1973	1621.5	"	1972	"	1621.5
"	1973	"	1974	1624.9	"	1973	"	1624.9
"	1974	"	1975	1627.6	"	1974	"	1627.6
"	1975	"	1976	1634.2	"	1975	"	1634.2
"	1976	"	1977	1637.9	"	1976	"	1637.9
"	1977	"	1978	1644.6	"	1977	"	1644.6
"	1978	"	1979	1654.7	"	1978	"	1654.7
"	1979	"	1980	1659.6	"	1979	"	1659.6
"	1980	"	1981	1670.5	"	1980	"	1670.5
"	1981	"	1982	1687.6	"	1981	"	1687.6
"	1982	"	1983	1691.8	"	1982	"	1691.8
"	1983	"	1984	1703.3	"	1983	"	1703.3
"	1984	"	1985	1683.5	"	1984	"	1683.5
"	1985	"	1986	925.1	"	1985	"	925.1
"	1986	"	1987	931.4	"	1986	"	931.4
"	1987	"	1988	897.8	"	1987	"	897.8
						1987	"	1988

Le service de l'emprunt extérieur allemand de 1924 constituera une part des annuités payables pendant les années correspondant à celles où des annuités seront dues jusqu'à ce que ledit emprunt soit intégralement remboursé; et les sommes requises pour son service, telles que les fixeront ses Trustees, s'ajouteront chaque année aux sommes spécifiées au tableau précédent et contribueront à former le total de chaque annuité due. Les sommes annuellement payables pour le service de l'emprunt seront considérées comme des paiements faits au compte de la part non différable des annuités correspondantes et seront transférées, dès qu'elles auront été reçues, au crédit des Trustees pour l'emprunt extérieur allemand 1924.

The service of the German External Loan, 1924, shall constitute a part of the Annuities payable during the respective Annuity years until said Loan is fully redeemed, and the amount required for the service of the Loan in each Annuity year as determined by the Trustees of said Loan shall be added to the amounts specified in the foregoing table in determining the aggregate sum of each Annuity payable thereunder. The annual amounts payable for the service of the Loan shall be treated as payments on account of the non-postponable portion of the respective annuities and shall be transferred when received to the credit of the Trustees for the German External Loan, 1924.

II.

1. Sauf en période de suspension des transferts de la fraction différrable d'annuités, les versements mensuels du Reich devront s'effectuer en monnaies autres que le reichsmark.

2. Toutefois, en vue de l'exécution des programmes relatifs aux livraisons en nature et des procédures de *Réparation Recovery Acts*, et en vue des dépenses d'administration encourues en Allemagne, la Banque des Règlements Internationaux pourra demander qu'une partie correspondante de ces versements soit faite en reichsmarks.

3. La Banque des Règlements Internationaux pourra faire connaître au Gouvernement allemand, en même temps qu'à la Reichsbank, au moins un mois avant l'échéance des sommes dues, ses préférences relativement aux monnaies qu'elle désire voir porter à son compte. Si ces préférences ne sont pas observées, le Gouvernement allemand pourra opérer les paiements de telles parts des annuités allemandes qui ne sont pas destinées au service de l'Emprunt extérieur allemand de 1924 dans les monnaies des pays créanciers dont les ressortissants ont été membres du Comité d'Experts de 1929 et dans une proportion aussi voisine que possible de la part revenant à chacun d'eux, étant toutefois entendu que les paiements en monnaies autres que le reichsmark qui ne sont pas sur la base de l'étalon-or ou de change-or, ne seront effectués qu'avec l'assentiment de la Banque des Règlements Internationaux.

4. La Banque des Règlements Internationaux donnera décharge au Gouvernement allemand de toutes les sommes dont il effectuera ou provoquera le paiement en vertu de ce certificat. Le reçu notera les monnaies reçues, mais le Gouvernement allemand sera crédité de l'équivalent de ces monnaies en reichsmarks.

En période de fonctionnement normal du Nouveau Plan, la quittance donnant crédit aux reichsmarks pour les paiements effectués au compte de la Banque des Règlements Internationaux par le Gouvernement allemand ou au nom du Gouvernement allemand pour l'exécution du Nouveau Plan constituera une décharge complète et suffisante des obligations du Gouvernement allemand en ce qui concerne ces paiements.

Si la suspension des transferts a lieu, en totalité ou en partie, la quittance donnant crédit en reichsmarks constituera une décharge complète et suffisante des obligations du Gouvernement allemand, en ce qui concerne tous les paiements au compte de Trust des annuités effectués en monnaies autres que le reichsmark et en ce qui concerne la fraction des paiements effectués en Reichsmarks qui, de l'avis de la Banque, sont utilisés comme fonds courants pour les livraisons ou prestations en

II.

1. Except for any period in which the transfer of the postponable portion of the annuity is suspended, the monthly payments of the Reich must be made in currencies other than the reichsmark.

2. Provided always that with a view to the execution of the programmes relating to deliveries in kind and of the arrangements under the Reparation Recovery Acts, and with a view to meeting any administrative expenses incurred in Germany the Bank of International Settlements may request that a corresponding part of these payments may be made in reichsmarks.

3. The Bank may notify to the German Government and the Reichsbank simultaneously one month at least in advance of the payment dates the Bank's preferences with respect to the currencies in which payment is to be made. In case these preferences are not complied with, the Government of the Reich may make payment of such parts of the German annuities as do not relate to the service of the German External Loan, 1924, in the currencies of the Creditor countries whose nationals were members of the Committee of Experts of 1929, divided as nearly as possible in proportion to their respective shares, it being, however, understood that payments in currencies other than the reichsmark which are not on a gold or gold exchange standard shall be made only with the consent of the Bank.

4. The Bank for International Settlements shall give its receipt to the German Government for all sums which it pays or causes to be paid under this Certificate. The receipt shall make note of the currencies received, but credit shall be given to the German Government in the reichsmark equivalent of these currencies.

The Bank's receipt giving credit in reichsmarks for payments made to the Bank for International Settlements by the German Government or on its behalf for the execution of the New Plan, shall during the normal operation of the New Plan constitute a complete and sufficient discharge of the obligations of the German Government with respect to such payments.

Should, however, transfer postponement be in whole or partial effect, the Bank's receipt giving credit in reichsmarks shall constitute a complete and sufficient discharge of the obligations of the German Government with respect to all payments into the Annuity Trust Account made in foreign exchange and with respect to such portions of the payments made in reichsmarks as in the opinion of the Bank provide current funds for deliveries in kind or services. As to the remainder, the receipt

nature. En ce qui concerne le solde, la quittance a seulement le caractère d'une reconnaissance temporaire.

5. Le Gouvernement allemand prend l'engagement que le reichsmark aura et conservera sa convertibilité en or ou en devises, comme il est prévu à l'article 31 de la loi sur la Banque du 30 août 1924 et que, dans toutes circonstances, aux fins générales du Nouveau Plan, il aura et conservera une parité monétaire de $1/2790$ kg. d'or fin suivant la définition des monnaies contenues dans la loi du 30 août 1924 sur la frappe des monnaies.

Les sommes versées en monnaies autres que le reichsmark au compte de trust des annuités seront calculées en reichsmarks sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent à la moyenne des cours moyens (*Mittelkurs*) en vigueur à la Bourse de Berlin pendant la période de quinze jours précédant la date du paiement.

III.

1. Au présent certificat sont attachés des coupons représentant chacun la totalité d'une annuité à payer, déduction faite des sommes requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Chaque coupon est divisé en deux parties : la partie A représente la fraction de l'annuité mobilisable et non différable, la partie B, la fraction différable de chaque annuité. Chacune de ces deux parties du coupon d'annuité jouit de droits absolument égaux, sauf en ce qui concerne les possibilités de moratoire ci-dessous prévues.

2. La Banque répartira les fonds afférents aux parts mobilisées ou mobilisables des coupons d'annuité entre l'ensemble des porteurs de titres et les Etats créanciers au prorata des droits de chacun à participer à la fraction des coupons d'annuité non différable sans qu'une priorité quelconque puisse être reconnue à aucune tranche ou aucune créance. Elle répartira les fonds afférents aux parts non mobilisables des coupons d'annuité entre les Etats créanciers, le transfert de ces fonds ne devant avoir lieu qu'après le transfert des fonds afférents aux parts mobilisées ou mobilisables des coupons d'annuité.

IV.

1. Les sommes correspondant au service de l'intérêt et à l'amortissement des fractions mobilisables ou mobilisées des coupons d'annuité devront être versées à la Banque en monnaies autres que les reichsmark par le Gouvernement allemand sans aucune réserve, c'est à dire sous sa seule responsabilité : le service financier de ces fractions mobilisables ou mobilisées des annuités constituera une obligation internationale définitive, absolue et inconditionnelle, au sens financier ordinaire du mot.

of the Bank shall be in the nature of a temporary acknowledgment only.

5. The German Government undertakes that the reichsmark shall have and retain its convertibility into gold or devises as contemplated in Section 31 of the Reichsbank Law of the 30th August, 1924, and that in all circumstances for the general purposes of the New Plan the reichsmark shall have and shall retain a mint parity of $1/2790$ kilogramme of fine gold as defined in the German Coinage Law of the 30th August, 1924.

Sums paid in currencies other than reichsmarks into the Annuity Trust Account shall be calculated in terms of reichsmarks subject to the provisions of the last preceding paragraph at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the fifteen days preceding the date of payment.

III.

1. To this Certificate are attached coupons representing each the whole of one annuity payable, after deduction of the amounts required for the service of the German External Loan, 1924; each coupon is divided into two parts—Part A represents that part of the annuity which is mobilisable and non-postponable; Part B the postponable portion of each annuity. Each part of the annuity coupon enjoys absolutely equal rights throughout except with regard to the possibility of postponement hereinafter provided for.

2. The Bank shall distribute moneys in payment of the mobilised or mobilisable portions of the annuity coupon among the whole of the bondholders and the creditor Governments in proportion to the rights of each to share in the portion of the annuity coupons not subject to postponement, without allowing a priority of any kind to any tranche or to any claim. It will distribute the moneys relating to the non-mobilisable portion of the annuity coupons amongst the creditor Governments, the transfer of these moneys taking place only after the transfer of the moneys relating to the mobilised or mobilisable portion of the annuity coupon.

IV.

1. The service of interest and amortisation of the mobilisable or mobilised portions of the annuity coupons shall be paid to the Bank in currencies other than the reichsmark by the German Reich without any reservation, i.e., on its own responsibility. The financial service of these mobilisable or mobilised portions of the annuities shall constitute a final and unconditional international obligation in the ordinary financial sense of the word.

2. Le Gouvernement allemand s'engage, en outre, à substituer aux coupons (Partie A), à la requête de la Banque des Règlements internationaux agissant comme mandataire des Puissances créancières et dans la mesure que cette dernière jugera opportune, des titres libellés à son nom, représentant, dans les mêmes conditions que le présent certificat et les coupons mentionnés, un engagement du Reich. Le montant et la forme des titres et la spécification de la ou des monnaies en laquelle ou lesquelles ils devront être émis seront fixés par la Banque.

3. Au cas où ces titres seraient destinés, par un ou plusieurs des Etats créanciers, à des émissions intérieures d'obligations allemandes liées à des opérations de conversion de leurs dettes nationales, ils ne pourront être cotés que sur le marché de la Puissance créancière émettrice.

4. Dans la mesure où des emprunts au titre des réparations (de caractère général ou de conversion) étant susceptibles de remboursement anticipé d'après les conditions posées lors de leur émission, l'Allemagne en aura effectué le rachat, la partie de l'annuité destinée au service de l'emprunt ainsi racheté reviendra alors à l'Allemagne. Il est entendu que la Banque s'efforcera, dans toute la mesure du possible, que les emprunts ne soient pas émis sans qu'il soit accordé à l'Allemagne un droit approprié de rachat anticipé.

5. L'Allemagne aura le droit de racheter en totalité ou en partie les annuités (parties A et B des coupons) non encore mobilisées, sur la base d'un taux d'escompte de 5 et demi pour cent.

V.

1. Le paiement de la fraction différable d'annuité sera fait à la Banque des Règlements internationaux par le Gouvernement allemand dans les mêmes conditions que celui de la fraction mobilisée ou mobilisable des coupons d'annuité.

2. Néanmoins,

a) Les titres correspondant à la fraction non mobilisable des coupons d'annuité ne pourront être créés qu'avec le consentement du Gouvernement allemand;

b) Le Gouvernement allemand pourra faire usage, en ce qui concerne ladite fraction non mobilisable, du droit de suspendre les transferts ou les paiements dans les conditions suivantes :

3. En donnant un préavis d'au moins 90 jours, le Gouvernement allemand aura le droit de suspendre, pour une période de deux années au maximum à partir de la date des échéances de versements, la totalité ou une partie des transferts de la fraction différable de l'annuité. La suspension

2. Furthermore, upon the request of the Bank for International Settlements, acting as trustee of the Creditor Powers, if and in so far as the Bank considers such a course opportune, Germany undertakes to substitute for Part A of the coupons issuable bonds bearing its name, representing, on the same conditions as this Certificate and the said coupons, an obligation of the Reich. The amount and form of these bonds and the specification of the currency in which they shall be issued shall be fixed by the Bank.

3. If any one or more of the Creditor States should intend to utilise internal issues of German bonds in connection with operations for the conversion of national debt, such bonds shall be quoted only on their market of issue.

4. If and in so far as Germany shall redeem reparation loans (general or conversion loans) which can be redeemed before their due date according to the issue conditions, the part of the annuity destined for the service of the loan so redeemed will accrue to Germany. It is understood that the Bank will, as far as possible, make every effort to secure that loans will not be issued without granting to Germany an appropriate right of anticipated redemption.

5. Germany shall have the right to redeem all or any part of the not yet mobilised annuities (Parts A and B of the coupons) on a basis of 5 $\frac{1}{2}$ per cent. discount.

V.

1. The payment of the non-mobilisable portion of the annuity coupons shall be made to the Bank for International Settlements by the German Government in the same conditions as that of the mobilised or mobilisable portion of the annuity coupons.

2. Nevertheless:

(a) Bonds representing the non-mobilisable portion of the annuity coupons cannot be created except with the consent of the German Government.

(b) It is in respect of the non-mobilisable portion of the annuity coupons that the German Government may avail itself of the right of postponing transfer or payment on the following conditions.

3. The German Government, by giving at least 90 days' previous notice, shall have the right to suspend for a maximum period of two years from its due date all or part of the transfer of the postponable part of the annuity. Transfer postponement thus declared shall affect the postponable

des transferts ainsi déclarée ne devra se porter sur l'annuité conditionnelle qu'à partir de la date où la suspension des transferts entrera en vigueur.

4. Si, au cours d'une année quelconque, le Gouvernement allemand utilise le pouvoir qui lui est ainsi conféré, les transferts venant à échéance au cours de toute seconde année, ne pourront pas être suspendus pour plus d'une année à partir de la date où ils auraient dû respectivement avoir lieu, à moins que les transferts arrivant à échéance au cours de la première année n'aient été effectués intégralement, auquel cas les transferts venant à échéance pendant cette seconde année pourront être suspendus pour deux années à partir de la date où ils auraient dû respectivement avoir lieu. Les transferts venant à échéance au cours de toute troisième année ne pourront nullement être suspendus avant que les transferts arrivant à échéance au cours de la première année n'aient été effectués en totalité.

5. Pendant tout le temps de la suspension des transferts, mais pas avant une année à partir de son entrée en vigueur, le Gouvernement allemand aura le droit de suspendre, pour une année, le paiement de 50 pour cent de toutes sommes dont le transfert sera alors susceptible de suspension dans les conditions ci-dessus prévues. Ce pourcentage pourra être augmenté sur la recommandation du comité consultatif institué conformément au chapitre VIII e) du Plan des Experts de 1929.

6. Toute somme en reichsmarks dont le transfert est suspendu devra être déposée à la Reichsbank au compte de la Banque des Règlements internationaux pour libération ultérieure contre transfert en monnaies étrangères, par le Gouvernement allemand, des sommes non absorbées par les livraisons en nature. En tout temps, l'utilisation des reichsmarks ainsi déposés, soit en vue de placements, soit sous forme de livraisons en nature, devra être subordonnée à un accord entre la Reichsbank et la Banque des Règlements internationaux.

7. Dans la détermination de la façon d'utiliser ces sommes, il sera tenu compte de la possibilité d'établir des programmes spéciaux conformément à la procédure prévue à l'appendice I de l'annexe II du Protocole de La Haye du 31 août 1929.

8. Un intérêt dont le taux sera supérieur de 1 pour cent au taux d'excompte de la Reichsbank en vigueur ou bien un intérêt au taux de 5 $\frac{1}{2}$ pour cent et, dans tous les cas, le moins élevé des deux devra être versé chaque semestre par le Gouvernement allemand sur le montant quotidien des sommes dont le transfert ou le paiement aura été différé et qui n'auront pas été placées ou utilisées pour des livraisons en nature. L'intérêt en question sera traité à tous points de vue d'une façon

annuity as and from that date on which transfer postponement becomes effective.

4. If, during any annuity year, the German Government shall avail itself of this power, the transfers falling due during any second year cannot be postponed for more than one year from their respective due dates, unless and until the transfers due during the first year shall have been effected in full, in which case the transfers due during such second year may be postponed two years from their respective due dates; and the transfers due during any third year cannot be postponed at all until the transfers due during the first year have been effected in full.

5. At any time when postponement of transfer is in effect but not until one year after it has become effective, the German Government shall have the right to postpone payment for one year of 50 per cent. of any sum the transfer of which shall then be susceptible of postponement under the conditions stated above. This percentage may be increased upon the recommendation of the Advisory Committee provided for in part VIII (e) of the Report of the Experts of 1929.

6. Any sum in reichsmarks the transfer of which is postponed shall be deposited to the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank for eventual release of balances not absorbed by deliveries in kind, against payments in foreign currencies by the German Government. At all times the employment, whether for investment or for deliveries in kind, of reichsmarks so deposited shall be subject to agreement between the Reichsbank and the Bank for International Settlements.

7. In settling the way in which these sums are to be employed account shall be taken of the possibility of establishing special programmes in conformity with the procedure, provision for which is made in Appendix I to Annex II to The Hague Protocol of the 31st August, 1929.

8. Interest at the rate of 1 per cent. per annum above the prevailing Reichsbank discount rate, or 5 $\frac{1}{2}$ per cent., whichever is lower, shall be paid half-yearly by the German Government on the daily amount of the sums the transfer or payment of which has been postponed and which have not been invested or utilised for deliveries in kind. This interest shall be treated in all respects similarly to the principal sum upon which it accrues, and the return upon that portion of the

semblable à la somme en capital qu'il rémunère. Le produit de la partie des fonds qui auront été placés reviendra au compte des gouvernements créanciers.

9. A l'expiration de toute période à l'égard de laquelle une suspension totale ou partielle de transfert ou de paiement a été déclarée pour tout paiement mensuel, le paiement ou la partie de ce paiement dont le transfert ou l'exécution auront été ainsi suspendus deviendra immédiatement payable à la Banque des Règlements internationaux en devises étrangères, à l'exception de toutes sommes dont les Puissances créancières auront déjà bénéficié sous une autre forme, conformément au nouveau Plan. Cette clause ne modifie en rien les fonctions du comité consultatif spécial, telles qu'elles sont prévues dans le Nouveau Plan.

10. Au cas d'une déclaration de suspension par l'Allemagne ou à tout moment où le Gouvernement allemand aura déclaré aux Gouvernements créanciers et à la Banque des Règlements internationaux qu'en bonne foi il est arrivé à la conclusion que le change et la vie économique de l'Allemagne seraient sérieusement mis en danger par le transfert pour tout ou partie, de la part différable des annuités, la Banque des Règlements Internationaux convoquera le comité consultatif spécial prévu au chapitre VIII e) du Plan des Experts du 7 juin 1929.

Le comité consultatif spécial examinera sur le champ la situation sous tous ses aspects comme le prévoit le Plan et soumettra à l'examen des Gouvernements et à la Banque les mesures qui, à son avis, devront être prises eu égard à l'exécution du Plan.

En exécution de l'article 124 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, toute recommandation du comité pouvant affecter les droits des Gouvernements créanciers ne liera pas ces gouvernements à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par les Gouvernements créanciers ayant participé à la décision du 16 septembre 1928 portant création du Comité des Experts. De même, toute recommandation pouvant affecter les droits du Gouvernement allemand ne liera pas ce gouvernement à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par lui.

VI.

Le Gouvernement allemand s'engage à maintenir à la Banque pendant la période s'écoulant jusqu'au 31 mars 1966 un dépôt sans intérêt, équivalent à 50 pour cent du dépôt moyen restant au compte de Trust des annuités mais ne dépassant pas 100 millions de reichsmarks.

A cet effet, la Banque des Règlements internationaux certifiera chaque mois au Gouvernement allemand et aux gouvernements créanciers la

funds actually invested shall be for the account of the Creditor Powers.

9. At the end of any period in respect of which a total or partial postponement of transfer or payment has been declared for any monthly instalment, the instalment or part thereof the transfer or payment of which has been so postponed shall become immediately payable to the Bank for International Settlements in foreign currencies, with the exception of any amounts of which the Creditor Powers have already had the benefit in some other form in pursuance of the New Plan. This clause modifies in no way the functions of the Special Advisory Committee provided for in the New Plan.

10. In the event of any declaration of postponement made by Germany or at any other time when the German Government declares to the Creditor Governments and to the Bank for International Settlements, that it has come to the conclusion in good faith that Germany's exchange and economic life may be seriously endangered by the transfer in part or in full of the postponable portion of the annuities, the Bank for International Settlements shall convene the Special Advisory Committee mentioned in Chapter VIII (e) of the Experts' Plan of the 7th June, 1929.

The Special Advisory Committee shall forthwith consider the situation in all its aspects, as provided in the Plan, and shall indicate for consideration by the Governments and the Bank what, in their opinion, are the measures that should be taken in regard to the application of the Plan. In application of Article 124 of the Report of the Experts of the 7th June, 1929, any recommendation of the Committee affecting the rights of the Creditor Governments shall not bind the Creditor Governments unless it is accepted and confirmed by the Creditor Governments who participated in the decision of September 16th, 1928, to set up the Committee of Experts. Similarly, any recommendation affecting the rights of the German Government shall not bind the German Government unless it is accepted and confirmed by that Government.

VI.

The German Government undertakes during the period up to March 31st, 1966, to maintain at the Bank for International Settlements a non-interest bearing deposit equivalent to 50 per cent. of the average deposit remaining in the Annuity Trust Account, but not exceeding 100 million reichsmarks.

The Bank shall to this end certify to the German Government and to the Creditor Governments every month the average of the balance at the

moyenne des soldes laissés à la fin de chaque jour ouvrable par les Gouvernements créanciers en dépôt sans intérêt durant ce mois, et provenant des paiements allemands sous le régime du Plan Dawes ou sous le régime du Nouveau Plan jusqu'à la date de leur retrait par les Gouvernements créanciers.

Le premier dépôt sera versé par le Gouvernement allemand à la Banque quinze jours après la mise à exécution du Nouveau Plan, le montant de ce dépôt étant calculé sur la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus laissés chez l'agent général des paiements de réparations ou chez la Banque pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date du dépôt, à l'exclusion des sommes restituables au Gouvernement allemand en vertu de l'annexe III au Protocole de La Haye du 31 août 1929.

Le dépôt sera maintenu au montant ainsi calculé pendant un mois. A la fin de cette période, le dépôt sera ajusté par un dépôt supplémentaire ou par le retrait d'une partie du dépôt existant, sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de l'ajustement.

Un ajustement semblable aura lieu à la fin du second mois à partir de la date du premier dépôt.

A la fin du troisième mois et ultérieurement, à intervalles de trois mois, le dépôt sera ajusté sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus durant les trois mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de chacun de ces ajustements. Les périodes visées au présent alinéa pourront être modifiées par accord entre les gouvernements intéressés et avec l'assentiment de la Banque des Règlements internationaux.

VII.

A titre de garantie collatérale, le Gouvernement allemand, sans préjudice de sa responsabilité générale pour le paiement des annuités et de sa liberté entière d'effectuer ces paiements sur ses revenus généraux comme sans préjudice des garanties affectées au service de l'Emprunt extérieur allemand 1924 affecte selon les stipulations de l'annexe correspondante de l'Accord de La Haye de janvier 1930, le produit des droits de douane, des impôts sur le tabac, la bière et l'alcool (Administration du Monopole) au service du présent certificat, y compris le service de toutes obligations qui pourraient être émises dans les conditions prévues par le Nouveau Plan.

Le produit de la taxe annuelle directe de 660 millions de reichsmarks payable par la Compagnie collatérale au service des annuités. Le montant de l'obligation de la Compagnie des chemins de fer allemands sera payé, conformément au certificat de dette émanant de cette compagnie, le premier

close of each working day left by the Creditor Governments on deposit without interest during that month, in respect of the sums arising from the German payments under the Dawes Plan or under the New Plan up to the time when they are drawn out by the Creditor Governments.

The first deposit will be paid by the German Government to the Bank fifteen days after the putting into execution of the New Plan, the amount of the deposit being calculated on the average of the daily balances above mentioned left with the Agent-General for Reparation Payments or the Bank during the months ending two working days prior to the date of deposit, excluding sums returnable to the German Government under Annex III of The Hague Protocol of August 31st, 1929.

The deposit shall be maintained at the amount so calculated during one month. At the end of this period the deposit will be adjusted by a further deposit or by the withdrawal of part of the existing deposit, on the basis of the average of the daily balances referred to above during the months ending two working days before the date of the adjustment.

A similar adjustment will take place at the end of the second month from the date of the first deposit.

At the end of the third month, and thereafter, at intervals of three months, the deposit shall be adjusted on the basis of the average of the daily balances referred to above during the three months ending two working days before the date of each such adjustment. The intervals referred to in this paragraph may be changed by agreement between the Governments concerned with the concurrence of the Bank for International Settlements.

VII.

As a collateral guarantee the German Government, without prejudice to its general liability for payment of the annuities and its complete freedom to make these payments out of its general revenues and without prejudice to the securities for the German External Loan, 1924, assigns, in pursuance of the provisions of the relative Annex of the Agreement of The Hague of January, 1930, the proceeds of the customs, tobacco, beer and alcohol (Monopoly Administration) duties to the service of the present Certificate, including the service of any bonds which may be issued in accordance with the New Plan.

The proceeds of the annual direct tax of 660 million reichsmarks payable by the German Railway Company are also assigned as a collateral guarantee to the service of the annuities. The amounts of the obligation of the German Railway Company will be paid in accordance with the

jour de chaque mois. Au cas où le montant intégral de la mensualité précédente due par le Gouvernement allemand aurait été payé, les sommes ainsi versées par la Compagnie des chemins de fer allemands seront, dès réception, immédiatement transférées au Gouvernement allemand.

VIII.

L'engagement du Gouvernement allemand relatif aux annuités qu'envisage ce certificat ne sera pas considéré comme exécuté avant que toutes les sommes dont le transfert ou le paiement peut être suspendu de temps à autre n'aient été, soit intégralement transférées à la Banque des Règlements internationaux sous forme de monnaies approuvées autres que le reichsmark soit utilisées pour des livraisons en nature.

IX.

A la fin de chaque période d'annuité et quand la Banque des Règlements internationaux aura reçu du Gouvernement allemand les sommes dues en vertu du présent certificat, elle lui remettra le coupon correspondant aux paiements de ladite période d'annuité. Le certificat sera remis lorsque tous les coupons auront été payés.

X.

Les dispositions qui précèdent ne sauraient être considérées comme portant atteinte aux stipulations du Nouveau Plan qui ne sont pas traitées au présent certificat.

COUPON D'ANNUITÉ (NE COMPRENANT PAS LE SERVICE DE L'EMPRUNT EXTÉRIEUR ALLEMAND 1924).

PARTIE A.

Le Gouvernement allemand payera aux Puissances créancières, entre les mains de la Banque des Règlements internationaux, à titre de partie non différable de l'Annuité, pour la période du 19..... au, 19....., la somme de 612.000.000 de reichsmarks.

Au présent coupon s'appliquent les dispositions correspondantes qui figurent au certificat.

Les paiements successifs seront notés sur le verso du présent coupon. Après paiement intégral de la somme ci-dessus, le présent coupon sera rendu au Gouvernement allemand.

BERLIN, le

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

No. 2394

Certificate of Debt of that Company on the first day of each month, and if the full amount of the previous monthly payment due by the German Government has been paid, the amounts so paid by the German Railway Company will be transferred, immediately on their receipt, to the German Government.

VIII.

The obligation of the German Government in relation to the annuities for which this Certificate provides shall not be deemed to have been fulfilled until all sums, the transfer or payment of which may from time to time have been suspended, have been either in fact completely transferred to the Bank for International Settlements in the shape of approved currency other than the reichsmark or employed for deliveries in kind.

IX.

At the end of each annuity period, when the Bank for International Settlements has received from the German Government the amounts due under this present Certificate, the Bank will return to the Government the coupon corresponding to the payments of that annuity period. The Certificate itself will be delivered when all the coupons have been paid.

X.

The foregoing provisions shall not be deemed to affect the provisions of the New Plan, which are not dealt with in this certificate.

ANNUITY COUPON (NOT INCLUDING THE SERVICE OF THE GERMAN EXTERNAL LOAN, 1924).

PART A.

The German Reich will pay to the Creditor Powers at the Bank for International Settlements on account of the non-postponable part of the Annuity for the period from the 19....., to the, 19....., the sum of 612,000,000 reichsmarks.

The relative provisions of the Certificate apply to the present coupon.

A note of the payment of each instalment will be endorsed on the present coupon. When the full amount of the above sum has been paid this coupon will be returned to the German Government.

BERLIN, the

, 1930.

Reichsschuldenverwaltung.

(Administration of the Debt of the Reich).

PARTIE B.

Le Gouvernement allemand payera aux Puissances créancières, entre les mains de la Banque des Règlements Internationaux, à titre de partie différable de l'Annuité, pour la période du
..... 19....., au 19....., la somme de reichsmarks.

Au présent coupon s'appliquent les dispositions correspondantes qui figurent au certificat.

Les paiements successifs seront notés sur le verso du présent coupon. Après paiement intégral de la somme ci-dessus, le présent coupon sera rendu, au Gouvernement allemand.

BERLIN, le

1930.

Reichsschuldenverwaltung.

PART B.

The German Reich will pay to the Creditor Powers at the Bank for International Settlements on account of the postponable part of the Annuity for the period from the 19..... to the 19....., the sum of reichsmarks.

The relative provisions of the Certificate apply to the present coupon.

A note of the payment of each instalment will be endorsed on the present coupon. When the full amount of the above sum has been paid this coupon will be returned to the German Government.

BERLIN, the

, 1930.

Reichsschuldenverwaltung.

(Administration of the Debt of the Reich).

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE IV.

BESCHEINIGUNG DER DEUTSCHEN REICHSEISENBAHN-GESELLSCHAFT.

Die Unterzeichneten bestätigen durch diese Bescheinigung, dass die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft als Beitrag zu den vom Reiche aufzubringenden Jahreszahlungen für Reparationszwecke eine Reichssteuer im Betrage von jährlich 660 Millionen Reichsmark zu entrichten hat.

Diese Steuer wird in gleichen monatlichen Teilbeträgen von 55 Millionen Reichsmark nach Ablauf jedes Monats am 1. des folgenden Monats, und, wenn der 1. auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, am nächstfolgenden Werktag fällig. Sie ist unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank zu zahlen. Die Zahlungen beginnen am 1. Oktober 1929 und endigen am 1. April 1966. Die Zahlungen an den Fälligkeitstagen müssen bis neun Uhr morgens bewirkt werden.

Die Steuer ist zu entrichten nach Massgabe der Bedingungen, Vorrechte und Gewährleistungen, die durch das Reichsbahngesetz vom begründet sind, insbesondere gemäß folgenden Bedingungen :

Die Steuer ist aus den Betriebseinnahmen der Gesellschaft, im Notfall unter Heranziehung aller Rücklagen zu leisten. Sie steht im Range hinter den Personalausgaben, aber im gleichen Range wie die sächlichen Ausgaben. Sie hat den Vorrang vor jeder anderen gegenwärtig oder in Zukunft der Gesellschaft auferlegten Steuer und vor jeder sonstigen Belastung der Gesellschaft ohne Unterschied, ob die Belastung hypothekarisch gesichert ist oder nicht.

Gemäß Paragraph 5 Absatz 1 des Gesetzes vom geht die der Gesellschaft obliegende Verpflichtung zur Zahlung der Reparationssteuer für das Jahr 1965 und bis zum 31. März 1966 unter entsprechender Anwendung der vorstehenden Bestimmungen auf das gemäß Artikel 92 der Reichsverfassung zur Verwaltung der Reichseisenbahnen dann zu bildende Unternehmen über.

ANNEXE IV.

CERTIFICAT DE LA DEUTSCHE REICHSEISENBAHN
GESELLSCHAFT.

Nous soussignés attestons par le présent certificat que la Compagnie des chemins de fer allemands versera, à titre de contribution aux annuités de réparations à payer par le Reich, une taxe du

ANNEX IV.

CERTIFICATE OF THE DEUTSCHE REICHSEISENBAHN
GESELLSCHAFT.

By the present Certificate, the undersigned confirm that the German Railway Company has to pay, as contribution to the annuity for reparation purposes to be paid by the Reich, a Reich

Reich se montant à 660 millions de reichsmarks par an.

Cette taxe viendra à échéance à raison de mensualités égales à 55 millions de reichsmarks après expiration de chaque mois le premier jour du mois suivant, et, au cas où le premier jour du mois est un dimanche ou un jour férié, le jour ouvrable suivant ; elle sera payée directement au compte de la Banque des Règlements internationaux à la Reichsbank ; le premier versement viendra à échéance le 1^{er} octobre 1929 et le dernier le 1^{er} avril 1966. Les paiements aux jours fixés pour les échéances seront effectués avant neuf heures du matin.

Cette taxe sera versée suivant les conditions, priviléges et garanties qui sont fixés par la loi des Chemins de fer du et notamment conformément aux dispositions suivantes :

La taxe sera prélevée sur les recettes de l'exploitation de la Compagnie au besoin en ayant recours à toutes les réserves. Elle prendra rang après les dépenses de personnel et sera placée sur le même pied que les dépenses pour le matériel et les matières de consommation. Elle jouira d'une priorité par rapport à tous les autres impôts actuellement prélevés sur la Compagnie des chemins de fer ou susceptibles de l'être dans l'avenir ; elle aura également priorité sur toute autre charge hypothécaire ou non hypothécaire grevant la compagnie.

Conformément aux prescriptions de la loi du paragraphe 5, l'obligation incomptant à la compagnie de verser la taxe pour l'année 1965 et jusqu'au 31 mars 1966 sera transférée, les dispositions ci-dessus étant appliquées, à l'entreprise qui sera chargée alors de la gestion des chemins de fer du Reich, conformément à l'article 92 de la Constitution du Reich.

tax amounting to 660 million reichsmarks per annum.

This tax will fall due in equal monthly instalments of 55 million reichsmarks after the end of each month on the first day of the following month, and—where the first day happens to be a Sunday or holiday—on the following working day. It shall be paid direct into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank. The payments begin to fall due on the 1st October, 1929, and end on the 1st April, 1966. Payments on the due dates must be effected before 9 o'clock in the morning.

The tax is to be paid in accordance with the conditions, privileges and guarantees fixed by the Railway Law of and, in particular, in conformity with the following provisions :

The Tax shall be paid out of the operating receipts of the Company with recourse, if necessary, to all reserves. It shall rank after the expenditure on personnel and on the same footing with expenditure on material and consumable stores. It shall enjoy priority over any other tax now levied on the Railway Company or which may be levied in the future, and shall rank prior to any other charge, by way of mortgage or otherwise, on the Company.

In conformity with paragraph 1 of Article 5 of the Law of, the undertaking assumed by the Company to pay the reparation tax for the year 1965 and until the 31st March, 1966, will be transferred to the organisation to be created to administer the railways of the Reich in conformity with Article 92 of the Reich Constitution, the above provisions being applied *mutatis mutandis*.

ANLAGE V.

VORSCHRIFTEN, DIE IN DAS DEUTSCHE BANKGESETZ EINZUFÜGEN ODER DARIN BEIZUBEHALTEN SIND.

§ 1.

Bleibt unverändert.

§ 2.

Bleibt unverändert.

§ 3.

Bleibt unverändert (in Verbindung mit Paragraph 5 des Münzgesetzes vom 30. August 1924).

§ 6.

Die Bank wird verwaltet durch das Reichsbankdirektorium, das aus einem Präsidenten als Vorsitzenden und der erforderlichen Anzahl von Mitgliedern besteht. Das Reichsbankdirektorium bestimmt insbesondere die Währungs-, Diskont- und Kreditpolitik der Bank.

Präsident und Mitglieder müssen deutsche Reichsangehörige sein.

Das Reichsbankdirektorium fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit ; bei Stimmen-gleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten.

Der Präsident wird vom Generalrat nach Anhörung des Reichsbankdirektoriums in der Weise gewählt, dass eine Mehrheit von 7 Stimmen vorhanden sein muss. Die Wahl bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten, der die Ernennungsurkunde unterzeichnet. Mit der Aushändigung der Urkunde ist der gewählte Präsident rechtmässig bestellt.

Die Ernennung der Mitglieder des Direktoriums erfolgt nach Zustimmung des Generalrats durch den Präsidenten. Die Zustimmung des Generalrats muss mit dem Stimmenverhältnis zustandegekommen sein, das für die Präsidentenwahl vorgeschrieben ist. Die Ernennung bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten. Mit der Aushändigung der Bestätigungsurkunde ist das Mitglied rechtmässig bestellt. Die Ernennung erfolgt auf einen Zeitraum von 12 Jahren, jedoch mit der Massgabe, dass jedes Mitglied des Direktoriums bei Erreichung eines Lebensalters von 65 Jahren ausscheidet.

Für die erstmalige Ernennung des Direktoriums gilt folgende Besonderheit : Die Zahl der Mitglieder des Direktoriums mit Ausnahme des Präsidenten wird in 3 Gruppen geteilt, von denen die ersten beiden gleich gross sein müssen und die dritte entweder ebenfalls die gleiche Grösse haben muss wie die beiden ersten oder, wenn das rechnerisch nicht geht, kleiner sein kann, aber so nahe als möglich an die Grösse jeder der ersten beiden Gruppen herankommen muss. In die erste Gruppe werden die an Lebensalter jüngsten, in die dritte Gruppe die an Lebensalter ältesten, in die zweite Gruppe die übrigen zu Ernennenden eingereiht. Die Mitglieder der ersten Gruppe werden auf 12 Jahre, die der zweiten Gruppe auf 8 Jahre und die der dritten Gruppe auf 4 Jahre ernannt. Die Altersgrenzen von 65 Jahren gilt auch bei der erstmaligen Wahl.

Die Amtsdauer des Präsidenten beträgt 4 Jahre. Der Präsident und die Mitglieder sind wieder wählbar.

Wenn eine Zuwahl oder Ergänzung des Reichsbankdirektoriums durch Wahl eines neuen Kandidaten stattfindet, so bedarf der zu Wählende der Zustimmung des Reichsbankdirektoriums. Die Zustimmung gilt als versagt, wenn zwei Drittel der Mitglieder gegen den zu Wählenden gestimmt haben.

Aus wichtigem Grund kann der Präsident oder ein Mitglied des Direktoriums jederzeit abberufen werden, unter Wahrung der ihnen vertraglich zustehenden Ansprüche. Diese Abberufung aus wichtigem Grunde erfolgt gegenüber dem Präsidenten durch den Generalrat mit der im Absatz 4 vorgesehenen Stimmenmehrheit, gegenüber einem Mitglied des Direktoriums gleichfalls durch den Generalrat mit der gleichen Stimmenmehrheit, jedoch nur mit Zustimmung des Präsidenten. Die Abberufung des Präsidenten oder eines Mitgliedes des Direktoriums bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten.

§ 9, Absatz 1.

Bleibt unverändert..

§ 10.

Bleibt unverändert..

§ 12.

Die Generalversammlung empfängt jährlich den Verwaltungsbericht. Sie beschliesst über die Bilanz und Gewinnverteilung nach Massgabe dieses Gesetzes.

Die Generalversammlung beschliesst ferner nach Vorschlag des Reichsbankdirektoriums mit Zustimmung des Generalrats über die Satzung der Bank und über Satzungsänderungen. Die Satzung und deren Änderungen sind vom Reichsbankdirektorium im Reichsanzeiger zu veröffentlichen.

§ 14.

Bei der Reichsbank wird ein Generalrat gebildet, der aus zehn Mitgliedern besteht. Die Mitglieder müssen deutsche Reichsangehörige sein.

§ 15.

Der Präsident des Reichsbankdirektoriums ist eines der Mitglieder und zugleich Vorsitzender des Generalrats.

Die Amtsdauer der Mitglieder des Generalrats mit Ausnahme des Präsidenten beträgt drei Jahre.

§ 16.

Die Mitglieder des Generalrats mit Ausnahme des Präsidenten werden im Wege der Kooptation durch die jeweils im Amt befindlichen Mitglieder des Generalrats gewählt vorbehaltlich der Bestätigung

durch die die deutsche Reichsangehörigkeit besitzenden Anteilseigner. Vor der Wahl findet durch den Vorsitzenden des Generalrats oder seinen Stellvertreter eine Fühlungnahme mit der Reichsregierung statt.

§ 17.

Zu Mitgliedern des Generalrats dürfen nicht bestellt werden :

- a) unmittelbare Staatsbeamte des Deutschen Reiches oder eines deutschen Landes, es sei denn, dass sie sich im dauernden Ruhestand befinden.
- b) Personen die, vom Deutschen Reiche oder einem deutschen Lande eine Bezahlung erhalten. Als Bezahlung gilt nicht eine Vergütung für frühere Dienstleistung.

§ 18.

Der Generalrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit ; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf die Wahl des Präsidenten und die Zustimmung zur Ernennung von Mitgliedern des Direktoriums.

In jeder seiner Sitzungen und wenigstens einmal im Vierteljahr soll der Generalrat die Berichte prüfen, die ihm von dem Präsidenten vorgelegt worden sind. Er fasst Beschluss über alle Vorschläge, die ihm von dem Präsidenten gemacht worden sind, jedoch ohne dass die dem Reichsbankdirektorium vorbehaltenen Rechte der Verwaltung der Bank dadurch beeinträchtigt werden dürfen.

§ 21 (Schlussabsatz).

Alle nach dem Neuen Plan des Haager Abkommens von Januar 1930 entweder den Zentralbanken allgemein oder einzelnen von ihnen besonders zugewiesenen Aufgaben und Verpflichtungen werden in Deutschland von der Reichsbank wahrgenommen. Alle nach dem Neuen Plan entweder den Präsidenten der Zentralbanken allgemein oder einzelnen von ihnen besonders zugewiesenen Aufgaben und Verpflichtungen obliegen in Deutschland dem Präsidenten der Reichsbank.

§ 22.

Bleibt unverändert.

§ 25.

Die Reichsbank ist verpflichtet, für das Reich durch ihre sämtlichen hierzu ihrer Natur nach geeigneten Niederlassungen auf Verlangen der Reichsbehörden Zahlungen anzunehmen oder zu leisten und den bargeldlosen Verkehr zwischen den Kassen des Reiches zu besorgen.

Die Bank darf dem Reiche unbeschadet der Vorschrift des Absatzes 4 Betriebskredite gewähren, jedoch jeweils höchstens auf drei Monate und nur bis zum Höchstbetrage von 100 Millionen Reichsmark. Am 15. Juli jeden Jahres darf keinerlei Verschuldung des Reiches bei der Reichsbank vorhanden sein.

Absatz 3 bis 6 bleiben unverändert.

§ 27.

Die An- und Ausfertigung, die Ausgabe, Einziehung und Vernichtung der Banknoten erfolgt unter der Kontrolle des jeweiligen Präsidenten des Rechnungshofes des Deutschen Reiches als Kommissar.

Die Kontrolle der Notenausgabe besteht in der zahlenmässigen Feststellung des Vorhandenseins der vorgeschriebenen Notendeckung. Die Prüfung ist für die Tage vorzunehmen, für die die Bank nach Paragraph 36 Absatz 1 ihre Ausweise regelmässig veröffentlicht. Die Berichte hierüber sind dem Generalrat zu jedem seiner Sitzungstermine einzureichen. Eine Prüfung oder Erörterung der Kredit-, Diskont- und Währungspolitik der Bank ist mit der Kontrolle nicht verbunden.

Dem Kommissar sind täglich Nachweisungen über die Notendeckung und über die im Umlauf befindlichen Noten vorzulegen.

Absatz 4 und 5 bleiben unverändert.

§ 28.

Bleibt unverändert.

§ 29.

Bleibt unverändert.

§ 31.

Bleibt unverändert.

§ 38, Absatz 4.

Während der Dauer des Notenprivilegs kann die Reichsbank nur mit Zustimmung der Reichsregierung in Liquidation treten. Bevor sie in einem späteren Zeitpunkt in Liquidation tritt, hat sie die Reichsregierung hiervon rechtzeitig zu benachrichtigen.

§ 45.

Bleibt unverändert.

§ 46.

Bleibt unverändert.

ANNEXE V.

DISPOSITIONS A INSÉRER OU A MAINTENIR DANS LA LOI ALLEMANDE SUR LA BANQUE.

Paragraphe 1.

Reste sans changement.

Paragraphe 2.

Reste sans changement.

Paragraphe 3.

Reste sans changement (conjointement avec le paragraphe 5 de la Loi sur la frappe des monnaies du 30 août 1924).

Paragraphe 6.

La Banque est administrée par le directoire de la Reichsbank, composé d'un Président et du nombre requis de membres. Le Directoire de la Reichsbank détermine en particulier la politique de la Banque en matière de monnaies, d'escompte et de crédit.

Le président et les membres doivent être de nationalité allemande.

Le directoire de la Reichsbank prend ses décisions à la majorité simple des voix ; en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil général élira le président après avoir entendu le directoire de la Reichsbank. Une majorité de sept voix sera requise. L'élection devra être sanctionnée par le président du Reich. Celui-ci signera l'acte de nomination. Par la remise de ces documents, le président élu est régulièrement investi.

Les membres du directoire seront nommés par le président après approbation par le conseil général. La décision de ce dernier devra être prise à la même majorité que celle qui est prescrite

ANNEX V.

PROVISIONS TO BE INSERTED OR MAINTAINED IN THE GERMAN BANK LAW.

Article 1.

Remains unchanged.

Article 2.

Remains unchanged.

Article 3.

Remains unchanged (in connection with Article 5 of the Coinage Law, 1924).

Article 6.

The Bank shall be administered by the Managing Board of the Reichsbank (*Reichsbankdirektorium*), which consists of a President as Chairman and the required number of members. In particular, the Managing Board shall direct the currency, discount and credit policy of the Bank.

The President and the members must be German nationals.

The resolutions of the Managing Board are passed by simple majority ; in the case of an equality of votes, the President has a casting vote.

The President shall be elected by the General Council after the latter has heard the Managing Board of the Reichsbank. Such election requires a majority of 7 votes and the confirmation of the President of the Reich, who signs the deed of appointment. By the delivery of the deed the President elected is duly appointed.

The members of the Managing Board shall be appointed by the President after approval by the General Council. The same majority is required for such approval as for the election of the Presi-

pour l'élection du président. Leur nomination devra être confirmée par le président du Reich. Les membres sont régulièrement investis par la remise du document contenant cette confirmation. Les membres du directoire sont nommés pour douze ans, sous réserve, toutefois, que tout membre du directoire cesse d'exercer ses fonctions à l'âge de 65 ans.

Pour la première nomination du directoire, il sera fait application des dispositions particulières ci-après : Le nombre des membres du directoire — à l'exception du président — sera divisé en trois groupes dont les deux premiers devront comporter un nombre égal de membres et dont le troisième comportera également ou bien autant de membres que les deux premiers ou bien, si la chose n'est pas numériquement possible, un nombre de membres inférieur à celui des deux premiers groupes mais aussi approchant que possible. Dans le premier groupe seront rangés les membres les plus jeunes, dans le troisième les membres les plus âgés, dans le second groupe les autres membres à nommer. Les membres du premier groupe seront nommés pour douze ans, ceux du deuxième groupe pour huit ans et ceux du troisième groupe pour quatre ans. La limite d'âge de 65 ans s'applique également à chaque groupe.

La durée du mandat du président est de quatre ans. Le président et les membres sont rééligibles.

En cas de cooptation ou si le directoire de la Reichsbank doit être complété par le choix d'un nouveau candidat, la candidature doit être approuvée par le directoire de la Reichsbank. L'approbation sera considérée comme refusée si les deux tiers des membres votent contre le candidat.

Pour motif grave, le président ou tout membre du directoire peuvent être révoqués en tout temps, sans préjudice aux droits qu'ils tiennent de leur contrat. La révocation du président pour motif grave est prononcée par le conseil général à la majorité prévue à l'alinéa 4 et, en ce qui concerne les membres du directoire, par le conseil général à la même majorité, mais seulement avec l'assentiment du président. La révocation du président ou d'un membre du directoire devra être ratifiée par le président du Reich.

dent. The appointment requires confirmation by the President of the Reich. The members are duly appointed by delivery of the deed of appointment. The appointment shall be for a term of twelve years, subject always to the condition that, on attaining the age of 65 years, a member shall cease to hold office.

The term of the first-appointed members of the Managing Board shall be as follows : With the exception of the President they shall be divided into 3 groups, of which the two first must be equal in number and the third group may be equal in number or less, but in any case shall be as near as possible in number to the first group. The first group shall contain the members youngest in years, and the third group the oldest, the second group containing the remaining members. The members of the first group shall be elected for 12 years, the members of the second group shall be elected for 8 years and the members of the third group shall be elected for 4 years. The same age limit of 65 years shall apply in every case.

The term of office of the President is four years. The President and the members are eligible for re-election.

The election of a new candidate shall not take place unless the candidate is approved by the Managing Board. The approval shall be considered as refused if two-thirds of the members have voted against the new candidate.

On important grounds the President or a member of the Managing Board can be dismissed at any time without prejudice to their contractual rights. Dismissal of the President on important grounds can be voted by the General Council with the same majority as provided for in paragraph 4 above, and in the case of a member of the Managing Board it can be voted likewise by the General Council with the same majority, but not without the President's consent. The dismissal of the President or of a member of the Managing Board requires confirmation by the President of the Reich.

Paragraphe 9 (alinéa 1).

Reste sans changement.

Paragraphe 10.

Reste sans changement.

Paragraphe 12.

L'assemblée générale reçoit chaque année le rapport relatif à l'administration de la Banque.

Article 9 (first paragraph).

Remains unchanged.

Article 10.

Remains unchanged.

Article 12.

In every year a report as to administration shall be presented to the General Meeting. The General

Elle prend des décisions au sujet du Bilan et de la répartition des bénéfices conformément à la présente loi.

L'assemblée générale décide, en outre, des Statuts et de leur modification sur la proposition du directoire de la Reichsbank et avec l'assentiment du conseil général. Les Statuts et leurs modifications devront être publiés par le directoire de la Reichsbank dans le *Reichsanzeiger*.

Paragraphe 14.

Il sera constitué auprès de la Reichsbank un conseil général composé de dix membres qui devront être de nationalité allemande.

Paragraphe 15.

Le président du directoire de la Reichsbank est un des membres et, en même temps, président du conseil général.

La durée du mandat du conseil général, à l'exception du président, est de trois ans.

Paragraphe 16.

Les membres du conseil général, à l'exclusion du président, seront élus par cooptation, par les membres du conseil général se trouvant en fonction au moment de l'élection. Cette élection devra être sanctionnée par les actionnaires de nationalité allemande. Avant l'élection, le président du conseil général ou son substitut demandera l'avis du Gouvernement du Reich.

Paragraphe 17.

Ne pourront être membres du conseil général les catégories suivantes de personnes :

a) Les fonctionnaires étant au service immédiat du Reich allemand ou de l'État allemand, à moins qu'ils n'aient été mis à la retraite à titre définitif ;

b) Les personnes recevant un paiement quelconque du Gouvernement du Reich allemand ou de l'État allemand, la rémunération des services passés ne sera pas considérée comme un paiement.

Paragraphe 18.

Le conseil général prend ses décisions à la simple majorité des voix. S'il y a égalité de voix, le président a voix prépondérante. Cette prescription ne s'applique pas à l'élection du président et à l'approbation nécessaire pour la nomination des membres du directoire.

Meeting shall decide as to the balance-sheet and as to the distribution of profits in accordance with this Law.

The General Meeting shall also determine the 'Satzung' and any changes in the 'Satzung' on the proposal of the Managing Board and with the consent of the General Council. The 'Satzung' and any changes therein shall be published by the Managing Board in the 'Reichsanzeiger.'

Article 14.

A General Council of the Reichsbank shall be constituted consisting of 10 members. These members must be German nationals.

Article 15.

The President of the Reichsbank Managing Board shall be one of the members and also Chairman of the General Council.

The term of office of a member of the General Council with the exception of the President shall be three years.

Article 16.

The members of the General Council, with the exception of the President, shall be elected by means of co-option by those members of the General Council who are in office at the time, subject to confirmation on the part of such of the shareholders as are German nationals. Before the election, the Chairman of the General Council or his deputy shall consult the Government of the Reich concerning the election.

Article 17.

The following classes of persons shall not be elected as members of the General Council :

(a) Officials in the immediate service of the German Reich or of any German State, unless they are in a permanent state of retirement ;

(b) Persons who receive any payment from the German Reich Government or from the Government of any German State. Remuneration for earlier services does not count as payment.

Article 18.

Decisions of the General Council shall require a simple majority : if the votes are equally divided the Chairman shall have a casting vote. This provision shall not apply to the election of the President, nor to the assent to be given to the appointment of the members of the Managing Board.

A chacune de ses séances et au moins une fois par trimestre, le conseil général examinera les rapports qui lui seront soumis par le président. Il statuera sur toutes les propositions qui lui seront adressées par le président, sans que toutefois ces décisions puissent empiéter sur les droits d'administration réservés au directoire de la Reichsbank.

Paragraphe 21 (dernier alinéa).

Toutes les tâches et obligations conférées par le nouveau plan de l'Accord de La Haye de janvier 1930, soit, en général, à toutes les Banques centrales, soit en particulier à telles d'entre elles, seront assumées en Allemagne par la Reichsbank. Toutes les tâches et obligations conférées par le nouveau plan soit aux gouverneurs des Banques centrales en général, soit à tels d'entre eux en particulier, incomberont, en ce qui concerne l'Allemagne, au président de la Reichsbank.

Paragraphe 22.

Reste sans changement.

Paragraphe 25.

La Reichsbank est tenue, sur la demande des autorités du Reich, d'accepter ou d'effectuer des paiements pour le compte du Reich, par l'intermédiaire de tous ses établissements par leur nature appropriés à cette fin et d'assurer les transferts sans transmission d'espèces entre les caisses du Reich.

La Banque peut, sans préjudice de la prescription de l'alinéa 4, accorder au Reich des crédits d'exploitation, mais dans chaque cas seulement pour une durée de trois mois au plus et jusqu'à concurrence de cent millions de Reichsmarks. Le 15 juillet de chaque année, le Reich ne doit avoir aucune dette envers la Banque.

Les alinéas 3 à 6 restent sans changement.

Paragraphe 27.

La fabrication, l'immatriculation, la signature, l'émission, le retrait et l'annulation des billets de banque sont effectués sous le contrôle du président du Rechnungshof des Deutsches Reichs comme commissaire délégué.

Le contrôle de l'émission des billets de banque consiste à vérifier si le nombre de billets émis correspond à la couverture prescrite par la Loi. Ce contrôle devra se faire en se rapportant aux jours pour lesquels la Reichsbank publie régulièrement sa situation hebdomadaire conformément au paragraphe 36, alinéa 1. Les rapports relatifs à

At each of its meetings, and at least once in three months, the General Council shall examine the reports submitted to it by the President. It shall decide on all proposals made to it by the President, provided that such decisions do not encroach upon the rights of administration of the Bank reserved to the Managing Board.

Article 21.

Add at end as new paragraph :
" All functions confided to and obligations imposed on Central Banks in general or any one such Central Bank specially by the New Plan (Hague Agreement, January 1930) will be performed in Germany by the Reichsbank. All functions confided to and obligations imposed on Presidents of Central Banks in general or any one such President specially by the New Plan will be performed in Germany by the President of the Reichsbank."

Article 22.

Remains unchanged.

Article 25.

The Reichsbank is under obligation to accept or make payment for the Reich at the request of the Government Authorities by any of its establishments appropriate for that purpose and also to effect transfers without the transmission of cash between the various financial establishments of the Reich.

Without prejudice to the rule contained in the fourth paragraph of this section the Bank shall be authorised to give credit to the Reich for purposes of administration ; but in each case for a term not exceeding three months and only up to the maximum amount of one hundred million reichsmarks. On the 15th July of each year the Reich must not be indebted to the Bank in any way.

Paragraphs 3 to 6 remain unchanged.

Article 27.

The preparation and completion, the issue, the withdrawal and the destruction of bank notes shall be effected under the control of the President of the " Rechnungshof of the German Reich " as Commissioner.

The checking of the issue of notes shall be effected by numerically ascertaining the available note cover as prescribed by law. The examination shall take place on those days for which the Bank, according to Article 36, paragraph 1, regularly publishes its returns. The report as to such examination must be submitted to the General

ce contrôle devront être soumis au Conseil général à chacune de ses séances. Ce contrôle n'implique aucun examen ni aucune discussion de la politique de la Reichsbank en matière de crédit, d'escompte et de monnaie.

Les situations relatives à la couverture de billets et aux billets en circulation doivent être quotidiennement soumises au commissaire.

Alinéas 4 et 5 restent sans changement.

Council at each of its meetings. No examination or discussion concerning the credit, discount and currency policy of the Bank shall take place in connection with the checking.

Statements as to the cover of notes and as to the notes in circulation must be given to the Commissioner daily.

Paragraphs 4 and 5 remain unchanged.

Paragraphe 28.

Reste sans changement.

Article 28.

Remains unchanged.

Paragraphe 29.

Reste sans changement.

Article 29.

Remains unchanged.

Paragraphe 31.

Reste sans changement.

Article 31.

Remains unchanged.

Paragraphe 38 (alinéa 4).

Pendant la durée du privilège d'émission, la Reichsbank ne pourra entrer en liquidation qu'avec le consentement du Gouvernement du Reich. Avant d'entrer en liquidation à une époque postérieure, la Reichsbank devra en aviser en temps utile le Gouvernement du Reich.

Paragraphe 45.

Reste sans changement.

Article 45.

Remains unchanged.

Paragraphe 46.

Reste sans changement.

Article 46.

Remains unchanged.

ANNEXE V bis.

PROCÉDURE POUR LA MODIFICATION DE CERTAINS ARTICLES DE LA LOI ALLEMANDE SUR LA BANQUE.

Tout projet de modification qui affecterait les dispositions figurant à l'annexe V, devra être soumis par le Gouvernement allemand au Conseil d'administration de la Banque des Règlements Internationaux.

Le Conseil pourra s'opposer aux modifications proposées pour le motif qu'elles sont incompatibles avec le Nouveau Plan, en soumettant le différend dans un délai de deux mois, si aucun arrangement n'est intervenu, à un arbitre choisi d'un commun consentement, ou à défaut, au Tribunal prévu au présent accord. La décision de l'arbitre ou du Tribunal sera définitive et liera le Reich, la Banque des Règlements internationaux et les États signataires du présent accord.

ANNEX V(a).

PROCEDURE FOR THE MODIFICATION OF CERTAIN PROVISIONS OF THE GERMAN BANK LAW.

Any proposal which may affect the provisions of Annex V must be submitted by the German Government to the Board of Directors of the Bank for International Settlements.

The Board may object to any such proposal, on the ground that it is incompatible with the New Plan, by referring the question within a period of two months, in the absence of an agreement being reached, to an arbitrator chosen by common consent, or, in default of such consent, to the Tribunal provided for in the present Agreement. The decision of the arbitrator or Tribunal shall be final and will bind the Reich, the Bank for International Settlements and the States signatory to the present Agreement.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE VA.

VERFAHREN FÜR DIE ABÄENDERUNG VON GEWISSEN BESTIMMUNGEN DES DEUTSCHEN BANKGESETZES.

Jeder Änderungsvorschlag, der auf die in Anlage V enthaltenen Vorschriften sachlich einwirken würde, ist von der deutschen Regierung dem Verwaltungsrat der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich vorzulegen.

Dieser kann gegen die vorgeschlagenen Änderungen mit der Begründung, dass sie mit dem Neuen Plan unvereinbar seien, falls ein Einverständnis nicht erzielt werden kann, binnen 2 Monaten bei einem im beiderseitigen Einverständnis gewählten Schiedsrichter oder mangels solchen Einverständnisses bei dem in diesem Abkommen vorgesehenen Gericht im Wege der Klage Einspruch erheben. Die Entscheidung dieses Schiedsrichters oder dieses Schiedsgerichts ist endgültig und bindend für die Deutsche Regierung, die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich und die den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnenden Mächte.

ANLAGE VI.

ÄNDERUNGEN, DIE IM REICHSBAHNGESETZ UND IN DER GESELLSCHAFTSSATZUNG DURCHZUFÜHREN SIND

A. REICHSBAHNGESETZ.

1. Errichtung der Gesellschaft.

1. Das Deutsche Reich errichtet durch dieses Gesetz zum Betriebe der Reichseisenbahnen eine Gesellschaft.

2. Die Gesellschaft verwaltet die Reichseisenbahnen für das Reich nach den Vorschriften dieses Gesetzes und der anliegenden Gesellschaftssatzung.

§ 2. Geschäftsführung.

Unverändert.

§ 3. Aktien.

1. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzehn Milliarden Reichsmark; es ist eingeteilt in zwei Milliarden Reichsmark Vorzugsaktien (Gruppe A) und dreizehn Milliarden Reichsmark Stammaktien, vorbehaltlich der Bestimmungen in Paragraph 26 der Gesellschaftssatzung über die Vorzugsaktien.

2. Die Gesellschaft ist berechtigt, zur Beschaffung von Geldmitteln für die Verbesserung, Ergänzung und Erweiterung der Reichseisenbahnanlagen und der Betriebemittel oder für sonstige außerordentliche Aufwendungen das Grundkapital durch Ausgabe weiterer Vorzugsaktien (Gruppe B) zu erhöhen, deren Gesamtbetrag für einen Zeitraum von je zehn Jahren, gerechnet von der ersten Ausgabe solcher Vorzugsaktien an, zwei Milliarden Reichsmark nicht übersteigen darf. Die Erhöhung des Grundkapitals bedarf der Zustimmung der Reichsregierung.

3. (bisher 2.) unverändert.

§ 4. Reparationssteuer.

1. Die Gesellschaft hat als Beitrag der Deutschen Reichsbahn zu den vom Reich aufzubringenden Jahreszahlungen für Reparationszwecke eine Reichssteuer im Betrage von jährlich 660 Millionen Reichsmark zu entrichten (Reparationssteuer). Die Reparationssteuer wird in gleichen monatlichen Teilbeträgen von 55 Millionen Reichsmark nach Ablauf jedes Monats am Ersten des folgenden Monats und, wenn der Erste auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, am nächstfolgenden Werktag fällig; sie ist unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank zu zahlen: die Zahlungen beginnen am 1. Oktober 1929 und enden vorbehaltlich der Bestimmungen im Paragraph 5 am 1. April 1966. Sie müssen an den Fälligkeitstagen bis 9 Uhr morgens bewirkt werden.

2. Die Reparationssteuer ist aus den Betriebseinnahmen der Gesellschaft, im Notfall unter Heranziehung aller Rücklagen zu leisten. Sie steht im Range hinter den Personalausgaben, aber im gleichen Range wie die sächlichen Ausgaben der Gesellschaft und hat den Vorrang vor jeder anderen gegenwärtig oder in Zukunft der Gesellschaft auferlegten Steuer und vor jeder sonstigen Belastung der Gesellschaft ohne Unterschied, ob die Belastung hypothekarisch gesichert ist oder nicht.

3. Die Gesellschaft wird bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich eine Bescheinigung über ihre Verpflichtungen gemäss Absatz 1 und 2 hinterlegen. Die auf Grund von Paragraph 4 des Gesetzes vom 30. August 1924 ausgestellten und dem Treuhänder übergebenen Reparationsschuldverschreibungen werden für kraftlos erklärt; sie sind im Beisein eines Vertreters der Gesellschaft zu vernichten.

4. Die Zahlung der Reparationssteuer durch die Gesellschaft wird von der Reichsregierung gewährt. Sobald die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich der Reichsregierung anzeigt, dass eine fällige Zahlung ganz oder zum Teil nicht bewirkt ist, wird die Reichsregierung die Gesellschaft ermächtigen, zur Zahlung der rückständigen Reparationssteuer den für das Reich erhobenen Betrag der Beförderungssteuer zu verwenden, sofern eine solche Steuer besteht. Reicht dieser Betrag nicht aus, so wird das Reich den fehlenden Betrag innerhalb eines Monats nach der Anzeige der Bank entweder der Gesellschaft zur Verfügung stellen oder unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank einzahlen. Die Beförderungssteuer ist im übrigen von jeder Sonderbelastung für Reparationszwecke frei.

5. Beträge, die gemäss Absatz 4 zur Deckung eines Fehlbetrages der Reparationssteuer von der Reichsregierung gezahlt oder von der Gesellschaft der Beförderungssteuer entnommen sind, werden dem Reich gemäss den Bestimmungen in Paragraph 25 Absatz 3 Ziffer 3 der Gesellschaftssatzung zurück erstattet.

6. Die Gesellschaft ist berechtigt, mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Reparationssteuer unter den mit der Bank vereinbarten Bedingungen ganz oder teilweise durch eine Kapitalzahlung abzulösen. Die Reichsregierung kann verlangen, dass die Gesellschaft von diesem Ablösungsrecht Gebrauch macht, wenn das Reich ihr die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt. Mit der Kapitalzahlung erlischt in entsprechender Höhe die Verpflichtung der Gesellschaft nach Absatz 1 und 2. Das im Plan der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 vorgesehene Recht der Reichsregierung zur Ablösung der Reparationsjahresleistungen bleibt unberührt.

§ 5. Betriebsrecht. Übernahme der Rechte und Pflichten.

1. Das Reich überträgt der Gesellschaft unter den Bedingungen, die sich aus diesem Gesetz und der Gesellschaftssatzung ergeben, das ausschliessliche Recht zum Betriebe der Reichseisenbahnen. Das Betriebsrecht endet am 31. Dezember 1964, vorausgesetzt, dass alsdann alle fälligen Beträge der Reparationssteuer einschliesslich des am 2. Januar 1965 fällig werdenden Betrages gezahlt und sämtliche Vorzugsaktien eingezogen sind. Die Verpflichtung, der Gesellschaft zur Zahlung der Reparationssteuer für das Jahr 1965 und bis zum 31. März 1966 geht dann unter Aufrechterhaltung der Bestimmungen des Paragraphen 4 auf das Unternehmen über, das gemäss Artikel 92 der Reichsverfassung die Reichseisenbahnen zu verwalten haben wird.

2. Sollte die Verpflichtung der Gesellschaft, die Reparationssteuer unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank abzuführen, vor dem 31. Dezember 1964 fortfallen, so kürzt sich das Betriebsrecht entsprechend ab und endet zu diesem früheren Zeitpunkt, vorausgesetzt, dass alsdann sämtliche Vorzugsaktien eingezogen sind. Wenn dagegen am 31. Dezember 1964 die bis dahin fällig gewordenen Beträge der Reparationssteuer nicht völlig gezahlt oder die Vorzugsaktien nicht sämtlich eingezogen sind, verlängert sich das Betriebsrecht unter den gleichen Bedingungen bis zu dem Zeitpunkt der Zahlung dieser Beträge und der Beendigung der Einziehung der Vorzugsaktien.

3. bis 7. unverändert.

§ 6. Reichseisenbahnvermögen.

1. unverändert.

2. Die Gesellschaft darf über Gegenstände, die zum Reichseisenbahnvermögen gehören, verfügen, soweit sie dies mit einer ordnungsmässigen Betriebsführung für vereinbar hält. Dabei ist die Gesellschaft unbeschadet der Bestimmungen des Paragraph 8 verpflichtet, vor einer Verfügung über Gegenstände, deren Wert 250 000 Reichsmark übersteigt, die Einwilligung der Reichsregierung einzuholen. Der Erlös aus Veräußerungen ist zur Verbesserung, Ergänzung oder Erweiterung der Reichseisenbahnanlagen oder der Betriebsmittel zu verwenden, soweit nicht eine andere Verwendung mit der Reichsregierung vereinbart wird.

§ 7. Beschränkte Haftung des Reichseisenbahnvermögens für Reichsschulden.

Unverändert.

§ 8. Kreditaufnahme.

1. Die Gesellschaft hat das Recht, selbständig Kredite aufzunehmen, deren Lasten vor dem 1. Januar 1965 endigen, und dafür das Reichseisenbahnvermögen hypothekarisch zu belasten.

2. bis 4. unverändert.

5. Zur hypothekarischen Sicherung von Krediten (Absatz 1 und 2) kann die Gesellschaft an den zum Reichseisenbahnvermögen gehörigen Grundstücken nebst allem Zubehör einschliesslich der Fahrzeuge eine einheitliche Hypothek (Reichsbahnhypothek) bestellen.

§ 9. Betriebsführung.

1. Die Gesellschaft ist verpflichtet, den Betrieb der Reichseisenbahnen sicher zu führen und die Reichseisenbahnanlagen nebst den Betriebsmitteln und dem sonstigen Zubehör auf ihre Kosten nach den Bedürfnissen des Verkehrs sowie nach dem jeweiligen Stande der Technik gut zu unterhalten, zu erneuern und weiter zu entwickeln.

2. Innerhalb dieser Richtlinien und der sonstigen gesetzlichen Vorschriften sowie in den durch die Aufsicht des Reichs (vgl. Paragraphen 31 ff.) bestimmten Grenzen ist die Gesellschaft berechtigt, den Betrieb unter eigener Verantwortung zu führen.

§ 10. Ausschliesslichkeit des Betriebsrechts.

Unverändert.

§ 11. Entscheidung über die Bedeutung der Bahnen.

Ob eine Eisenbahn als solche des allgemeinen Verkehrs zu gelten hat, entscheidet der für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständige Reichsminister nach Anhörung der beteiligten Landesregierung und der Gesellschaft endgültig.

§ 12. Weiterübertragung des Betriebsrechts.

Die Gesellschaft kann in besonderen Fällen, in denen es ihr für ihren Betrieb vorteilhaft erscheint, mit Zustimmung der Reichsregierung das Betriebsrecht an einzelnen Teilen ihres Netzes auf Dritte übertragen, vorausgesetzt, dass dadurch nicht ihre Fähigkeit zur Zahlung der Reparationssteuer und deren Sicherheit beeinträchtigt wird.

§ 13. Leistungen für andere Verwaltungen.

Unverändert.

§ 14. Steuerbefreiung.

Unverändert.

§ 15 (neu). Verwaltungskostenzuschüsse an Gemeinden.

Zur Abgeltung der Forderungen von Gemeinden, in denen verhältnismässig zahlreiche Reichsbahndienstete wohnen, auf Errichtung von Verwaltungskostenzuschüssen hat die Gesellschaft jährlich den mit der Reichsregierung vereinbarten festen Betrag von fünf Millionen Reichsmark an die Reichsregierung zu zahlen, die die Grundsätze der Verteilung auf die beteiligten Gemeinden festsetzt. Wenn die Verhältnisse sich in Zukunft ändern, wird der von der Gesellschaft zu zahlende Betrag durch ein neues Abkommen zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft bestimmt.

§ 15 (alt). Beförderungssteuer.

Fällt weg.

§ 16. Geltung der Gesetze.

1. Die Gesellschaft unterliegt der allgemeinen Gesetzgebung, soweit ihr nicht durch die Vorschriften des Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung eine besondere Rechtsstellung eingeräumt ist. Die Gesetze

und Verordnungen, die sich lediglich auf Privatbahnen, insbesondere auch auf deren Zulassung, Betriebsführung oder Beaufsichtigung beziehen, sind auf die Gesellschaft nicht anzuwenden.

2. (bisher 1.) unverändert.
3. (bisher 2.) unverändert.

4. Die Gesellschaft kann für sich und ihre Bediensteten die Sonderstellung in Anspruch nehmen, die für die Verwaltungen oder Betriebe des Reichs und deren Bedienstete auf dem Gebiete des Versicherungs-, Wirtschafts-, Arbeits-, Fürsorge- und Wohnungsrechts jeweils besteht. Die Inanspruchnahme der Sonderstellung wird durch Erklärung gegenüber der Reichsregierung wirksam. Soweit es zur Herbeiführung der Sonderstellung nach den in Betracht kommenden Gesetzen einer besonderen Verordnung bedarf, wird diese von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister erlassen. Die auf diesen Rechtsgebieten der Obersten Reichsbehörde zugewiesenen Zuständigkeiten werden, soweit nicht die Gesetze etwas anderes bestimmen, vom Generaldirektor wahrgenommen.

5. und 6. unverändert.

§ 17. Befugnisse der Reichsbahnstellen.

Die Stellen der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft sind keine Behörden oder amtlichen Stellen des Reichs. Sie haben jedoch die öffentlich-rechtlichen Befugnisse und die damit verbundenen Pflichten in gleichem Umfang wie bis zur Errichtung der Gesellschaft die Stellen des Unternehmens « Deutsche Reichsbahn ». Die Gesellschaft ist berechtigt, ein Dienstsiegel mit dem Reichsadler zu führen.

§ 18. Organe.

 Unverändert.

§ 19. Rechts- und Dienstverhältnisse der Bediensteten.

1. Die Gesellschaft hat unter Beachtung der nachstehenden Bestimmungen eine Personalordnung zu erlassen. In ihr sind die Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Reichsbahnbeamten in Anlehnung an die für Reichsbeamte geltenden Vorschriften zu regeln. Glaubt die Gesellschaft, dass die besonderen Verhältnisse der Reichsbahn eine von den jeweils für Reichsbeamte geltenden Vorschriften abweichende Regelung erfordern, so hat sie dies der Reichsregierung mitzuteilen und ihre Absichten mit dieser zu erörtern. Kommt keine Einigung zustande, so entscheidet das Reichsbahngericht (Paragraph 44). Bis zur Entscheidung des Reichsbahngerichts verbleibt es bei der bestehenden Regelung.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Die Regelung der Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Reichsbahnbeamten nach dem Stande vom 1. Oktober 1929 gilt als im Einvernehmen mit der Reichsregierung erlassen.

2. Die Personalordnung kann über die Rechts- und Dienstverhältnisse der Angestellten und Arbeiter Bestimmungen treffen, soweit sie nicht nach allgemeinen Grundsätzen Gegenstand der Vereinbarung (Tarifvertrag, Betriebsvereinbarung, Einzelarbeitsvertrag) sind.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Gegenstände, die am 1. Oktober 1929 in den Paragraphen 3 bis 32 der Personalordnung geregelt oder durch sie dem Generaldirektor zur Regelung überlassen worden sind, gelten, soweit sich nicht aus Paragraph 19 Absatz 3 etwas anderes ergibt, als solche, über die die Personalordnung Bestimmung treffen kann.

3. Die auf dem Gebiete des Arbeits-, Fürsorge- und Versicherungsrechts allgemein geltenden Gesetze und Verordnungen finden, soweit nicht die Vorschriften dieses Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung etwas anderes bestimmen, auch auf die Beamten, Angestellten und Arbeiter der Gesellschaft Anwendung. Insbesondere gelten die gesetzlichen Vorschriften über die Arbeitszeit der Angestellten und Arbeiter auch für die Angestellten und Arbeiter der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jedoch in den Dienstzweigen, in denen die besonderen Verhältnisse des Eisenbahndienstes oder das Zusammenarbeiten von Beamten, Angestellten und Arbeitern eine übereinstimmende Regelung der Arbeitszeit erfordern, diese Übereinstimmung durch Übertragung der für die Beamten geltenden Dienstvorschriften über die Arbeitszeit auf die Angestellten und Arbeiter herbeiführen. Die Dienstzweige, in denen hiernach die Übertragung allgemein zulässig ist, sind in der einen Bestandteil dieses Gesetzes bildenden Anlage II unter A aufgeführt; unter B sind dagegen diejenigen Dienstzweige aufgeführt, in denen die Übertragung

nicht zulässig ist. Soweit es sich um Dienstzweige handelt, die weder unter A noch unter B aufgeführt sind, soll bei einer Regelung der Arbeitszeit durch Gesamtvereinbarung, insbesondere durch Tarifvertrag der im Satz 3 für die Möglichkeit von Übertragungen der Arbeitszeit der Beamten auf die Angestellten und Arbeiter aufgestellte Grundsatz berücksichtigt werden.

4. und 5. (bisher 3. und 4.) unverändert.

§ 20. Wahrung erworbener Rechte.

Unverändert.

§ 21. Landsmannschaftlicher Charakter.

Unverändert.

§ 22. Personalordnung.

Die von der Gesellschaft zu erlassende Personalordnung soll unter Beachtung der Bestimmungen dieses Gesetzes insbesondere regeln :

- a) die Vorschriften über die Einstellung und die Laufbahn der Reichsbahnbeamten,
- b) die Dienstbezeichnung der Reichsbahnbeamten,
- c) das Diensteinkommen, das Wartegeld und alle übrigen Dienstbezüge der Reichsbahnbeamten sowie das Ruhegehalt und die Hinterbliebenenversorgung,
- d) die Arbeitszeit (Dienst- und Ruhezeiten) der Reichsbahnbeamten,
- e) die Einstellungs- und Anstellungsbedingungen der Versorgungswärter.

§ 23. Pflichten der Reichsbahnbeamten.

1. unverändert.

2. Ein Reichsbahnbeamter, der die ihm obliegenden Pflichten verletzt, wird unter sinngemässer Anwendung des jeweiligen Dienststrafrechts der Reichsbeamten zur Rechenschaft gezogen. Als Oberste Reichsbehörde gilt der Generaldirektor, der seine Befugnisse auf andere Stellen der Gesellschaft übertragen kann.

3. unverändert.

§ 24. Versetzung in den einstweiligen Ruhestand.

Die Gesellschaft kann Reichsbahnbeamte unter Bewilligung von Wartegeld einstweilen in den Ruhestand versetzen. Die Grundsätze über die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand und die den Beamten zu gewährenden Rechtsmittel gegen diese Massnahme sind in der Personalordnung zu regeln. Die am 1. Oktober 1929 geltenden Bestimmungen der Personalordnung über die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand, die Rechtsmittel und die Beteiligung von Beamtenvertretern an den Entscheidungen über die Rechtsmittel können nicht ohne Zustimmung der Reichsregierung geändert werden.

§ 25. Versorgungsanwärter.

Unverändert.

§ 26. Festsetzung der Dienstbezüge.

1. Die Gesellschaft hat die Dienstbezüge der Reichsbahnbeamten mit Ausnahme der leitenden Beamten gemäss den Bestimmungen in Paragraph 19 zu regeln.

2. (bisher 3.). Durch diese Vorschrift wird das Recht der Gesellschaft nicht berührt, nach allgemeinen Grundsätzen für die Tätigkeit auf besonders verantwortlichen Dienstposten oder unter besonders schwierigen Dienstverhältnissen sowie für aussergewöhnliche Leistungen Vergütungen zu gewähren, solange diese nicht vier vom Hundert des gesamten Aufwandes für die Dienstbezüge der Beamten überschreiten. Die Grundsätze sind nach Benehmen mit dem Hauptbeamtenrat oder mit der Beamtenvertretung, die auf Grund späterer Gesetzgebung an seine Stelle tritt, aufzustellen und bekanntzugeben.

3. (bisher 4.). Die Gesellschaft bestimmt die Dienstbezüge der leitenden Beamten selbstständig. Der Kreis dieser Beamten wird vom Verwaltungsrat festgesetzt. Soll ihre Zahl einhalb vom Tausend der Zahl aller ständigen Bediensteten überschreiten, so ist hierzu die Zustimmung der Reichsregierung erforderlich.

§ 27. Einheit des Unternehmens.

Unverändert.

§ 28. Gerichtsstand.

Unverändert.

§ 29. Rechnungsführung.

Unverändert.

§ 30. Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung.

1. unverändert.

2. Die Reichsregierung hat das Recht, jederzeit die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft nachprüfen zu lassen, in alle Buchungen für die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung Einsicht zu nehmen, die sich bei der Hauptverwaltung befinden, und sich alle erforderlichen Auskünfte erteilen zu lassen. Jedoch dürfen hierdurch der Gesellschaft keine überflüssigen Kosten entstehen.

3. unverändert.

§ 31. Aufsichtsrecht der Reichsregierung.

Der Reichsregierung bleibt gegenüber der Gesellschaft vorbehalten :

1. die Aufsicht darüber, dass die Reichseisenbahnen gemäss den Gesetzen und entsprechend den Anforderungen des Verkehrs und der deutschen Volkswirtschaft verwaltet werden, und zwar unter Beachtung der besonderen Rechte und Pflichten, die sich für die Geschäftsführung der Gesellschaft aus den Bestimmungen dieses Gesetzes und der Gesellschaftssatzung ergeben ;

2. die Aufsicht darüber, dass die Reichseisenbahnen samt allen Anlagen und Betriebsmitteln in betriebssicherem Zustand erhalten werden, und dass der Betrieb zufriedenstellend geführt wird ;

3. die Genehmigung

a) zur dauernden Einstellung des Betriebs einer Reichsbahnstrecke oder eines wichtigen Bahnhofs.

Will die Gesellschaft eine grössere Werkstatt schliessen, so braucht sie diese Absicht lediglich sechs Monate vorher der Reichsregierung mitzuteilen ;

b) zu allgemeinen grundlegenden Neuerungen oder Änderungen technischer Anlagen, insbesondere die Genehmigung zur Ausdehnung oder Einschränkung der elektrischen Zugförderung und zu Systemänderungen im Sicherungswesen. Die konstruktive Durchbildung ist ausschliesslich Sache der Gesellschaft ;

4. die Genehmigung zur Gründung oder zum Erwerb von anderen Unternehmungen oder zur Beteiligung an anderen Unternehmungen ;

5. die Mitwirkung bei Aufstellung der Tarife nach Massgabe des Paragraphen 33 ;

6. die Mitwirkung bei Aufstellung der regelmässigen Fahrpläne des Personenverkehrs nach Massgabe des Paragraphen 35 ;

7. die Genehmigung zur Abschaffung einer bestehenden Personenwagenklasse ;

8. die Überwachung der Vorkehrungen zur Sicherung eines Notbetriebs.

§ 32. Auskunftsrecht der Reichsregierung.

1. Die Reichsregierung kann von der Gesellschaft jede Auskunft finanzieller Art sowie jede weitere zur Ausübung ihres Aufsichtsrechts erforderliche Auskunft verlangen. Dabei dürfen jedoch der Gesellschaft keine überflüssigen Kosten verursacht werden.

2. Der für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständige Reichsminister ist berechtigt, im gesamten Netze der Gesellschaft alle Anlagen und Dienststellen zu besichtigen und durch seine Beamten besichtigen zu lassen. Er kann für sich und seine mit der Bearbeitung von Angelegenheiten der Reichseisenbahnen betrauten Beamten freie Fahrt auf den Strecken der Gesellschaft in Anspruch nehmen.

3. Die Reichsregierung hat nach Massgabe des Paragraphen 16 der Gesellschaftssatzung das Recht, einen Vertreter zu den Sitzungen des Verwaltungsrats zu entsenden.

4. Die Gesellschaft hat dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister alle wichtigen Verfügungen allgemeiner Art mitzuteilen.

5. Über Angelegenheiten der Gesellschaft, die ihrer Natur nach vertraulich sind, sind die mit der Wahrnehmung der Aufsicht betrauten Beamten zur Amtsverschwiegenheit verpflichtet.

§ 33. *Tarife.*

1. unverändert.
2. unverändert.
3. Die Genehmigung gilt als erteilt, wenn der Gesellschaft nicht innerhalb von 20 Tagen auf ihren Antrag von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister Antwort zugeht. In allen Fällen wird die Reichsregierung der Gesellschaft auf die von dieser vorgelegten Tarifvorschläge die abschliessende Entscheidung in möglichst kurzer Frist erteilen. Ergeht innerhalb von sechs Monaten keine abschliessende Entscheidung oder wird die Genehmigung ganz oder zum Teil versagt, so kann die Gesellschaft das Reichsbahngericht (Paragraph 44) anrufen. In diesem Falle bleiben die bisherigen Tarife bis zur Entscheidung des Reichsbahngerichts in Kraft.
4. unverändert.
5. Die Reichsregierung kann ferner Änderungen der Tarife vrlangen, die sie für notwendig erachtet. Bei Meinungsverschiedenheiten zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft entscheidet das Reichsbahngericht (Paragraph 44).

§ 34. *Rücksichtnahme auf die Reparationssteuer und auf den Zinsen- und Tilgungsdienst.*

Die Aufsicht über den Betrieb und die Tarife der Gesellschaft auf Grund dieses Gesetzes ist von der Reichsregierung so auszuüben, dass die Zahlungen für die Reparationssteuer, für den Zinsen- und Tilgungsdienst der Schuldverschreibungen und für die Vorzugsdividende sowie die Aufbringung der Mittel für die Einziehung der Vorzugsaktien gewährleistet bleiben.

§ 35. *Fahrpläne.*

Unverändert.

§ 36. *Verhandlungen mit ausländischer Regierungen.*

Unverändert.

§ 37. *Bauten.*

1. unverändert.
2. Berührt der Bau neuer oder die Veränderung bestehender Reichseisenbahnanlagen den Geschäftsbereich der Landespolizei, so hat die Gesellschaft vor der Feststellung der Baupläne die Landesbehörden anzuhören. Berührt der Bau oder die Veränderung den Geschäftsbereich von Reichsbehörden, auf die Aufgaben der Landespolizei übergegangen sind, so sind auch diese Reichsbehörden anzuhören. Ergibt die Anhörung, dass Meinungsverschiedenheiten zwischen der Gesellschaft und den beteiligten Landes- oder Reichsbehörden bestehen, so sind die Pläne von der Reichsregierung endgültig festzustellen. Die Pläne für neue Reichsbahnstrecken sind stets von der Reichsregierung endgültig festzustellen. In beiden Fällen hat die Gesellschaft die Pläne und, falls die beteiligten Behörden sich gutachtlich geäussert haben, auch deren Gutachten dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister vorzulegen. Die Planfeststellung umfasst die endgültige Entscheidung über alle von der Plangestaltung berührten Interessen.
3. bis 5. unverändert.

§ 38. *Enteignung.*

1. und 2. unverändert.
3. die zwangsweise Entziehung oder Beschränkung des Eigentums an Teilen des Reichseisenbahnvermögens und an Grundstücken der Gesellschaft ist nur nach vorheriger Genehmigung der Reichsregierung zulässig.

§ 39. *Eisenbahn- und Wegerecht.*

Wenn an einer Kreuzung der Reichsbahn mit einem öffentlichen Verkehrsweg infolge Vermehrung des Verkehrs oder sonstiger Veränderung der Verhältnisse die Anlagen der Reichsbahn oder des Verkehrswegs oder beider geändert werden müssen, so sind die Kosten von der Gesellschaft zu tragen, wenn die Veränderung allein durch den Reichsbahnverkehr veranlasst war, vom Wegebaupflichtigen, wenn sie allein durch den Wegeverkehr veranlasst war, in jedem Falle unter Heranziehung des anderen Teils zu den Kosten in dem Umfang, in dem er von der Veränderung finanzielle Vorteile hat. Die Kosten sind zwischen beiden angemessen zu verteilen, wenn die Veränderung sowohl durch den Reichsbahn- als auch

durch den Wegeverkehr veranlasst war. Bei Streit über die Verteilung der Kosten wird die endgültige Entscheidung, soweit sie nicht in einem Verwaltungsstreitverfahren ergeht, von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister getroffen.

§ 40. Übertragung von Geschäften der Verkehrsverwaltung.

Die Reichsregierung kann im Einvernehmen mit der Gesellschaft einzelnen Stellen oder Beamten der Gesellschaft, namentlich den Reichsbahndirektoren, Geschäfte der Reichsaufsicht über nicht von der Gesellschaft betriebene Eisenbahnen (Artikel 95 der Reichsverfassung) und andere Geschäfte der Verkehrsverwaltung übertragen. Die Geschäfte sind nach den Weisungen der Reichsregierung auf deren Rechnung zu führen. Reichsbahnangestellte, die mit solchen Geschäften betraut werden, sind für diese Amtsgeschäfte besonders in Pflicht zu nehmen.

§ 41. Ablauf des Betriebsrechts.

1. Mit dem Ablauf des Betriebsrechts hat die Gesellschaft der Reichsregierung unentgeltlich die Reichseisenbahnen samt allem Zubehör und den zur ordnungsmässigen Betriebsführung nötigen Betriebsvorräten sowie mit allen Nebenbetrieben, und zwar vorbehaltlich etwaiger gemäss Paragraph 8 zwischen der Gesellschaft und der Reichsregierung getroffenen Vereinbarungen lastenfrei in ordnungsmässigem Zustand zu übergeben und alle Beteiligungen an anderen Unternehmungen auf das Reich zu übertragen. Mit der Übergabe gehen alle aus der laufenden Betriebsführung sich ergebenden Rechte und Verbindlichkeiten auf das Reich über.

2. unverändert.

§ 42. Liquidation.

Unverändert.

§ 43. Staatsvertrag.

1. Unverändert.

2. Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung des Absatzes 1 und der danach für die Gesellschaft geltenden Bestimmungen sind, wenn die Gesellschaft an dem Streite beteiligt ist, ausschliesslich vor dem Reichsbahngericht (Paragraph 44) auszutragen. Die Länder führen den Streit nur durch Vermittlung des Reichs.

§ 44. Reichsbahngericht.

1. Streitfälle zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft über die Auslegung der Bestimmungen dieses Gesetzes und der Gesellschaftssatzung oder über Massnahmen auf Grund des Gesetzes oder der Satzung, insbesondere in Angelegenheiten der Tarife, sind einem besonderen Gericht (Reichsbahngericht) zur Entscheidung zu unterbreiten.

2. Das Reichsbahngericht wird beim Reichsverwaltungsgericht gebildet, sobald dieses errichtet ist. Es besteht aus dem Vorsitzenden und den Besitzern eines vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts ein für allemal bezeichneten Beschlusssenats des Reichsverwaltungsgerichts. Bei Streitfällen über Angelegenheiten der Tarife treten zwei weitere Beisitzer hinzu, von denen der eine auf Vorschlag der Reichsregierung, der andere auf Vorschlag der Gesellschaft von Fall zu Fall vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts ernannt wird. Bis zur Errichtung des Reichsverwaltungsgerichts hat das Reichsbahngericht seinen Sitz beim Reichsgericht und setzt sich aus drei ständigen und zwei weiteren von Fall zu Fall zu bestellenden Mitgliedern zusammen. Die ständigen Mitglieder und zugleich zwei Ersatzmänner werden vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs für das Deutsche Reich ernannt und sollen Richter mit besonderer Erfahrung auf dem Gebiete des öffentlichen Rechtes sein. Ein ständiges Mitglied wird von dem Präsidenten des Staatsgerichtshofs zum Vorsitzenden, ein weiteres ständiges Mitglied zum stellvertretenden Vorsitzenden ernannt. Von den beiden von Fall zu Fall zu bestellenden Mitgliedern wird das eine auf Vorschlag der Reichsregierung, das andere auf Vorschlag der Gesellschaft vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs ernannt. Für das Reichsbahngericht gelten die Vorschriften der Paragraphen 19 Satz 2 und 3, 20 bis 22, 24 bis 26, 28 Absatz 1, 29 Absatz 1 und Absatz 2 Satz 1 und Paragraph 30 des Gesetzes über den Staatsgerichtshof (Reichsgesetzblatt 1921, Seite 905) sinngemäss. Die näheren Bestimmungen über das Verfahren werden durch eine Geschäftsordnung geregelt, die vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts, bis zu dessen Errichtung vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs für das Deutsche Reich, erlassen und im Reichsgesetzblatt veröffentlicht wird. Sie soll Vorsorge treffen, dass das Reichsbahngericht seine Entscheidungen mit möglichster Beschleunigung erlässt.

3. und 4. fallen weg.

§ 45. Schiedsrichter.

Fällt weg.

§ 46. Goldmark.

Fällt weg.

§ 47. Übergangsbestimmungen.

Fällt weg.

ANLAGE I ZUM REICHSBAHNGESETZ.

B. SATUNG DER DEUTSCHEN REICHSBAHN-GESELLSCHAFT.

§ 1. Firma.

1. unverändert.

2. Für ihre Rechtsverhältnisse sind das Reichsgesetz über die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft vom 30. August 1924 in der Fassung des Gesetzes vom und diese Gesellschaftssatzung, die einen Bestandteil des Gesetzes bildet, massgebend. Der Sitz der Gesellschaft ist Berlin.

3. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

Unverändert.

§ 3. Grundkapital.

1. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzehn Milliarden Reichsmark, und zwar zwei Milliarden Reichsmark Vorzugsaktien (Gruppe A) und dreizehn Milliarden Reichsmark Stammaktien. Die Bestimmungen in Paragraph 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V bleiben unberührt.

2. Weitere Vorzugsaktien (Gruppe B) zur Erhöhung des Grundkapitals kann die Gesellschaft unter Beachtung der Bestimmungen in Paragraph 3 Absatz 2 des Gesetzes auf Grund eines Beschlusses des Verwaltungsrats ausgeben.

§ 4. Vorzugsaktien.

1. Die Vorzugsaktien lauten auf den Inhaber und sind frei übertragbar. Sie gewähren den Anspruch auf Kapitalrückzahlung spätestens bei Ablauf des Betriebsrechts sowie auf eine Vorzugsdividende. Ist in einem Jahre die Vorzugsdividende nicht voll gezahlt worden, so ist sie aus den Gewinnen der folgenden Jahre nachzuzahlen. Im Falle einer Gewinnverteilung auf die Stammaktien ist nach näherer Bestimmung des Paragraphen 25 auf die Vorzugsaktien Gruppe A eine Zusatzdividende auszuschütten.

2. unverändert.

3. Die Vorzugsaktien jeder Serie können vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in Paragraph 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V jederzeit ganz oder zum Teil eingezogen werden.

4. unverändert.

5. unverändert.

6. Den Einlösungskurs der Vorzugsaktien bestimmt vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in Paragraph 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V die Gesellschaft bei der Ausgabe. Soll er höher als zehn vom Hundert über den Nennwert bemessen werden, so bedarf dies der Zustimmung der Reichsregierung.

7. Die Reichsregierung kann verlangen, dass die Gesellschaft von ihrem Rechte der vorzeitigen Einziehung unter Beachtung der vorstehenden Bestimmungen Gebrauch macht, wenn das Reich ihr die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt.

§ 5. Verteilung des Erlöses aus den Vorzugsaktien.

1. Von dem Gesamterlös aus der Ausgabe der Vorzugsaktien Gruppe A fliessen ein Viertel dem Reich, drei Viertel der Gesellschaft zu. Der Erlös aus einzelnen Ausgaben darf jedoch im Einvernehmen zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft anders verteilt werden, falls sich dadurch das Gesamtergebnis der Verteilung nicht ändert.

2. Während der ersten zwei Jahre nach dem Uebergang des Betriebsrechts soll die Gesellschaft Vorzugsaktien im Nennwert von fünfhundert Millionen Reichsmark verwerten. Die Reichsregierung kann verlangen, dass der Erlös aus dieser Ausgabe dem Reich ganz zufliest.

§ 6. Stammaktien.

Unverändert.

§ 7. Form und Inhalt der Aktien.

Unverändert.

§ 8. Reparationsschuldverschreibungen.

Fällt weg.

§ 9. Andere Schuldverschreibungen.

Fällt weg.

§ 10. Organisation der Gesellschaft.

Unverändert.

§ 11. Verwaltungsrat.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus achtzehn Mitgliedern, die Deutsche sein müssen.

2. (bisher 2. und 3.). Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von der Reichsregierung ernannt. Sind Vorzugsaktien Gruppe A ausgegeben, so sind vier von den achtzehn Sitzen den Inhabern dieser Vorzugsaktien mit der Massgabe einzuräumen, dass auf je fünfhundert Millionen Reichsmark ausgegebener Vorzugsaktien ein Sitz im Verwaltungsrat entfällt.

3. (bisher 4.) unverändert.

4. (bisher 5.) unverändert.

§ 12. Voraussetzung für die Mitgliedschaft im Verwaltungsrat.

Unverändert.

§ 13. Ausscheiden der Mitglieder des Verwaltungsrates.

1. Vom 31. Dezember 1930 ab scheiden alljährlich sechs Mitglieder des Verwaltungsrats aus; die Amtszeit der Mitglieder beträgt künftig drei Jahre. Die Ausscheidenden können wiederernannt werden. Die Ernennung der neuen oder die Wiedererennnung der ausscheidenden Mitglieder hat vor Beginn des folgenden Geschäftsjahres stattzufinden.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Die Amtszeit der gegenwärtigen Mitglieder des Verwaltungsrats endet

am 31. Dezember 1930, soweit sie auch nach den bisherigen Bestimmungen an diesem Tage auszuscheiden hätten,

am 31. Dezember 1931, soweit sie nach den bisherigen Bestimmungen am 31. Dezember 1932 auszuscheiden hätten,

am 31. Dezember 1932, soweit sie nach den bisherigen Bestimmungen am 31. Dezember 1934 auszuscheiden hätten.

Ihre Nachfolger werden für drei Jahre ernannt.

Abweichend hiervon scheiden die vier ausländischen Mitglieder mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes aus. Ihre Nachfolger werden von der Reichsregierung zum gleichen Zeitpunkt lediglich für den Rest der

Amts dauer der ausländischen Mitglieder ernannt ; ihre Amtszeit endet demnach entsprechend dem vorstehenden Grundsatz am 31. Dezember der Jahre 1930, 1931 oder 1932.

2. und 3. unverändert.

§ 14. Präsident des Verwaltungsrats.

1. Der Verwaltungsrat wählt jährlich zu Beginn des Geschäftsjahres einen Präsidenten. Wiederwahl ist zulässig. Die Wahl bedarf der Bestätigung des Reichspräsidenten. Wenn die Inhaber der Vorzugsaktien Gruppe A im Verwaltungsrat durch drei Mitglieder vertreten sind, soll der Präsident aus diesen entnommen werden.

2. Der Verwaltungsrat wählt jährlich einen oder zwei Vizepräsidenten, deren Wiederwahl zulässig ist.

§ 15. Aufgaben des Verwaltungsrats.

1. Der Verwaltungsrat hat die Aufgabe, die Geschäftsführung der Gesellschaft zu überwachen und über alle wichtigen oder grundsätzlichen Fragen oder solche von allgemeiner Bedeutung zu entscheiden. Hierzu gehören insbesondere :

- die Ernennung des Generaldirektors und der oberen Beamten ; diese hat der Generaldirektor vorzuschlagen,
- die Feststellung des Voranschlags,
- die Feststellung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung,
- die Gewinnverteilung,
- die Anlegung der flüssigen Mittel der Gesellschaft,
- die Ermächtigung zur Aufnahme von Anleihen und Krediten zu Lasten der Gesellschaft und zu deren hypothekarischer Sicherung,
- die Genehmigung aller Ausgaben auf Kapitalrechnung, wenn diese die vom Verwaltungsrat festgesetzte Begrenzung übersteigen.
- die Genehmigung der allgemeinen Bestimmungen über die Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Bediensteten, insbesondere auch der Besoldungs- und Lohnordnung.

2. und 3. unverändert.

§ 16. Sitzungen des Verwaltungsrates.

1. Der Verwaltungsrat tritt mindestens alle zwei Monate zu ordentlichen Sitzungen zusammen. Ausserordentliche Sitzungen sind anzuberaumen, wenn mindestens sechs Mitglieder oder der Präsident des Verwaltungsrats oder die Reichsregierung die Einberufung schriftlich beantragen.

2. und 3. unverändert.

4. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

5. Die Reichsregierung kann einen ständigen Vertreter bestellen, der berechtigt ist, an den Sitzungen des Verwaltungsrats und seiner Ausschüsse ohne Stimmrecht teilzunehmen. Im Falle seiner Behinderung kann sein ständiger Stellvertreter an den Sitzungen teilnehmen. Der Vertreter der Reichsregierung und sein Stellvertreter sind zu Beginn eines jeden Geschäftsjahres zu benennen.

§ 17. Arbeitsausschuss.

1. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse, soweit es ihm zweckmäßig erscheint, einem Arbeitsausschuss übertragen, der aus sechs Mitgliedern besteht. Eines der Mitglieder ist den Vertretern der Vorzugsaktionäre Gruppe A auf ihren Wunsch zu entnehmen.

2. und 3. unverändert.

§ 18. Vergütungen für die Mitglieder des Verwaltungsrats.

Unverändert.

§ 19. Vorstand.

1. und 2. unverändert.

3. Der Generaldirektor wird vom Verwaltungsrat nach Fühlungnahme mit der Reichsregierung auf drei Jahre ernannt; Wiederernennung ist zulässig. Die Direktoren werden vom Verwaltungsrat auf Vorschlag des Generaldirektors ernannt.

4. unverändert.

5. Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Ernennung des Generaldirektors widerrufen. Der Anspruch des Generaldirektors auf seine vertragsmässige Vergütung wird durch den Widerruf seiner Ernennung nicht berührt.

6. Hält die Reichsregierung eine Verletzung der Gesellschaftssatzung durch den Generaldirektor für gegeben, so kann sie verlangen, dass der Verwaltungsrat über die Entlassung des Generaldirektors Beschluss fasst.

§ 20. Befugnisse des Vorstands.

Unverändert.

§ 21. Der Eisenbahnkommissar.

Fällt weg.

§ 22. Aufgaben des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 23. Personal und Kosten des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 24. Ausnahmebefugnisse des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 25. Finanzgebarung der Gesellschaft.

1. Die Gesellschaft hat am Schluss jedes Geschäftsjahres eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen.

2. Der Betriebsüberschuss, der nach Zahlung der Reparationssteuer und nach Deckung der Betriebsausgaben aus den Betriebseinnahmen gemäss den Bestimmungen in Paragraph 4 des Gesetzes verbleibt, ist wie folgt zu verwenden:

1. Zunächst sind der Zinsdienst der Schuldverschreibungen und Anleihen der Gesellschaft und die für notwendige Abschreibungen zu verwendenden Beträge zu bestreiten.

2. Zur Deckung eines etwaigen Betriebsfehlbetrages der Gesellschaft und zur Sicherstellung der rechtzeitigen Zahlung der Reparationssteuer sowie der rechtzeitigen Befriedigung des Zins- und Tilgungsdienstes der Schuldverschreibungen und Anleihen der Gesellschaft ist sodann eine Rücklage (Ausgleichsrücklage) zu schaffen. Der Rücklage sind jährlich zwei vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen zu überweisen, bis die Rücklage den Betrag von vierhundert-fünfzig Millionen Reichsmark erreicht hat.

Nach Auffüllung der Ausgleichsrücklage bis zu dem vorgenannten Höchstbetrag ist sogleich eine weitere Rücklage (Dividendenrücklage) zur Sicherstellung der Ausschüttung der Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien zu bilden. Ihr ist eins vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen zuzuführen, bis sie den Betrag von fünfzig Millionen Reichsmark erreicht hat. Die Überweisungen aus dem Betriebsüberschuss an die Ausgleichsrücklage und an die Dividendenrücklage dürfen zusammen in einem Geschäftsjahr jedoch den Betrag von zwei vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen nicht überschreiten. Die Bestimmung in Paragraph 4 Absatz 2 Satz 1 des Gesetzes gilt auch für die Dividendenrücklage.

Müssen nach Erreichung ihres Höchstbetrages die Rücklagen angegriffen werden, so sind sogleich die jährlichen Überweisungen zu ihrer Wiederauffüllung nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen aufzunehmen.

3. Der aus dem Betriebsüberschuss nach den vorstehenden Zahlungen und Überweisungen verbleibende Reingewinn ist in folgender Reihenfolge zu verwenden:

1. Sollte in früheren Jahren die Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien Gruppe A nicht voll gezahlt worden sein, so ist sie vorweg nachzuzahlen. Sodann ist die Vorzugsdividende auf diese Vorzugsaktien auszuschütten.

2. Sollte in früheren Jahren die Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien Gruppe B nicht voll gezahlt worden sein, so ist sie vorweg nachzuzahlen. Sodann ist die Vorzugsdividende auf diese Vorzugsaktien auszuschütten.

3. Beträge, die die Reichsregierung gemäss Paragraph 4 Absatz 4 des Gesetzes mit Rücksicht auf die Gewährleistung der Reparationssteuer entrichtet hat, sind ihr zu erstatten.

4. Die Verwendung des Restbetrages des Reingewinnes bestimmt der Verwaltungsrat im Einvernehmen mit der Reichsregierung nach folgenden Richtlinien :

Vorweg sind mindestens fünfundzwanzig vom Hundert dieses Restbetrages ohne Einrechnung des Vortrags aus dem Vorjahr der Dividendenrücklage zuzuführen, bis sie den Betrag von hundert Millionen Reichsmark erreicht hat. Muss nach Erreichung dieser Grenze die Dividendenrücklage angegriffen werden, so sind die Überweisungen zu ihrer Wiederauffüllung gemäss der vorstehenden Bestimmung wieder aufzunehmen.

Im übrigen können Sonderrücklagen vorgesehen werden. Vom Jahre 1935 an ist eine besondere Rücklage zur Einziehung der Vorzugsaktien anzusammeln. Diese Rücklage kann auch schon in einem früheren Zeitpunkt angeordnet werden. Eine Rücklage für die Einziehung der Stammaktien wird nicht gebildet.

Wenn der Verwaltungsrat eine Verteilung des weiteren Reingewinns beschliesst, soll dieser wie folgt verwendet werden : Ein Drittel für die Vorzugsaktien Gruppe A als Zusatzdividende, zwei Drittel für die Stammaktien.

Sollten jedoch die Vorzugsaktien Gruppe A nicht in dem vorgesehenen Gesamtbetrag von zwei Milliarden Reichsmark ausgegeben sein, so kommt der auf die noch nicht begebenen Vorzugsaktien dieser Gruppe entfallende Teil den Stammaktien zugute.

4. Von der Rücklage, die nach Paragraph 25 Absatz 2 Ziffer 3 der dem Reichsbahngesetz vom 30. August 1924 beigefügten Gesellschaftssatzung geschaffen worden ist, sind vierhundertfünfzig Millionen Reichsmark der Ausgleichsrücklage zuzuführen. Der hiernach verbleibende Rest ist an die Dividendenrücklage zu überweisen.

§ 26. Besondere Bestimmungen über die Serien I bis V der Vorzugsaktien Gruppe A.

Für die Vorzugsaktien der Gruppe A Serien I bis V gelten folgende Bestimmungen :

1. Diese Vorzugsaktien lauten auf Goldmark. Die Vorzugs- und die Zusatzdividende sowie der Einlösungsbetrag der Vorzugsaktien sind in Goldmark oder deren Gegenwert in Reichsmark zu zahlen. Als Goldmark im Sinne dieser Bestimmung gilt der Gegenwert von 1/2790 Kilogramm Feingold. Dieser Gegenwert wird berechnet nach dem Londoner Goldpreise, der am dritten Werktag vor der Genehmigung der Bilanz durch den Verwaltungsrat amtlich bekanntgegeben wird, und dem Mittelkurs der an diesem Tage an der Berliner Börse vorgenommenen amtlichen Notierung für Auszahlung London. Falls am dritten Werktag vor der Genehmigung der Bilanz kein amtlicher Goldpreis veröffentlicht wird, ist der zuletzt vor diesem Tage amtlich bekanntgegebene Londoner Goldpreis der Berechnung zugrunde zu legen. Ergibt sich aus der Umrechnung für das Kilogramm Feingold ein Preis von nicht mehr als 2 820 und nicht weniger als 2 760 Reichsmark, so ist für jede geschuldete Goldmark eine Reichsmark in gesetzlichen Zahlungsmitteln zu zahlen.

Auf die Dividende jeder Vorzugsaktie der Serien IV und V der Gruppe A wird am zweiten Januar jedes Jahres eine Abschlagszahlung in Reichsmark nach Massgabe der Ausgabebedingungen gezahlt.

Bei der Einlösung der aufgerufenen Vorzugsaktien wird die Goldmark in der für die Dividende vorgesehenen Weise in Reichsmark umgerechnet, wobei die am dritten Werktag vor der Einlösung vorgenommene Notierung der in Frage kommenden Kurse zugrunde gelegt wird.

2. Diese Vorzugsaktien können erst vom Beginn des 16. Jahres nach ihrer Ausgabe an ganz oder zum Teil eingezogen werden. Sollte jedoch die Verpflichtung der Gesellschaft, die Reparationssteuer zu entrichten, früher fortfallen, so kann die Gesellschaft diese Vorzugsaktien auch schon vom Tage des Fortfalls dieser Verpflichtung an einziehen.

3. Der Einlösungskurs dieser Vorzugsaktien zuzüglich der laufenden und der rückständigen Dividenden bestimmt sich wie folgt : Bei Einziehung vor Ablauf des 25. Jahres nach dem Übergang des Betriebsrechts an die Gesellschaft beträgt der Einlösungskurs zwanzig vom Hundert über den Nennwert, bei Einziehung vom 26. bis 35. Jahre einschliesslich beträgt er zehn vom Hundert über den Nennwert. Nach dem 35. Jahre erfolgt die Einziehung zum Nennwert.

4. Diese Vorzugsaktien gewähren den Anspruch auf Kapitalrückzahlung spätestens am 31. Dezember 1964.

ANLAGE II ZUM REICHSBAHNGESETZ.

A. NACH PARAGRAPH 19 ABSATZ 3. KANN DIE GESELLSCHAFT DIE ARBEITSZEIT DER BEAMTEN AUF DIE ANGESTELLTEN UND ARBEITER IN FOLGENDEN DIENSTZWEIGEN ÜBERTRAGEN :

I. Bahnbewachungsdienst.

1. Schrankenwärter- und Schrankenwärterinnendienst.
2. Streckenwärterdienst (Streckenläuferdienst).
3. Übriger Bahnbewachungsdienst.

II. Blockwärterdienst auf freier Strecke.**III. Bahnhofsdiens.**

1. Dienststellenleitung (auch Leiter der Abteilungen).
2. Rechnungs- und Schreibdienst.
3. Zugleitungs- und Fahrdienstleiterdienst sowie Aufsichtsdienst im Sinne des Paragraphen 9 der Fahrdienstvorschriften.
4. Nachrichtendienst am Fernschreiber und Fernsprechumschalter.
5. Weichendienst im Stellwerk und an Handweichen.
6. Verschiebedienst.
7. Bahnsteigschaffnerdienst (einschl. Pförtnerauskunftsdiens).
8. Wächter-, Haus- und Botendienst.
9. Übriger Bahnhofsdiens, sowie die Bediensteten teilweise in einem der übrigen unter A genannten Dienstzweige tätig sind.

IV. Kassen- und Abfertigungsdienst.

(soweit nicht unter B Ziffer VI etwas anderes bestimmt ist).

1. Dienststellenleitung (auch Leiter der Abteilungen).
2. Rechnungs-, Schreib- und Kassendienst.
3. Fahrkartendienst (einschl. Auskunftsdiens).
4. Gepäck- und Expressgutabfertigungsdienst.
5. Eilgut-, Frachtgut- und Tierabfertigungsdienst.
6. Annahme-, Ausgabe- und Ladadienst.
7. Wagendienst und Zugsabfertigungsdienst.
8. Wächter-, Haus- und Botendienst.
9. Übriger Kassen- und Abfertigungsdienst.

V. Zugsbegleitdienst im Reise- und Güterzugsdienst.**VI. Betriebsmaschinendienst.**

1. Aufsichtsdienst.
2. Rechnungs- und Schreibdienst.
3. Lokomotivfahr- und Triebwagenführerdienst.

VII. Schiffsdienst auf Binnen- und Küstengewässern, ausgenommen die Ketteneschleppschiffahrt auf dem Main.

1. Deckdienst.
2. Schiffsmaschinendienst.
3. Werftdienst.
4. Übriger Dienst.

VIII. Bürodienst in der Hauptverwaltung, den Reichsbahndirektionen und den Ämtern.

B. DIE BEFUGNIS DER GESELLSCHAFT, DIE ARBEITSZEIT DER BEAMTEN AUF DIE ANGESTELLTEN UND ARBEITER ZU ÜBERTRAGEN, IST NICHT GEGEBEN :

- I. In der Bahn- und Telegraphenunterhaltung, in den Oberbaustofflagern, im Hochbau, in Steinbrüchen, Schotterwerken, Kiesgruben, Holztränkanstalten, Bahngärtnerien und in der Wald- und Landwirtschaft.
- II. In den Reichsbahn-Ausbesserungswerken und den dazu gehörigen Nebenbetrieben, wie Bahnkraft-, Bahngaswerken und Laboratorien.
- III. In den Telegraphenwerkstätten.
- IV. In den Waschanstanstalten.
- V. Im Werkstättenbetrieb der Bahnbetriebswerke.
- VI. Bei den ausschliesslich als Güterbodenarbeiter beschäftigten Arbeitern auf Güterböden oder Umladehallen mit in der Regel mehr als 25 derartigen Arbeitern.

ANNEXE VI.

MODIFICATIONS A INTRODUIRE DANS LA LOI ET LES STATUTS CONCERNANT LA DEUTSCHE REICHSBAHN GESELLSCHAFT.

LOI DES CHEMINS DE FER.

MODIFICATIONS.

Paragraphe premier. Institution de la compagnie.

1. Il est créé par la présente loi, en vue de l'exploitation des Chemins de fer du Reich, une compagnie.

2. La compagnie gérera les chemins de fer du Reich pour le Reich en observant les dispositions de la présente loi et des statuts y annexés (Annexe

Paragraphe 2. Gestion.

San hangement.

Paragraphe 3. Actions.

1. Le fonds social de la compagnie se monte à quinze (15) milliards de reichsmarks : il se divise en deux (2) milliards de reichsmarks d'actions de préférence (Tranche 1) et treize (13) milliards de reichsmarks d'actions ordinaires sous réserve des dispositions spéciales prévues au paragraphe 26 des statuts en ce qui concerne les actions de préférence.

2. En vue de se procurer les fonds requis pour l'amélioration, le perfectionnement et l'extension de l'ensemble des installations fixes et du matériel roulant des chemins de fer du Reich, ainsi que pour d'autres dépenses extraordinaires, la compagnie est en droit d'augmenter son fonds social au moyen de l'émission d'autres actions de préfé-

ANNEX VI.

AMENDMENTS TO BE MADE IN THE LAW CONCERNING AND IN THE STATUTES OF THE DEUTSCHE REICHSBAHN GESELLSCHAFT.

Section 1. Incorporation of the Company.

1. A Company is incorporated by the present Law to operate the Railways of the Reich.

2. The Company shall operate the Railways of the Reich on behalf of the Reich in conformity with the provisions of the present Law and the Statutes annexed thereto (Annex I).

Section 2. Conduct of the Undertaking.

No change.

Section 3. Capital.

1. The original share capital of the Company shall be fifteen (15) milliard reichsmarks, divided into two (2) milliard reichsmarks of preference shares (*tranche A*) and thirteen (13) milliard reichsmarks of ordinary shares subject to the special provisions laid down in Section 26 of the Statutes as regards the preference shares.

2. For the purpose of obtaining the funds required for the improvement, perfecting and extension of the plant and rolling-stock of the Railways of the Reich and for other extraordinary expenditure, the Company is entitled to increase its capital by the issue of further preference shares (*tranche B*), the total nominal amount of such

rence (Tranche B), actions dont le montant nominal total ne devra pas dépasser la somme de deux milliards de reichsmarks pendant chaque période de dix ans à compter de la première émission de semblables actions de préférence. L'augmentation du fonds social est soumis à l'autorisation préalable du Gouvernement du Reich.

3. Jusqu'ici 2 sans changement.

Paragraphe 4. Taxe de réparation.

1. La compagnie devra verser à titre de contribution de la Deutsche Reichsbahn aux annuités de réparation à payer par le Reich, une taxe du Reich se montant à 660 millions de reichsmarks par an (taxe de réparation). La taxe viendra à échéance à raison de mensualités égales de 55 millions de reichsmarks après expiration de chaque mois, le premier jour du mois suivant et, dans le cas où le premier jour du mois est un dimanche ou un jour férié, le jour ouvrable suivant ; elle sera payée directement au compte de la Banque des Règlements internationaux à la Reischbank. Le premier versement viendra à échéance le 1^{er} octobre 1929 et le dernier le 1^{er} avril 1966, en observant les dispositions du paragraphe 5 de la présente loi. Les paiements aux jours fixes pour les échéances seront effectués avant neuf heures du matin.

2. La taxe de réparation sera prélevée sur les recettes de l'exploitation de la compagnie, au besoin en ayant recours à toutes les réserves. Elle prendra rang après les dépenses pour le personnel et sera placée sur le même pied que les dépenses pour le matériel et les matières de consommation. Elle jouira d'une priorité par rapport à tous les autres impôts actuellement prélevés sur la Compagnie des chemins de fer ou susceptibles de l'être dans l'avenir ; elle aura également priorité sur toute autre charge hypothécaire ou non hypothécaire gênant la compagnie.

3. La compagnie remettra à la Banque des Règlements internationaux un certificat attestant ses obligations prévues aux alinéas (1) et (2) ci-dessus. Les obligations des réparations qui avaient été créées en application du paragraphe 4 de la loi du 30 août 1924 et remises au Trustee seront définitivement annulées et détruites avec l'intervention d'un représentant de la compagnie.

4. Le paiement de la taxe de réparation par la compagnie sera garanti par le Gouvernement du Reich. Dès que la Banque des Règlements internationaux aura notifié au gouvernement qu'un paiement dû n'a pas été effectué en tout ou en partie, le gouvernement autorisera la compagnie à effectuer au paiement du montant arriéré de la taxe de réparation le produit de l'impôt sur les transports perçu pour le compte du Reich, dans le cas où un tel impôt existe. Si ces ressources se trouvent insuffisantes, le Reich comblera le déficit

shares not to exceed the sum of two milliard reichsmarks for each period of ten years dating from the first issue of such preference shares. The increase of the capital is conditional upon the assent of the Government of the Reich.

3. Formerly (2). No change.

Section 4. Reparation Tax.

1. The Company shall pay, as a contribution of the Deutsche Reichsbahn to the reparation annuities payable by the Reich, a tax of the Reich to an amount of 660 million reichsmarks per annum (reparation tax). The reparation tax shall fall due, in equal monthly instalments of 55 million reichsmarks, upon expiration of each month on the first day of each subsequent month, and where the first day is a Sunday or holiday, upon the first working day following ; the tax shall be paid direct into the account of the Bank for International Settlements at the Reischbank ; the first payment shall fall due on the 1st October, 1929, and the last payment on the 1st April, 1966, subject to the provision of Section 5 of the present Law. The payments shall be made before 9 a. m. on the days fixed for the same.

2. The Reparation Tax shall be paid out of the operating receipts of the Company with recourse, if necessary, to all reserves. It shall rank after the expenditure on personnel and on the same footing with expenditure on material and consumable stores. It shall enjoy priority over any other tax now levied on the Railway Company, or which may be levied in the future, and shall rank prior to any other charge, by way of mortgage or otherwise, on the Company.

3. The Company shall deposit with the Bank for International Settlements a certificate acknowledging its liabilities under paragraphs 1 and 2 above. The Reparation Bonds created in virtue of Section 4 of the Law of the 30th August, 1924, and handed over to the Trustee shall be cancelled and destroyed in the presence of a representative of the Company.

4. The payment of the reparation tax by the Company shall be guaranteed by the Government of the Reich. As soon as the Bank for International Settlements notifies the Government that a payment due has not been effected either in whole or in part, the Government shall authorise the Company to devote to the payment of the arrears of reparation tax the proceeds of the transport tax collected for the account of the Reich, in so far as such a tax exists. If these resources prove insufficient the Reich shall meet the deficit within one

dans le délai d'un mois à dater de la notification de la Banque soit en mettant à la disposition de la compagnie les fonds nécessaires pour le paiement, soit par un versement direct au compte de la Banque des Règlements internationaux à la Reichsbank. L'impôt sur les transports sera, à part l'affection prévue ci-dessus, libre de toutes charges spéciales du chef des réparations.

5. Les sommes versées par le gouvernement dans le but de combler un déficit que serait apparu pour la taxe de réparation, de même que les produits de l'impôt sur les transports affectés par la compagnie au même but, selon l'alinéa 4 ci-dessus, devront être remboursés au Reich suivant les dispositions du paragraphe 25, alinéa 3, N° 3, des statuts de la compagnie.

6. La compagnie pourra, avec l'approbation de la Banque des Règlements internationaux et aux conditions établies d'accord avec cette banque, racheter en tout ou en partie la taxe de réparation par un paiement en capital. Le Gouvernement du Reich pourra demander à la compagnie d'user de ce droit de rachat à condition que le Reich mette à sa disposition les fonds nécessaires. Le paiement éventuel du montant en capital fera cesser l'obligation de la compagnie visée aux alinéas 1 et 2. Le droit du Gouvernement du Reich, prévu dans l'accord de....., du....., et qui concerne le rachat des annuités de réparation est réservé.

Paragraphe 5. Droits d'exploitation. Transfert des droits et obligations.

1. Le Reich transfère à la compagnie le droit exclusif d'exploiter les chemins de fer aux conditions fixées dans la présente loi et les statuts de la compagnie. Le droit d'exploitation finira le 31 décembre 1964, à la condition que toutes les annuités de réparation échéant avant cette date, y compris le versement du 2 janvier 1965, soient payées et que toutes les actions de préférence soient remboursées. L'obligation incombe à la compagnie de verser la taxe des réparations pour l'année 1965 et jusqu'au 31 mars 1966 sera transférée, les dispositions du paragraphe 4 étant appliquées, à l'entreprise qui sera chargée alors de la gestion des chemins de fer du Reich, conformément à l'article 92 de la Constitution du Reich.

2. Dans le cas où l'obligation qui incombe à la compagnie de payer la taxe de réparation directement au compte de la Banque des Règlements Internationaux à la Reichsbank aura pris fin avant le 31 décembre 1964, la période de la concession sera raccourcie et le droit d'exploitation finira aussitôt, à la condition toutefois que les actions de préférence soient remboursées à cette

month of receiving notice from the Bank, either by placing the sums required for the payment at the disposal of the Company or by making a direct payment into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank. Apart from the above provision, the transport tax shall be exempt from all special charges in respect of reparations.

5. The sums paid by the Government to cover a deficit in the reparation tax and the proceeds of the transport tax devoted by the Company to the same purpose in virtue of paragraph (4) above shall be repaid to the Reich in conformity with the provisions of Section 25, paragraph 3, No. 3 of the Company's Statutes.

6. The Company is entitled, with the assent of the Bank for International Settlements and subject to the terms agreed on with the Bank, to discharge the reparation tax in whole or in part by a capital payment. The Government of the Reich may require the Company to exercise this right of discharge provided that the Reich places the necessary funds at the Company's disposal. Any capital payment shall extinguish the liability of the Company under paragraphs 1 and 2 in a corresponding degree. The right of the Government of the Reich provided for in the Agreement of, of, relating to the redemption of reparation annuities remains unaffected.

Section 5. Concessions. Transfer of Rights and Obligations.

1. The Reich shall concede to the Company the exclusive right to operate the railways of the Reich under the conditions set forth in this Law and in the Company's Statutes. The concession shall terminate on the 31st December, 1964, provided that at the said date all the reparation tax payments payable up to that date including the payment falling due on the 2nd January, 1965, have been discharged and all the preference shares have been redeemed. The liability of the Company to the payment of the reparation tax in 1965 and up to the 31st March, 1966, shall then be transferred, subject to the continued application of the provisions of Section 4, to the undertaking entrusted with the operation of the railways of the Reich in accordance with Article 92 of the Constitution.

2. In the event of the Company's liability to pay the reparation tax direct into the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank terminating before the 31st December, 1964, the concession shall be shortened accordingly and will terminate forthwith, provided that the preference shares have all been redeemed by that date. On the other hand, if at the 31st December,

date. Au contraire, si les annuités de la taxe de réparation échéant jusqu'au 31 décembre 1964 n'ont pas été payées en totalité, ou si les actions de préférence n'ont pas été entièrement remboursées au 31 décembre 1964, le droit d'exploitation sera prolongé aux mêmes conditions jusqu'à l'achèvement dudit paiement et remboursement.

3. Jusqu'à 7, sans changement.

Paragraphe 6. Propriété des chemins de fer.

1. Sans changement.

2. La compagnie sera autorisée à disposer des biens appartenant aux chemins de fer en tant qu'elle le jugera compatible avec une exploitation normale. Ce faisant, la compagnie sera tenue sous réserve des stipulations du paragraphe 8 d'obtenir avant de disposer de l'un quelconque des biens dont la valeur dépassera 250.000 reichsmarks l'autorisation du gouvernement. Le produit des ventes doit être employé à améliorer, compléter, ou étendre les installations fixes du chemin de fer ou le matériel roulant, à moins qu'une autre utilisation ne soit convenue avec le Gouvernement du Reich.

Paragraphe 7. Responsabilité limitée des chemins de fer pour les dettes du Reich.

Sans changement.

Paragraphe 8. Emprunts.

1. La compagnie aura le droit de contracter librement des emprunts dont les charges prendront fin avant le 1^{er} janvier 1965 en utilisant comme gage les chemins de fer par des hypothèques.

2. Jusqu'à 4, sans changement.

5. Dans le but de garantir des emprunts (alinéas 1 et 2) par des hypothèques, la compagnie pourra donner une hypothèque générale (*Reichsbahnhypothek*) sur tous les biens immeubles appartenant aux chemins de fer, avec tous les accessoires y compris le matériel roulant.

Paragraphe 9. Exploitation.

1. La compagnie sera tenue d'assurer l'exploitation des chemins de fer ainsi que d'entretenir, de renouveler et de développer à ses frais les installations et le matériel d'une façon satisfaisante et conformément aux besoins du trafic et au progrès de la technique.

2. Sous réserve de ces principes et des prescriptions légales et dans les limites du droit de contrôle du Reich (paragraphes 31 et suivants), la compagnie est autorisée à diriger l'exploitation sous sa propre responsabilité.

1964, the whole of the Reparation tax payments due up to that date have not been made, or if the whole of the preference shares have not been redeemed, the concession shall be prolonged under the same conditions until such time as the payment of the tax and the redemption of the preference shares have been completed.

3. To 7. No change.

Section 6. Railway Property of the Reich.

1. No change.

2. The Company shall be entitled to dispose of property belonging to the railways of the Reich where, in the opinion of the Company, such disposal is not inconsistent with reasonable operating needs. Nevertheless, before disposing of any property the value of which exceeds 250,000 reichsmarks, the Company shall be required, subject to the provisions of Section 8, to obtain the consent of the Government. Where no other method of utilisation has been agreed upon with the Government of the Reich the proceeds of sales shall be utilised for the improvement, completion or extension of plant and rolling-stock.

Section 7. Limited Liability of Railway Property for Debts of the Reich.

No change.

Section 8. Loans and Credits.

1. The Company shall have the right to raise loans on its own account, provided that their currency does not extend beyond the 1st January, 1965, and for the purpose of such loans to mortgage the property of the railways of the Reich.

2 to 4. No change.

5. For the purpose of guaranteeing loans (paragraphs 1 and 2) by mortgages, the Company shall be entitled to grant a collective mortgage (*Reichsbahn-hypothek*) on all land sites forming part of the property of the railways, together with all accessories, including rolling-stock.

Section 9. Operation.

1. The Company shall assume responsibility for the safe operation of the railways of the Reich and for such adequate maintenance, renewal and development at its own expense of the undertaking, with all its accessories, as will meet the requirements of traffic and the progress in railway technique.

2. Subject to these principles and other legal prescriptions and within the limits of the control (see Section 31 and following) the Company shall be entitled to operate the railways on its own responsibility.

Paragraphe 10. Droit exclusif d'exploitation.

Sans changement.

Paragraphe 11. Décisions sur la nature des chemins de fer.

La question de savoir si une ligne doit être considérée comme un chemin de fer d'intérêt général sera décidée définitivement par le ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer après audition du Gouvernement de l'Etat allemand intéressé et de la compagnie.

Paragraphe 12. Transfert du droit d'exploitation.

La compagnie pourra, dans des cas particuliers, avec l'autorisation du gouvernement, transférer son droit d'exploitation à des tiers sur quelques parties de son réseau lorsqu'elle y trouve des avantages pour son exploitation, et à la condition qu'il n'en résulte aucune diminution de sa capacité de paiement et de la garantie des réparations.

Paragraphe 13. Prestations pour d'autres administrations.

Sans changement.

Paragraphe 14. Privilège fiscal.

Sans changement.

Paragraphe 15 (nouveau). Contribution aux frais d'administration des communes.

A titre de règlement des demandes concernant les frais d'administration des communes dont la population comprend une grande proportion d'employés de chemin de fer la compagnie versera chaque année, suivant l'accord intervenu avec le Gouvernement, une somme totale fixée à cinq (5) millions de reichsmarks au Gouvernement du Reich qui établira les principes de la réparation de cette somme entre les communes intéressées. Si la situation vient à changer à l'avenir, la somme à verser par la compagnie sera fixée par un nouvel accord à établir entre le gouvernement et la compagnie.

Paragraphe 15 (ancien). Impôt sur les transports.

Sera supprimé.

Paragraphe 16. Application des lois à la compagnie.

1. La compagnie sera soumise à la législation allemande en général, sauf dans la mesure où les

Section 10. Monopoly.

No change.

Section 11. Classification of Railways.

The Government of the German State concerned and the Company shall be entitled to be heard on the question as to whether a railway is to be considered as of general interest; the final decision rests with the Minister of the Reich responsible for the control of the railways.

Section 12. Transfer of Rights under the Concession.

In special cases where it appears advantageous in the operation of the undertaking the Company may, with the assent of the Government of the Reich, transfer the concession of individual parts of the system to third parties, provided that the Company's ability to pay the reparation tax and the security of the same are not diminished thereby.

Section 13. Services to or by Departments of the Governments.

No change.

Section 14. Exemption from Taxation.

No change.

Section 15 (new). Contributions towards the Administrative Expenditure of the Communes.

In discharge of claims to a contribution towards administrative expenditure put forward by communes in which a relatively large proportion of railway staff is domiciled, the Company shall pay annually to the Government of the Reich the fixed sum of five million reichsmarks agreed on with the Government, which will lay down the principles of distribution among the communes concerned. Should circumstances alter in the future, the amount payable by the Company shall be fixed by a new agreement between the Government and the Company.

Section 15 (former). Transport Tax.

Omitted.

Section 16. Other Laws ; their Application to the Company.

1. The Company shall be subject to general legislation, in so far as it does not enjoy a privileged

dispositions de la présente loi et des statuts lui créent un statut légal spécial. Ne seront pas applicables à la compagnie les dispositions des lois et des ordonnances qui concernent uniquement les chemins de fer privés et qui s'appliquent notamment à leur concession, leur exploitation ou leur contrôle.

2. et 3 (jusqu'ici 1 et 2) sans changement.

4. La compagnie pourra réclamer pour elle et pour son personnel le bénéfice des dispositions existant en faveur des administrations ou exploitations du Reich et de leur personnel en matière du droit d'assurance, d'organisation économique, de travail, d'assistance et de logement. Elle acquerra le bénéfice desdites dispositions en faisant une déclaration en ce sens au gouvernement. Si, conformément aux lois régissant la matière, il faut à cet effet édicter une ordonnance spéciale, elle émanera du ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer. Les fonctions conférées dans ces domaines du droit à la *Oberste Reichsbehörde* seront exercées par le directeur général en tant que les lois n'en disposeront pas autrement.

5 et 6, sans changement.

Paragraphe 17. Autorités de chemins de fer.

Les autorités de chemins de fer ne sont ni des autorités, ni des organes officiels du Reich. Cependant elles jouissent des attributions de droit public que possédaient avant l'établissement de la compagnie les autorités de l'entreprise Deutsche Reichsbahn, et dans l'exercice de ces attributions elles ont les mêmes devoirs. La compagnie est autorisée à se servir d'un cachet portant l'aigle allemand.

Paragraphe 18. Organisation de la compagnie.

Sans changement.

Paragraphe 19. Etat juridique du personnel.

1. La compagnie doit établir un statut du personnel en observant les dispositions qui suivent. Dans ce statut on règlera la situation juridique et les conditions de service et de traitement des fonctionnaires de la Reichsbahn en s'inspirant des prescriptions en vigueur pour les fonctionnaires du Reich. Si la compagnie estime que les conditions particulières des chemins de fer nécessitent une réglementation qui s'écarte des prescriptions applicables aux fonctionnaires du Reich, elle doit en faire part au gouvernement et discuter ses intentions avec ce dernier. Si une entente n'est pas réalisée, le tribunal spécial prévu au paragraphe

position in virtue of the provisions of the present Law or of the Company's Statutes. The laws and decrees relating to private railways alone, in particular to their concession, operation or supervision, shall not be applicable to the Company.

2. Formerly 1. No change.

3. Formerly 2. No change.

4. The Company shall be entitled to claim for itself and its personnel the benefit of the provision which exists in favour of the Departments or undertakings of the Reich and their personnel in the matter of the Versicherungs-, Wirtschafts-, Arbeits-, Fürsorge- and Wohnungsrecht (insurance, economic labour, pensions and housing legislation). The right to such benefit will be acquired by a declaration to the Government of the Reich. Where a special decree is required to establish the Company's privileged position under the laws concerned, such decree shall be issued by the Minister of the Reich responsible for the control of the railways. The powers exercised by the supreme authority of the Reich (*Oberste Reichsbehörde*) in these matters shall, unless otherwise stipulated in the laws, be exercised by the Director-General.

5 and 6. No change.

Section 17. Company Officials not State Officials.

The authorities of the Company shall not be authorities or official organs of the Reich. They have, however, the same standing under public law and the duties connected therewith as the Deutsche Reichsbahn undertaking prior to the creation of the Company. The Company shall be entitled to use a seal displaying the German eagle.

Section 18. Representation of the Company.

No change.

Section 19. Legal Position of the Personnel.

1. The Company shall draw up staff regulations (*Personalordnung*) in conformity with and subject to the following provisions. The regulations shall define the rights, conditions of service and salaries of the Railway officials (*Beamte*) on lines similar to those governing the provisions in respect of officials of the Reich. Where the Company believes that the special circumstances of the Railway necessitate a deviation in its own regulations from the provisions applicable to officials of the Reich, the Company shall inform and discuss its intentions with the Government of the Reich. If no agreement can be reached, the final decision shall rest

44 décide. La réglementation existante subsiste jusqu'à décision du tribunal.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

La réglementation de la situation juridique et des conditions de service et de traitement des fonctionnaires de la Reichsbahn au 1^{er} octobre 1929 est considérée comme ayant été faite d'accord avec le gouvernement.

2. Le statut du personnel pourra établir des prescriptions relatives à la situation juridique et aux conditions de service des employés et ouvriers en tant qu'elles ne font pas l'objet de contrats (Contrat collectif, accord d'entreprise, contrat individuel de travail), suivant les principes généraux reconnus en cette matière.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les matières, réglées au 1^{er} octobre 1929, dans les paragraphes 3-32 du statut du personnel, ou laissées par ces paragraphes du statut pour être réglées par le directeur général, sont considérées comme pouvant être traitées par le statut du personnel, sauf dispositions contraires résultant du paragraphe 19 (3).

3. Les lois et ordonnances d'ordre général en matière de législation du travail, d'assistance et d'assurance s'appliquent aussi aux fonctionnaires, employés et ouvriers de la compagnie, sauf dispositions contraires de la présente loi ou des statuts de la compagnie. En particulier les dispositions légales sur la durée du travail des employés et ouvriers sont aussi valables pour les employés et ouvriers de la compagnie. Toutefois dans les services où les conditions particulières des chemins de fer ou bien la collaboration de fonctionnaires, d'employés et d'ouvriers nécessitent une réglementation uniforme de la durée du travail, la compagnie pourra unifier cette réglementation en appliquant aux employés et aux ouvriers les prescriptions en vigueur sur la durée de travail des fonctionnaires. Les services dans lesquels on peut appliquer d'une manière générale aux employés et ouvriers la durée de travail des fonctionnaires sont indiqués au paragraphe A dans l'annexe II qui constitue une partie de la loi ; au paragraphe B on a, par contre, indiqué les services dans lesquels cette application n'est pas admise. Pour les services qui ne sont indiqués ni en A, ni en B, et dans lesquels le règlement de la durée de travail sera fait par une convention générale et en particulier par contrat collectif de travail, on devra tenir compte du principe posé ci-dessus au sujet de la convenance d'appliquer en certains cas la durée de travail des fonctionnaires aux employés et ouvriers.

4 et 5 (jusqu'ici 3 et 4 sans changement.

No. 2394

with the Railway Court (Section 44). Until the Railway Court takes a decision, the existing regulations shall remain in force.

PROVISIONAL REGULATION.

The regulations governing the rights, conditions of service and salaries of railway officials on the 1st October, 1929, shall be considered as having been issued in agreement with the Government of the Reich.

2. The staff regulations may contain provisions in respect of the rights and conditions of service of employees and workers, where such rights and conditions of service are not the subject of agreements based on recognised general principle (wage agreements, working agreements, individual contracts).

PROVISIONAL REGULATION.

Matters regulated on the 1st October, 1929, under Sections 3 to 32 of the staff regulations or entrusted to the Director-General for settlement in virtue of the staff regulations shall be considered to be matters which may be decided by the staff regulations, save in so far as otherwise provided under Section 19, paragraph 3.

3. Save in so far as otherwise provided in the present law or in the Company's Statutes, the general laws and ordinances governing labour, pensions and insurance shall apply to the officials, employees and workers of the Company. In particular, legislation on the working hours of employees and workers shall apply to the employees and workers of the Company. In those branches of the service, however, in which the special conditions of the Railway system or the collaboration of officials, employees and workers calls for a uniform regulation of working hours, the Company may secure such uniformity by applying the service regulations for officials to the working hours of employees and workers. Those branches of the service in which the service regulations for officials may be given general application are enumerated under Section A of Annex II to the present law ; under Section B are enumerated those branches of the service in which such general application is not permissible. In the case of branches of the service not included under either A or B, the regulation of working hours by general agreement, in particular by wage agreement, shall take into consideration the principle established in sentence 3 in respect of the application of the working hours of officials to employees and workers.

4 and 5, formerly 3 and 4. No change.

Paragraphe 20. Garantie des droits acquis.

Sans changement.

Section 20. Protection of Existing Rights.

No change.

Paragraphe 21. Affectation régionale du personnel.

Sans changement.

Section 21. Local Employment of Staff.

No change.

Paragraphe 22. Statut du personnel.

Le statut du personnel établi par la compagnie réglera notamment les matières suivantes sous les réserves mentionnées par la présente loi :

- a) Les conditions d'admission et d'avancement des fonctionnaires ;
- b) La désignation des emplois de fonctionnaires.
- c) Les traitements d'activité et d'attente et toutes les autres rémunérations régulières des fonctionnaires ainsi que les pensions de retraite et les allocations à accorder aux survivants ;
- d) La durée de service des fonctionnaires de la compagnie ;
- e) Les conditions d'admission et de commissionnement des candidats ayant droit à être pourvus d'un emploi civil.

Paragraphe 23. Devoirs des fonctionnaires.

1. Sans changement.

2. En cas de violation de leurs devoirs, les fonctionnaires de la compagnie seront poursuivis suivant la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires du Reich. Dans ce cas, le directeur général ou ses délégués exercent les fonctions de la *Oberste Reichsbehörde*.

3. Sans changement.

Paragraphe 24. Mise en non-activité.

La compagnie pourra décider la mise en non-activité de ses fonctionnaires moyennant l'allocation du traitement d'attente. En ce qui concerne les principes régissant la mise en non-activité et les voies de recours à accorder aux fonctionnaires contre cette mesure, ils devront être réglés par le statut du personnel. Les dispositions du statut du personnel en vigueur au 1^{er} octobre 1929, qui s'appliquent à la mise en non-activité, aux voies de recours et à la participation des représentants des fonctionnaires dans les décisions sur les recours, ne pourront être changées sans le consentement du gouvernement.

Section 22. Staff Regulations.

The Staff Regulations to be drawn up by the Company shall in particular determine the following matters, subject always to the provisions of this Law :

- (a) The conditions of appointment and promotion of officials ;
- (b) Their classification ;
- (c) Salaries, retaining pay and all other allowances to officials, as also the pension scale and allowances to surviving dependants ;
- (d) Hours of work (hours on and off duty) of officials ;
- (e) Conditions of employment and appointment of candidates entitled to civil employment.

Section 23. Duties of Officials (Beamte).

- 1. No change.
- 2. In case of breach of duty, the railway official shall be subject to the same disciplinary procedure, with the necessary changes, as is provided for at the time in question in the case of officials of the Reich. In any such case, the Director-General or his authorised representatives shall possess the powers of the supreme authority of the Reich (*Oberste Reichsbehörde*).

3. No change.

Section 24. Retirement on Retaining Pay.

The Company can place its officials temporarily on the retired list with retaining pay. The principles governing temporary retirement and the legal means of redress of officials against such a measure shall be laid down in the staff regulations. The provisions of the staff regulations in force on the 1st October, 1929, relating to temporary retirement, legal means of redress, and the participation of representatives of the officials in the decisions on legal means of redress, cannot be amended without the assent of the Government of the Reich.

Paragraphe 25. Ayants-droit à un emploi civil.

Sans changement.

Section 25. Persons Entitled to Civil Employment.

No change.

Paragraphe 26. Fixation des traitements.

1. La compagnie devra fixer les traitements et autres rémunérations de ses fonctionnaires, exception faite des fonctionnaires dirigeants, conformément aux dispositions du paragraphe 19 ci-dessus.

2. (*Jusqu'ici 3.*) Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de la compagnie d'accorder, d'après des principes généraux, des gratifications pour l'occupation de postes comportant une responsabilité particulière, ou dans des conditions de travail spécialement difficiles, ainsi que pour des services exceptionnels, à condition que ces gratifications ne dépassent pas au total 4 % des dépenses totales pour les traitements et autres rémunérations régulières des fonctionnaires. Les principes susvisés seront fixés et publiés après avoir consulté le *Hauptbeamtenrat* ou la représentation des fonctionnaires qui lui sera substituée ultérieurement par la législation.

3. (*Jusqu'ici 4.*) La compagnie fixera librement les traitements et autres rémunérations de ses fonctionnaires dirigeants, dont la désignation sera faite par le conseil d'administration. Si leur nombre dépasse $\frac{1}{2}$ pour 1,000 de l'effectif du personnel permanent, il faudra à cet effet le consentement du Gouvernement du Reich.

Paragraphe 27. Unité de l'entreprise.

Sans changement.

Section 27. Unity of the Undertaking.

No change.

Paragraphe 28. Domicile légal de la compagnie.

Sans changement.

Section 28. Domicile of the Company.

No change.

Paragraphe 29. Comptabilité.

Sans changement.

Section 29. Accountancy.

No change.

Paragraphe 30. Bilan, Compte des profits et pertes

1. Sans changement.

2. Le gouvernement aura le droit de faire vérifier à tout moment le bilan et le compte des profits et pertes et de faire inspecter tous les registres comptables qui s'y rapportent et qui se trouvent dans l'administration centrale, ainsi que de se faire fournir tous les renseignements nécessaires, le tout sans qu'il en résulte des dépenses inutiles pour la compagnie.

3. Sans changement.

Section 30. Balance Sheet, Profit and Loss Account.

1. No change.

2. The Government shall have the right to examine the Company's Balance-sheet and Profit and Loss Account at any time, to inspect all such books of account concerning the Balance-sheet and Profit and Loss Account as are kept at the Head Office of the Company, and to call for all necessary information provided that no unnecessary expenditure is thereby entailed on the Company.

3. No change.

Paragraphe 31. Droits de contrôle du gouvernement.

Le gouvernement se réserve vis-à-vis de la compagnie :

1. Le droit de veiller à ce que les chemins de fer soient administrés conformément aux lois et aux besoins du trafic en ayant égard aux intérêts économiques du pays, tout en respectant le droit et le devoir de la compagnie de conduire sa gestion suivant les dispositions fixées dans la présente loi et les statuts.

2. Le droit de veiller à ce que les installations des chemins de fer, leur matériel roulant et les accessoires de toute espèce soient dans un état assurant la sécurité de l'exploitation et à ce que le service soit effectué de façon satisfaisante.

3. L'autorisation à donner :

a) Pour la fermeture définitive à l'exploitation d'une ligne de chemins de fer ou d'une gare importante.

Pour la fermeture d'un atelier important, il suffira que la compagnie en donne connaissance six mois à l'avance au gouvernement.

b) Pour procéder à des innovations ou modifications fondamentales et générales en ce qui concerne les installations techniques, notamment pour procéder à une extension ou à une restriction de la traction électrique, ainsi que pour apporter des modifications aux systèmes des installations de sécurité. Les conditions d'exécution sont réservées entièrement à la compagnie.

4. Le droit d'approuver la fondation ou l'acquisition d'autres entreprises ou la participation dans d'autres entreprises.

5. Le droit d'intervenir dans l'établissement des tarifs dans les conditions fixées au paragraphe 33.

6. Le droit d'intervenir dans l'établissement des horaires réguliers pour le service des voyageurs dans des conditions fixées au paragraphe 35.

7. Le droit d'approuver la suppression d'une des classes existantes dans le trafic voyageur.

8. Le droit de surveiller les mesures prises pour assurer le service dans des circonstances exceptionnelles.

Paragraphe 32. Droit d'information du gouvernement.

1. Le gouvernement pourra demander tous renseignements d'ordre financier ainsi que tous autres renseignements nécessaires à l'exercice de son droit de surveillance, sans toutefois causer des dépenses inutiles à la compagnie.

2. Le ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer aura le droit général d'inspection sur tout le réseau et dans

Section 31. Government Supervision.

The Government reserves over the Company the rights following :

1. The right to ensure that the railways of the Reich are administered in conformity with the laws and in accordance with the requirements of traffic and of the German economy, subject, at the same time, to the observance of the special rights and duties arising in respect of the management of the Company out of the provisions of the present Law and the Company's Statutes ;

2. The right to ensure that the railways of the Reich, together with all their works, rolling-stock, plant and material, are maintained and operated in a manner consistent with safety and public convenience ;

3. The right to approve :

(a) The permanent closing for traffic of a line or of an important station.

Where the Company intends to close down a large workshop, it is sufficient if six months' notice is given to the Government of the Reich;

(b) The general fundamental renewal or alteration of technical installations, in particular the right to approve the extension or restriction of electric traction or changes in the system of safety appliances. The Company shall remain solely responsible for the technical details of construction ;

4. The right to approve the foundation or acquisition of other undertakings or participation in other undertakings ;

5. Such participation in fixing tariffs as is specified in Section 33 ;

6. Such participation in fixing passenger train services as is specified in Section 35 ;

7. The right to approve the abolition of any of the existing classes in passenger traffic ;

8. The right to supervise the maintenance of emergency services.

Section 32. Government's Right to Information.

1. The Government may require the Company to furnish all information of a financial nature, together with all information required in the exercise of its right of supervision. No unnecessary expense thereby to be caused to the Company.

2. The Minister of the Reich responsible for the control of the railways is entitled to inspect all plant and service departments throughout the

toutes installations et les bureaux de la compagnie pour lui et ses fonctionnaires. Il aura pour lui et ses fonctionnaires qui s'occupent des affaires des chemins de fer du Reich le droit de libre circulation sur le réseau de la compagnie.

3. Le gouvernement aura le droit de déléguer un représentant aux séances d'u conseil d'administration conformément aux dispositions du paragraphe 16 des statuts.

4. La compagnie devra communiquer au ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle des chemins de fer, tout règlement important d'une nature générale.

5. Au sujet des affaires de la compagnie qui sont de nature confidentielle, les fonctionnaires chargés de la surveillance seront tenus à une discréetion absolue.

Paragraphe 33. Tarifs.

1 et 2. Sans changement.

3. L'autorisation est censée avoir été donnée si dans les vingt jours suivant la présentation de la demande, la compagnie n'a pas reçu de réponse du ministre du Reich qui sera compétent pour le contrôle sur les chemins de fer. Dans tous les cas, le gouvernement donnera dans le plus court délai possible sa décision définitive sur les propositions tarifaires qui seront faites par la compagnie. Si le gouvernement n'a pas définitivement décidé dans un délai de six mois ou si l'autorisation est partiellement ou totalement refusée, la compagnie pourra interjeter appel auprès du Tribunal spécial prévu au paragraphe 44. Dans ce cas-là, les tarifs en vigueur restent applicables jusqu'à la décision de ce Tribunal.

4. Sans changement.

5. Le gouvernement pourra en outre demander les changements de tarifs qu'il jugera nécessaires. S'il y a désaccord entre le gouvernement et la compagnie, la question sera soumise au Tribunal spécial prévu au paragraphe 44 de la loi.

Paragraphe 34. Protection du service de la taxe de réparation, des intérêts et de l'amortissement.

La surveillance du gouvernement sur l'exploitation et les tarifs de la compagnie, conformément à la présente loi, doit être exercée par le gouvernement de telle sorte que les paiements pour la taxe des réparations, pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts, pour le dividende des actions de préférence, ainsi que pour le remboursement de celles-ci, restent assurés.

Paragraphe 35. Horaires.

Sans changement.

No. 2394

entire system, or to cause the same to be inspected by his officials. He is entitled, together with those of his officials entrusted with railway matters of the Reich, to travel free of charge on the Company's system.

3. The Government of the Reich is entitled to send one representative to the meetings of the Board of Management in accordance with Section 16 of the Company's Statutes.

4. The Company shall inform the Minister of the Reich responsible for the control of the railways of all important measures of a general nature.

5. Officials entrusted with the supervision of the railways shall be bound to secrecy in matters of a confidential nature concerning the Company.

Section 33. Tariffs.

1. No change.
2. No change.

3. The approval of the Government shall be held to have been given if the Company has not received a reply from the Minister of the Reich responsible for the control of the railways within twenty days of an application by the Company for approval. The definite decision of the Government on any tariff proposal submitted by the Company shall always be given with the least possible delay. Where no definite decision is pronounced within six months, or where approval is withheld altogether or in part, the Company may appeal to the Railway Court (Section 44). In this event the existing tariffs shall remain in force until the Railway Court has made its award.

4. No change.

5. The Government of the Reich may, in addition, call for such tariff changes as it considers necessary. In the event of differences between the Government and the Company the decision rests with the Railway Court (Section 44).

Section 34. Protection of the Reparation Tax and of Interest and Sinking Fund.

The rights of supervision and control of the operation and tariffs of the Company reserved to the Government by the present Law shall be exercised in such a way as to secure the payments in respect of the reparation tax, the interest and sinking fund for the bonds, the preference dividend and the provision of funds for the redemption of the preference shares.

Section 35. Time-Tables.

No change.

Paragraphe 36. Négociations avec des gouvernements étrangers.

Sans changement.

Paragraphe 37. Constructions.

1. Sans changement.

2. Si la construction ou la modification d'installations existantes des chemins de fer touche aux attributions de la police d'un État allemand, la compagnie doit entendre les autorités de cet État avant d'arrêter les plans des travaux. Si la construction ou la modification touche aux attributions d'autorités du Reich qui ont pris charge des fonctions de la police d'un État, il y a lieu aussi d'entendre ces autorités du Reich. S'il résulte de l'audition que des divergences de vues existent entre la compagnie et les autorités intéressées d'un État ou du Reich, les plans sont arrêtés définitivement par le Gouvernement du Reich. Les plans pour de nouvelles lignes de la compagnie sont toujours arrêtés définitivement par le Gouvernement du Reich. Dans ce cas, la compagnie doit soumettre au ministre compétent pour le contrôle des chemins de fer les plans et éventuellement aussi l'avis des autorités intéressées. La fixation du plan comprend la décision définitive sur tous les intérêts touchés par l'élaboration du plan.

3 (jusqu'à 5). Sans changement.

Paragraphe 38. Expropriation.

1 et 2 sans changement.

3. L'expropriation ou la restriction forcée du droit de propriété relative à des parties de la propriété des chemins de fer du Reich et à des immeubles de la compagnie n'est admise qu'après l'autorisation préalable du gouvernement.

Paragraphe 39. Droits respectifs des chemins de fer et des autres voies publiques.

Lorsqu'à un point de croisement des chemins de fer avec une voie publique, l'augmentation de la circulation ou toute autre circonstance nouvelle rendra nécessaire une modification des installations des chemins de fer ou de la voie publique, les frais seront à la charge de la compagnie si la modification a été provoquée exclusivement par les besoins du service ferroviaire, et ils seront à la charge de celui à qui incombe la construction de la voie publique, si la modification a été provoquée exclusivement par les besoins de la voie publique ; dans les deux cas, toutefois, la partie dont les besoins n'ont pas provoqué la modification en cause contribuera aux dépenses dans la mesure des avantages financiers qu'elle retirera de la

Section 36. Negotiations with Foreign Governments.

No change.

Section 37. New Works.

1. No change.

2. Where new works or the modification of existing railway works come within the administrative sphere of the police of a particular German State, the Company shall consult the authorities of the State in question before definitely fixing its plans. Where new works or modifications come within the administrative sphere of authorities of the Reich, which have taken over duties of the police of the State in question, such authorities of the Reich shall also be heard. Where the hearing leads to differences between the Company and the State or Reich authorities concerned, the plans shall be finally decided upon by the Government of the Reich. The plans for new lines of the Company shall always be decided upon by the Government of the Reich. In both cases the Company shall submit the plans, together with the memoranda, where such have been drawn up by the authorities concerned, to the Minister of the Reich responsible for the control of the railways. The fixation of the plan comprises the final decision in respect of all matters affected by the drafting of the plan.

3 (to 5). No change.

Section 38. Compulsory Taking of Lands.

1 and 2. No change.

3. The expropriation for restriction of ownership of parts of the property of the Railway and of land sites owned by the Company shall require the previous assent of the Government of the Reich.

Section 39. Respective Rights of Road and Rail.

When, at any point where a railway crosses a public road, the growth of traffic or any other change of circumstances renders necessary an alteration either of the railway, or of the public road, or of both railway and road, the costs shall be borne by the Company if the alteration is required exclusively to meet the needs of the railway service ; they shall be borne by the road authority if the alteration is required exclusively to meet the needs of road traffic ; in every case the other party shall bear a share of the cost proportionate to the financial advantages accruing to it as a result of the alterations undertaken. The costs shall be divided equitably between the two parties, if the alteration is required to meet the

modification. Si la modification a été provoquée à la fois par les besoins du service ferroviaire et par ceux de la voie publique, les frais seront partagés équitablement entre les deux parties. En cas de désaccord sur la répartition des dépenses, la décision définitive sera donnée par le ministre du Reich compétent pour le contrôle des chemins de fer en tant que cette décision ne doive pas résulter d'une procédure contentieuse administrative.

Paragraphe 40. Transmission d'affaires relevant de l'administration des transports.

Le Gouvernement du Reich, peut d'accord avec la compagnie, charger certaines autorités ou fonctionnaires de la compagnie, notamment les directions, d'affaires relatives au contrôle du Reich sur les chemins de fer qui ne sont pas exploités par la compagnie (article 95 de la Constitution), ainsi que d'autres affaires de l'administration des transports. Ces affaires seront conduites suivant les instructions et pour le compte du gouvernement. Les employés de la compagnie qui seront chargés d'affaires de ce genre devront être assermentés spécialement pour ces fonctions.

Paragraphe 41. Expiration du droit d'exploitation.

1. Dès le moment de l'expiration de son droit d'exploitation, la compagnie remettra gratuitement au gouvernement les chemins de fer avec tous les accessoires, les approvisionnements nécessaires pour une exploitation normale et toutes les entreprises complémentaires en état normal d'entretien et sans charge, sous réserve des arrangements que la compagnie aurait pu conclure avec le gouvernement en vertu du paragraphe 8. Elle transférera également au Reich toutes les participations à d'autres entreprises. Cette remise impliquera à la fois la reprise par le Reich de tous les droits et obligations résultant de l'exploitation de la compagnie .

2. Sans changement.

Paragraphe 42. Liquidation.

Sans changement.

Paragraphe 43. Staatsvertrag.

1. Sans changement.
2. Toutes actions dirigées par ou contre la compagnie concernant l'interprétation et l'application du précédent alinéa seront de la compétence exclusive de la juridiction spéciale prévue au paragraphe 44. Les États n'interviendront à ces actions que par l'intermédiaire du Reich.

needs of both parties. In case of disagreement as to the division of the costs, the question shall be decided without appeal by the Minister of the Reich responsible for the control of the railways, except in cases where such decision has to be given by an Administrative Tribunal.

Section 40. Transfer of Duties incumbent upon the Transport Administration.

The Government of the Reich may, in agreement with the Company, entrust individual departments or officials of the Company, in particular the Districts (*Reichsbahndirektionen*), with the supervision on behalf of the Reich of railways not operated by the Company (Article 95 of the Constitution) and with other duties of transport administration. Such duties are to be fulfilled in accordance with the instructions of the Government and for the account of the same. Railway officials entrusted with such duties are to be specially sworn in for these functions.

Section 41. Expiration of the Concession.

1. As from the expiration of its concession the Company shall hand back to the Government in good condition and free of all cost the undertaking and everything attached thereto, together with an adequate supply of stocks and stores and all subsidiary works and undertakings, subject to such agreements as may have been concluded between the Company and the Government under Section 8, together with all holdings in other undertakings. On such re-transfer the Reich shall be held to take over all the rights and obligations connected with the Company's operation.

2. No change.

Section 42. Liquidation.

No change.

Section 43. Staatsvertrag.

1. No change.
2. Differences as to the interpretation or application of the provisions of paragraph 1, so far as they are applicable to the Company, shall be determined exclusively by the Railway Court (Section 44). In any such proceedings the States shall be represented by the Reich.

Paragraphe 44. Tribunal spécial (Reichsbahn-gericht).

1. En cas de différend entre le gouvernement et la compagnie en ce qui concerne l'interprétation des dispositions de la présente loi et des statuts de la compagnie, ou en ce qui concerne les mesures à prendre en vertu de cette loi et des statuts, notamment en matière tarifaire, le différend devra être soumis à un tribunal spécial (*Reichsbahn-gericht*).

2. Ledit tribunal sera constitué auprès du *Reichsverwaltungsgericht* dès que cette juridiction aura été instituée. Il sera formé par une Chambre du *Reichsverwaltungsgericht* désignée une fois pour toutes par le président de ce dernier tribunal. Lorsque le différend portera sur une matière tarifaire, la Chambre en question sera complétée par deux assesseurs nommés par le président du *Reichsverwaltungsgericht* pour chaque cas d'espèce, l'un sur la proposition du Gouvernement du Reich, l'autre sur la proposition de la compagnie. Jusqu'à l'institution du *Reichsverwaltungsgericht*, le tribunal spécial qui aura son siège auprès du *Reichsgericht*, sera composé de trois membres permanents et de deux membres à nommer dans chaque cas d'espèce. Le président du *Staatsgerichtshof* nommera les membres permanents ainsi que deux suppléants et désignera parmi les membres permanents un président et un vice-président. Ces membres permanents seront des juges expérimentés en matière de droit public. Les membres à désigner dans chaque cas d'espèce seront également nommés par le président du *Staatsgerichtshof*, l'un sur la proposition du gouvernement, l'autre sur la proposition de la compagnie. Pour le tribunal spécial s'appliqueront *mutatis mutandis* les dispositions des paragraphes 19, phrases 2 et 3, 20-22, 24-26, 28, al. 1, 29 al. 1, et al. 2, phrase 1, et paragraphe 30 de la loi relative au *Staatsgerichtshof* (*Reichsgesetzblatt* 1921 page 905). Les détails au sujet de la procédure seront fixés par un règlement qui sera édicté par le président du *Staatsgerichtshof* et après l'institution du *Reichsverwaltungsgericht*, par le président de cette Cour et qui sera publié dans le *Reichsgesetzblatt*. Ce règlement prescrira que le Tribunal rendra ses jugements dans le plus court délai.

3 et 4 seront supprimés.

Paragraphe 45. Arbitre.

Sera supprimé.

Section 44. Railway Court.

1. Disputes between the Government and the Company in respect of the interpretation of the provisions of this Law and of the Company's Statutes, or in respect of measures under the Law or the Statutes, in particular tariff matters, shall be referred to a special tribunal (Railway Court).

2. The Railway Court will be constituted at the Court of Administration of the Reich (*Reichsverwaltungsgericht*) as soon as the latter is established. The Railway Court shall comprise the Chairman and two members of a Chamber of the Court of Administration appointed once for all by the President of the said Court of Administration. In disputes on tariff matters two further members will be added, the one being appointed on the proposal of the Government and the other on the proposal of the Company in each case afresh by the President of the Court of Administration. Until the Court of Administration is established the Railway Court shall have its seat at the Supreme Court of the Reich (*Reichsgericht*) and shall comprise three permanent members and two members appointed afresh in each case. The permanent members together with two replacing members shall be appointed by the President of the *Staatsgerichtshof* and shall be judges with special experience in matters of public law. One of the permanent members shall be appointed as Chairman and another as Vice-Chairman by the President of the *Staatsgerichtshof*. Of the two members to be appointed afresh in each separate case the one shall be appointed on the proposal of the Government and the proposal of the Company by the President of the *Staatsgerichtshof*. The provisions of Section 19, sentences 2 and 3; Sections 20 to 22, Sections 24 to 26, Section 28-paragraph 1; Section 29, paragraph 1 and paragraph 2, sentence 1, and Section 30 of the Law relating to the *Staatsgerichtshof* (*Reichsgesetzblatt* 1921, page 905) apply *mutatis mutandis*. The detailed provisions governing procedure shall be fixed by regulations to be issued by the President of the Court of Administration, or until the constitution of this Court by the President of the *Staatsgerichtshof*, and published in the *Reichsgesetzblatt*. The said regulations shall ensure the pronouncement of a decision by the Railway Court with the minimum of delay.

3 and 4 Omitted.

Section 45. Arbitrator.

Omitted.

Paragraphe 46. Mark-or.

Sera supprimé.

Section 46. Gold Mark.

Omitted.

Paragraphe 47. Dispositions transitoires.

Sera supprimé.

Section 47. Temporary Provisions.

Omitted.

ANNEXE I DE LA LOI.

STATUTS DE LA COMPAGNIE.

CONCESSION OF THE DEUTSCHE REICHSBAHN-
GESELLSCHAFT (COMPANY'S STATUTES).

MODIFICATIONS.

Paragraphe premier. Raison sociale.

1. Sans changement.
2. Sa situation juridique est régie par la loi du 30 août 1924 concernant la *Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft* avec les amendements ultérieurs apportés par la loi du et par les présents statuts qui font partie intégrante de ladite loi. Le siège de la compagnie est à Berlin.
3. L'exercice de la compagnie commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Paragraphe 2. Objet de l'entreprise.

Sans changement.

AMENDMENTS.

Section 1. Name of the Company.

1. No change.
2. Its legal status is fixed by the Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft Law of the 30th August, 1924, as amended by the Law of and by this Concession which forms part of the Law. The Head Offices of the Company shall be in Berlin.
3. The Company's financial year shall begin on the 1st January, and shall end on the 31st December of each year.

Section 2. Objects of the Undertaking.

No change.

Paragraphe 3. Fonds social.

1. Le fonds social de la compagnie se monte à quinze (15) milliards de reichsmarks, dont deux (2) milliards de reichsmarks en actions de préférence (Tranche A) et treize (13) milliards de reichsmarks en actions ordinaires, sous réserve des dispositions spéciales du paragraphe 26 en ce qui concerne les actions de préférence (Série I à V) de la Tranche A.
2. La compagnie est autorisée à émettre, sur décision du conseil d'administration, d'autres actions de préférence (Tranche B) en vue de l'augmentation du fonds social et ceci en se conformant aux dispositions du paragraphe 3 (2) de la loi.

Paragraphe 4. Actions de préférence.

1. Les actions de préférence sont libellées au porteur et sont librement cessibles. Elles donnent droit au remboursement du capital avant l'expiration du droit d'exploitation ainsi qu'à un dividende de préférence. Si, dans une année, le divi-

Section 3. Original Capital.

1. The Company's original capital shall consist of fifteen (15) milliard reichsmarks divided into two (2) milliards of preference shares (group A) and thirteen (13) milliards of ordinary shares. The provisions of Section 26 in regard to the preference shares of group A, series I to V, remain unchanged.
2. Further preference shares (group B) to increase its capital may be issued by the Company in conformity with the provisions of Section 3, paragraph 2, of the Law in virtue of a decision by the Board of Management.

Section 4. Preference Shares.

1. The preference shares shall be issued as payable to bearer and be transferable by delivery. They will carry with them a right to the repayment of capital on or before the termination of the Concession and the right to a preferential dividend.

dende de préférence n'a pas été versé intégralement, il doit être payé ultérieurement sur le bénéfice des années suivantes. En cas de paiement de dividendes sur les actions ordinaires un dividende additionnel devra être payé sur les actions de préférence (Tranche A), conformément aux prescriptions du paragraphe 25.

2. Sans changement.

3. Les actions de préférence de chaque série pourront sous réserve des dispositions spéciales du paragraphe 26 relatives aux actions de préférence de la Tranche A (Séries I à V), être remboursées à n'importe quel moment en tout ou en partie.

4 et 5. Sans changement.

6. Les actions de préférence seront remboursées à un taux à fixer par la compagnie lors de leur émission, sous réserve des dispositions spéciales du paragraphe 26 relatives aux actions de la Tranche A (séries I à V). Si la compagnie jugeait nécessaire, lors d'une émission de fixer un taux de remboursement plus élevé que 10 pour cent au-dessus du pair, elle devrait se mettre d'accord au préalable avec le gouvernement.

7. Sous réserve des dispositions ci-dessus, le gouvernement pourra réclamer que la compagnie use de son droit d'effectuer le remboursement anticipé des actions, pourvu que le Reich mette à la disposition de la compagnie les fonds nécessaires.

Paragraphe 5. Répartition du produit des émissions des actions de préférence.

1. Du produit total des émissions des actions de préférence (Tranche A) un quart ($\frac{1}{4}$) sera attribué au Reich et trois quarts ($\frac{3}{4}$) à la compagnie. Toutefois, le produit des émissions partielles pourra être réparti différemment d'accord entre le gouvernement et la compagnie pourvu qu'au total la répartition soit celle indiquée ci-dessus.

2. Pendant les deux premières années après le commencement de la concession, la compagnie devra réaliser des actions de préférence ayant une valeur nominale de cinq cents (500) millions de reichsmarks. Le gouvernement pourra réclamer que le produit de cette émission lui soit attribué en totalité.

Paragraphe 6. Actions ordinaires.

Sans changement.

Section 6. Ordinary Shares.

No change.

Paragraphe 7. Forme et texte des actions.

Sans changement.

Section 7. Form and Wording of the Certificates.

No change.

Should the preferential dividend not be fully paid in any year it shall be paid out of the profits of subsequent years. If a dividend is paid on the ordinary shares an additional dividend shall be paid on the preference shares of Group A in accordance with the provisions of Section 25 below.

2. No change.

3. Any series of preference shares may be redeemed at any time in whole or in part, subject to the special provisions of Section 26 in regard to the preference shares of Group A, series I to V.

4. No change.

5. No change.

6. The preference shares shall be redeemed, subject to the special provisions in Section 26 for the preference shares of Group A, series I to V, at rates to be determined by the Company at the time of issue. Where the rate is fixed at more than 10 per cent. above par, the assent of the Government of the Reich is required

7. Subject to the above provisions, the Government may call upon the Company to exercise its right of anticipatory redemption, provided that the Reich places the necessary funds at the disposal of the Company.

Section 5. Division of Proceeds from the Sale of Preference Shares.

1. One-fourth ($\frac{1}{4}$) of the total proceeds from the issue of the preference shares of Group A shall be the property of the Reich and three-fourths ($\frac{3}{4}$) the property of the Company. Notwithstanding the proceeds from individual issues may by agreement between the Government and the Company be divided differently, provided that the total shall be divided as set forth above.

2. During the first two years after the commencement of the concession the Company shall sell preference shares to the nominal value of five hundred (500) million reichsmarks. The Government may claim that the whole of the proceeds of this sale shall be assigned to it.

Paragraphe 8. Obligations des réparations.

A supprimer.

Section 8. Reparation Bonds.

Omitted.

Paragraphe 9. Autres obligations.

A supprimer.

Section 9. Other Bonds.

Omitted.

Paragraphe 10. Organisation de la compagnie.

Sans changement.

Section 10. Organisation of the Company.

No change.

Paragraphe 11. Conseil d'administration.

1. Le Conseil d'administration se compose de dix-huit (18) membres qui devront être de nationalité allemande.

2. (Jusqu'ici 2 et 3). Les membres du conseil sont nommés par le Gouvernement du Reich. Si des actions de préférence (Tranche A) ont été émises, il y a lieu d'attribuer quatre des dix-huit sièges aux détenteurs desdites actions de préférence, sous réserve qu'à chaque montant de cinq cents millions de reichsmarks d'actions de préférence qui sera émis revienne une place dans le conseil.

3. (Jusqu'ici 4) sans changement.

4. (Jusqu'ici 5) sans changement.

Section 11. Board of Management.

1. The Board of Management shall consist of eighteen (18) members, who must be of German nationality.

2. Formerly (2) and 3. The members of the Board shall be appointed by the Government of the Reich. If preference shares of Group A have been issued, four (4) of the eighteen (18) seats on the Board shall be assigned to the holders of preference shares in such a manner that for each five hundred (500) million reichsmarks of shares issued, one representative of such shares shall be entitled to a seat on the Board.

3 formerly (4). No change.

4 formerly (5). No change.

Section 12. Qualifications of the Members of the Board.

No change.

Paragraphe 12. Qualification des membres du conseil.

Sans changement.

Paragraphe 13. Remplacement des membres.

1. A partir du 31 décembre 1930 six membres cesseront chaque année de faire partie du conseil, la durée du mandat des administrateurs étant ainsi fixée dorénavant à trois années. Les membres sortants pourront être désignés à nouveau. La désignation des nouveaux membres ou la nomination à nouveau des membres sortants devra avoir lieu avant le commencement de l'exercice suivant.

Section 13. Replacement of Members of the Board.

1. As from the 31st December, 1930, six members of the Board shall retire each year; subsequently each member shall remain in office for three years. A retiring member shall be eligible for re-election. The appointment of new members or re-appointment of retiring members must take place before the beginning of the following financial year.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les membres actuels du Conseil termineront leur mandat :

Au 31 décembre 1930 pour ceux dont le mandat doit expirer aussi à cette date, d'après les dispositions en vigueur jusqu'ici;

Au 31 décembre 1931 pour ceux dont le mandat doit expirer au 31 décembre 1932, d'après les dispositions en vigueur jusqu'ici;

Au 31 décembre 1932 pour ceux dont le mandat doit expirer au 31 décembre 1934, d'après les dispositions en vigueur jusqu'ici.

TRANSITIONAL PROVISION.

The term of office of the present members of the Board of Management shall expire :

On the 31st December, 1930, in the case of members due in any event to retire on that date under the provisions hitherto in force.

On the 31st December, 1931, in the case of members due to retire on the 31st December, 1932, under the provisions hitherto in force.

On the 31st December, 1932, in the case of members due to retire on the 31st December, 1934, under the provisions hitherto in force.

Leurs successeurs seront nommés pour trois années.

Exceptionnellement les quatre membres étrangers cesseront leurs fonctions dès la mise en vigueur de la loi. Leurs successeurs seront nommés par le gouvernement à la même date et seulement pour la durée restant à courir du mandat des membres étrangers, durée limitée suivant la règle indiquée ci-dessus au 31 décembre 1930, ou 1931, ou 1932.

2 et 3. Sans changement.

Paragraphe 14. Présidence.

1. Le conseil d'administration élit chaque année au début de l'exercice son président qui sera rééligible. L'élection devra être confirmée par le président du Reich. Lorsque les détenteurs des actions de préférence (Tranche A) seront représentés au conseil par trois membres, le président devra être élu parmi eux.

2. Le conseil élira chaque année un ou deux vice-présidents qui seront rééligibles.

Paragraphe 15. Fonctions du conseil.

1. Le conseil aura à contrôler la gestion de la compagnie et à statuer sur toutes les questions importantes, ou de principe ou générales, notamment :

La nomination du directeur général et celle des fonctionnaires supérieurs sur la proposition du directeur général ;
L'établissement du budget ;

L'établissement du bilan et du compte des profits et pertes ;

La répartition des bénéfices ;

La gestion des fonds disponibles de la compagnie ;

L'autorisation d'engager la compagnie pour des emprunts ou des crédits, et de concéder des hypothèques en garantie ;

L'approbation de toute dépense au compte capital supérieure à la limite fixée par le Conseil ;

L'approbation du règlement général relatif à la situation juridique et aux conditions de service et de traitement du personnel y compris le règlement des traitements et salaires.

2 et 3. Sans changement.

Paragraphe 16. Séances du conseil.

1. Le conseil se réunit en séances ordinaires au moins tous les deux mois. Il se réunit en séances

Their successors will be appointed for three (3) years.

In deviation from this provision, the four (4) foreign members retire upon the coming into force of the present Law. Their successors will be appointed at the same date by the Government of the Reich for the remainder only of the term of office of the foreign members, which term of office in conformity with the above regulation ends on the 31st December of the years 1930, 1931 or 1932.

2 and 3. No change.

Section 14. President of the Board of Management.

1. The Board of Management shall elect a President each year at the beginning of the financial year. He shall be eligible for re-election. The election requires confirmation by the President of the Reich. When the holders of preference shares of Group A are represented by three (3) members on the Board, the President shall be chosen from amongst their number.

2. The Board shall each year elect one or two Vice-Presidents, who shall be eligible for re-election.

Section 15. Functions of the Board of Management.

1. The Board of Management shall control the management of the Company and shall decide on all questions of importance, or of principle, or of general application, and more especially on such questions and matters as are set out below :

The appointment of the Director-General and of the superior officers on the recommendation of the Director-General ;

The budget proposals ;

The balance-sheet and the profit and loss account ;

The distribution of profits ;

The application of the liquid resources of the Company ;

The authority to take up loans and credits at the charge of the Company, and to give mortgage security for the same ;

The approval of any expenditure on capital account beyond such limit as may be fixed by the Board ;

The approval of the general regulations governing the legal status and conditions of service and of pay of the employees including the general regulation of salaries and wages.

2 and 3. No change.

Section 16. Meetings of the Board of Management.

1. The Board shall hold ordinary meetings at least every two (2) months. It shall hold an

extraordinaires toutes les fois qu'au moins six de ses membres ou le président ou le gouvernement en requierent par écrit la convocation.

2 et 3. Sans changement.

4. Les décisions seront prises à la simple majorité. En cas de parité de voix dans le conseil, le président aura une voix supplémentaire.

5. Le gouvernement pourra déléguer un représentant permanent qui prendra part sans droit de vote aux séances du conseil d'administration et de ses comités. Un suppléant également désigné d'une manière permanente pourra prendre part à la séance pour remplacer le délégué en cas d'empêchement de celui-ci. Le délégué du gouvernement et son suppléant seront nommés au début de chaque année.

Paragraphe 17. Comité de permanence.

1. Le conseil pourra déléguer ses attributions en tant qu'il le jugera utile à un comité de permanence composé de six (6) membres. Un de ces membres sera choisi parmi les représentants des actionnaires de préférence tranche A, s'ils le demandent.

2 et 3. Sans changement.

Paragraphe 18. Rémunération des Membres du conseil.

Sans changement.

Paragraphe 19. Direction de la compagnie.

1 et 2. Sans changement.

3. Le directeur général est nommé pour trois ans par le conseil qui prendra contact auparavant avec le gouvernement. Il est rééligible. Les directeurs sont nommés par le conseil sur la proposition du directeur général.

4. Sans changement.

5. Le conseil peut à tout moment révoquer la nomination du directeur général. La révocation du directeur général ne porte pas atteinte à son droit relatif au paiement de ses émoluments contractuels.

6. Si le gouvernement estime que les statuts de la compagnie ont été violés par le directeur général, il peut demander que le conseil prenne une décision sur le renvoi du directeur général.

Paragraphe 20. Attributions de la direction.

Sans changement.

extraordinary meeting whenever at least six (6) members, or the President, or the Government of the Reich, shall so require in writing.

2 and 3. No change.

4. Decisions shall be taken by a simple majority of members voting. The President shall have a casting vote.

5. The Government of the Reich may appoint one permanent representative, who is entitled to take part without vote in the meetings of the Board of Management and of its committees. If he is prevented from attending, his permanent deputy may take part in the meetings. The representative of the Reich and his deputy shall be appointed at the beginning of each financial year.

Section 17. Permanent Committee.

1. The Board of Management may delegate its powers, so far as it thinks fit, to a Permanent Committee consisting of six (6) members. One (1) of the members shall be chosen from the representatives of the preference shareholders of Group A, if they so require.

2 and 3. No change.

Section 18. Remuneration of Members of the Board.

No change.

Section 19. Directorate (Vorstand) of the Company.

1 and 2. No change.

3. The Director-General shall be appointed for a period of three (3) years by the Board of Management, which shall first get into touch with the Government of the Reich; he shall be eligible for re-appointment. The Directors shall be appointed by the Board on the recommendation of the Director-General.

4. No change.

5. The Board may at any time remove the Director-General. The removal of the Director-General shall not affect the rights to salary and allowances which he possesses under his contract of appointment.

6. Where the Government of the Reich is of opinion that the Director-General has violated the Company's statutes, it may require the Board of Management to take a decision on the discharge of the Director-General.

Section 20. Functions of the Directorate.

No change.

Paragraphe 21. Commissaire.

A supprimer.

Section 21. Railway Commissioner.

Omitted.

Paragraphe 22. Fonctions du commissaire.

A supprimer.

Section 22. Functions of the Commissioner.

Omitted.

Paragraphe 23. Personnel et frais du commissariat.

A supprimer.

Section 23. Staff and Expenses of the Commissioner's Office.

Omitted.

Paragraphe 24. Pouvoirs exceptionnels du commissaire.

A supprimer.

Section 24. Exceptional Powers of the Commissioner.

Omitted.

Paragraphe 25. Gestion financière.

1. Sans changement.

2. L'excédent d'exploitation qui subsiste sur les recettes d'exploitation, après paiement de la taxe des réparations et après couverture des dépenses d'exploitation, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la loi, sera utilisé de la façon suivante :

1° On paiera d'abord l'intérêt des obligations et emprunts de la compagnie, ainsi que les montants à consacrer aux amortissements nécessaires.

2° Un fonds de réserve (réserve légale) sera ensuite constitué pour couvrir un déficit éventuel d'exploitation et assurer la régularité du paiement de la taxe de réparation et du service d'intérêt et d'amortissement des obligations et emprunts. Il sera versé à ce fonds de réserve annuellement deux (2) % des recettes brutes de l'exploitation jusqu'à ce que le fonds atteigne le montant maximum de quatre cent cinquante (450) millions de reichsmarks.

Après avoir complété la réserve légale jusqu'au montant maximum mentionné ci-dessus, on constituera une autre réserve (réserve de dividende) pour assurer la régularité du paiements du dividende des actions de préférence. On lui affectera un (1) % des recettes brutes jusqu'à ce qu'elle ait atteint le montant de cinquante (50) millions de reichsmarks. Le total des versements à effectuer pour un exercice aux deux réserves, légale et de dividende, ne pourra jamais excéder deux (2) % de la recette brute. Les dispositions du paragraphe 4, alinéa 2, phrase 1, de la Loi

Section 25. Financial Management of the Company.

1. At the close of each financial year the Company shall draw up a Balance Sheet and Profit and Loss Account.

2. The net operating income, after paying the reparation tax and covering the operating receipts in accordance with the provisions of Section 4 of the Law, shall be applied as follows :

(1) In the first place provision shall be made for the service of interest on the bonds and loans of the Company and for the sums requiring to be written off.

2. As cover for any operating deficit of the Company and as security for the prompt settlement of the interest and amortisation payments on the bonds and loans of the Company, a reserve (adjustment reserve) shall then be established. Two per cent. (2 %) of the gross receipts from the operation of the railways shall be paid into this reserve fund each year, until it amounts to the maximum total of four hundred and fifty million (450,000,000) reichsmarks.

When the adjustments reserve has reached the before-mentioned maximum amount, a further reserve (dividend reserve) shall immediately be formed as security for the payment of the preference dividend on the preference shares. One per cent (1 %) of the gross receipts from the operation of the railways shall be carried to this fund, until it amounts to the maximum total of fifty million (50,000,000) reichsmarks. Appropriations from the net operating income to the adjustments and dividend reserves may not, however, in any one financial year together exceed two per

s'appliquent également à la réserve de dividende.

Si, après avoir atteint leur montant maximum, on doit faire appel aux réserves, les versements annuels seront repris ensuite pour compléter lesdites réserves, selon les dispositions précédentes.

3. Le bénéfice net subsistant de l'excédent d'exploitation après les paiements ou affectations précédents, sera utilisé dans l'ordre suivant :

1^o On paiera tout d'abord les sommes arriérées qui pourront rester dues aux actions de préférence de la tranche A lorsque le dividende de préférence n'aura pu être intégralement versé les années précédentes. On paiera ensuite le dividende de ces actions pour le dernier exercice.

2^o On paiera tout d'abord les sommes arriérées qui pourront rester dues aux actions de préférence de la tranche B lorsque le dividende de préférence n'aura pu être intégralement versé les années précédentes. On paiera ensuite le dividende de ces actions pour le dernier exercice.

3^o On remboursera au Gouvernement du Reich les sommes qu'il aura pu avancer conformément au paragraphe 4 (4) de la loi, comme garant de la taxe des réparations.

4^o Le conseil d'administration statuera d'accord avec le Gouvernement du Reich, sur l'affectation du reliquat du bénéfice net en se conformant aux principes suivants :

En premier lieu on prélèvera un montant au moins égal à vingt cinq (25) pour cent du reste disponible, calculé sans faire intervenir le report à nouveau provenant de l'exercice précédent. On affectera ce montant à la réserve de dividende jusqu'à ce qu'elle atteigne cent (100) millions de reichsmarks. Si, après avoir atteint ce montant maximum, il est fait appel à cette réserve, on devra reprendre les versements pour la compléter à nouveau.

Des réserves spéciales pourront être constituées. A partir de l'année 1935 une réserve particulière sera constituée en vue du remboursement des actions de préférence. La constitution en pourra être décidée à une date plus rapprochée. Aucune réserve ne sera formée pour le remboursement du capital des actions ordinaires.

Dans le cas où le conseil décidera de distribuer le surplus de bénéfice, il sera attribué comme suit : un tiers ($\frac{1}{3}$) aux actions de

cent. (2%) de la gross operation receipts. The provision of Section 4, paragraph 2, sentence 1 of the Law applies to the dividend reserve as well as to all other reserves.

If sums have to be withdrawn from the reserves after the maximum amounts have been reached, the annual appropriations for their replenishment shall immediately be resumed in conformity with the above provisions.

3. The net profits remaining after the foregoing payments out of the operating income have been made shall be employed as in the following order :

(1) Arrears of dividend on the preference shares of Group A, if any, shall first be paid in full. The current dividend on the said shares shall then be paid.

(2) Arrears of dividend on the preference shares of Group B, if any, shall first be paid in full. The current dividend on the said shares shall be then paid.

(3) Any sums which the Government of the Reich may have paid under Section 4, paragraph 4 of the Law with a view to guaranteeing the reparation tax shall be refunded to it.

(4) The Board, acting in agreement with the Government of the Reich, shall decide on the employment of the remainder of the net profits in accordance with the following principles :

In the first place at least twenty-five per cent. (25 %) of the remainder, not including the balance brought forward from the previous year, shall be carried to the dividend reserve, up to an amount not exceeding one hundred million (100,000,000) reichsmarks. If the sums have to be withdrawn from the dividend reserve after the maximum limit has been reached, appropriations for its replenishment shall be resumed in conformity with the above provisions.

Special reserves may also be established. A special preference share redemption reserve shall be established as from the year 1935 and may be established at an earlier date. No reserve shall be established for the redemption of the ordinary shares.

If the Board decides to distribute any remaining profits, they shall be applied : as to one-third ($\frac{1}{3}$) as a supplementary

préférence tranche A à titre de dividende supplémentaire, deux tiers ($\frac{2}{3}$) aux actions ordinaires.

Toutefois, si les actions de préférence tranche A ne sont pas émises pour le capital total prévu de deux (2) milliards de reichsmarks, la part du bénéfice revenant aux actions de préférence de cette tranche qui ne sont pas émises sera attribuée aux actions ordinaires.

4. La réserve légale constituée en vertu du paragraphe 25 alinéa 2, N° 3 des statuts annexés à la loi du 30 août 1924, sera transférée jusqu'à concurrence de quatre cent cinquante (450) millions de reichsmarks à la réserve légale et pour le surplus à la réserve de dividende.

Paragraphe 26. Dispositions spéciales concernant les séries I à V des actions de préférence de la tranche A.

Les dispositions suivantes sont applicables aux actions de préférence de la tranche A séries I à V.

1. Ces actions de préférence sont libellées en marks-or. Le dividende de préférence et le dividende additionnel, ainsi que la somme destinée à rembourser les actions de préférence, sont payables en marks-or ou leur contre-valeur en reichsmarks. Le mark-or au sens de la présente disposition est la contre-valeur de 1/2790 kilogrammes d'or fin. Cette contre-valeur sera calculée sur la base du prix de l'or à Londres, coté officiellement le troisième jour ouvrable avant l'approbation du bilan par le conseil d'administration et sur la base du cours moyen de la cotation officielle pour paiements Londres faite le même jour à la Bourse de Berlin. Au cas où l'or n'est pas coté officiellement le troisième jour ouvrable avant l'approbation du bilan, le calcul devra être basé sur la dernière cote officielle de l'or à Londres avant ce jour. S'il résulte de la conversion pour le kilo d'or fin un prix inférieur à 2.820 et supérieur à 2.760 reichsmarks, on devra verser pour chaque mark-or dû un reichsmark en moyens de paiement légaux.

On paiera le 2 janvier de chaque année, suivant les conditions d'émission, un acompte en reichsmarks sur le dividende de chaque action de préférence des séries IV et V de la tranche A.

Lors du remboursement des actions de préférence appelées au remboursement, le mark-or sera converti en reichsmark selon le mode de conversion prévu pour le dividende, en prenant comme base les cotations faites le troisième jour ouvrable précédent le remboursement.

2. Ces actions de préférence ne pourront être remboursées en tout ou en partie qu'à partir du début de la 16^{me} année après leur émission. Toutefois, si l'obligation de la compagnie de payer la

dividend for the preference shares of Group A, and as to two-thirds ($\frac{2}{3}$) as a dividend on the ordinary shares.

Provided, however, that if preference shares of Group A are not outstanding to the full amount of two milliard (2,000,000,000) reichsmarks, such a portion of the remaining profits as would have belonged to those preference shares which are not outstanding shall belong to the ordinary shares.

4. From the reserve constituted under Section 25, paragraph 2, point 3, of the Company's statutes appended to the Railway Law of the 30th August, 1924, four hundred and fifty million (450,000,000) reichsmarks shall be carried to the adjustments reserve. Any balance then remaining shall be transferred to the dividend reserve.

Section 26. Special Provisions for Series I to V Preference of Shares, Group A.

For the preference shares of Group A, series I to V, the following provisions apply :

1. The preference shares are expressed in gold marks. Preference and supplementary dividends, together with the redemption amount of the preference shares, are payable in gold marks or their equivalent in reichsmarks. One gold mark within the meaning of the present provision shall be equal in value to 1/2790 kilogram of fine gold. This value shall be calculated on the price for gold in London officially notified on the third working day before the acceptance of the balance-sheet by the Board of Management, and on the mean rate for telegraphic transfers on London officially quoted on that day on the Berlin Bourse. In cases where on the third working day before the acceptance of the balance-sheet no official price for gold is published, the calculation shall be based on the last London price for gold officially notified before that day. If the price per kilogram of fine gold works out at not more than 2,820 and not less than 2,760 reichsmarks, one reichsmark in legal tender shall be paid for each gold mark owed.

In respect of the dividend on each preference share of series IV and V of Group A, an instalment in reichsmarks will be paid on the 2nd January of each year, in conformity with the terms of issue.

Upon the redemption of preference shares which have been called in, gold marks will be converted into reichsmarks in the manner provided for the dividend payments, the calculation being based on the quotations of the third working day before redemption.

2. The preference shares may not be redeemed in whole or in part until the commencement of the sixteenth year from the date of issue. Notwithstanding, if the liability of the Company to pay

taxe des réparations cessait auparavant, la compagnie pourra rembourser ces actions de préférence dès le jour de la cessation de cette obligation.

3. Le cours de remboursement de ces actions de préférence, auquel s'ajoutent les dividendes en cours ainsi que les dividendes arriérés, est fixé comme suit : 20 pour cent au-dessus du pair si le remboursement a lieu avant la fin de la 25^{me} année à dater de l'octroi de la concession à la compagnie et 10 pour cent au-sus du pair si le remboursement a lieu de la 26^e à la fin de la 35^e année. Le remboursement se fera au pair après la 35^{me} année.

4. Ces actions de préférence confèrent le droit au remboursement du capital pour le 31 décembre 1964 au plus tard.

the reparation tax lapses at an earlier date, the Company shall be at liberty to redeem the preference shares from the date on which the said liability lapses.

3. The redemption rate of the preference shares, together with current dividends and dividend arrears, shall be determined as follows: upon redemption before the expiration of the twenty-fifth (25) year from the transfer of the concession to the Company, the redemption rate shall be twenty per cent. (20%) above par, upon redemption from the twenty-sixth (26) to the thirty-fifth (35) year, inclusive, it shall be ten per cent. (10%) above par. After the thirty-fifth (35) year redemption will take place at par.

4. The preference shares carry a claim to repayment of the capital by the 31st December, 1964, at the latest.

ANNEXE II DE LA LOI.

A. EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 19 (3) DE LA LOI, LA COMPAGNIE PEUT APPLIQUER LA DURÉE DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AUX EMPLOYÉS ET OUVRIERS DANS LES SERVICES SUIVANTS :

I. Surveillance de la voie.

1. Garde-barrières.
2. Surveillants des lignes.
3. Autre personnel de surveillance de la voie.

II. Personnel des cabines de blocks en pleine voie.

III. Service des gares.

1. Personnel de direction (y compris les chefs des services).
2. Comptabilité et travaux d'écriture.
3. Circulation des trains, ainsi que surveillance, au sens du paragraphe 9, des *Fahrdienstvorschriften*.
4. Transmission de renseignements par télégraphe et téléphone.
5. Cabines d'aiguillages et aiguillages manœuvrés à la main.
6. Manœuvres.
7. Contrôleurs d'accès aux quais (y compris les agents chargés de renseigner le public).
8. Surveillants et messagers.
9. Autre personnel des gares, dans la mesure où il est occupé en partie dans l'un des autres services énumérés sous A.

ANNEX II TO THE LAW.

A. UNDER SECTION 19, PARAGRAPH 3, OF THE LAW, THE COMPANY MAY APPLY THE WORKING HOURS OF OFFICIALS TO EMPLOYEES AND WORKERS IN THE FOLLOWING BRANCHES OF THE SERVICE :

I. Permanent Way Inspection Service.

1. Gatekeepers (men and women).
2. Flagmen.
3. Other staff engaged in permanent way inspection.

II. Service of Block Signalmen on the Open Line.

III. Station Service.

1. Administrative staff (including heads of departments).
2. Accountants and clerks.
3. Circulation of trains and inspection service within the meaning of Section 9 of the *Fahrdienstvorschriften* (train service regulations).
4. Transmission of telegraph and telephone messages.
5. Points in signal cabins or operated by hand.
6. Shunting.
7. Ticket collectors (including officials supplying information to the public).
8. Watchmen and messengers.
9. Other station services, where the staff in question is partly employed in other branches indicated under A.

IV. Service des caisses et des expéditions.

[A moins qu'il n'en soit disposé autrement en
B (VI).]

1. Personnel de direction (y compris les chefs des services).
2. Comptabilité, travaux d'écriture et caisses.
3. Guichets de billets (y compris les guichets de renseignements).
4. Expédition des bagages et des colis express.
5. Expédition des marchandises en grande et en petite vitesses et des animaux.
6. Réception, délivrance et chargement des bagages et marchandises.
7. Service des wagons et d'expédition des trains.
8. Surveillants et messagers.
9. Autre personnel du service des caisses et des expéditions.

*V. Personnel d'accompagnement des trains de voyageurs et marchandises.**VI. Service de la traction.*

1. Personnel de surveillance.
2. Comptabilité et travaux d'écriture.
3. Personnel des locomotives et des automotrices.

VII. Personnel des bateaux des lignes intérieures et côtières à l'exclusion du remorquage par chaîne sur le Mein.

1. Personnel de pont.
2. Personnel des machines.
3. Personnel des docks.
4. Autre personnel.

*VIII. Personnel des bureaux de l'administration centrale des directions et des inspections.***B. LA COMPAGNIE N'A PAS LE POUVOIR D'APPLIQUER LA DURÉE DE TRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AUX EMPLOYÉS ET OUVRIERS DES SERVICES SUIVANTS :**

- I. Entretien de la voie et des lignes télégraphiques, dépôts de matériaux pour la superstructure, bâtiments, carrières, fabrication de ballast, sablières, injection de bois, horticulture, agriculture et sylviculture.
- II. Ateliers de réparation du chemin de fer, ainsi que les exploitations secondaires qui s'y rattachent, telles qu'usines d'énergie électrique, usines à gaz, laboratoires.
- III. Ateliers des télégraphes.

IV. Cash and Despatch Service.

(Unless otherwise provided under B, Section VI.)

1. Administrative staff (including heads of departments).
2. Accountants, clerks and cashiers.
3. Ticket offices (including enquiry offices).
4. Despatch of luggage and express goods.
5. Despatch of goods by fast or slow train and of livestock.
6. Reception, delivery and loading of luggage and goods.
7. Railway cars service and service for the despatch of trains.
8. Watchmen and messengers.
9. Other staff employed in the cash and despatch service.

*V. Staff accompanying Passenger and Goods Trains.**VI. Traction Service.*

1. Inspection staff.
2. Accountants and clerks.
3. Staff of locomotives and self-propelling vehicles.

VII. Shipping in Inland and Coastal Waters, not including Chain Tugs on the Mein.

1. Deck staff.
2. Engine-room staff.
3. Dock staff.
4. Other staff.

*VIII. Office Staff of the Central Administration, the Reichsbahn Districts and the Inspection Departments.***B. THE COMPANY IS NOT AUTHORISED TO APPLY THE WORKING HOURS OF OFFICIALS TO EMPLOYEES AND WORKERS IN THE FOLLOWING BRANCHES :**

- I. Upkeep of permanent way and telegraph lines, storehouses for super-structure materials, station and other buildings, stones quarries, ballast works, gravel pits, timber impregnation works, horticulture, forestry and agriculture.
- II. Reichsbahn repair shops and exploitations run in connection therewith, such as power stations, gas-works and laboratories.
- III. Telegraph workshops.

IV. Blanchisseries.

V. Ateliers des dépôts.

VI. Personnel occupé exclusivement comme manutentionnaire sur les quais à marchandises ou dans les halls de transbordement ayant généralement plus de 25 ouvriers de cette espèce.

IV. Laundries.

V. Workshops of the railway depôts.

VI. Staff employed exclusively as warehouse workers on warehouse platforms or in transhipping workers on warehouse platforms or in transhipping sheds where more than 25 of such workers are usually employed.

ANNEXE VI bis.

PROCÉDURE DE MODIFICATION ULTÉRIEURE DE LA LOI ET DES STATUTS DE LA DEUTSCHE REICHSBAHN GESELLSCHAFT.

Pendant la durée de la concession de la compagnie, le Reich pourra, suivant la procédure indiquée ci-après, apporter à la loi des chemins de fer et aux statuts les modifications qui paraîtraient justifiées par des circonstances nouvelles, ou dont la réelle utilité serait démontrée par l'expérience, pourvu que ces modifications respectent les dispositions relatives au paiement et à la garantie des réparations ainsi que le caractère indépendant de la compagnie avec son administration autonome.

Les modifications envisagées de la loi seront discutées au sein d'un comité permanent de quatre membres qui décidera si elles sont ou non conformes aux dispositions de l'alinéa 1. Si le comité prend une décision unanime, sa décision est définitive.

Si un accord unanime dans le comité n'est pas réalisé, la situation reste en état, mais la question peut, sur l'initiative d'un des membres du comité être soumise à la décision du Tribunal d'interprétation prévu dans l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne.

La décision peut aussi être confiée, par un accord unanime du comité, à un seul arbitre qui sera le président ou l'un des membres du Tribunal d'interprétation.

Le comité prendra sa décision dans le délai de deux mois à compter de la communication aux quatre membres du comité des modifications envisagées.

Les membres du comité permanent qui seront choisis pour leur compétence dans les questions traitées par la loi des chemins de fer seront désignés pour cinq ans dès la mise en vigueur de la présente loi. Deux des membres seront nommés par le Gouvernement du Reich et les deux autres par les gouvernements des autres Puissances invitant à la Conférence de La Haye. Si un membre du comité est empêché dans un cas particulier d'exercer sa mission, il sera remplacé pour ce cas par le gouvernement dont il est ressortissant.

ANNEX VI a.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED IN THE EVENT OF ANY SUBSEQUENT MODIFICATION OF THE RAILWAY LAW AND STATUTES.

For the duration of the Concession of the Company, the Reich may — in conformity with the procedure outlined hereafter — introduce into the Railway Law and Statutes modifications which may appear justified by changed circumstances, or the real utility of which has been revealed by past experience, provided that such modifications respect the provisions relating to the reparation payments and the pledges provided therefor and the independent character of the Company with its autonomous administration.

The proposed modifications to the Law shall be discussed in a permanent committee of four members, which shall decide whether the said modifications conform to the provisions of paragraph 1 or not. When a decision of the committee (whether affirmative or negative) is taken unanimously such decision shall be final.

Should the committee not arrive at a unanimous decision, existing conditions will be maintained. The question may, however, be submitted for decision to the Tribunal, for which provision is made in The Hague Agreement of January, 1930, with Germany, at the request of any member of the committee.

The decision may also be entrusted to a single arbitrator, in the person of the chairman or one of the members of the Court of Interpretation and Arbitration, upon the unanimous desire of the committee.

The committee will take its decision within a period of two months from the date on which the four members of the committee are notified of the proposed modifications.

The members of the permanent committee must be experts, competent on the questions treated in the Railway Law. They are to be appointed for five years from the coming into force of the new Railway Law. Two members will be nominated by the Government of the Reich and two by the Governments of the other Powers which issued the invitations to The Hague Conference. Should a member of the Committee be prevented from attending in any particular case, the Government of which he is a national will appoint a deputy for this particular case.

Le Gouvernement du Reich notifiera aux membres du comité les modifications envisagées. Les membres allemands sont chargés de s'entendre avec les autres membres sur la date et le lieu de la réunion du comité. Les frais de ce comité seront à la charge du Gouvernement du Reich.

Par dérogation aux dispositions précédentes des modifications pourront être apportées librement par le Reich après avoir pris l'avis du conseil d'administration, aux articles 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38, et 40 de la loi, qui traitent de matière d'importance secondaire au point de vue de l'accord, pourvu que ces modifications n'entraînent pas de charges nouvelles pour la compagnie et qu'elles respectent les dispositions relatives au paiement et à la garantie des réparations, ainsi que le caractère indépendant de la compagnie avec son administration autonome.

The Government of the Reich will notify the members of the committee of the proposed modifications. The German members are to come to an agreement with the other members as to the date and place of meeting of the committee. The expenses of the committee will be borne by the Government of the Reich.

In deviation from the preceding provisions, the Reich may modify independently, after hearing the Board of Management, Articles 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38 and 40 of the Law, which deal with matters that are of minor importance from the point of view of the Agreement. Such modifications, however, shall not entail fresh charges for the Company; furthermore, they must respect the provisions concerning reparation payments and the pledges provided therefor and the independent character of the Company with its autonomous administration.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE VIA.

VERFAHREN BEI ÄNDERUNGEN DES REICHSBAHNGESETZES UND DER GESELLSCHAFTSSATZUNG.

Das Reich kann während der Dauer des Betriebsrechts der Gesellschaft unter Beachtung des nachstehend angegebenen Verfahrens am Reichsbahngesetz und der Gesellschaftssatzung die Änderungen vornehmen, die durch eine Änderung der Verhältnisse gerechtfertigt erscheinen oder deren tatsächliche Zweckmässigkeit sich durch die Erfahrung ergeben hat, sofern die Änderungen die Bestimmungen über die Reparationszahlungen und die für sie vorgesehenen Garantien sowie den unabhängigen Charakter der Gesellschaft mit ihrer selbständigen Verwaltung nicht beeinträchtigen.

Die beabsichtigten Gesetzesänderungen werden in einem ständigen Ausschuss von 4 Mitgliedern erörtert, der feststellt, ob sie mit den Bestimmungen des Abs. 1 vereinbar sind oder nicht. Wird die Vereinbarkeit mit Stimmeneinheit bejaht oder verneint, so ist die Entscheidung des Ausschusses endgültig.

Kommt eine einheitliche Entscheidung des Ausschusses nicht zustande, so bleibt der bisherige Zustand bestehen. Die Frage kann aber auf Antrag eines jeden Ausschussmitgliedes zur Entscheidung des im Haager Abkommen von vorgesehenen Auslegungsschiedsgerichts gebracht werden.

Auf einstimmigen Beschluss des Ausschusses kann die Entscheidung auch einem einzelnen Schiedsrichter in der Person des Vorsitzenden oder eines der Mitglieder des Auslegungsschiedsgerichts anvertraut werden.

Der Ausschuss entscheidet innerhalb eines Zeitraums von 2 Monaten nach der Mitteilung der beabsichtigten Änderungen an die 4 Mitglieder des Ausschusses.

Die Mitglieder des ständigen Ausschusses sollen Sachkenner auf dem Gebiete der im Reichsbahngesetz behandelten Fragen sein. Sie werden für einen Zeitraum von 5 Jahren vom Inkrafttreten des neuen Reichsbahngesetzes an ernannt. 2 Mitglieder werden von der Reichsregierung und 2 von den Regierungen der anderen einladenden Mächte der Haager Konferenz ernannt. Ist ein Mitglied des Ausschusses im Einzelfall verhindert, sein Amt wahrzunehmen, so bestimmt die Regierung, von der das Mitglied ernannt ist, für diesen Fall einen Ersatzmann.

Die Reichsregierung wird den Mitgliedern des Ausschusses die Änderungsvorschläge zustellen. Den deutschen Mitgliedern obliegt es, sich mit den anderen Mitgliedern über den Zeitpunkt und den Ort des Zusammentritts des Ausschusses zu verständigen. Die Kosten des Ausschusses werden von der Deutschen Regierung getragen.

Unter Abweichung von den vorstehenden Bestimmungen kann das Deutsche Reich nach Anhörung des Verwaltungsrats die §§ 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 40 des Gesetzes selbständig abändern, die Gegenstände behandeln, die vom Standpunkte des Abkommens von geringer Bedeutung sind. Diese Abänderungen dürfen jedoch für die Gesellschaft neue Belastungen nicht zur Folge haben; sie müssen ferner die Bestimmungen über die Reparationszahlungen und die für sie vorgesehenen Garantien sowie den unabhängigen Charakter der Gesellschaft mit ihrer selbständigen Verwaltung unberührt lassen.

ANNEXE VII.

AFFECTION A TITRE DE GARANTIE COLLATÉRALE
DE CERTAINES RECETTES DU REICH.

1. Sous réserve de la charge existant en faveur des Trustees de l'Emprunt extérieur allemand 1924, le Gouvernement allemand affecte le produit des droits de douane, des impôts sur le tabac, la bière et l'alcool (Administration du Monopole) au service du certificat représentant les annuités payables par l'Allemagne, y compris le service de toutes obligations qui pourraient être émises dans les conditions prévues par le nouveau plan. A cette fin, le Gouvernement allemand, sans préjudice de sa responsabilité générale pour le paiement des annuités et de sa liberté entière d'effectuer ces paiements sur ses revenus généraux, assurera par les recettes des impôts sus-désignés, à titre de garantie collatérale, les versements nécessaires pour couvrir les annuités, telles qu'elles sont déterminées par ailleurs. L'affectation constitue un gage négatif soumis aux conditions suivantes.

2. Le Reich n'établira aucune charge sur les recettes ainsi affectées, en faveur d'un autre emprunt ou crédit, sans l'assentiment de la Banque des Règlements internationaux. Si une telle charge a été établie sur les recettes affectées, avec l'assentiment de la Banque, la charge du paiement des annuités dues par l'Allemagne primera toute autre charge de cette nature.

3. Si, à un moment quelconque, le produit total des recettes ainsi affectées tombe au-dessous de 150 pour cent de la contribution budgétaire maximum payable par l'Allemagne en vertu du nouveau plan, la Banque pourra exiger l'affectation complémentaire de recettes suffisantes pour assurer le rétablissement immédiat du pourcentage en question, et, en conséquence, le Gouvernement allemand se conformera sans retard à cette demande.

4. Au cas où le Gouvernement allemand changerait le système de perception d'un quelconque des impôts susdésignés, les recettes assurées au Reich par le nouveau système seront affectées à la place de l'impôt original.

5. Les stipulations de la présente annexe entreront en vigueur à la place des stipulations du « Protocole relatif aux paiements de réparations prélevés sur les ressources budgétaires allemandes comme à l'institution d'un contrôle sur les revenus des douanes de l'impôt sur l'alcool, le tabac, la bière et le sucre », protocole qui constitue l'Annexe I de l'Arrangement de Londres en date du 9 août 1924 entre la Commission des réparations et le Gouvernement allemand pour assurer la mise à exécution du rapport du premier Comité d'experts, et ce protocole, par conséquent, cessera d'être en vigueur.

ANNEX VII.

ASSIGNMENT BY WAY OF COLLATERAL GUARANTEE
OF CERTAIN REVENUES OF THE REICH.

1. The German Government assigns, subject to the charge in favour of the Trustees for the German External Loan, 1924, the proceeds of the Customs, of the tobacco taxes, the beer tax and the tax on spirits (Administration of the Monopoly) for the service of the certificate representing the annuities payable by Germany, including the service of any bonds which may be issued under the provisions of the New Plan. To this end, the Reich, without prejudice to its general responsibility for the payment of the annuities and its entire discretion to effect these payments out of general revenues, will secure out of the receipts from the above revenues by way of collateral guarantee the sums necessary to cover the annuities as elsewhere determined. The assignment constitutes a negative pledge and is ruled by the following conditions :

2. The Reich will not create any charge on the assigned revenues for any other loan or credit without the consent of the Bank for International Settlements. If any such charge is created on the assigned revenues with the consent of the Bank, the charge for the annuities payable by Germany will rank ahead of any such other charge.

3. If at any time the total yield of the assigned revenues should fall below 150 per cent. of the of the highest budgetary contribution payable by Germany under the New Plan, the Bank may require that additional revenues sufficient to assure the immediate restoration of the yield to the above percentage be assigned and the German Government will forthwith comply with that requirement accordingly.

4. Should the German Government change the system of collecting any of the assigned revenues, then the receipts secured to the Reich by the new system will be assigned in substitution for the original tax.

5. The provisions of this Annex shall take effect in substitution for the provisions of the Protocol concerning the contributions to be made by the German Government and the institution of control over the revenues from the Customs and from the taxes on spirits, beer, tobacco and sugar, which is Annex I to the agreement between the Reparation Commission and the German Government for the carrying out of the Report of the First Committee of Experts, London, August 9th, 1924, and that Protocol shall cease to have effect accordingly.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE VII.

ANWEISUNG VON REICHSEINNAHMEN IM WEGE DER NEBENSICHERUNG.

1. Die deutsche Regierung weist — vorbehaltlich der für die Treuhänder für die deutsche auswärtige Anleihe von 1924 darauf bestellten Last — die Einnahmen aus den Zöllen, der Tabaksteuer, der Biersteuer und der Abgabe auf Branntwein (Branntweinmonopol) für den Dienst der Schuldbescheinigung über die von Deutschland zu zahlenden Annuitäten an, einschliesslich des Dienstes von Schuldverschreibungen, die nach den Bestimmungen des Neuen Plans ausgegeben werden können. Zu diesem Zwecke wird das Reich, unbeschadet seiner allgemeinen Verantwortung für die Zahlung der Annuitäten und seiner vollkommenen Freiheit, diese Zahlungen aus seinen allgemeinen Einnahmen zu leisten, aus den Erträginnen der genannten Einnahmen im Wege der Nebensicherung die Beträge sicherstellen, die erforderlich sind, um die Annuitäten in der anderweitig bestimmten Höhe zu decken. Die Anweisung stellt ein negatives Pfand dar und unterliegt den folgenden Bedingungen.

2. Das Reich darf die angewiesenen Einnahmen nur mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für irgendeine andere Anleihe oder einen anderen Kredit belasten. Sollten die angewiesenen Einnahmen mit Zustimmung der Bank so belastet werden, so wird die Belastung für die von Deutschland zu zahlenden Annuitäten jeder anderen solchen Belastung im Range vorgehen.

3. Sollte zu irgendeiner Zeit das gesamte Aufkommen der angewiesenen Einnahmen hundertfünfzig vom Hundert der höchsten von Deutschland nach dem Neuen Plan zu entrichtenden Haushaltzahlung unterschreiten, so kann die Bank verlangen, dass zusätzliche, zur sofortigen Wiedererreichung dieses Hundertsatzes ausreichende Einkünfte angewiesen werden, und die deutsche Regierung wird diesem Verlangen unverzüglich entsprechen.

4. Sollte die deutsche Regierung das Erhebungsverfahren irgendeiner der angewiesenen Einnahmen ändern, so werden die Einnahmen, die dem Reich auf Grund des neuen Verfahrens zufallen, an Stelle der ursprünglichen Steuer angewiesen werden.

5. Die Bestimmungen dieser Anlage sollen an Stelle der Bestimmungen des Protokolls über die Zahlungen Deutschlands und die Einrichtung einer Aufsicht über die Einnahmen aus den Zöllen und den Abgaben auf Alkohol, Bier, Tabak und Zucker treten, d.h. der Anlage I des Londoner Abkommens vom 9. August 1924 zwischen der deutschen Regierung und der Reparationskommission über die Ausführung des Berichts des ersten Sachverständigenkomitees. Das letztgenannte Protokoll wird demgemäß ausser Kraft treten.

ANNEXE VIII.

PROJET DE CONTRAT DE MANDAT (TRUST).

Conclu ce..... 1930 entre les Gouvernements de..... (ci-après dénommés « les Gouvernements créanciers »), d'une part, et la Banque des Règlements internationaux (ci-après dénommée « Trustee »), d'autre part,

Considérant que, en relation avec l'exécution du Nouveau Plan tel qu'il est défini par l'Accord de La Haye de janvier 1930 (ci-après dénommé « le Plan »), les Gouvernements créanciers désirent conjointement désigner la Banque des Règlements internationaux comme leur commun et seul mandataire (trustee) à l'effet de recevoir, gérer et distribuer les annuités payables par l'Allemagne

ANNEX VIII.

FORM OF TRUST AGREEMENT.

Entered into this..... day of..... 1930, between the Governments of..... etcetera (hereinafter called the Creditor Governments), of the one part, and the Bank for International Settlements (hereinafter called Trustee), of the second part,

Witnesseth :

Whereas the Creditor Governments in connection with the carrying out of the New Plan as defined in The Hague Agreement of January, 1930 (hereinafter called the Plan), desire jointly to appoint the Bank for International Settlements their joint and sole trustee to receive, manage and distribute the annuities payable by Germany, and to perform other functions with respect thereto, all as pro-

et de remplir toutes autres fonctions se rattachant à ces annuités, le tout ainsi qu'il est prévu au Plan et dans les limites des statuts de la Banque. et considérant que la Banque des Règlements internationaux a pris connaissance des dispositions du Plan et est prête à accepter la charge de ce mandat (trust) :

Il est convenu entre les parties au présent contrat que le contenu, les conditions et les limitations des fonctions du Trustee en la matière ainsi que des relations, obligations et droits des parties sont les suivants :

Article premier.

Les Gouvernements créanciers nomment conjointement la Banque des Règlements internationaux leur commun et seul mandataire (Trustee) aux fins ci-après définies. La Banque accepte cette charge et s'engage à exécuter le mandat (Trust) aux conditions ci-après indiquées.

Article II.

Le Trustee est autorisé et s'engage à :

a) Recevoir tous soldes qui seront transmis par l'Agent général des paiements de réparations au moment de la clôture des comptes de ce dernier, sous réserve des droits des différents gouvernements créanciers dans la distribution de ces soldes, et, le cas échéant, de tous engagements et revendications non encore liquidés au moment de la transmission; toutes ces données, telles qu'elles figurent dans les comptes de l'Agent général des paiements de réparations, seront fournies au Trustee au moment de la transmission;

b) Garder en qualité de mandataire (trustee) jusqu'à complet paiement le certificat de dette — avec les coupons qui y sont attachés — établi et délivré par le Gouvernement allemand, conformément aux dispositions du Plan, certificat que le Trustee reconnaît avoir reçu et dont copie est ci-annexée (Annexe A);

c) Garder en qualité de mandataire (Trustee) jusqu'à complet paiement le certificat établi et délivré par la compagnie des chemins de fer allemands en attestation de son obligation conformément aux dispositions du Plan, et dont copie est ci-annexée (Annexe B);

d) Recevoir en sa qualité de mandataire (*in trust*) chaque mois à partir du..... 1930, du Gouvernement allemand, pour le compte des Gouvernements créanciers signataires du présent contrat et pour le compte des Trustees de l'emprunt extérieur allemand 1924, tous versements à effectuer après cette date par l'Allemagne, en vertu

vided by the Plan ; and within the limits of the Statutes of the Bank.

Whereas the Bank for International Settlements has taken note of the provisions of the Plan and is prepared to accept the appointment as such trustee ;

Therefore, it is agreed between the parties hereto that the description, the conditions and the limitations of the functions of the Trustee with respect thereto and of the relations, obligations and rights of the parties are those set forth as follows :

Article I.

The Creditor Governments jointly appoint the Bank for International Settlements their joint and sole trustee for the purposes herein defined. The Bank accepts the appointment and agrees to carry out the trust on the conditions herein stated.

Article II.

The Trustee is empowered and agrees :

(a) To receive any balances transferred by the Agent General for Reparation Payments on the winding up of his accounts, subject to the rights of the different Creditor Governments in the distribution of such balances and to any claims and commitments thereon which may be outstanding at the time of transfer, all of which, as shown by the records of the Agent General for Reparation Payments, will be reported to the Trustee when the transfer is made ;

(b) To hold in safe-keeping, as trustee, until the same shall be duly discharged, the Certificate of Debt, with coupons attached, issued and delivered by the German Government pursuant to the terms of the Plan, the receipt of which the Trustee acknowledges and a copy of which is attached hereto as Exhibit A ;

(c) To hold in safe-keeping as trustee, until the same shall be duly discharged, the Certificate issued and delivered by the German Railway Company in acknowledgment of its liability, pursuant to the terms of the Plan, the receipt of which the Trustee acknowledges and a copy of which is attached hereto as Exhibit B ;

(d) Commencing 1930, to receive in trust each month from the German Reich for the account of the Creditor Governments signatory hereto and for the account of the Trustees of the German External Loan 1924 all payments thereafter to be made by Germany under the Plan and the above-mentioned Certificate of Debt repre-

du Plan, ainsi qu'en vertu du certificat de dette précité, et représentant le service du dit emprunt ou le paiement des sommes attribuables auxdits Gouvernements créanciers au titre des annuités non différables et des annuités différables telles qu'elles sont définies et précisées dans le Plan.

Un tableau certifié indiquant la part mensuelle et annuelle revenant, pendant toute la période des annuités, à chaque Gouvernement créancier signataire du présent contrat, sur la fraction non différable, sur la fraction différable et sur le total de l'annuité allemande est ci-annexé (Annexe C).

Article III.

Sauf pendant une période de suspension de transfert de l'annuité différable, ainsi qu'il est prévu à l'article XI ci-dessous, le Trustee n'acceptera qu'en monnaies autres que le reichsmark le versement des fractions mensuelles des annuités payables par l'Allemagne. Toutefois il aura la faculté d'accepter, pour chaque mois d'une annuité, le paiement en reichsmark d'une somme égale au douzième du montant total à payer dans cette annuité pour l'exécution des programmes courants relatifs aux livraisons en nature et aux procédures de *Reparation Recovery Act*.

En prenant des dispositions pour la réception des monnaies autres que le reichsmark, le Trustee, après avoir été avisé des demandes des Gouvernements créanciers, fera connaître au Gouvernement allemand en même temps qu'à la Reichsbank, au moins un mois avant l'échéance des sommes dues, ses préférences relativement aux monnaies qu'il désire voir porter à son compte. Si ces préférences ne sont pas observées, le Trustee est autorisé à accepter que les paiements de l'Allemagne lui soient faits en totalité dans les monnaies des pays créanciers ayant eu des ressortissants membres du Comité d'Experts et dans une proportion aussi voisine que possible de la part revenant à chacun de ces pays, étant entendu que les paiements en monnaies qui ne sont pas sur la base de l'étalon-or ou de change-or seront effectués seulement avec l'assentiment du Trustee.

Le Trustee donnera quittance au Gouvernement allemand de toutes les sommes qu'il aura payées ou qu'il aura fait payer, au titre tant de l'annuité différable que de l'annuité non différable. Sur cette quittance, il indiquera les monnaies reçues ainsi que la somme équivalente en reichsmark, somme dont le Gouvernement allemand sera crédité.

A la fin de chaque période d'annuité, quand le Trustee aura reçu du Gouvernement allemand les sommes dues en vertu du Plan pour cette année, le Trustee lui remettra le coupon du certificat du Gouvernement allemand correspondant aux paiements de l'année en question.

senting the service of the said Loan or the payment of the sums attributable to the said Creditor Governments on account of the non-postponable annuities and the postponable annuities as defined and specified in the Plan.

A certified Schedule stating the monthly and annual share during the whole period of the annuities of each Creditor Government signatory hereto in the non-postponable and postponable portions and in the total of the German annuity is attached hereto as Exhibit C.

Article III.

Except during a period when the transfer of the postponable annuity is suspended, as provided for in Article XI below, the Trustee will accept only currencies other than Reichsmarks in payment of the monthly instalments of the annuities payable by Germany, subject always to the proviso that the Trustee may accept Reichsmarks, in each month of a given annuity year, for an amount equal to one-twelfth of the total of any current annual programme for payments under Delivery in Kind and Reparation Recovery Act procedures for the year in question.

In arranging for the receipt of currencies other than Reichsmarks the Trustee, after having been notified of the requirements of the Creditor Governments, will inform the German Government and, at the same time, the Reichsbank, at least one month in advance of the due dates for payment, of its preferences relative to the currencies which it desires to have paid into its account. If these preferences are not complied with, the Trustee is authorised to accept payment from Germany entirely in the currencies of the creditor countries whose nationals were members of the Committee of Experts and as nearly as may be in proportion to the respective shares of these countries, it being understood that payments in currencies other than Reichsmarks which are not based upon the gold exchange standard will only be made with the consent of the Trustee.

The Trustee will give receipts to the German Government for all sums which it pays or causes to be paid both on account of the postponable and on account of the non-postponable annuity. These receipts will show the currencies received as well as the equivalent value in Reichsmarks, with which the German Government will be credited.

At the end of each annuity year, when the Trustee has received from the German Government the sums due for that year, in accordance with the Plan, the Trustee shall surrender to the German Government the coupon of the Certificate of the German Government which corresponds to the payments of the year in question.

Le Trustee prend acte de l'engagement pris par le Gouvernement allemand que le reichsmark aura et conservera sa convertibilité en or ou en devises comme il est prévu à l'art. 31 de la loi du 30 août 1924, et qu'en toutes circonstances, pour les fins générales du Plan, le reichsmark aura et conservera une parité monétaire de 1/2790 kg. d'or fin suivant la définition contenue dans la loi du 30 août 1924 sur la frappe des monnaies.

Les sommes versées en monnaies autres que le reichsmark au compte de trust des annuités seront calculées en reichsmarks, sous réserve des dispositions de l'engagement indiqué ci-dessus, à la moyenne des cours moyens *Mittelkurs* en vigueur à la Bourse de Berlin pendant la période de quinze jours précédant la date du paiement.

Les sommes en reichsmark que la compagnie des chemins de fer allemands verse au compte du Trustee à la Reichsbank à raison de 55 millions de reichsmark le premier jour de chaque mois un titre du mois précédent conformément aux conditions du certificat d'engagement susvisé délivré par cette compagnie, seront, jusqu'à complet paiement du certificat, mises à la disposition du Gouvernement allemand par le Trustee, chaque mois, dès qu'elles auront été reçues, sous réserve que la mensualité payable par le Gouvernement allemand le 15 du mois précédent ait été dûment reçue.

Article IV.

Toutes les sommes virées du compte de l'Agent général des réparations ou payées au titre des annuités allemandes seront versées à un compte de Trust des annuités. Toutes les sommes payées par l'Allemagne au titre des annuités seront gérées par le Trustee et devront chaque mois, aussitôt reçues, être employées et réparties comme suit, étant entendu que les obligations du trustee relativement auxdites sommes seront uniquement celles qui incombent normalement à un banquier pour l'exécution d'un contrat de trust et qu'en aucun cas le Trustee ne permettra de dépassements de compte ou de crédit de la part d'un gouvernement créancier quelconque.

a) En premier lieu, les sommes mensuellement requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924 seront transférées au compte ou à l'ordre des Trustees dudit emprunt conformément aux stipulations de l'engagement général le concernant, étant entendu que ce prélevement aura priorité sur tous autres. Ce service constitue une première charge expressément prévue comme telle sur les annuités de l'Allemagne, soit non différables, soit différables.

b) Un douzième de la part de chaque gouvernement créancier dans l'annuité non

The Trustee takes note of the undertaking given by the German Government that the Reichsmark shall have and shall retain its convertibility in gold or foreign exchange as provided in Section 31 of the Law of the 30th August, 1924, and that, in all circumstances, for the general purposes of the Plan, the Reichsmark shall have and shall retain a mint parity of 1/2790 kilogram of fine gold, as defined in the German coinage law of August 30, 1924.

The sums paid in currencies other than Reichsmarks into the annuity trust account shall be calculated in Reichsmarks, subject to the provisions of the above undertaking, at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the period of fifteen days preceding the date of payment.

The sums in Reichsmarks paid by the German Railway Company to the account of the Trustee at the Reichsbank under the terms of the above-mentioned Certificate of Liability delivered by that Company, for an amount of fifty-five million Reichsmarks on the first day of each month in respect of the previous month, shall, until the due discharge of the Certificate be placed each month at the disposal of the German Government by the Trustee as soon as they have been received, provided that the instalment of the Annuity payable by the German Government on the 15th day of the preceding month has been duly received.

Article IV.

All the sums transferred from the account of the Agent General for Reparations or paid on account of the German Annuites shall be received into an Annuity Trust Account. All the sums paid by Germany on account of the annuities shall be managed by the Trustee and shall be employed and distributed each month upon receipt as follows, on the understanding that the obligations of the Trustee in regard to the said sums shall be only those normally incumbent upon a banker for the execution of a trust agreement, and in no case shall the Trustee permit the accounts or credits of any Creditor Government to be overdrawn.

(a) In the first place, the sums required monthly for the service of the German External Loan, 1924, shall be transferred to the account or order of the Trustees of the said Loan, in conformity with the terms of the General Bond securing it, on the understanding that this appropriation shall have priority over all others. This service constitutes a first charge, expressly provided for as such, on the German annuities, whether non-postponable or postponable.

(b) One-twelfth of the share of each Creditor Government in the non-postponable

différal fera immédiatement l'objet, dans les livres du Trustee, d'une allocation en monnaies autres que le reichsmark au nom de ce gouvernement au compte de Trust des annuités. Lorsqu'un des gouvernements aura mobilisé une partie de l'annuité non différalbe qui lui est attribuée, il sera retenu chaque mois sur la part qui lui revient en vertu du présent paragraphe les sommes nécessaires pour le service des obligations émises et non amorties conformément aux conditions des contrats passés à l'occasion de telles émissions ; ces sommes, déduites de la part de chacun des gouvernements intéressés aux émissions seront transférées chaque mois au compte de Trustee des emprunts ainsi émis et y demeureront jusqu'au moment des paiements à faire pour le service des intérêts et de l'amortissement des obligations, conformément aux conditions de chacun des contrats d'emprunt.

c) Un douzième de la part revenant à chaque gouvernement pour le règlement du contingent de livraison en nature qui lui est attribué, dans une année donnée, fera immédiatement l'objet dans les livres du Trustee d'une allocation en reichsmarks au nom de ce gouvernement au compte de Trust des annuités si aucune autre disposition n'a été prise entre les gouvernements intéressés, y compris l'Allemagne, pour le règlement de ce contingent.

d) Un douzième de la somme revenant à chaque Gouvernement créancier dans chaque annuité après les allocations prévues aux paragraphes *b*) et *c*) fera immédiatement l'objet dans les livres du Trustee d'une allocation en monnaies autres que le reichsmark au nom de ce gouvernement au compte de Trust des annuités.

e) Par application de l'article 88 des annexes du Rapport des Experts du 7 juin 1929 (ci-après désigné le « Rapport des Experts »), les sommes ayant fait l'objet des allocations prévues aux alinéas précédents, demeureront sans intérêt aux subdivisions nationales du compte de Trust des annuités à concurrence de l'équivalent des minima suivants :

	Reichsmarks
France	68.037.500
Grande-Bretagne	26.587.500
Italie	13.887.500
Belgique	7.512.500
Roumanie	1.312.500
Yougoslavie	5.462.500
Grèce	450.000
Portugal	862.500
Japon	862.500
Pologne	25.000
125.000.000	

Annuity shall be forthwith allocated in the books of the Trustee to that Government within the Annuity Trust Account in currencies other than reichsmarks. If one of the Governments has mobilised a part of the non-postponable annuity allotted to it, there shall be retained every month, out of the share due to that Government in virtue of the present paragraph, the sums required for the service of the obligations issued and outstanding, in conformity with the conditions of the contracts made on the occasion of such issues ; these sums, deducted from the share of each of the Governments concerned in the issues, shall be transferred each month to a Trustee Account relating to the loan thus issued and shall remain there until the moment when payments have to be made for the interest service and amortisation of the obligations, in accordance with the terms of the respective loan agreements.

(c) One-twelfth of the share due to each Government for settling the quota of Deliveries in Kind allotted to it in a given year shall be forthwith allocated in the books of the Trustee to that Government within the Annuity Trust Account in reichsmarks, if no other provision has been made by the Governments concerned, including Germany, for the settlement of this quota.

(d) One-twelfth of the sum due to each Government in each Annuity, after the allocations provided in paragraphs *(b)* and *(c)*, shall be forthwith allocated in the books of the Trustee to that Government within the Annuity Trust Account in currencies other than reichsmarks.

(e) In application of Article 88 of the annexes to the Experts' Report of June 7th, 1929 (hereinafter called the "Expert's Report"), the sums allocated as provided in the preceding paragraphs will remain without interest in the National Sub-Divisions of the Annuity Trust Account up to the equivalent of the following minimum amounts :

	Reichsmarks
France	68,037,500
Great Britain	26,587,500
Italy	13,887,500
Belgium	7,512,500
Roumania	1,312,500
Jugoslavia	5,462,500
Greece	450,000
Portugal	862,500
Japan	862,500
Poland	25,000
125,000,000 R.M.	

Toutes sommes figurant aux subventions nationales du compte de Trust des annuités en plus des dépôts minima sans intérêt ainsi prévus, pourront être librement retirées dudit compte par les Gouvernements créanciers, conformément à l'alinéa suivant.

f) Sous réserve des dispositions qui précédent et conformément aux dispositions du Plan, le Trustee est autorisé et s'engage à transférer aux dates qui lui seront indiquées toutes sommes figurant au nom de tout Gouvernement créancier au compte de Trust des annuités, à tout compte portant intérêt ouvert sur les livres de la Banque des Règlements internationaux ou à tout autre banque ou banquier, ou à lui donner l'affectation que le gouvernement créancier pourra lui indiquer; mais, en aucun cas, le Trustee ne permettra des dépassements de compte ou de crédits de la part d'un gouvernement créancier.

Article V.

Le Trustee ne sera tenu de payer aucun intérêt sur les soldes restant au compte de Trust des annuités.

Article VI.

Tous gains ou pertes de change résultant des opérations faites par le Trustee pour le compte des gouvernements créanciers à l'occasion de la gestion des annuités allemandes seront, à défaut d'autre règlement, portés chaque trimestre par le Trustee au crédit ou au débit des gouvernements intéressés en proportion de la part de chacun dans les sommes en capital, faisant l'objet de ces opérations, sous réserve des dispositions de l'article IV.

Article VII.

En ce qui concerne les livraisons en nature, les *Reparation Recovery Acts* et autres procédures similaires, le Trustee est autorisé, et s'engage à payer en reichsmark, jusqu'à concurrence du solde mensuel en reichsmark disponibles pour chacun des gouvernements créanciers, les chèques, traites ou ordres de virement émis par les représentants attitrés de l'un quelconque de ces gouvernements créanciers. Chacun de ces gouvernements créanciers s'engage à renseigner le Trustee sur l'identité et les pouvoirs de ces représentants et à lui remettre des modèles de leur signature.

Article VIII.

Le paiement effectué par le Trustee en exécution des documents mentionnés à l'article précédent

All sums standing in the National Sub-Divisions of the Annuity Trust Account in excess of the above minimum non-interest-bearing deposits, may be freely withdrawn from the said account by the Creditor Governments, in accordance with the following paragraph.

(f) Subject to the foregoing and in accordance with the provisions of the Plan, the Trustee is authorised and agrees to transfer at such dates as may be indicated any sum allocated to any Government within the Annuity Trust Account to any interest-bearing account in the Bank for International Settlements or to any other bank or banker, or otherwise to dispose of it as the interested Creditor Government may direct; but in no case will the Trustee permit the accounts or credits of any Creditor Government to be overdrawn.

Article V.

The Trustee shall not be bound to pay any interest on balances in the Annuity Trust Account.

Article VI.

Any exchange profit or loss arising from transactions carried out by the Trustee for account of Creditor Governments in connection with the management of the German annuities shall unless otherwise settled be credited or charged quarterly by the Trustee to the accounts of the Governments concerned, in proportion to their respective shares in the principal moneys involved, subject to the provisions of Article IV.

Article VII.

The Trustee is authorized and agrees in connection with Delivery in Kind, Reparation Recovery Act, and other similar systems to pay in Reichsmarks up to the amount of the monthly Reichsmark balances available to the respective Creditor Governments on cheques, drafts or orders duly executed by the authorized representative of any such Creditor Government. The Creditor Governments respectively agree to keep the Trustee advised of the identity and authority of such representatives and to supply it with their specimen signatures.

Article VIII.

Payment by the Trustee in compliance with the documents referred to in the preceding article

emporte pour lui pleine et entière décharge des sommes versées en reichsmarks. Le paiement effectué en monnaies autres que le reichsmark par versement ou par virement de sommes provenant du compte de Trust des annuités, sur l'ordre d'un gouvernement créancier ou en vertu des pouvoirs conférés par l'article IV ci-dessus, emporte pour le Trustee pleine et entière décharge des sommes payées. En outre, aussitôt que possible après la fin de chaque annuité, lorsque les divers gouvernements créanciers auront reçu le relevé de compte annuel et le rapport des commissaires-vérificateurs mentionnés à l'article XVII ci-dessous, l'autorité compétente de chaque gouvernement créancier donnera au Trustee quittance et décharge globale et définitive des sommes effectivement versées à ce gouvernement créancier ou à son ordre, pendant l'année en question, telles qu'elles apparaissent dans ledit relevé de compte.

Article IX.

Le Trustee déclare qu'il a pris acte que le Gouvernement allemand s'engage à maintenir à la Banque pendant la période s'écoulant jusqu'au 31 mars 1966 un dépôt sans intérêt, équivalent à 50 % du dépôt moyen restant au compte de Trusts des annuités, mais ne dépassant pas 100 millions de reichsmarks.

A cet effet la Banque certifiera chaque mois au Gouvernement allemand et aux gouvernements créanciers la moyenne des soldes à la fin de chaque jour ouvrable laissés par les gouvernements créanciers en dépôt sans intérêt durant ce mois, et provenant des paiements allemands sous le régime du Plan Dawes ou sous le régime du présent Plan, jusqu'à la date de leur retrait par les gouvernements créanciers.

Le premier dépôt sera versé par le Gouvernement allemand à la Banque 15 jours après la mise en vigueur du Nouveau Plan, le montant de ce dépôt étant calculé sur la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus laissés chez l'agent général ou chez la Banque pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date du dépôt, à l'exclusion des sommes restituables au Gouvernement allemand en vertu de l'Annexe III au Protocole de La Haye du 31 août 1929 et tout arrangement supplémentaire.

Le dépôt sera maintenu au montant ainsi calculé pendant un mois. A la fin de cette période, le dépôt sera ajusté par un dépôt supplémentaire ou par le retrait d'une partie du dépôt existant sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de l'ajustement.

Un ajustement semblable aura lieu à la fin du second mois à partir de la date du premier dépôt.

A la fin du troisième mois et ultérieurement à intervalles de trois mois, le dépôt sera ajusté sur

shall constitute full discharge to the Trustee for the Reichsmark payments made. Payments in currencies other than Reichsmarks made or transferred out of the Annuity Trust Account upon the order of a Creditor Government or effected under the authorisations contained in Article IV above, shall constitute a full discharge to the Trustee for the payments made. In addition, as soon as possible after the close of each annuity year when the respective Creditor Governments shall have received the annual account and auditor's report referred to in Article XVII hereof, the competent authority of each Creditor Government shall give the Trustee a final global quittance and release for the actual payments made, during the Annuity year in question, to or upon the order of the Creditor Government concerned, as disclosed by the said accounts.

Article IX.

The Trustee declares that it has taken note that the German Government undertakes during the period up to March 31st, 1966, to maintain at the Bank a non-interest-bearing deposit equivalent to 50 per cent. of the average deposit remaining in the Annuity Trust Account, but not exceeding 100 million Reichsmarks.

The Bank shall to this end certify to the German Government and to the Creditor Governments every month the average of the balances at the close of each working day left by the Creditor Governments on deposit without interest during that month, in respect of the sums arising from the German payments under the Dawes Plan or under the present Plan up to the time when they are drawn out by the Creditor Governments.

The first deposit will be paid by the German Government to the Bank fifteen days after the coming into force of the New Plan, the amount of the deposit being calculated on the average of the daily balances above mentioned left with the Agent-General or the Bank during the month ending two working days prior to the date of deposit, excluding sums returnable to the German Government under Annex III of the Hague Protocol of August 31st, 1929, or any supplementary arrangement. The deposit shall be maintained at the amount so calculated during one month. At the end of this period the deposit will be adjusted by a further deposit or by the withdrawal of part of the existing deposit on the basis of the average of the daily balances referred to above during the month ending two working days before the date of the adjustment. A similar adjustment will take place at the end of the second month from the date of the first deposit. At the end of the third month, and thereafter at intervals of three months, the deposit shall be adjusted on the basis of the average of the daily balances referred to above

la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus durant les trois mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de chaque ajustement. Les périodes visées au présent alinéa pourront être modifiées par accord entre les gouvernements intéressés et avec l'assentiment du Trustee.

Le Trustee acceptera ce dépôt dans les conditions du présent article.

Article X.

Le Trustee déclare avoir pris connaissance des dispositions du Plan qui concernent les fonctions attribuées à la Banque des Règlements Internationaux pour le cas où le gouvernement allemand ferait une déclaration nécessitant la convocation du Comité consultatif spécial ; le Trustee convient, et les gouvernements créanciers confirment qu'il devra remplir de la manière indiquée au Plan les fonctions qui lui sont ainsi attribuées.

Le Trustee note qu'en application de l'article 124 du Rapport des Experts, toute recommandation du comité affectant les droits des gouvernements créanciers ne liera pas ces gouvernements à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par les gouvernements créanciers ayant participé à la décision du 16 septembre 1928 portant création du Comité des Experts ; et que de même, toute recommandation affectant les droits du Gouvernement allemand ne liera pas ce gouvernement à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par lui.

Article XI.

Dès qu'il aura reçu du Gouvernement allemand conformément au Plan la notification d'une suspension de transfert de tout ou partie de l'annuité différable, le Trustee devra en informer les gouvernements créanciers.

a) Dès que cette suspension sera devenue effective :

1^o Le Trustee continuera à transférer, chaque mois, les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt extérieur allemand 1924, conformément au paragraphe a) de l'article IV du présent contrat.

2^o Le Trustee continuera à créditer ou à transférer, chaque mois conformément aux dispositions du paragraphe b) de l'article IV du présent contrat, les sommes versées par le Gouvernement allemand au titre de l'annuité non différable.

3^o Dans le cas d'une suspension partielle du transfert ou du paiement des annuités différables pendant une année déterminée,

during the three months ending two working days before the date of each such adjustment. The intervals referred to in this paragraph may be changed by agreement between the Governments concerned with the concurrence of the Trustee.

The Trustee will accept this deposit under the conditions set out in this Article.

Article X.

The Trustee declares that it has taken note of the provisions of the Plan with respect to the functions assigned to the Bank of International Settlements in connection with any declaration of the German Government requiring the convening of the Special Advisory Committee, and the Trustee agrees and the Creditor Governments confirm that the Trustee shall carry out the functions assigned to it in that respect and in the manner described in the Plan.

The Trustee takes note that, in application of Article 124 of the Experts' Report, any recommendation of the Advisory Committee affecting the rights of the Creditor Governments shall not bind those Governments unless it is accepted and confirmed by the Creditor Governments which participated in the decision of September 16, 1928, to set up the Committee of Experts ; and that similarly any recommendation affecting the rights of the German Government shall not bind that Government unless it is accepted and confirmed by that Government.

Article XI.

Immediately on receiving from the German Government in conformity with the Plan notification of suspension of transfer of the whole or part of the postponable annuity the Trustee shall inform the Creditor Governments accordingly.

(a) As soon as this suspension becomes effective :

(1) The Trustee shall continue to transfer each month the sums necessary for assuring the service of the external loan of 1924 in accordance with paragraph (a) of Article IV of this contract ;

(2) The Trustee shall continue to credit or transfer each month in accordance with the provisions of paragraph (b) of Article IV of this Contract the sums paid by the German Government in respect of the non-postponable Annuity ;

(3) In the event of a partial postponement, in any year, of transfer or of payment of the postponable annuities, the Trustee

le Trustee répartira la fraction des annuités différables réellement payée et transférée pendant ladite année de façon à faire en sorte que, dans toute la mesure du possible les recettes des divers créanciers provenant de la totalité des paiements réellement transférés par l'Allemagne (que ce soit au titre des annuités non différables ou des annuités différables) soient proportionnelles à leurs parts respectives dans les annuités totales dues par l'Allemagne en vertu du Plan au titre de ladite année, toujours sous réserve que les gouvernements créanciers ayant droit à une allocation sur l'annuité non différable ne recevront en aucun cas une somme inférieure aux allocations qui leur sont respectivement dues sur ladite annuité.

4º Si le montant des annuités différables payé et transféré par l'Allemagne est insuffisant pour assurer en totalité à chacun des gouvernements créanciers sa juste part des paiements allemands transférés, eu égard aux allocations sur l'annuité non différable visées par le paragraphe précédent, le Trustee prélèvera, conformément aux dispositions du paragraphe 202 des annexes du Rapport des Experts, sur le fonds de garantie à constituer par le Gouvernement français, les sommes nécessaires pour combler l'insuffisance de chacun desdits gouvernements créanciers. Les sommes ainsi retirées du fonds de garantie seront remboursées audit fonds, conformément au Plan dès la fin de la période de suspension

b) Au cours d'une suspension partielle ou totale de transfert, le Trustee pourra accepter de l'Allemagne des versements en reichsmarks au titre des sommes dont le transfert a été suspendu et dont le paiement n'a pas été suspendu en exécution du Plan. Le Trustee est autorisé à délivrer au Gouvernement allemand des reçus pour ces paiements, reçus qui auront le caractère de reconnaissance temporaires. Ces reconnaissances seront converties en reçus définitifs au fur et à mesure du transfert des montants suspendus ou de l'utilisation des reichsmarks acceptée par le Trustee, en exécution du présent paragraphe, pour des paiements de livraisons en nature ou au titre des *Reparation Recovery Acts* et des procédures similaires, en exécution des programmes spéciaux mentionnés dans l'annexe IV du Rapport des Experts.

c) Toutes sommes acceptées en reichsmark par le Trustee en exécution du paragraphe b) ci-dessus seront réparties sous forme d'inscriptions de crédit dans les livres du Trustee, de façon à compléter les crédits dus à chaque

shall distribute the part of the postponable annuities actually paid and transferred in that year in such a manner as to ensure, so far as may be possible, that the receipts of the several Creditor Governments out of the aggregate payments actually transferred by Germany (whether on account of the unconditional or of the postponable annuities) shall be proportionate to their respective shares in the total annuities due by Germany under the Plan in respect of that year, provided always that the Creditor Governments entitled to an allocation out of the unconditional annuities shall in no case receive less than the allocations due to them respectively out of those annuities ;

(4) Should the amount of the postponable annuities paid and transferred by Germany be insufficient to provide in full to each of the Creditor Governments its due share of the total German payments transferred, having regard to the allocations out of the unconditional annuity referred to in the previous paragraph, the Trustee shall, in accordance with the provisions of paragraph 202 of the Annexes to the Experts' Report withdraw from the Guarantee Fund, to be constituted by the French Government, the sums necessary to make up the deficiency to each of the Creditor Governments concerned. The sums so withdrawn from the Guarantee Fund shall be repaid to that fund in accordance with the Plan at the end of the period of postponement.

(b) During the course of a partial or total postponement of transfer the Trustee may accept from Germany payments in Reichsmarks in respect of the amounts of which transfer has been postponed and of which payment has not been postponed under the Plan. The Trustee is authorised to give to the German Government receipts for such payments which will be in the nature of temporary acknowledgments. These acknowledgments will be converted into final receipts *pro tanto* on the transfer of the amounts postponed, or on the utilisation of the Reichsmarks accepted by the Trustee under this paragraph for payments in respect of deliveries in kind or in respect of Reparation Recovery Acts and similar procedures under the special programmes referred to in Annex IV of the Experts' Report.

(c) Any sums accepted in Reichsmarks by the Trustee under paragraph (b) above will be distributed in the form of credits in the Trustee's books in such a way as to complete the credits due to each Creditor Government

gouvernement pour l'année en question en exécution du Plan et le fonds de garantie dans la mesure où il a été fait appel à ce fonds. Ces reichsmarks seront administrés par le Trustee de la manière prévue par le Plan.

d) Les parties au présent contrat conviennent que tous placements de ces fonds en reichsmarks effectués par le Trustee seront faits pour le compte respectif des gouvernements créanciers selon leurs intérêts, à leurs avantages et à leurs risques. En particulier les produits du placement des reichsmarks portés au fonds de garantie seront attribués au Gouvernement français.

Article XII.

Les Gouvernements créanciers et le Trustee conviennent que le Trustee aura comme mandat exclusif d'agir comme agent des gouvernements créanciers ou de l'un quelconque d'entre eux, en ce qui concerne les opérations relatives à la mobilisation des annuités allemandes et qu'en remplissant les fonctions et en usant des facultés qui lui sont reconnues à titre d'agent en cette matière, le Trustee suivra les stipulations du Plan qui régissent la mobilisation. Il observera, notamment, les prescriptions suivantes :

a) Lorsqu'il paraîtra pratiquement possible au Trustee de procéder à une émission de titres représentant la capitalisation d'une partie de l'annuité, il en informera les gouvernements créanciers. La possibilité de procéder à une telle opération devra également être envisagée par le Trustee, chaque fois qu'il en sera requis par l'un ou plusieurs des gouvernements créanciers.

Si, après examen et dans les cas autres que celui visé au paragraphe *b*), deuxième alinéa, le Trustee estime une telle opération inopportune, il devra indiquer aux gouvernements intéressés les raisons sur lesquelles son opinion est fondée.

b) Si l'un ou plusieurs des gouvernements intéressés envisagent de procéder eux-mêmes à une émission sur leur propre marché, le Trustee, au moment de l'opération, fixera les conditions minima d'émission.

Toutefois, si une telle opération est envisagée en relation avec des opérations de conversion intérieures, le gouvernement intéressé sera libre d'offrir les obligations sur son marché aux conditions qu'il pourra obtenir, sans que le Trustee ait à examiner l'opportunité de la création des titres, et étant entendu que ceux-ci ne seront cotés que sur leur marché d'émission.

c) Si l'un ou plusieurs des gouvernements intéressés envisagent une émission inter-

for the year in question under the Plan, and the Guarantee Fund in so far as it has been drawn upon. These Reichsmarks will be administered by the Trustee in the manner provided in the Plan.

(d) The parties to this contract agree that all investments of such Reichsmark funds effected by the Trustee shall be made for the individual account of the Creditor Governments, as their interests require, for their advantage and at their risk. In particular the proceeds of investment of Reichsmarks credited to the Guarantee Fund will be assigned to the French Government.

Article XII.

The Creditor Governments and the Trustee agree that the Trustee shall have exclusive authority to act as agent of the Creditor Governments or any one of them, so far as concerns the operations relating to the mobilisation of the German Annuities, and that in the discharge of the functions and in the use of the authority entrusted to it as Agent in this matter, the Trustee will be guided by the provisions of the Plan which govern mobilisation. In particular the Trustee will abide by the following provisions :

(a) When it appears to the Trustee practically possible to proceed with an issue of Bonds representing the capitalisation of a part of the Annuity, the Trustee will inform the Creditor Governments. The possibility of proceeding with such an operation shall also be considered by the Trustee whenever so required by one or more of the Creditor Governments.

If after examination, and in cases other than that dealt with in the second part of paragraph *(b)* below, the Trustee considers such an operation inopportune, it shall indicate to the Governments concerned the reasons for this opinion.

(b) If one or more of the Governments concerned intend themselves to proceed in their own markets with an issue, the trustee shall fix the minimum conditions of issue at the time of the operation.

If, however, such an operation is intended in connection with internal conversion operations, the Government concerned will be free to offer the Bonds on its own market on whatever conditions it may be able to obtain, without its being necessary for the Trustee to consider whether the creation of the Bonds is opportune, and on the understanding that the Bonds will only be quoted on the market of issue.

(c) If one or more of the Governments concerned propose an international issue on

nationale sur d'autres marchés que leurs marchés respectifs et à leur requête, le Trustee s'il considère, après examen, que la situation de ces marchés permet une semblable mesure, devra prendre des dispositions pour procéder à une émission en déterminant, après s'être assuré que les Banques centrales intéressées n'ont pas d'objections, les marchés ou les offres peuvent être faites.

Dans le cas de semblables émissions, les différents gouvernements ayant une part non encore mobilisée dans la fraction non différable de l'annuité seront mis à même d'y participer dans la proportion des chiffres suivants : France 500, Grande-Bretagne 84, Italie 42, Japon 6, Yougoslavie 6, Portugal 2,4.

Aucune émission à caractère international ne pourra toutefois avoir lieu sur le marché de l'un des pays dont le gouvernement est signataire du présent contrat, sans l'approbation de ce gouvernement, tant en ce qui concerne le montant de l'émission que les conditions dans lesquelles l'opération sera autorisée.

d) S'il est décidé de procéder à une émission et si un ou plusieurs gouvernements créanciers le lui demandent, le Trustee déterminera, d'accord avec lesdits gouvernements et les banquiers émetteurs, le détail des conditions auxquelles les obligations seront émises.

e) Le Trustee demandera au Gouvernement allemand, dans les conditions prévues par le Plan, la création de titres susceptibles d'être émis.

f) Le Trustee se déclare disposé à agir comme mandataire (Trustee) ou représentant des porteurs d'obligations ou comme agent pour toutes tranches d'obligations émises par application des dispositions du Plan, pour autant que le prévoit le contrat d'emprunt à conclure entre le Trustee et les gouvernements intéressés à l'occasion de l'émission de telles obligations.

g) Les frais et commissions du Trustee, tant pour la création des titres, que pour leur émission, seront déterminés entre le Trustee et les gouvernements intéressés d'après l'importance des fonctions qui lui auront été confiées à l'occasion de chaque opération.

Article XIII.

Le Trustee portera au crédit d'un compte spécial de Trust le dépôt que le Gouvernement français s'est engagé à faire dans les conditions prévues au Plan jusqu'à concurrence d'un montant de 500 millions de reichsmarks en monnaies autres que le reichsmark et reposant sur l'étalon-or ou de change-or.

other markets than their own respective markets, the Trustee shall at their request, if it considers on examination that conditions on these markets permit such an operation, take steps to proceed with this issue and determine, after making sure that the Central Banks concerned have no objection, the markets on which such offers may be made.

In the case of such issues, the various Governments having a share not yet mobilised in the non-postponable portion of the Annuity shall be given the right to participate in proportion to the following figures : France 500, Great Britain 84, Italy 42, Japan 6,6, Jugoslavia 6, Portugal 2,4.

No issue of an international character may however be made in the market of any of the countries the Government of which has signed this Trust Agreement without the approval of that Government both as regards the amount of the issue and as regards the conditions on which it shall be authorised.

(d) If it is decided to proceed with an issue and if one or more of the Creditor Governments so request, the Trustee shall arrange, in agreement with those Governments and with the Issuing Bankers, the detailed conditions on which the Bonds shall be issued.

(e) The Trustee shall apply to the German Government, as provided in the Plan, for the creation of issuable Bonds.

(f) The Trustee declares its willingness to act as trustee or representative of the bond-holders, or as agent for all issues of bonds made in pursuance of the provisions of the Plan relative to mobilisation, to the extent provided in the Loan Contract to be concluded between the Trustee and the Governments concerned on the occasion of an issue of such obligations.

(g) The expenses and commissions to be received by the Trustee both for the creation of bonds and for their issue shall be determined between the Trustee and the Governments concerned with regard to the importance of the functions which may be attributed to it on the occasion of each operation.

Article XIII.

The Trustee will credit to a special Trust Account the deposits which the French Government has undertaken to make, in the circumstances contemplated in the Plan, up to an amount of five hundred million Reichsmarks, in currencies other than Reichsmarks based upon the gold or gold exchange standard.

Le Trustee s'engage à gérer ces fonds de telle sorte que les sommes déposées soient disponibles en monnaies basées sur l'étalement-or ou de change-or, autres que le reichsmark, en vue d'égaliser les paiements insuffisants aux autres créanciers pendant une période de suspension des transferts.

Le Trustee versera au Gouvernement français, au taux maximum consenti pour les dépôts à long terme et sous réserve des dispositions de l'article XI, c) et d) un intérêt sur les sommes figurant à ce compte en monnaies autres que le reichsmark.

Ce dépôt, s'il est convenu qu'il sera maintenu pendant plus de cinq ans, donnera le droit au Gouvernement français de participer aux bénéfices de la banque dans les conditions visées à l'article 53 e) 1^o de ses statuts. Il sera restitué au Gouvernement français dans les conditions prévues au Plan.

The Trustee undertakes to administer these funds in such a way that the sums deposited shall be available in currencies other than Reichsmarks, based upon the gold or gold exchange standard, in order to equalise the short payments to the other Creditors during a period of transfer postponement.

Subject to the provisions of Article XI (c) and (d), the Trustee will pay interest to the French Government, at the maximum current rate paid for long-term deposits, on the amount standing in this account in currencies other than Reichsmarks.

If it is agreed that this deposit shall remain for more than five years, the French Government shall be entitled to participate in the profits of the Bank in respect of this deposit on the terms laid down in Article 53 (e) (i) of its Statutes. It shall be restored to the French Government in the circumstances contemplated in the Plan.

Article XIV.

Si le Gouvernement allemand décide d'effectuer le dépôt à long terme pouvant s'élever à 400 millions de reichsmarks, prévu au Plan, le Trustee accepte de recevoir et de gérer ce dépôt et de prendre en conséquence les mesures qui conviennent en ce qui concerne l'affectation et l'utilisation de ses bénéfices, conformément aux dispositions de l'article 53 e) des statuts de la banque.

Article XIV.

If the German Government elects to make the long term deposit, up to four hundred million Reichsmarks, provided for in the Plan, the Trustee agrees to receive and administer this deposit and to take the consequent measures for allocation and utilisation of its profits according to the provision of Article 53 (e) of the Statutes of the Bank.

Article XV.

En se chargeant des fonctions relatives aux versements à faire et aux comptes à tenir en matière de livraisons en nature, *Reparation Recovery Acts* et autres procédures similaires ainsi qu'il est prévu ci-dessus, le Trustee déclare prendre acte en outre des arrangements relatifs aux prestations en nature et aux *Reparation Recovery Acts* compris dans les annexes correspondantes de l'Accord de La Haye de janvier 1930 ; il accepte de les observer dans la limite de ses attributions et de ses pouvoirs en tant que banque, tels que ces attributions et pouvoirs sont prévus aux statuts.

Article XV.

In addition to making disbursements and keeping accounts in connection with Deliveries in Kind, Reparation Recovery Acts, and other similar systems as above provided, the Trustee declares that it takes note of the arrangements regarding Deliveries in Kind and Reparation Recovery Acts contained in the relevant Annexes to the Hague Agreement of January, 1930, and agrees to observe the same as far as lies within its province and powers as a bank as set forth in the Statutes.

Article XVI.

Le Trustee est chargé et accepte, en ce qui concerne les revenus du Reich allemand affectés en vertu du Plan d'exercer les fonctions prévues à la section III de l'Annexe III du Rapport des Experts.

Article XVI.

The Trustee is authorised and agrees with respect to the assigned revenues of the Reich to exercise the discretions referred to in Section 3 of Annex III of the Experts' Report.

Article XVII.

Le Trustee transmettra à chaque Gouvernement créancier à la fin de chaque mois un état indiquant

Article XVII.

The Trustee shall furnish to each Creditor Government at the close of each month an account

toutes les sommes reçues et versées par lui pendant cette période au titre des annuités allemandes. Le Trustee transmettra également à chaque Gouvernement créancier, dès que possible après le 31 mars de l'année 1931 et des années suivantes, une copie du relevé des comptes, tel que ce relevé aura été approuvé par les commissaires-vérificateurs de la Banque des Règlements internationaux, relatif à toutes ses opérations concernant l'annuité allemande, y compris le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Ce relevé portera sur les opérations effectuées depuis la date à laquelle le précédent relevé annuel aura été arrêté, et dans le cas du premier relevé, sur les opérations effectuées depuis la constitution de la banque. Il sera accompagné d'une copie de tous rapports qui seront éventuellement faits par les commissaires-vérificateurs sur ces comptes. La banque fournira également à chaque gouvernement créancier un exemplaire de son rapport général annuel dès que celui-ci sera publié.

Article XVIII.

A partir de la mise en vigueur du présent contrat et jusqu'à complète exécution les gouvernements créanciers, en plus de la constitution des dépôts visés à l'article IV (e), conviennent de payer au Trustee une commission de un pour mille sur les paiements effectivement reçus du Gouvernement allemand, pour leur compte, au titre de la rémunération prévue à l'article 84 des Annexes au Rapport des Experts.

Ce paiement constituera en faveur du Trustee une charge privilégiée conformément au Plan sur les sommes reçues par lui pour le compte des gouvernements créanciers au compte de Trust des annuités.

Les dispositions du présent article resteront en vigueur sauf arrangement nouveau qui pourra intervenir à la fin du premier ou de l'un des cinq premiers exercices, à la demande d'une des Puissances signataires ou du Trustee.

Article XIX.

Le Trustee est chargé et accepte de notifier aux gouvernements créanciers sans délai tout différend qui pourrait surgir entre lui et le Gouvernement allemand quant à l'interprétation ou à l'application du Plan.

Article XX.

Les gouvernements créanciers et le Trustee conviennent que si un différend vient à s'élever entre eux, ou entre certains d'entre eux, concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent contrat, le différend sera soumis pour décision définitive au Tribunal prévu à l'Accord de La Haye de janvier 1930, à moins que

showing all the receipts and payments of the Trustee during that period in respect of the annuity received from Germany. The Trustee shall also furnish to each Creditor Government as soon as may be after the 31st March in the year 1931, and every succeeding year, a copy of the account as approved by the auditors of the Bank for International Settlements of all its operations in respect of the whole of the German Annuities, including the service of the German External Loan 1924, since the close of the last preceding yearly account or, in the case of the first account, since the commencement of the operations of the Bank, and of any report that may be made by the Auditors on such accounts. The Bank shall also furnish to each Creditor Government a copy of its Annual General Report as soon as published.

Article XVIII.

From the date of coming into force of the present contract until its completion, the Creditor Governments, in addition to maintaining the deposits referred to in Article IV (e), agree to pay to the Trustee a commission of 1 per mille on the actual payments received from the German Government on their behalf, in respect of the remuneration provided in Article 84 of the Annexes to the Experts' Report.

This payment will form a prior charge in favour of the Trustee, in accordance with the Plan, on the sums received by it on behalf of the Creditor Governments within the Annuity Trust Account.

The provisions of this Article will remain in force failing any new arrangement ; such new arrangement may be made at the end of the first or of any one of the first five financial years, at the request of one of the signatory Powers or of the Trustee.

Article XIX.

The Trustee is authorised and agrees to notify forthwith to the Creditor Government any difficulty which may arise between it and the German Government relative to the interpretation or the application of the Plan.

Article XX.

The Creditor Governments and the Trustee agree that, if any dispute shall arise between them or any of them with regard to the meaning or application of the provisions of this Trust Agreement, the dispute shall be referred for final decision to the Tribunal provided for by the Hague Agreement of January, 1930, unless the parties

les parties au différend ne conviennent de le soumettre au Président du Tribunal, ou à un des membres dudit Tribunal, désigné comme arbitre unique.

Article XXI.

Le présent contrat entrera en vigueur entre le Trustee et les gouvernements créanciers dont les représentants l'auront signé, aussitôt que le Plan aura été mis en application et que le présent contrat aura été signé au nom du Trustee et de quatre des Puissances suivantes : Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.

Le texte français fera seul foi.

J. E. R.

ANNEXE IX

RÈGLEMENT DES PRESTATIONS EN NATURE

SOMMAIRE.

- | | |
|------------|--|
| Titre I | Définition des marchandises et services livrables au titre des prestations en nature. |
| Titre II | Emploi de la quote-part de prestations en nature allouée à chacune des Puissances créancières. |
| Titre III | Dispositions générales relatives à l'exécution des contrats de prestations en nature. |
| Titre IV | Organisation. |
| Titre V | Établissement et revision des listes. |
| Titre VI | Paiements directs. |
| Titre VII | Homologation des contrats. |
| Titre VIII | Paiements. |
| Titre IX | Interdiction de réexportation. |
| Titre X | Infractions et fraudes. |
| Titre XI | Arbitrage. |
| Titre XII | Dispositions temporaires. |
| Titre XIII | Revision du règlement. |
| Titre XIV | Authenticité des textes. |

- | | |
|------------|--|
| Annexe I | Tableau indiquant la répartition des prestations en nature entre les Puissances créancières. |
| Annexe II | Liste des marchandises exclues (liste A). |
| Annexe III | Liste des marchandises contingentes (liste B) (à établir éventuellement). |
| Annexe IV | Liste des marchandises qui ne sont payables que partiellement au moyen des fonds de prestations (liste C). |

to the dispute shall elect to refer the same to the President of the Tribunal or a member thereof selected as sole arbitrator.

Article XXI.

The present Contract shall come into force between the Trustee and the Creditor Governments whose representatives have signed it as soon as the Plan has been put into application and this Contract has been signed on behalf of the Trustee and of four of the following Powers ; Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan.

The French text is alone authentic.

J. E. R.

ANNEX IX.

REGULATIONS FOR DELIVERIES IN KIND.

SUMMARY.

Regulations for Deliveries in Kind.

- | | |
|--------------|---|
| Article I | I : Definition of the commodities and services which may be supplied as deliveries in kind. |
| Article II | II : Utilisation of the quota allotted to each of the Creditor Powers for deliveries in kind. |
| Article III | III : General provisions concerning the execution of contracts for deliveries in kind. |
| Article IV | IV : Organisation. |
| Article V | V : Preparation and revision of lists. |
| Article VI | VI : Direct payments. |
| Article VII | VII : Approval of contracts. |
| Article VIII | VIII : Payments. |
| Article IX | IX : Prohibition concerning re-exportation. |
| Article X | X : Infractions and frauds. |
| Article XI | XI : Arbitration. |
| Article XII | XII : Temporary provisions. |
| Article XIII | XIII : Revision of the Regulations. |
| Article XIV | XIV : Authenticity of texts. |

ANNEXES TO THE REGULATIONS.

- | | |
|-----------|---|
| Annex I | I : Table showing the distribution of deliveries in kind among the Creditor Powers. |
| Annex II | II : List of excluded commodities (list A). |
| Annex III | III : List of rationed commodities (list B) (to be drawn up at a later date if necessary). |
| Annex IV | IV : List of commodities which can only be partially paid for out of the funds for deliveries in kind (list C). |

RÈGLEMENT DES PRESTATIONS
EN NATURE

REGULATIONS FOR DELIVERIES IN KIND.

*Titre premier.*DÉFINITION DES MARCHANDISES ET SERVICES
LIVRABLES AU TITRE DES PRESTATIONS EN
NATURE.

1. Les prestations en nature au sens du présent règlement sont les marchandises et services produits par l'économie allemande et fournis à une Puissance créancière de l'Allemagne dont le règlement s'effectue en tout ou en partie par le moyen des fonds réservés à cet effet en exécution du Plan des Experts du 7 juin 1929, suivant la répartition qui en est faite au tableau ci-annexé (Annexe I).

2. Les marchandises et services qui peuvent faire l'objet d'un contrat de prestations sont, sous réserve des dispositions du présent règlement, toutes les marchandises d'origine allemande ou fabriquées en Allemagne et tous les services de caractère commercial fournis par l'économie allemande tels que : transports terrestres en Allemagne, transports fluviaux, maritimes ou aériens sous pavillon allemand, projets de travaux publics et contrats d'études pour des travaux à exécuter hors d'Allemagne, vente de licences ou brevets allemands devant être exploités hors d'Allemagne, contrats d'assurances souscrits par les Compagnies allemandes.

3. Les marchandises figurant sur la liste A (Annexe II) sont dites « exclues » et ne peuvent faire l'objet d'un paiement au titre des prestations en nature si ce n'est dans le cas prévu à l'article 45 ci-après.

4. Les marchandises figurant éventuellement sur la liste B (Annexe III) sont dites « contingentées » et ne peuvent être livrées comme prestations en nature que dans la limite du contingent existant lors de la conclusion du contrat s'y rapportant et sous réserve des dispositions des articles 69 et 70 ci-après.

5. Les marchandises figurant sur la liste C (Annexe IV) ne peuvent être livrées comme prestations en nature que sous réserve du paiement direct par l'acheteur au vendeur d'une partie de leur valeur dans les conditions définies par le titre VI du présent règlement et sous réserve des dispositions des articles 69 et 70 ci-après.

6. Les contrats d'un montant inférieur à 3.000 reichsmarks ne peuvent être homologués comme contrats de prestations à moins qu'il ne s'agisse d'avantages à des contrats antérieurement homologués.

*Article I.*DEFINITION OF THE COMMODITIES AND SERVICES
WHICH MAY BE SUPPLIED AS DELIVERIES IN KIND.

1. Deliveries in kind within the meaning of the present Regulations are commodities and services produced by the German economic system and supplied to a Power which is a creditor of Germany, the payment in respect of such commodities and services being effected wholly or in part by means of funds reserved for this purpose in execution of the Experts' Plan of the 7th June, 1929, according to the distribution of these funds as shown in the appended table (Annex I).

2. The commodities and services which may form the subject matter of a contract for deliveries in kind are, subject to the provisions of the present Regulations, all commodities which are of German origin or manufactured in Germany and all services of a commercial nature performed by the German economic system, such as transport by land in Germany ; transport by river, sea or air under the German flag ; plans for public works and preparation of schemes for works to be executed outside Germany ; sales of German licences or patents to be utilised outside Germany ; insurance contracts underwritten by German companies.

3. The commodities shown on list A (Annex II) are described as "excluded" commodities and can only be paid for as a delivery in kind in the case mentioned in paragraph 45 hereafter.

4. The commodities which may be eventually included in list B (Annex III) are described as "rationed" commodities and can only be supplied as a delivery in kind within the limit of the ration existing at the time when the contract for such commodities is made and subject to the provisions of paragraphs 69 and 70 hereafter.

5. The commodities shown in list C (Annex IV) can only be supplied as deliveries in kind on condition that the buyer pays a part of their value direct to the seller according to the conditions laid down in article VI of the present Regulations and subject to the provisions of paragraphs 69 and 70 hereafter.

6. No contract the value of which is less than 3,000 reichsmarks can be approved as a contract for deliveries in kind unless it is a rider to a contract previously approved.

Titre II.

EMPLOI DE LA QUOTE-PART DE PRESTATIONS EN NATURE ALLOUÉE A CHACUNE DES PUISSANCES CRÉANCIÈRES.

7. Chaque Puissance créancière est responsable de l'emploi de sa part de prestations en nature.

En principe et sous réserve des dispositions des articles 8 et 14 ci-après, elle est tenue de faire homologuer des contrats prévoyant des paiements dont le total soit suffisant année par année, pour absorber sa part de prestations.

8. Chaque Puissance a la faculté de reporter sur l'année suivante une fraction ne dépassant pas 40 pour cent de sa part pour l'année en cours, la fraction ainsi reportée ne s'ajoutant pas au crédit de l'année suivante pour le calcul de la fraction pouvant être reportée à la fin de ladite année.

9. La totalité des crédits pour prestations devra avoir été engagée avant le 31 août 1939 par des contrats ne prévoyant aucune échéance de paiement après cette date.

Les crédits qui seraient éventuellement disponibles à cette date, par suite d'annulation de contrats, seront employés pour de nouveaux contrats de prestations suivant accord à établir entre le gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement allemand.

Aucune livraison ne devra être faite, aucun paiement ne devra être effectué, au titre des prestations en nature, après le 31 mars 1940.

10. Pour tenir compte des retards qui se produisent normalement dans l'exécution de certains contrats, chaque Puissance créancière peut, sous sa propre responsabilité et sous réserve que les paiements déjà prévus ne puissent s'en trouver retardés, présenter à l'homologation des contrats prévoyant des paiements pour un montant supérieur à celui des crédits qui lui ont été réservés, pour prestations, pendant un mois donné.

Le dépassement autorisé est ainsi déterminé.

Une proportion ne pouvant dépasser 30 pour cent du montant des crédits qui se trouvent bloqués au compte d'une Puissance par suite de retards dans l'exécution des contrats qu'elle a fait homologuer, peut sur sa demande être ajoutée aux crédits dont elle dispose, pour prestations en nature, pendant le trimestre suivant, sans que le montant de ces crédits additionnels puisse jamais dépasser celui des crédits pour prestations encore disponibles au compte de cette Puissance pendant le trimestre suivant celui dont les disponibilités ont été ainsi accrues.

Article II.

UTILISATION OF THE QUOTA ALLOTTED TO EACH OF THE CREDITOR POWERS FOR DELIVERIES IN KIND.

7. Each creditor Power is responsible for the utilisation of its quota for deliveries in kind.

In principle and subject to the provisions of paragraphs 8 and 14 hereafter, each Power is required to obtain approval for contracts providing for payments of which the total is sufficient in any given year to absorb the quota of that Power for deliveries in kind.

8. Each Power may carry forward a part, not exceeding 40 per cent, of its quota for a given year, to the following year. The part thus carried forward will not be counted as part of the credit for the following year for purposes of calculating the part of the quota for that year which may be carried forward.

9. Contracts covering the total credits provided for deliveries in kind shall be passed before the 31st of August, 1939, but these contracts shall not provide for any payment to be effected after that date.

Any credits which may be available at that date as a result of a cancellation of contracts shall be utilised subject to agreement between the creditor Government concerned and the German Government, for new contracts for deliveries in kind.

No delivery shall be made and no payment effected in respect of deliveries in kind after the 31st March, 1940.

10. In view of the delays which normally occur in the execution of certain contracts, each creditor Power may, upon its own responsibility, and on the understanding that payments for which provision has already been made shall not be thereby delayed, submit contracts for approval which involve payments in excess of the credits allotted to that Power for deliveries in kind within a given month.

The authorised amount of such excess shall be calculated as follows :

Of the credits which are blocked in the accounts of a Power as a result of delay in the execution of contracts approved for that Power, an amount not exceeding 30 per cent. may, if the Power so requests, be added to the credits available to it for deliveries in kind during the following three months. The amount of these additional credits may never exceed that of the credits still remaining available to the Power in question for deliveries in kind during the three months following the period of three months in which the sums available have been so increased.

A la fin de chaque mois, la situation est rétablie sur la base du montant des crédits bloqués à cette époque.

11. Si, par suite de l'adoption de la procédure susvisée, les paiements à effectuer aux fournisseurs de prestations, pour le compte d'une Puissance créancière, se trouvent être supérieurs aux sommes dont ladite puissance dispose pour cet objet, les fonds nécessaires seront avancés par cette dernière à son choix sur toutes ressources lui appartenant et ils lui seront remboursés dans le trimestre suivant celui au cours duquel des avances auront été ainsi faites sur les crédits ouverts pour prestations de manière que le montant total des crédits de cette nature prévu pour cette Puissance au tableau ci-annexé (Annexe I) ne puisse se trouver augmenté.

At the end of each month the position shall be adjusted on the basis of the amount of credits blocked at that time.

11. If, owing to the adoption of the foregoing procedure, the payments to be made to suppliers of deliveries in kind for the account of a creditor Power exceed the sums available to that Power for this purpose, the necessary amounts shall be advanced by the Power in question. These advances may be drawn from any funds belonging to the Power which the latter may select. The sums in question will be refunded to the Power during the three months following the period of three months in which the advances were made. The refund will be effected out of the credits available for deliveries in kind, so that the total amount of such credits allotted to the Power in the attached table (Annex I) shall not be increased.

Titre III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE PRESTATIONS EN NATURE.

12. Le Gouvernement allemand s'engage à faciliter autant que possible la conclusion dans le cadre du présent règlement, de contrats commerciaux aux conditions commerciales habituelles en ne prenant ni ne permettant de prendre aucune mesure qui aurait pour conséquence de rendre impossible l'obtention de prestations aux conditions commerciales habituelles.

13. Si un Gouvernement créancier estime que le Gouvernement allemand ne s'est pas conformé à cet engagement, et que, de ce fait, il n'a pas été en mesure d'absorber dans les conditions prévues au présent règlement sa quote-part du crédit réservé aux prestations conformément au tableau ci-annexé (Annexe I), il peut soumettre la question au Tribunal arbitral qui fait l'objet de l'Accord de La Haye de janvier 1930.

14. Si le Tribunal estime la plainte fondée en tout ou en partie, il détermine le montant que le gouvernement plaignant n'a pas été pour cette raison en mesure d'utiliser sous forme de prestations et il en ordonne la mise à la libre disposition dudit gouvernement. L'engagement que ce Gouvernement avait pris d'utiliser une partie de sa créance sous forme de prestations en nature se trouve de ce chef réduit d'un montant équivalent.

15. A la demande qui lui en est faite sous sa responsabilité par le Gouvernement plaignant, le Tribunal peut, dans les conditions prévues à l'alinéa 4 de l'article 15 de l'Accord de la Haye de janvier 1930, faire mettre comme mesure conservatoire à la disposition dudit gouvernement tout ou partie du montant que celui-ci a indiqué comme n'ayant pu être utilisé par lui sous forme de prestations en nature.

Article III.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING THE EXECUTION OF CONTRACTS FOR DELIVERIES IN KIND.

12. The German Government undertakes to facilitate as far as possible the conclusion, within the scope of the present Regulations, of commercial contracts under ordinary commercial conditions by not taking or permitting to be taken any measure which would result in deliveries being unobtainable under ordinary commercial conditions.

13. If a creditor Government considers that the German Government has not fulfilled this undertaking, and that owing to this fact it has been unable to absorb in accordance with the present Regulations its quota of the credits set aside for deliveries in kind as defined in the appended table (Annex I) it may submit the question to the arbitral tribunal for which provision is made in Article 15 of the Hague Agreement of January 1930.

14. If the Tribunal considers the complaint to be wholly or partially founded it will fix the sum which the Government making the complaint has been unable for this reason to utilise for deliveries in kind, and will cause such sum to be placed at the free disposal of the said Government. The obligation of the Government to utilise a part of its credit for deliveries in kind shall thereby be reduced by an equivalent amount.

15. If on its own responsibility the Government making the complaint so requests, the Tribunal may, in accordance with paragraph 4 of Article 15 of the Hague Agreement of January 1930, by an interlocutory order cause a part or the whole of the sum which the Government has stated that it has been unable to utilise for deliveries in kind, to be placed at the disposal of the said Government.

16. Dans ce cas, lors de l'établissement de sa sentence, le Tribunal détermine les conditions dans lesquelles ce versement est à imputer sur ceux qui seront à effectuer en vertu de la sentence elle-même, ou doit au contraire être compensé par des prestations en nature.

Titre IV.

ORGANISATION.

17. La direction des prestations en nature comportant deux éléments distincts, homologation des contrats et gestion des fonds réservés aux prestations, les gouvernements créanciers intéressés et le Gouvernement allemand conservent la responsabilité de l'homologation et confient à la Banque des Règlements internationaux la gestion des fonds réservés aux prestations.

18. L'homologation d'un contrat résulte de l'accord à son sujet entre le gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement allemand.

19. Les gouvernements créanciers intéressés aux prestations en nature et le Gouvernement allemand nomment chacun un commissaire chargé de suivre toutes les affaires de prestations en nature et de remplir toutes tâches lui incombant en vertu du présent règlement.

Chacun d'eux demeure responsable devant son gouvernement de la stricte application des dispositions qui y sont prévues.

Les commissaires des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave se réunissent chaque fois que, de l'avis d'un gouvernement intéressé aux prestations, une telle réunion est nécessaire. La convocation est faite par les soins du commissaire du gouvernement qui propose la réunion.

Les mêmes commissaires se réunissent chaque année, en principe dans la seconde quinzaine de mai, pour l'examen de la situation générale telle qu'elle résulte des documents statistiques fournis par la Banque des Règlements internationaux.

20. Le commissaire du Gouvernement allemand est en résidence permanente à Paris où les commissaires se réunissent dans tous les cas prévus par le présent règlement. Les commissaires des Puissances créancières ne sont pas astreints à une résidence fixe.

21. La responsabilité de la Banque des Règlements internationaux ne peut être engagée que pour les fonctions découlant du mandat qui lui est confié.

22. La Banque des Règlements internationaux assure les paiements à effectuer en vertu de contrats régulièrement homologués qui lui sont transmis par le commissaire du Gouvernement

16. In such a case the Tribunal shall, when delivering its award, fix the conditions under which the payment is to be reckoned against the sums to be paid under the award, or the conditions under which deliveries in kind shall be taken to make good the sum paid.

Article IV.

ORGANISATION.

17. The management of deliveries in kind include two separate parts, namely, the approval of contracts and the handling of the funds reserved for deliveries in kind. The creditor Governments concerned and the German Government remain responsible for the approval of contracts and entrust the management of the funds reserved for deliveries in kind to the Bank for International Settlements.

18. A contract is approved if there is agreement with regard to it between the creditor Government concerned and the German Government.

19. Each creditor Government concerned in deliveries in kind and the German Government shall appoint an agent, whose duty it shall be to deal with all matters concerning deliveries in kind and to fulfil all functions devolving upon him under the present Regulations.

Each agent shall remain responsible to his Government for the strict application of the provisions of these Regulations.

The agents of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Šlav Governments shall assemble whenever a Government concerned in deliveries in kind considers a meeting to be necessary. The meeting shall be called by the agent of the Government which proposes it.

The same agents shall meet every year, in principle during the second fortnight in May, in order to review the general situation as shown by the statistical documents supplied by the Bank for International Settlements.

20. The agent of the German Government will be in permanent residence at Paris, where the agents will meet in all the cases for which provision is made in the present Regulations. The agents of the creditor Powers are under no obligation to have a fixed place of residence.

21. The Bank for International Settlements can incur no responsibility except with regard to the duties arising from the mandate with which it is entrusted.

22. The Bank for International Settlements will effect the payments to be made in virtue of duly approved contracts which are transmitted to it by the agent of the German Government or are

allemand ou par le commissaire de la Puissance créancière intéressée en exécution d'une décision arbitrale dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

23. Elle tient toutes comptabilités et statistiques et assume tous contrôles découlant de ces paiements.

24. Elle a, en outre, la faculté, conformément aux dispositions contenues dans l'alinéa 28 de l'Annexe I du Plan des Experts du 7 juin 1929, d'instituer un comité consultatif ayant pour mission de la renseigner sur la marche générale des prestations en nature.

Ce comité peut convoquer chaque fois qu'il le juge opportun les commissaires du gouvernement qui ne sont pas eux-mêmes membres du comité.

Titre V.

ETABLISSEMENT ET REVISION DES LISTES.

25. Les coefficients de la liste C représentent la proportion, en valeur, par rapport au prix de vente d'une marchandise, au départ de l'usine ou du magasin du vendeur, des matières premières d'origine étrangère incluses dans ladite marchandise.

Ils sont basés sur une étude détaillée des éléments du prix de vente à l'unité.

26. Lors de toute révision de la liste C, il sera fait application de la même méthode pour l'établissement des coefficients.

Après chaque révision devront figurer sur la liste C les marchandises dont le coefficient, ainsi déterminé, sera égal ou supérieur à 25 pour cent.

27. Toutefois, dans l'établissement de la liste, il pourra être tenu compte des dérogations constamment consenties dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

28. Les listes A et C (Annexes II et IV) pourront être révisées tous les deux ans, la première révision prenant effet le 1^{er} avril 1932.

29. Si l'un des gouvernements intéressés désire qu'il soit procédé à une telle révision, son commissaire en informe les commissaires des autres gouvernements avant le 1^{er} février de l'année au cours de laquelle la révision peut être effectuée et leur propose une date pour l'examen de sa demande. Il leur indique les modifications qu'il suggère.

30. Au reçu de cette demande, chacun des commissaires doit faire connaître s'il propose d'autres modifications.

Le Comité de révision, composé des commissaires allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave, se réunit à Paris.

sent by the agent of the Creditor Power concerned in execution of a decision of the arbitrator in virtue of Article VII hereafter.

23. The Bank will keep all accounts and statistics, and will exercise all supervision in respect of these payments.

24. The Bank is also at liberty, in accordance with paragraph 28 of Annex I to the Experts' Plan of the 7th June, 1929, to appoint an Advisory Committee, the object of which would be to inform generally the Bank of the progress of deliveries in kind.

This Committee may, if it thinks fit, convoke those agents of the Governments who do not form part of the Committee.

Article V.

PREPARATION AND REVISION OF LISTS.

25. The co-efficients of list C represent the proportion in terms of value which the raw materials of foreign origin included in a commodity bear to the sale price of the commodity, delivery taken at the factory or warehouse of the seller.

The coefficients are based on a detailed costing of the sale price of the article.

26. The same methods of determining the coefficients shall be applied whenever list C is revised.

List C shall include after each revision commodities, the coefficient of which determined as described above, is equal to or more than 25 per cent.

27. Exceptions, however, which are admitted regularly in accordance with Article VII hereafter, may be taken into consideration when the list is drawn up.

28. Lists A and C (Annexes II and IV) may be revised every two years, the first revision taking effect as from the 1st April, 1932.

29. If one of the Governments concerned wishes that such revision should be made, its agent shall inform the agents of the other Governments to this effect before the 1st February of the year fixed for revision, and shall suggest a date for the consideration of its request. He will inform them of the modifications which he proposes to make.

30. Upon receipt of this request each agent shall announce whether he intends to propose other modifications.

The Revision Committee, consisting of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav agents, will meet in Paris.

31. Si les commissaires présents à la séance sont d'accord, ils arrêtent les listes pour la période de deux ans commençant le 1^{er} avril suivant.

32. En cas de désaccord, la question est soumise à l'arbitre, dont les attributions sont fixées à l'article 108 ci-après.

Après avoir entendu les parties en cause, celui-ci arrête les listes pour la période de deux ans commençant le 1^{er} avril suivant.

33. La même procédure est éventuellement suivie pour la fixation des contingents de la liste B (Annexe III). Si le Gouvernement allemand désire la fixation de tels contingents, son commissaire adresse une demande à cet effet aux commissaires des Puissances créancières deux mois au moins avant la date à laquelle ces contingents devraient entrer en vigueur.

Titre VI.

PAIEMENTS DIRECTS.

34. Les paiements que les acheteurs sont tenus d'effectuer directement entre les mains des vendeurs sans imputation sur un compte de prestations sont soumis aux règles exposées ci-après.

35. Pour toute livraison de marchandises figurant sur la liste C l'acheteur remet directement à son vendeur la portion du prix correspondant au coefficient fixé pour cette marchandise par application de l'article 25 du présent règlement, sous réserve des dispositions du titre VII.

36. Si un contrat met le transport de la marchandise à la charge du vendeur et si le transport n'est pas entièrement effectué par des moyens allemands, un paiement direct est dû chaque fois que le prix du transport est supérieur à 400 reichsmarks.

37. Si le prix d'un transport effectué par des moyens non allemands est supérieur à 400 reichsmarks, l'acheteur doit en effectuer le règlement direct à son vendeur pour la totalité, à moins d'accord particulier entre le commissaire du gouvernement créancier intéressé et celui du Gouvernement allemand.

38. Par contre les transports en Allemagne ou hors d'Allemagne de marchandises faisant l'objet d'un contrat de prestations, par des moyens allemands, ne donnent lieu à aucun paiement direct.

39. Le transport sous pavillon allemand par voie fluviale, maritime ou aérienne peut à lui seul faire l'objet d'un contrat de prestations lorsqu'il s'agit d'un transport effectué entre un port allemand et un port situé sur le territoire d'une Puissance créancière ou sur le territoire d'une de ses colonies et dépendances ou sur un territoire placé sous son mandat, ou vice versa.

31. If the agents present at the meeting agree, they shall fix the lists for the period of two years from the 1st April next following.

32. In case of disagreement the question shall be submitted to the arbitrator whose functions are defined in paragraph 108 hereafter.

After hearing the parties concerned, the arbitrator shall draw up the lists for the period of two years as from the 1st April next following.

33. The same procedure shall apply, if necessary, to the fixing of the rations of list B (Annex III). If the German Government desires that such rations shall be fixed, its agent shall submit a request to this effect to the agents of the creditor Powers at least two months before the date on which these programmes come into force.

Article VI.

DIRECT PAYMENTS.

34. The payments to be made by the purchaser direct to the seller without any entry being made to an account for deliveries in kind are governed by the rules set forth hereafter.

35. In respect of any commodity delivered which appears in list C, the purchaser shall pay direct to the seller that part of the price which corresponds to the coefficient fixed for this commodity in accordance with paragraph 25 of the present Regulations and subject to the provisions of Article VII.

36. If a contract makes the *seller* responsible for the transport of the commodity, and if the transport is not carried out entirely by German means, a direct payment shall be due whenever the cost of the transport exceeds 400 reichsmarks.

37. If the cost of transport carried out by non-German means exceeds 400 reichsmarks, the purchaser shall pay the entire cost direct to the seller, unless there is a special agreement between the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government.

38. Transport by German means in or outside Germany of commodities ordered as a delivery in kind shall not give rise to any direct payment.

39. Transport under German flag by river, sea or air may of itself form the subject matter of a contract for deliveries in kind whenever it is effected between a German port and a port situated in the territory of a creditor Power or in one of its colonies, dependencies or mandated territories or *vice versa*.

40. Si un contrat prévoit que le montage de la marchandise hors d'Allemagne est à la charge du vendeur, ce montage, qu'il soit effectué en tout ou en partie par l'économie allemande, ne donne lieu à paiement direct que si sa valeur est supérieure à 1.000 reichsmarks.

41. Le montage au sens du présent règlement comprend, à l'exclusion des fondations et travaux de maçonnerie, la mise en place et l'assemblage des machines et installations dont les pièces ont été totalement ou en grande partie achevées en usine.

42. Au cas où la valeur d'un montage effectué hors d'Allemagne en tout ou en partie par l'économie allemande est supérieure à 1.000 reichsmarks, il donne lieu à un paiement direct de 50 pour cent de cette valeur dans les limites suivantes :

a) 10 pour cent du montant du contrat pour les contrats d'une valeur inférieure à 200,000 reichsmarks ;

b) 10 pour cent sur la première tranche de 200,000 reichsmarks et 5 pour cent sur le surplus pour les contrats d'une valeur supérieure à 200,000 reichsmarks.

43. Si la valeur totale du montage effectué hors d'Allemagne dépasse les limites ci-dessus indiquées, l'excédent s'ajoute en totalité au paiement à effectuer directement par l'acheteur au vendeur.

44. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas au cas d'emploi hors d'Allemagne de personnel allemand, cet emploi étant régi par les dispositions insérées aux articles 47 et 48 ci-après.

45. Si un contrat relatif à la fourniture d'un ensemble prévoit, à titre de partie de cet ensemble, la livraison :

a) De marchandises comprises dans la liste C ;

b) De matériel d'équipement de type spécial qui n'est pas de fabrication courante en Allemagne ;

c) De marchandises visées au nota (3) de la liste A, sous réserve qu'il s'agisse de produits finis,

la livraison de ces marchandises ne donne lieu à un paiement direct que si leur valeur totale au départ de l'usine ou du magasin ou rendue à l'usine ou au magasin du vendeur, est supérieure à 10 pour cent du montant total du contrat.

Un ensemble au sens du présent règlement est une fourniture composée, commandée à un seul fournisseur et exécutée par lui seul ou avec la participation de sous-traitants en vue de lui imposer la responsabilité du fonctionnement et du rendement de la fourniture (machine, outillage d'une usine, bateau, etc.).

46. Si cette valeur telle qu'elle est définie à l'article précédent est supérieure à 10 pour cent du montant total du contrat, il y a lieu à paiement direct de l'acheteur au vendeur pour les marchan-

40. If a contract stipulates that the seller shall be responsible for erection outside Germany, such erection, whether carried out partly or wholly by means of German resources, shall not give rise to a direct payment unless its value exceeds 1,000 reichsmarks.

41. Erection within the meaning of the present Regulations does not comprise foundations and masonry, but covers the installation and assembling of machines and plant the parts of which have been finished wholly or mainly at the factory.

42. If the cost of erection carried out outside Germany, either wholly or partly by means of German resources, exceeds 1,000 reichsmarks, it shall be subject to a direct payment of 50 per cent. of such cost, subject to the following limitations :

(a) 10 per cent. of the value of the order or contracts of an amount less than 200,000 reichsmarks ;

(b) 10 per cent. of the first instalment of 200,000 reichsmarks and 5 per cent. of the balance for contracts exceeding 200,000 reichsmarks.

43. If the total value of erection outside Germany exceeds these limits, the entire amount of the excess shall be added to the direct payment to be made by the purchaser to the seller.

44. The foregoing provisions do not apply to the employment of German personnel outside Germany, which is governed by the provisions of paragraphs 47 and 48 hereafter.

45. If a contract for the supply of a composite object provides for the delivery as part of such object of :

(a) Commodities contained in list C ;

(b) Equipment of a specialised type not currently manufactured in Germany ;

(c) Commodities mentioned in footnote 3 of list A, provided that they are finished products,

the delivery of these commodities shall not give rise to a direct payment unless their total value, delivered either by or to the seller at his factory or warehouse, exceeds 10 per cent. of the total value of the contract.

A composite object within the meaning of the present Regulations is one for which the order is placed with a single supplier, is executed by him acting alone or with the assistance of sub-contractors and makes him responsible for the working or output of the object supplied (machinery, factory plant, ship, etc.).

46. If the value defined in the preceding paragraph exceeds 10 per cent. of the total price of the contract, payment shall be made by the purchaser direct to the seller in respect of the commodities

dises comprises dans la liste C selon les règles fixées pour ces marchandises par l'article 35 du présent règlement et pour les marchandises visées aux alinéas b) et c) du paragraphe précédent, pour la totalité de leur valeur.

47. Si un contrat prévoit l'emploi hors d'Allemagne de personnel allemand, les salaires et appointements de ce personnel donnent lieu, à concurrence de 40 pour cent de leur valeur, à un paiement direct de l'acheteur au vendeur.

48. Si toutefois la nourriture du personnel ainsi employé vient d'Allemagne ou si ce personnel est pendant la durée des travaux logé en Allemagne ou si des dispositions spéciales pour sa nourriture ou son logement sont prises sur place par l'acheteur et le vendeur, le pourcentage est réduit par accord entre le commissaire de la Puissance créancière intéressée et le commissaire allemand ou, à défaut d'accord, par l'arbitre prévu à l'article 108 ci-après.

49. Si la marchandise faisant l'objet d'un contrat est grevée d'une hypothèque, d'un privilège ou de toute autre charge, en faveur d'un créancier non allemand et doit être livrée libre de toute charge, les paiements nécessaires pour assurer cette libération sont directement effectués par l'acheteur au vendeur.

50. Aucun paiement direct n'est à effectuer dans les cas où le contrat met à la charge du vendeur :

a) L'inspection et la surveillance d'usage des marchandises ou de la fabrication des marchandises en Allemagne par des agents de l'acheteur ou par des inspecteurs appartenant à des organismes de surveillance reconnus si ces organismes, même non allemands, ont un siège en Allemagne ;

b) Le transbordement ou la manutention des marchandises par de la main-d'œuvre ou des moyens non-allemands ;

c) Les frais pour avances temporaires de droits de douane ou de droits analogues non-allemands ;

d) Les frais pour dépôt de garantie effectués en monnaie non-allemande.

51. Lorsqu'un contrat d'assurances n'est pas le complément d'une livraison ou d'un travail à effectuer au titre des prestations, mais forme par lui-même un contrat de prestations, il donne lieu à un paiement direct dont le montant est à fixer dans chaque cas particulier par accord direct entre le commissaire de la Puissance créancière intéressée et le commissaire allemand.

contained in list C, according to the rules applicable to such commodities under paragraph 35 of the present Regulations, and for the entire value of the commodities mentioned under headings (b) and (c) of the preceding paragraph.

47. If a contract provides for the employment of German personnel outside Germany, 40 per cent. of the total wages and salaries of such personnel shall be paid by the purchaser direct to the seller.

48. If, however, the food of the personnel thus employed comes from Germany, or if the personnel is provided with living accommodation in Germany while the work is being carried out, or if special arrangements for housing and feeding are made locally by the purchaser and the seller, the percentage shall be reduced by agreement between the agent of the creditor Power concerned and the German agent. Failing such agreement, the arbitrator for whom provision is made in paragraph 108 hereafter shall decide.

49. If the commodity ordered under a contract is the subject of a mortgage, a lien or any other charge in favour of a non-German creditor, and if it is to be delivered free of any such charge, the payments required to pay off any such charge shall be made by the purchaser direct to the seller.

50. No direct payment shall be made if the contract makes the seller responsible for :

(a) The customary inspection and supervision of commodities or of the manufacture of commodities in Germany by persons employed by the buyer or by inspectors belonging to recognised inspection agencies provided that these agencies, which need not necessarily be German, are established in Germany ;

(b) The transhipment or handling of commodities by non-German means or labour ;

(c) The sums required to cover temporary advances for customs dues or similar non-German charges ;

(d) The costs of guarantee deposits in non-German currency.

51. A direct payment shall be made in respect of any contract for insurance which is not accessory to a delivery or to work to be executed as a delivery in kind, but which forms of itself a contract for such delivery. The amount of this payment will be fixed for each individual case by direct agreement between the agent of the creditor Power concerned and the German agent.

Titre VII.

HOMOLOGATION DES CONTRATS.

52. Aucun paiement ne peut être effectué par le moyen des fonds réservés pour les prestations en nature qu'en exécution d'un contrat commercial préalablement homologué par accord entre le Gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement allemand.

53. Chaque contrat doit contenir une clause indiquant qu'il doit être payé sur les fonds réservés pour les prestations en nature.

54. Au sens du présent règlement, un contrat est :

- a) Un document signé par le vendeur et par l'acheteur ;
- b) Une offre ferme, avec ou sans devis, acceptée sans réserve par l'acheteur, par lettre ou par télégramme ;
- c) Une commande ferme acceptée (sans réserve par le vendeur par lettre ou par télégramme).

55. Les contrats doivent être tout d'abord acceptés par la Puissance créancière intéressée qui s'assure préalablement qu'ils sont conformes aux dispositions du règlement et qu'il existe à son compte de prestations des crédits suffisants pour faire face aux échéances qui y sont prévues.

56. Les contrats sont d'abord transmis en double exemplaire au commissaire du Gouvernement allemand, la remise s'effectuant par pli recommandé ou directement contre reçu d'un agent qualifié.

57. Le commissaire du Gouvernement allemand dans les trois jours francs ouvrables suivant la remise qui lui en a été effectuée, fait savoir au commissaire qui le lui a transmis s'il accepte le contrat avec ou sans réserve ou s'il en propose le rejet.

58. Si le contrat ne soulève pas d'objection de sa part, il en informe la Banque des Règlements internationaux à qui il remet une copie du contrat.

59. Si le commissaire du Gouvernement allemand estime que le contrat doit être amendé ou rejeté, ou s'il estime insuffisantes les indications qui y sont contenues, il le retourne avec ses observations motivées au commissaire qui le lui a transmis.

60. Si le commissaire du Gouvernement créancier n'accepte pas le point de vue du commissaire allemand, il porte la question devant l'arbitre prévu à l'article 108 ci-après, qui statue en dernier ressort, après avoir provoqué les observations du commissaire de la Puissance créancière intéressée et du commissaire allemand, dans un délai maximum de huit jours francs ouvrables suivant celui où il a été saisi de la question.

Article VII.

APPROVAL OF CONTRACTS.

52. No payment shall be made by means of the funds reserved for deliveries in kind, unless in execution of a commercial contract previously approved by agreement between the creditor Government concerned and the German Government.

53. Every contract shall contain a clause indicating that it is to be paid for out of the funds reserved for deliveries in kind.

54. By a contract within the meaning of the present Regulations is understood :

- (a) A document signed by the seller and the buyer ;
- (b) A firm offer, with or without specification, accepted without reserve by the buyer by letter or by telegram ;
- (c) A firm order accepted without reserve by the seller by letter or by telegram.

55. In the first place, the contracts must be accepted by the creditor Power concerned, which shall ascertain at the outset that they are in conformity with the Regulations and that sufficient funds stand to its credit to meet the payments for which the contract provides when they fall due.

56. Two copies of the contracts will then be transmitted to the agent of the German Government, either by registered letter or delivered direct against a receipt given by an authorised person.

57. Within three clear working days of receiving the contract the agent of the German Government shall inform the agent which has transmitted the contract whether he accepts it with or without reservation or whether he proposes its rejection.

58. If he has no objection to the contract, he will inform the Bank for International Settlements to which he will send a copy of the contract.

59. If the agent of the German Government considers that the contract should be modified or rejected, or if he regards the details which it contains to be insufficient, he will return it, accompanied by his observations and reasons, to the agent from whom it was received.

60. If the agent of the creditor Government does not concur in the view of the German agent, he shall bring the question before the arbitrator for whom provision is made in paragraph 108 hereafter. After calling for the observations of the agent of the creditor Power concerned and the German agent, the arbitrator shall give a final decision within a maximum of eight clear working days from the date on which the question was referred to him.

61. Le commissaire du Gouvernement allemand peut s'adresser directement au vendeur allemand pour obtenir les renseignements complémentaires ou les modifications au contrat qu'il juge nécessaires, mais il est tenu d'informer le commissaire de la Puissance créancière pour que celui-ci puisse agir de son côté auprès de l'acheteur.

62. Dans tous les cas où la procédure s'est ainsi trouvée suspendue, elle reprend dans les mêmes formes et avec les mêmes délais à dater du jour où le commissaire de la Puissance créancière a communiqué au commissaire allemand les renseignements nécessaires ou l'accord des parties sur les modifications demandées au contrat.

63. Lorsqu'il est fait appel à l'arbitre, notification de la sentence est faite au commissaire allemand et au commissaire de la Puissance créancière intéressée qui peut, dans ce cas, adresser directement le contrat à la Banque des Règlements internationaux, à charge par lui d'en informer le commissaire allemand.

64. Lorsqu'un contrat ne comporte pas d'échéances fixes, le commissaire allemand se met d'accord avec le commissaire ou le service qualifié du Gouvernement créancier pour arrêter un échéancier permettant de faire réservoir par la Banque des Règlements internationaux, les fonds nécessaires pour le règlement du contrat.

65. La Banque des Règlements internationaux tient pour chaque pays créancier des comptes indiquant les dates et montants des paiements prévus par les contrats homologués, ainsi que la quote-part restant disponible pour de nouveaux contrats.

Des relevés de ces situations sont adressés le 1^{er} et le 15 de chaque mois au commissaire du pays créancier intéressé et au commissaire allemand.

66. Avant de présenter un contrat à l'homologation, le Gouvernement créancier intéressé doit avoir convenu d'une manière définitive avec l'acheteur les conditions auxquelles ce dernier pourra obtenir les paiements au titre des prestations.

67. Si, pendant l'exécution d'un contrat, l'acheteur ne satisfait pas à ces conditions, il garde vis-à-vis de son vendeur l'entièr responsabilité du contrat dans les conditions commerciales habituelles, même s'il est stipulé dans le contrat qu'il n'est exécutoire qu'au titre des prestations en nature.

68. Dans ce cas, sur la demande qui lui en est adressée sous sa responsabilité par la Puissance créancière intéressée, la Banque des Règlements internationaux débloque les crédits qui ont été réservés pour le règlement de ce contrat et n'ont pas encore été employés.

Le commissaire du Gouvernement allemand est tenu informé de l'opération.

61. The agent of the German Government may apply direct to the German seller for further information, or to have any changes made in the contract which he may consider to be necessary. It shall be his duty, however, to inform the agent of the creditor Power, in order that the agent may take the necessary action with regard to the purchaser.

62. Whenever the procedure is suspended in the manner described it shall be resumed with the same formalities and the same time limits as from the day on which the agent of the creditor Power sends to the German agent the necessary information or the agreement of the parties concerning the changes required to be made in the contract.

63. When an appeal is made to the arbitrator the award shall be notified to the German agent and the agent of the creditor Power concerned. The latter may then send the contract direct to the Bank for International Settlements, and shall be responsible for informing the German agent to this effect.

64. When a contract does not provide a definite scheme of payments, the German agent will draw up a schedule in agreement with the agent or authorised department of the creditor Government, in order that the Bank for International Settlements may set aside the sums required for paying for the contract.

65. The Bank for International Settlements will keep accounts for each creditor country showing the dates and amounts of the payments for which the approved contracts provide and indicating how much of the quota remains available for new contracts.

Abstracts of these accounts will be supplied on the 1st and the 15th of each month to the agent of the creditor Power concerned and to the German agent.

66. Before submitting a contract for approval the creditor Government concerned shall have definitely agreed with the purchaser the terms on which he can obtain payments out of the funds reserved for deliveries in kind.

67. If, in the course of execution of a contract, the buyer does not fulfil these conditions he shall continue to bear the entire responsibility for the contract, as far as the seller is concerned, under ordinary commercial conditions, even if the contract stipulates that it shall only be executed as a delivery in kind.

68. In this case the Bank for International Settlements shall, if the creditor Power concerned so requests on its own responsibility release the credits reserved but not yet utilised for payment for the contract.

The agent of the German Government shall be informed accordingly.

69. Des dérogations au présent règlement peuvent être consenties par accord entre le commissaire d'un gouvernement créancier et le commissaire du Gouvernement allemand à condition qu'elles ne dépassent pas :

a) En ce qui concerne les contingents qui pourraient être éventuellement établis, 20 pour cent du contingent admis pour l'année en cours ;

b) En ce qui concerne les paiements directs, 30 pour cent des paiements qui auraient dû être effectués au titre du contrat en cause si le règlement avait été exactement appliqué.

70. Si les conditions prévues dans un contrat entraînent d'autres dérogations acceptées par le commissaire allemand, il faut, pour que le contrat puisse être homologué, que trois au moins des commissaires belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave aient donné leur assentiment à la dérogation proposée.

71. Toutefois, s'il s'agit d'une dérogation à la clause des réexportations qui demeurent en principe interdites, l'unanimité de ces six commissaires est nécessaire.

72. En transmettant à la Banque des Règlements internationaux un contrat pour lequel des dérogations ont été admises par application des articles 69, 70 et 71 précédents, le commissaire du Gouvernement allemand doit y joindre une note indiquant la nature de la dérogation consentie et les commissaires qui y ont donné leur accord.

En ce qui concerne les contrats approuvés en vertu d'une décision arbitrale dans les conditions prévues à l'article 63, le commissaire qui transmet le contrat y joint une copie de la décision arbitrale.

73. Les statistiques que la Banque des Règlements internationaux doit tenir en exécution de l'article 23 sont communiquées chaque mois par elle aux commissaires de tous les gouvernements et doivent faire ressortir :

1^o Le montant total des contrats qu'elle a reçus au cours du mois précédent, par nature et pour chacun des pays intéressés, les contrats supérieurs à 5 millions de reichsmarks et les avenants s'y rapportant étant indiqués séparément ;

2^o Les indications qui lui sont transmises avec les contrats par application des dispositions de l'article 72.

69. Exceptions to the present Regulations may be admitted by agreement between the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government provided that they do not exceed :

(a) In the case of any rations which may eventually be fixed, 20 per cent. of the ration allowed for the year in question ;

(b) In the case of direct payments, 30 per cent. of the payments of this kind which should have been effected under the contract in question had the Regulations been strictly applied.

70. If the conditions of a contract entail other exceptions to which the German agent agrees, the contract shall only be approved provided that, of the Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav agents, at least three agree to the exception proposed.

71. In the case, however, of an exception to the clause concerning re-exportation, which in principle remains forbidden, the unanimous agreement of these six agents shall be required.

72. In transmitting to the Bank for International Settlements a contract in respect of which exceptions have been admitted in application of paragraphs 69, 70 and 71 above, the agent of the German Government shall attach to the contract a note stating the nature of the exception granted and indicating which agents have given their consent.

In the case of contracts approved in virtue of an arbitral decision in accordance with paragraph 63, the agent who transmits the contract will attach to it a copy of the arbitral decision.

73. The statistics which the Bank for International Settlements will keep in execution of paragraph 23 will be sent by the Bank each month to the agents of all the Governments and will show :

(1) According to countries and categories the total amount of the contracts which it has received during the preceding month, those for an amount exceeding 5 million reichsmarks and riders thereto being shown separately ;

(2) The information transmitted to it with contracts in accordance with paragraph 72.

Titre VIII.

PAIEMENTS.

A. *Paiements au titre des prestations en nature.*

74. Il est ouvert à chaque Gouvernement créancier à la Banque des Règlements internationaux, un compte au crédit duquel sont portés toutes les sommes que ce gouvernement doit réservé pour les prestations en nature conformément au barème adopté et au débit duquel sont portés tous les paiements effectués pour le règlement des contrats homologués.

75. Le solde créditeur existant à la fin de chaque mois s'ajoute aux crédits ouverts pendant le mois suivant pour former le total des sommes dont la Puissance créancière peut disposer pour prestations en nature au cours de ce mois.

76. Au début de chaque mois, le Commissaire du gouvernement créancier intéressé et le Commissaire du Gouvernement allemand sont informés de l'état du compte.

77. Sous les réserves prévues au présent règlement, les sommes versées à ce compte ne peuvent être utilisées que pour le règlement de contrats de prestations.

78. Chaque Puissance créancière peut, pour le règlement des contrats de prestations dûment homologués, disposer librement du solde créditeur existant à ce compte par tous moyens de paiement en usage dans le commerce international et notamment par chèques, ordres de virement et traitements à terme.

Les paiements sont effectués par la Reichsbank à Berlin.

79. Les Puissances créancières communiquent à la Banque des Règlements internationaux les noms et signatures des fonctionnaires ayant qualité pour émettre les ordres de paiement.

80. Les ordres de paiement sont en principe libellés en reichsmarks. Lorsqu'un contrat stipule que le paiement doit être fait dans la monnaie d'un pays non allemand, l'ordre de paiement est libellé en cette monnaie, mais doit porter l'indication « payable en reichsmarks ». Dans ce cas, la conversion en reichsmarks est faite au moment du paiement sur la base du taux moyen officiel de la Bourse de Berlin coté la veille du jour du paiement.

81. Si un contrat prévoit un taux conventionnel de conversion, la conversion en reichsmarks se fait à ce taux.

82. Tous les ordres de paiement doivent indiquer le numéro d'homologation du contrat au titre duquel ils sont émis.

Article VIII.

PAYMENTS.

A. *Payments for Deliveries in Kind.*

74. For each creditor Government there shall be opened at the Bank for International Settlements an account to which shall be credited all sums to be reserved by that Government for deliveries in kind according to the approved schedule. All payments made in respect of approved contracts shall be debited to this account.

75. The credit balance at the end of each month shall be added to the credits opened during the following month. The sum available to the creditor Power for deliveries in kind during that month shall be the total of these two amounts.

76. At the beginning of each month the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government shall be informed of the state of the account.

77. Subject to the reserves provided by the present Regulations the sums paid to this account can only be employed for the payment of contracts for deliveries in kind.

78. For the purpose of paying for duly approved contracts for deliveries in kind, each creditor Power may dispose freely of the credit balance lying in his account, by any method of payment which is current in international commerce, and particularly by means of cheques, orders to transfer and time drafts.

The payments will be made by the Reichsbank in Berlin.

79. The creditor Powers will transmit to the Bank for International Settlements the names and signatures of the officials who are authorised to issue orders to pay.

80. In principle, orders to pay shall be made out in reichsmarks. When a contract stipulates that payment is to be made in a non-German currency, the order to pay shall be made out in this currency, but must bear the inscription "payable in reichsmarks." In this case the conversion into reichsmarks shall be made at the time of payment, at the official average rate of the Berlin Bourse as quoted for the day preceding that of payment.

81. If a contract provides for an agreed rate of conversion, the conversion into reichsmarks shall be made at this rate.

82. All orders to pay must indicate the approval number of the contract in respect of which they are issued.

83. Les chèques sont émis par le Gouvernement créancier au nom du vendeur et remis à l'acheteur pour être transmis au vendeur. Ils ne peuvent être encaissés directement, mais doivent être versés à un compte de Banque.

84. Les ordres de virement portent les noms de l'acheteur et du vendeur ainsi que l'indication de la Banque chargée d'en assurer le recouvrement.

85. Les traites à terme doivent être à échéance de trente jours au moins et de quatre-vingt-dix jours au plus de la date d'émission. Elles ne peuvent être émises que si elles ont été prévues dans le contrat au titre duquel elles sont demandées.

Elles sont tirées par le Gouvernement créancier sur la Banque des Règlements internationaux. Elles ne sont pas acceptées.

Elles sont émises à l'ordre de l'acheteur qui doit les endosser et les remettre directement au vendeur.

Elles portent la mention « Payables à la Reichsbank à Berlin. »

86. Si un Gouvernement créancier ayant émis une traite à terme ne dispose pas, au moment de l'échéance, de crédits suffisants pour y faire face, il met à la disposition de la Banque des Règlements internationaux les fonds nécessaires deux jours avant la date prévue.

L'avance qu'il a ainsi consentie lui est remboursée sur les premiers crédits dont il aura ensuite la disposition pour prestations en nature.

87. Chaque jour, le service émetteur et le Commissaire du Gouvernement allemand sont informés des paiements effectués et en reçoivent périodiquement des relevés.

88. Les modalités relatives aux paiements à effectuer par application des articles qui précèdent seront arrêtées de concert entre les représentants des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave, et la Banque des Règlements internationaux, notamment en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces paiements.

89. Lorsque pour l'exécution ou la liquidation d'un contrat un vendeur doit effectuer un paiement en espèces à l'acheteur, celui-ci en informe son Gouvernement et requiert le vendeur d'effectuer le paiement au crédit du compte ouvert pour prestations en nature à ce Gouvernement.

90. Cette disposition n'est pas applicable aux paiements inférieurs à 10.000 reichsmarks et à 20 pour cent de la valeur du contrat que le vendeur peut être tenu de faire à l'acheteur après que le dernier paiement prévu par le contrat a été effectué, et que le contrat est en conséquence considéré par les contractants comme terminé. Dans ce cas, les paiements sont faits directement par le vendeur à l'acheteur.

83. Cheques shall be issued by the creditor Government made out in the name of the seller and passed to the buyer for transmission to the seller. They cannot be cashed over the counter, but must be passed through a bank account.

84. Orders to transfer shall bear the names of the buyer and seller, as well as that of the bank responsible for collection.

85. Time drafts shall be made payable not less than thirty days and not more than ninety days at most from the date of issue. They shall only be issued if the contract for which they are required makes provision to this effect.

They shall be drawn by the creditor Government on the Bank for International Settlements. They shall not be accepted.

They shall be issued to the order of the buyer, who shall endorse them and transmit them direct to the seller.

They shall bear the words : "Payable at the Reichsbank in Berlin."

86. If a creditor Government which has issued a time draft does not possess credits sufficient to meet the payment when it falls due, it shall place the necessary funds at the disposal of the Bank for International Settlements two days before the due date.

A creditor Government which advances a sum in this manner shall be reimbursed out of the first credits which are thereafter placed at its disposal for deliveries in kind.

87. The issuing Authority and the agent of the German Government will receive daily advice and periodical statements of the payments effected.

88. The rules to be applied to the payments made in application of the preceding paragraphs will be determined jointly by representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Government and the Bank for International Settlements, particularly in so far as concerns the requisite measures for safeguarding these payments.

89. When a seller has to make a payment to a buyer in executing or winding-up a contract, the buyer shall inform his Government and request the seller to make the payment into the account for deliveries in kind opened for this Government.

90. This provision shall not apply to any payments of less than 10,000 reichsmarks and of less than 20 per cent. of the value of the contract, which the seller be liable to make to the purchaser after the last payment for which the contract provides has been made and the contract is consequently regarded by the contracting parties as terminated. In such a case the payments shall be made by the seller direct to the purchaser.

B. Paiements directs.

91. Les dispositions du Titre VI du présent règlement relatives au paiement direct d'une partie de la valeur de certaines marchandises ou de certains services sont, lorsqu'il y a lieu, appliquées à un contrat :

- a)* Soit en vertu du contrat lui-même ;
- b)* Soit par la décision relative à l'homologation du contrat, cette décision étant considérée comme conditionnelle au sens du titre VII.

Dans le premier cas, le contrat stipule les dates et montants des échéances à payer directement.

Dans le second, les dates et les montants des échéances à payer directement sont précisées dans la décision d'homologation de telle sorte que les paiements directs soient effectués aux mêmes époques et dans la même proportion que les paiements au compte des prestations.

Dans les deux cas, l'acheteur effectue les paiements directs au vendeur suivant les règles commerciales habituelles.

92. Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que par accord avec la Puissance créancière intéressée, la Banque des Règlements internationaux puisse assurer à l'échéance la totalité des paiements prévus à un contrat. Dans ce cas, le paiement direct est effectué dans les conditions et monnaies prévues au contrat, mais il est porté au débit de la Puissance créancière à un autre compte que celui des prestations en nature.

*Titre IX.**INTERDICTION DE RÉEXPORTATION.*

93. Chaque Puissance créancière s'engage à empêcher, autant que faire se peut, la réexportation, pendant cinq ans, des marchandises reçues par elle d'Allemagne au titre des prestations en nature.

94. Il n'y a pas réexportation au sens du présent règlement :

- a)* S'il s'agit de matériel pour travaux publics utilisé à l'étranger par une entreprise de la Puissance créancière pendant une courte période ne dépassant pas une année, avec obligation de retour sur le territoire de la Puissance créancière ;

B. Direct Payments.

91. When the case arises the provisions of Article VI of the present Regulations concerning the direct payment of a part of the value of certain commodities or services shall be applied to a contract either :

- (a)* By the terms of the contract itself, or
- (b)* By the decision concerning the approval of the contract, such decision being regarded as conditional within the meaning of Article VII.

In the first case the dates and amounts of the sums to be paid direct shall be stipulated in the contract.

In the second case the dates and amounts of the sums to be paid direct shall be fixed by the decision of approval in such a manner that the direct payments are made at the same time and in the same proportions as the payments made on account of deliveries in kind.

In both cases the purchaser shall make the direct payments to the seller in accordance with the rules of ordinary commerce.

92. The foregoing provisions shall not preclude the Bank for International Settlements in agreement with the creditor Power concerned from meeting all the payments for which a contract provides, when they fall due. In this case the direct payments shall be made under the conditions and in the currencies stipulated in the contract, but it shall be debited to the creditor Power in an account other than that relating to deliveries in kind.

*Article IX.**PROHIBITION CONCERNING RE-EXPORTATION.*

93. Each creditor Power undertakes, as far as possible, to prevent the commodities which it receives from Germany as deliveries in kind from being re-exported during five years.

94. It shall not be considered to be re-exportation within the meaning of the present Regulations :

- (a)* In cases of plant for public works which is utilised abroad by a firm of the creditor Power during a short period not exceeding one year, with an obligation for the return of the plant to the territory of the creditor Power ;

b) Si les marchandises sont exportées dans les colonies, dépendances ou territoires sous mandat de la Puissance créancière¹;

c) Si elles sont destinées à des Ambassades, consulats ou à des instituts à l'étranger de la Puissance créancière ;

d) Si, étant incorporées dans un autre article ou transformées, leur valeur n'entre pas pour plus de 60 pour cent dans la valeur de l'article vendu à l'étranger, ladite valeur étant calculée franco-frontière ou f.o.b. dans un port de la Puissance créancière.

95. Les Puissances créancières ne doivent présenter à l'homologation aucun contrat comportant fourniture de marchandises qui ne contienne ou ne porte annexée la déclaration suivante signée de l'acheteur :

Je m'engage à ne pas exporter pendant cinq ans les marchandises qui font l'objet du présent contrat.

Au cas où je vendrais tout ou partie de ces marchandises, je m'engage à exiger de mon acheteur qu'il prenne à sa charge et impose aux acheteurs successifs tous les engagements pris par moi.

J'accepte, si je manque à un de ces engagements, d'être privé pendant deux ans de la possibilité d'obtenir, pour de nouveaux contrats, conclus par moi, le paiement sur les fonds réservés pour prestations en nature.

Les marchandises ne seront pas réputées réexportées :

a) S'il s'agit de matériel pour travaux publics utilisé à l'étranger par une entreprise de la Puissance créancière pendant une courte période ne dépassant pas une année, avec obligation de retour sur le territoire de la Puissance créancière ;

b) Si les marchandises sont exportées dans les colonies, dépendances ou territoires sous mandat de la Puissance créancière ;

c) Si elles sont destinées à des Ambassades, consulats ou instituts à l'étranger de la Puissance créancière ;

d) Si, étant incorporées dans un autre article ou transformées, leur valeur n'entre pas pour plus de 60 pour cent dans la valeur de l'article vendu à l'étranger, ladite valeur étant calculée, franco-frontière ou f.o.b. dans un port de la Puissance créancière.

96. Si le contrat est conclu par le Gouvernement créancier lui-même, il l'envoie au Commissaire

¹ Comme par le passé, l'admission au bénéfice des prestations des territoires sous mandat ne préjuge pas la nature juridique du mandat.

(b) If commodities are exported to the colonies, dependencies or mandated territories of the creditor Power;¹

(c) If they are intended for embassies, consulates or higher educational institutes of the creditor Power abroad ;

(d) If after transformation or being incorporated in another article the value of a commodity does not represent more than 60 per cent. of the value of the article sold abroad, such value being estimated for delivery at the frontier or f.o.b. at a port of the creditor Power.

95. The creditor Power shall not submit for approval any contract for the delivery of commodities unless the following declaration signed by the buyer is included in or attached to the contract :

I undertake for five years not to re-export the commodities which form the subject of the present contract.

In the event of my selling all or part of these commodities, I undertake to require my purchaser to take upon himself all the obligations which I have assumed, and to cause the same undertakings to be given by his successive purchasers.

If I fail to perform any of these undertakings I consent to be deprived of the possibility of having new contracts concluded by me paid for by means of the funds which are reserved for deliveries in kind.

Commodities shall not be considered to be re-exported :

(a) In cases of plant for public works which is utilised abroad by a firm of the creditor Power during a short period not exceeding one year, with obligation for the return of the plant to the territory of the creditor Power ;

(b) If commodities are exported to the colonies, dependencies or mandated territories of the creditor Power ;

(c) If they are intended for embassies, consulates or higher educational institutes of the creditor Power abroad ;

(d) If after transformation or being incorporated in another article the value of the commodity does not represent more than 60 per cent. of the value of the article sold abroad, such value being estimated for delivery at the frontier or f.o.b. at a port of the creditor Power.

96. If the contract is concluded by the creditor Government itself, the latter will transmit it to

¹ If mandated territories are allowed the benefit of deliveries in kind this shall, as in the past, be without prejudice to the legal status of the mandate.

du Gouvernement allemand avec l'engagement de ne pas réexporter, pendant cinq ans, ou s'il revend, d'exiger de l'acheteur un engagement dans la forme prescrite à l'article 95.

97. Si un différend s'élève entre un Gouvernement créancier et le Gouvernement allemand sur la question de savoir s'il y a eu ou non réexportation, il est soumis à la juridiction prévue à l'article 107 ci-après.

Titre X.

INFRACTIONS ET FRAUDES.

98. Il appartient aux gouvernements intéressés de prendre sur leurs territoires respectifs les mesures qu'ils jugent nécessaires pour que les contrats s'exécutent conformément au présent règlement, et en cas d'infraction intentionnelle ou de fraude, les sanctions qu'ils jugent utiles à l'égard de leurs ressortissants.

99. La Banque des Règlements internationaux n'encourt aucune responsabilité du fait des fraudes ou irrégularités commises pendant l'exécution d'un contrat. Mais elle est tenue de signaler au Commissaire du gouvernement créancier intéressé et au Commissaire allemand tout fait qui lui paraîtrait de nature à constituer une fraude ou une infraction intentionnelle au présent règlement.

100. Les Commissaires des gouvernements créanciers et du Gouvernement allemand s'informent réciproquement des enquêtes auxquelles leurs gouvernements respectifs font procéder en vue d'apprécier si un contrat a donné lieu à une fraude ou à une infraction intentionnelle au présent règlement et ils s'en communiquent les résultats.

101. Les gouvernements s'engagent à s'accorder réciproquement toutes facilités pour assurer la bonne fin des enquêtes que chacun d'eux décide d'effectuer. En conséquence, les Commissaires des différents pays échangent les renseignements qu'ils possèdent et qui sont de nature à faciliter leur tâches respectives.

102. Si un Gouvernement créancier ou le Gouvernement allemand estime que l'un de ses ressortissants s'est rendu coupable d'une infraction intentionnelle au présent règlement ou d'une fraude, il en fait informer par son Commissaire les Commissaires des autres gouvernements.

103. Du fait de cette notification, aucun contrat dans lequel figurerait comme partie contractante le nom d'une personne en ayant fait l'objet ne peut être homologué pendant les deux ans suivant la-dite notification.

the agent of the German Government, with the undertaking for five years not to re-export the commodities or, if it sells them, to require of the buyer an undertaking in the form prescribed by paragraph 95 above.

97. If a dispute arises between a creditor Government and the German Government as to whether there has been re-exportation or not, it shall be submitted to the jurisdiction for which paragraph 107 hereafter provides.

Article X.

INFRACTIONS AND FRAUDS.

98. It shall be the duty of the Governments concerned to take such steps within their respective territories as they may deem necessary in order that contracts may be executed in accordance with the present Regulations, and, in cases of fraud or wilful infraction, to apply such penalties as they may consider appropriate in respect of their nationals.

99. The Bank for International Settlements shall not incur any responsibility by reason of any fraud or irregularity committed during the execution of a contract. But it shall inform the agent of the creditor Government concerned and the German agent of any fact which may appear to it to constitute a fraud or wilful infraction of the present Regulations.

100. The agents of the creditor Government and the agent of the German Government will inform one another of the investigation which their respective Governments cause to be undertaken in order to ascertain whether there has been fraud or infraction of the present Regulations in connection with a contract and they shall inform one another of the result of such investigations.

101. The Governments undertake to afford one another full facilities for the purpose of carrying out the investigations which any of them may decide to make. For this purpose the agents of the various countries will exchange such information as they possess and is likely to facilitate their respective tasks.

102. If a creditor Government or the German Government considers one of its nationals to be guilty of fraud or of wilful infraction of the present Regulations, its agent will so inform the agents of the other Governments.

103. Pursuant to such notification, no contract to which one of the parties is a person whose name has thus been notified shall be approved during a period of two years from the date of the notification.

104. Le gouvernement ayant demandé l'exclusion d'un de ses ressortissants peut, avant l'expiration de la période de deux ans ci-dessus prévue demander sa radiation de la liste d'exclusion.

105. Si, avant le dernier paiement dû sur un contrat, l'acheteur ou le vendeur est reconnu par le gouvernement dont il est ressortissant, coupable d'une infraction intentionnelle aux dispositions du présent règlement ou d'une fraude et si son nom est notifié dans les conditions prévues à l'article 102, aucun paiement ne doit plus être effectué sur les fonds de prestations au titre de ce contrat dont le règlement doit s'effectuer directement entre l'acheteur et le vendeur.

Si les sommes jusqu'alors versées représentent une valeur supérieure à celle des marchandises ou des services qui devaient être fournis en exécution du contrat; les gouvernements intéressés s'efforceront, dans toute la mesure possible, d'obtenir le réversement de l'excédent au compte de prestations en nature de la Puissance créancière.

106. En vue de l'application des dispositions contenues à l'article précédent, la Banque des Règlements internationaux est informée, par le Commissaire de la Puissance ayant prononcé l'exclusion de son ressortissant, de la mesure dont celui-ci a été l'objet.

Titre XI.

ARBITRAGE.

107. Tout différend s'élevant entre une des Puissances créancières et le Gouvernement allemand, au sujet de l'interprétation du présent règlement est porté devant le Tribunal arbitral qui fait l'objet de l'article 15 de l'Accord de la Haye de janvier 1930.

Il en est de même pour tout différend s'élevant au sujet de l'application des dispositions du titre III ainsi que dans le cas visé par l'article 97 du présent règlement.

108. Tous autres différends auxquels pourrait donner lieu l'application du présent règlement sont soumis à un arbitre de nationalité neutre résidant à Paris et jouissant d'une haute situation commerciale ou industrielle.

Cet arbitre est nommé pour deux ans, par accord unanime entre les Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave, à défaut d'unanimité, par le président du Tribunal arbitral visé à l'article précédent.

Titre XII.

DISPOSITIONS TEMPORAIRES.

109. Tout contrat homologué à la date où le présent règlement entre en vigueur continue d'être

104. A Government which has applied for one of its nationals to be excluded may, before the end of the period of two years mentioned above, request that its national be removed from the list of excluded persons.

105. If before the last payment under a contract has been made, the buyer or seller is found guilty by his Government of fraud or wilful infraction of the present Regulations, and if his name is notified in accordance with paragraph 102, no further payment shall be made out of the funds for deliveries in kind in respect of the contract which shall be liquidated direct between buyer and seller.

If the sums paid up to that time exceed the value of the commodities or services due to be delivered under the contract, the Governments concerned shall do their utmost to obtain repayment of the excess to the account for deliveries in kind of the creditor Power.

106. In order that the provisions of the preceding paragraph may be applied, the agent of the Power which has declared its national to be excluded shall inform the Bank for International Settlements of the measures taken in this respect.

Article XI.

ARBITRATION.

107. Any dispute which may arise between a creditor Power and the German Government concerning the interpretation of the present Regulations shall be submitted to the arbitral tribunal for which Article 15 of the Hague Agreement of January 1930 provides.

The same procedure shall apply to any dispute which may arise concerning the application of the provisions of Article III or in the case mentioned in paragraph 97 of the present Regulations.

108. All other disputes which may arise from the application of the present Regulations shall be submitted to an arbitrator of neutral nationality who is resident in Paris, and who is of high commercial or industrial standing.

This arbitrator shall be appointed for two years by unanimous agreement between the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Governments, or failing unanimity, by the President of the arbitral tribunal mentioned in the preceding paragraph.

Article XII.

TEMPORARY PROVISIONS.

109. Any contract which has been approved by the date at which the present Regulations

exécuté sous le régime du Règlement Wallenberg, sous la seule réserve que les paiements par chèques sont substitués aux paiements par traites à vue et les organismes prévus au présent règlement aux organismes antérieurement existants.

110. Pendant une période de deux ans à dater de la déclaration de culpabilité, aucun contrat ne peut être homologué dans lequel figurerait comme acheteur ou vendeur une personne ayant été l'objet des sanctions prévues par le titre XII du Règlement Wallenberg.

Titre XIII.

REVISION DU RÈGLEMENT.

111. Le présent règlement peut, à la demande de l'une des Puissances intéressées aux prestations, être soumis à révision, ladite révision devant prendre effet le 1^{er} avril de l'année considérée.

Une première révision pourra avoir lieu en 1931, les autres suivant éventuellement à deux ans d'intervalle.

112. Le Gouvernement qui propose la révision fait connaître son intention à tous les autres Gouvernements intéressés avant le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la révision peut être effectuée. Il indique les points sur lesquels il suggère que des modifications soient apportées au règlement et il propose une date pour l'examen de sa demande.

113. La demande est examinée par un comité composé des Commissaires ou représentants des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave.

114. Aucune modification ne peut être apportée au présent règlement que par accord unanime entre les membres du comité constitué comme il est dit à l'article précédent.

Titre XIV.

AUTHENTICITÉ DES TEXTES.

115. Ce règlement est établi en français, en anglais et en allemand, les trois textes faisant également foi pour l'interprétation, étant entendu qu'en cas d'appel à l'arbitrage sur l'interprétation et avant la décision du Tribunal arbitral, il sera fait état de l'interprétation jugée par le Gouvernement créancier intéressé la plus favorable à la bonne exécution des prestations en nature.

come into force shall continue to be executed under the procedure of the Wallenberg Regulations with the sole exception that payment by cheque shall take the place of payment by means of sight drafts, and that the organisations for which the present Regulations provide shall be substituted for those previously in existence.

110. During a period of two years from the date when the verdict of guilt is pronounced, no contract shall be approved in which the name of a person appears, either as purchaser or seller, in respect of whom the penalties for which Article XII of the Wallenberg Regulations provides have been applied.

Article XIII.

REVISION OF THE REGULATIONS.

111. The present Regulations may, at the request of one of the Powers interested in deliveries in kind be submitted to revision. Such revision shall take effect as from the 1st April of the year in question.

Revision may first take place in 1931 and thereafter at intervals of two years.

112. The Government which proposes the revision shall inform all the other Governments concerned in deliveries in kind of its intention, before the 1st January of the year in which revision may be made. It will state the points regarding which it suggests that modifications should be introduced into the Regulations and the date which it proposes for the examination of its request.

113. The request shall be considered by a Committee consisting of the agents or representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Governments.

114. No modification may be made in the present Regulations except by unanimous agreement between the members of the Committee constituted in accordance with the preceding paragraph.

Article XIV.

AUTHENTICITY OF TEXTS.

115. These Regulations are drawn up in French, English and German, the three texts being equally authentic for purposes of interpretation. It is understood that, in the event of an appeal to arbitration on the interpretation and pending the decision of the arbitral tribunal, the interpretation considered by the creditor Power concerned to be the most favourable to the proper execution of deliveries in kind shall be taken to be correct.

ANNEXE I A ANNEXE IX.

Tableau indiquant la Répartition des prestations en nature entre les Puissances créancières

(remplaçant le tableau du § 190 de l'Annexe VII du Plan des Experts et celui de l'Annexe à l'Appendice 2 du Protocole de La Haye du 31 août 1929).

(En milliers de R.M.)

	France			Grande-Bretagne Rec. Act.	Italie	Belgique	Japon
	Prestations	Rec. Act. (4,95 %)	Total				
Régime transitoire (1.IX.29- 31.III.30)	272.293,0	21.507,0	293.800	46.036,00	37.000	24.500,00	2.550
Annuités de prestations première année (1. IV. 30- 31. III. 31)	364.090,4	36.609,6	400.700	190.964,00	52.500	33.750,00	5.625
Deuxième année (1931-32)	305.540,0	32.860,0	338.400	186.638,70	52.500	31.500,00	5.250
Troisième " (1932-33)	306.180,6	30.219,4	336.400	140.718,85	52.500	29.250,00	4.875
Quatrième " (1933-34)	304.506,3	29.693,7	334.200	138.270,60	52.500	27.000,00	4.500
Cinquième " (1934-35)	274.773,4	27.226,6	302.000	126.782,50	52.500	24.750,00	4.125
Sixième " (1935-36)	225.977,9	23.182,1	249.160	107.948,70	52.500	20.837,50	3.750
Septième " (1936-37)	196.314,9	20.545,1	216.860	95.669,70	52.500	17.756,25	3.375
Huitième " (1937-38)	166.674,6	17.985,4	184.660	83.750,10	52.500	14.675,00	3.000
Neuvième " (1938-39)	137.124,4	15.335,6	152.460	71.411,25	52.500	11.593,75	1.825
Dixième " (1.IV.39- 31.VIII.39)	45.274,5	4.710,5	49.985	21.934,60	15.500	637,50	500
Total	2.598.750,0	259.875,0	2.858.625	1.210.125,00	525.000	236.250,00	39.375
	Yugoslavie	Portugal	Roumanie ¹	Grèce	Somme Prestations	Rec. Act.	Total
Régime transitoire (1.IX.29- 31.III.30)	26.000	4.600	—	—	366.943,00	67.543,00	434.486,00
Annuités de prestations première année (1. IV. 30- 31. III. 31)	37.500	6.548	9.000	3.000	512.013,40	227.573,60	739.587,00
Deuxième année (1931-32)	35.000	4.800	6.950	2.800	444.340,00	219.498,70	663.838,70
Troisième " (1932-33)	32.500	4.500	7.150	2.600	439.555,60	170.938,25	610.493,85
Quatrième " (1933-34)	30.000	4.402	6.600	2.400	431.908,30	167.964,30	599.872,60
Cinquième " (1934-35)	27.500	4.125	6.050	2.200	396.023,40	154.009,10	550.032,50
Sixième " (1935-36)	23.300	3.328	5.500	2.000	337.193,40	131.130,80	468.324,20
Septième " (1936-37)	19.400	2.742	4.950	1.800	298.838,15	116.214,80	415.052,95
Huitième " (1937-38)	16.600	2.156	4.400	1.600	261.605,60	101.735,50	363.341,10
Neuvième " (1938-39)	13.200	1.570	3.850	1.400	223.063,15	86.746,85	309.810,00
Dixième " (1.IV.39- 31.VIII.39)	1.500	604	3.300	1.200	68.516,00	26.645,10	95.161,10
Total	262.500	39.375	57.750	21.000	3.780.000,00	1.470.000,00	5.250.000,00

¹ S'il y avait un accord ultérieur entre le Gouvernement roumain et les firmes allemandes prévoyant, pour une période donnée, un dépassement de ces annuités, une réduction correspondante, à établir en accord entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement roumain, devrait être apportée aux autres annuités. Toutefois, la répartition pour les autres Puissances ne sera pas modifiée.

ANNEX I TO ANNEX IX.

Table showing the Distribution of Deliveries in Kind among the Creditor Powers

(replacing the table of § 190 of Annex VII to the Experts' Plan and that of the Annex to Appendix 2 to The Hague Protocol of August 31, 1929).

(In thousand of R.M.)

	France			Great Britain Rec. Act.	Italy	Belgium	Japan
	Deliveries	Rec. Act. (4.95 %)	Total				
Transition régime (I.IX.29- 31.III.30)	272,293.0	21,507.0	293,800	46,036.00	37,000	24,500.00	2,550
Year of Deliveries in Kind (I.IV.30-31.III.31) . . .	364,090.4	36,609.6	400,700	190,964.00	52,500	33,750.00	5,625
Second year (1931-32) . . .	305,540.0	32,860.0	338,400	186,638.70	52,500	31,500.00	5,250
Third " (1932-33) . . .	306,180.6	30,219.4	336,400	140,718.85	52,500	29,250.00	4,875
Fourth " (1933-34) . . .	304,506.3	29,693.7	334,200	128,270.60	52,500	27,000.00	4,500
Fifth " (1934-35) . . .	274,773.4	27,226.6	302,000	126,782.50	52,500	24,750.00	4,125
Sixth " (1935-36) . . .	225,977.9	23,182.1	249,160	107,948.70	52,500	20,837.50	3,750
Seventh " (1936-37) . . .	196,314.9	20,545.1	216,860	95,669.70	52,500	17,756.25	3,375
Eighth " (1937-38) . . .	166,674.6	17,985.4	184,660	83,750.10	52,500	14,675.00	3,000
Ninth " (1938-39) . . .	137,124.4	15,335.6	152,460	71,411.25	52,500	11,593.75	1,825
Tenth " (I.IV.39-31.VIII.39) . . .	45,274.5	4,710.5	49,985	21,934.60	15,500	637.50	500
Total	2,598,750.0	259,875.0	2,858,625	1,210,125.00	525,000	236,250.00	39,375

	Jugoslavia	Portugal	Roumania ¹	Greece	Total Deliveries	Rec. Act.	Total
Transition régime (I.IX.29- 31.III.30)	26,000	4,600	—	—	366,943.00	67,543.00	434,486.00
Year of Deliveries in Kind (I.IV.30-31.III.31) . . .	37,500	6,548	9,000	3,000	512,013.40	227,573.60	739,587.00
Second year (1931-32) . . .	35,000	4,800	6,950	2,800	444,340.00	219,498.70	663,838.70
Third " (1932-33) . . .	32,500	4,500	7,150	2,600	439,555.60	170,938.25	610,493.85
Fourth " (1933-34) . . .	30,000	4,402	6,600	2,400	431,908.30	167,964.30	599,872.60
Fifth " (1934-35) . . .	27,500	4,125	6,050	2,200	390,023.40	154,009.10	559,032.50
Sixth " (1935-36) . . .	23,300	3,328	5,500	2,000	337,193.40	131,130.80	468,324.20
Seventh " (1936-37) . . .	19,400	2,742	4,950	1,800	298,838.15	116,214.80	415,052.95
Eighth " (1937-38) . . .	16,600	2,156	4,400	1,600	261,605.60	101,735.50	363,341.10
Ninth " (1938-39) . . .	13,200	1,570	3,850	1,400	223,063.15	86,746.85	309,810.00
Tenth " (I.IV.39-31.VIII.39) . . .	1,500	604	3,300	1,200	68,516.00	26,645.10	95,161.10
Total	262,500	39,375	57,750	21,000	3,780,000.00	1,470,000.00	5,250,000.00

¹ If the Roumanian Government and the German firms subsequently agree that the quota fixed in respect of a given period shall be exceeded, a corresponding reduction shall be applied by agreement between the German and Roumanian Governments to the other annuities. The distribution in respect of the other Powers shall, however, not be changed.

ANNEXE II.

*Lis e A.*MARCHANDISES EXCLUES DU RÉGIME
DES PRESTATIONS EN NATURE¹.

Groupe I. — a) Toutes marchandises de provenance étrangère n'ayant pas subi de transformation en territoire allemand.

b) Denrées alimentaires fabriquées avec des matières premières importées².

c) Articles en or, en platine et en argent³.

Groupe II. — Produits industriels dont l'exportation est interdite au moment de la conclusion éventuelle du contrat⁴.

Groupe III. — Produits divers :

- a) Mitraille d'acier et de fonte (843)
- b) Peaux et dépouilles d'animaux (153 à 155) os (156 f).
- c) Déchets de papier, vieux papiers, etc. (673 a).
- d) Chiffons de fil, de coton, etc., et tous déchets de tissage et autres servant à la fabrication du papier (543 b).
- e) Phosphates de chaux naturels (227 d).
- f) Minéraux (237 a à s).
- g) Radium, sels de radium, préparation de radium (ex 266, ex 317, G, ex 388).
- h) Bois en grume de toute essence, à l'exception du bois de mine.

ANNEX II.

*List A.*COMMODITIES WHICH MAY NOT BE SUPPLIED
AS DELIVERIES IN KIND¹.

Group I. (a) All commodities of foreign origin which have not undergone any transformation in German territory.

(b) Foodstuffs manufactured from imported raw materials².

(c) Gold, platinum and silver articles³.

Group II. Industrial products the export of which is prohibited at the time of the conclusion of the contract⁴.

Group III. Miscellaneous products :

- (a) Scrap iron and scrap steel (843).
- (b) Animal skins and hides (153 to 155), bone (156 f).
- (c) Paper clippings, waste paper, etc. (673 a).
- (d) Yarn waste, cotton waste, etc., and all waste weaving and other waste employed in the manufacture of paper (543 b).
- (e) Natural phosphates of lime (227 d).
- (f) Minerals (237 a to s).
- (g) Radium, radium salts, preparations from radium (ex 266, ex 317 G, ex 388).
- (h) Wood in the log of all varieties, with the exception of pit props.

¹ Les numéros entre parenthèses sont ceux de la nomenclature statistique allemande des marchandises.

² Cette interdiction ne s'applique pas aux produits alimentaires destinés aux ouvriers allemands travaillant sur le territoire d'une Puissance créancière en exécution d'un contrat de prestations en nature.

³ Cette interdiction s'applique seulement aux articles en or platine, ou argent qui n'entrent pas dans un ensemble. (Voir Titre VI, article 45.)

⁴ Il est entendu qu'aucune interdictions ne peut s'appliquer aux exportations de charbon, de coke, de briquettes et de lignite faites au titre des prestations en nature.

¹ The numbers in brackets are those of the German statistical list of commodities.

² This prohibition does not apply to foodstuffs for consumption by German workmen employed within the territory of a creditor Power in execution of a contract or deliveries in kind.

³ This prohibition applies only to articles of gold, platinum, or silver which do not form part of a composite object. (See Article VI, paragraph 45.)

⁴ It is understood that no prohibition can be applied to the exportation of coal, coke, briquettes or lignite as a delivery in kind.

ANNEXE IV.

Liste C.

MARCHANDISES QUI NE SONT QUE PARTIELLEMENT PAYABLES SUR LES FONDS DE PRESTATIONS.

Cette liste est l'ancienne liste C du Règlement Wallenberg à laquelle les modifications suivantes sont apportées :

a) En ce qui concerne le bois, l'accord conclu le 3 juillet 1928 reste en vigueur. Le paragraphe 4 est à compléter comme suit :

	Pour cent	Per cent.
Bois de mine	55	55
Poteaux télégraphiques, non injectés	60	60
Traverses de chemins de fer, bois durs ou bois résineux non injectés	60	

b) Le poste 470 a) et b) est à modifier comme suit :

470 a), b) et 28 c) à f), lin et chanvre bruts, rouis, sé-rancés, blanchis, teints, broyés, écanqués, débar-rassés des parties gluantes, nettoyés,

Étoupes de lin

c) Les postes 890 a) et 909 sont à modifier comme suit :

890 a) Fils (lacets, tresses, etc. en métal commun, à l'exclusion de l'aluminium, ou alliage de ces métaux, recouverts sous forme de gaine ou par bobinage, filage ou tressage ou autrement recouverts par des matières pour l'électro-technique

909. Câbles pour la trans-mission des courants électriques, à l'exclusion de ceux en aluminium, avec enveloppes protectrices en métal sous forme de douilles (manteaux); de tôles, de fils, de rubans ou simili-laires,

Câbles pour basse tension
Câbles pour haute tension

d) A ajouter : les hélices en bronze

e) Les postes suivants :

ex 156 f Os, c.,
ex 237 h. Braunstein (oxyde de manganèse),

ex 869 Magnesium (métal),

sont à supprimer:

ANNEX IV.

List C.

COMMODITIES WHICH CAN ONLY BE PARTIALLY PAID FOR OUT OF THE FUNDS FOR DELIVERIES IN KIND.

This list is similar to the old list C under the Wallenberg Regulations, to which has been added the following modifications :

(a) With regard to *timber*, the agreement of the 3rd July, 1928, remains in force. Paragraph 4 bears the following additions :

Pit props	55
Telegraph poles, clean	60

Railway sleepers, hard or soft wood, clean 60

(b) Item 470 a) and b) to be modified as follows :

470 a, b, and 28 c to f — flax and hemp in the raw, steeped, bleached, dyed, crushed, scutched free from glutinous fibre, cleaned,

Tow 95

(c) Items 890 a and 909 are modified as follows :

890 a. Wires (lacing, cover-ing, &c.) made of common metal, with the exception of aluminium, or alloy of these metals, covered with a casing or winding, or yarn or braiding, or other methods of covering by ma-terials for electro-technical purposes 35

909. Cables for the transmis-sion of electric current, with the exception of those in aluminium, with pro-tective metal wrappings in the form of casing made of strips, wire, webbing or similar materials,

Low tension cables 35

High tension cables 40

(d) Add : Bronze propellors 35

(e) The following items :

ex 156 f, Bones, &c.,
ex 237 h, Braunstein (oxide of manga-nese),

ex 869 Magnesium (metal),

are to be deleted.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE IX.

VERFAHRENVORSCHRIFT FÜR SACHLEISTUNGEN.

INHALTSVERZEICHNIS.

- Titel I : Waren und Dienstleistungen, die als Sachleistungen in Betracht kommen.
 Titel II : Verwendung der jeder Gläubigermacht zugeteilten Sachleistungsquote.
 Titel III : Allgemeine Bestimmungen über die Ausführung von Sachleistungsverträgen.
 Titel IV : Organisation.
 Titel V : Aufstellung und Revision der Listen.
 Titel VI : Unmittelbare Zahlungen.
 Titel VII : Genehmigung der Verträge.
 Titel VIII : Zahlungen.
 Titel IX : Wiederausfuhrverbot.
 Titel X : Verstöße gegen das Verfahren und Betrug.
 Titel XI : Schiedsverfahren.
 Titel XII : Übergangsbestimmungen.
 Titel XIII : Revision der Verfahrensvorschrift.
 Titel XIV : Massgebende Texte.
 Anlage I : Übersicht über die Verteilung der Sachleistungen unter den Gläubigermächten.
 Anlage II : Liste « A » : Vom Sachleistungsverfahren ausgeschlossene Waren.
 Anlage III : Liste « B » : Gegebenenfalls aufzustellende Liste der kontingentierten Waren.
 Anlage IV : Liste « C » : Waren, die nur teilweise aus Sachleistungsgeldern bezahlt werden dürfen.

VERFAHRENVORSCHRIFT FÜR SACHLEISTUNGEN.

Titel I.

WAREN UND DIENSTLEISTUNGEN, DIE ALS SACHLEISTUNGEN IN BETRACHT KOMMEN.

1. Sachleistungen im Sinne dieser Verfahrensvorschrift sind Waren und Dienstleistungen, die Leistungen der deutschen Volkswirtschaft sind, an eine Gläubigermacht Deutschlands bewirkt werden und deren Bezahlung ganz oder teilweise mit den in Ausführung des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 hierfür vorbehalteten Geldern entsprechend der in anliegender Übersicht (Anlage I) vorgenommenen Verteilung erfolgt.

2. Waren und Dienstleistungen, die den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden können, sind, vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift, alle Waren deutschen Ursprungs oder deutscher Herstellung sowie alle Dienstleistungen kommerzieller Art der deutschen Volkswirtschaft wie : Transporte auf dem Landweg in Deutschland, Fluss-, See- und Lufttransporte unter deutscher Flagge, Entwürfe für öffentliche Arbeiten und Ausarbeitung von Entwürfen für Arbeiten, die ausserhalb Deutschlands auszuführen sind, Verkauf von deutschen Lizzenzen oder Patenten, die ausserhalb Deutschlands nutzbar gemacht werden, Versicherungsverträge deutscher Gesellschaften.

3. Waren, die in der Liste A (Anlage II) als « ausgeschlossene Waren » aufgeführt sind, können als Sachleistungen nicht bezahlt werden, mit Ausnahme des in nachstehendem Artikel 45 vorgesehenen Falles.

4. Waren, die gegebenenfalls in der Liste B (Anlage III), « Kontingentierte Waren » aufgeführt werden, können als Sachleistungen nur im Rahmen des bei Abschluss des betreffenden Vertrages bestehenden Kontingentes geliefert werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 69 und 70.

5. Waren, die in der Liste C (Anlage IV) aufgeführt sind, können als Sachleistungen nur vorbehaltlich der unmittelbaren Bezahlung eines Teiles ihres Wertes seitens des Käufers an den Verkäufer gemäß der Bedingungen des Titels VI und vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 69 und 70 dieser Verfahrensvorschrift geliefert werden.

6. Verträge über weniger als 3.000 Reichsmark können als Sachleistungsverträge nicht genehmigt werden, sofern es sich dabei nicht um Nachträge zu vorher genehmigten Verträgen handelt.

Titel II.

VERWENDUNG DER JEDER GLÄUBIGERMACHT ZUGETEILEN SACHLEISTUNGQUOTE.

7. Jede Gläubigermacht ist für die Verwendung ihrer Sachleistungsquote verantwortlich.

Grundsätzlich und vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 8 und 14 ist jede Gläubigermacht verpflichtet, Verträge in solchem Umfange genehmigen zu lassen, dass die darauf zu leistenden Gesamtzahlungen Jahr für Jahr ausreichen, um ihre Sachleistungsquote auszuschöpfen.

8. Jeder Gläubigermacht ist es gestattet, einen Teil der Quote des laufenden Jahres, der aber vierzig vom Hundert (40%) nicht übersteigen darf, auf das folgende Jahr zu übertragen; der so übertragene Teilbetrag wird jedoch dem Kredit des folgenden Jahres bei der Errechnung des am Ende des besagten Jahres übertragbaren Teilbetrages nicht hinzugefügt.

9. Alle für Sachleistungen vorbehaltenen Beträge müssen vor dem 31. August 1939 durch Verträge, die keine Zahlung nach diesem Zeitpunkt vorsehen, in Anspruch genommen sein.

Die Beträge, welche zu diesem Zeitpunkt gegebenenfalls infolge Annulierung von Verträgen verfügbar sind, finden für neue Sachleistungsverträge gemäß einer zwischen der beteiligten Gläubigermacht und der Deutschen Regierung zu treffenden Vereinbarung Verwendung.

Auf keinen Fall darf eine Lieferung oder Zahlung auf Sachleistungen nach dem 31. März 1940 erfolgen.

10. Um der Verzögerung Rechnung zu tragen, die sich bei der Ausführung gewisser Verträge üblicher Weise ergibt, kann jede Gläubigermacht unter ihrer eigenen Verantwortung und unter dem Vorbehalt dass bereits vorgesehene Zahlungen hierdurch keine Verzögerung erleiden, Verträge zur Genehmigung vorlegen, die Zahlungen über einen Betrag vorsehen, der die dieser Macht in einem bestimmten Monat vorbehaltenen Sachleistungsmittel übersteigt.

Die zulässige Überschreitung wird wie folgt bestimmt:

Ein Teilbetrag von höchstens dreissig vom Hundert (30%) der Kredite, die auf dem Konto einer Macht für genehmigte, aber verspätet zur Durchführung gelangende Verträge blockiert sind, kann auf ihren Antrag den Krediten, über die sie im Laufe des nächsten Vierteljahres für Sachleistungen verfügt hinzugefügt werden; der Betrag dieser zusätzlichen Kredite darf jedoch niemals den Betrag der dieser Macht auf dem Sachleistungskonto während desjenigen Vierteljahres zur Verfügung stehenden Kredite übersteigen, das auf das um die entsprechenden Mittel erhöhte Vierteljahr folgt.

Am Ende jeden Monats wird die Berechnung auf der Grundlage des Betrages der zu diesem Zeitpunkt blockierten Kredite erneut vorgenommen.

11. Wenn infolge der Annahme des vorstehenden Verfahrens die den Lieferanten von Sachleistungen zu leistenden Zahlungen für Rechnung einer Gläubigermacht höher sind als die Beträge, über welche besagte Macht hierfür verfügt, so sind die erforderlichen Mittel von dieser letzteren aus eigenen Mitteln ihrer Wahl vorzuschiessen und an sie im darauffolgenden Vierteljahr aus den ihr für Sachleistungen eröffneten Krediten zu erstatten, dergestalt, dass der Gesamtbetrag der für diese Macht in anliegender Übersicht (Anlage I) vorgesehenen Kredite dieser Art dadurch nicht erhöht wird.

Titel III.

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN ÜBER DIE AUSFÜHRUNG VON SACHLEISTUNGSVERTRÄGEN.

12. Die deutsche Regierung verpflichtet sich, soweit als möglich den Abschluss von geschäftlichen Verträgen unter gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen im Rahmen dieser Verfahrensvorschrift zu erleichtern, indem sie weder Massnahmen ergreift noch gestattet, dass Massnahmen ergriffen werden, die zum Ergebnis haben würden, dass Sachleistungen unter den gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen nicht zu erhalten sind.

13. Ist eine Gläubigerregierung der Ansicht, dass die Deutsche Regierung dieser Verpflichtung nicht entsprochen hat, und dass sie infolge dieser Tatsache ausserstande gewesen ist, ihren Anteil an dem für Sachleistungen gemäss der beigefügten Übersicht (Anlage I) vorbehaltenen Kredit unter den in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Bedingungen auszunützen, so kann sie die Frage vor das im Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehene Schiedsgericht bringen.

14. Ist das Gericht der Ansicht, dass die Beschwerde ganz oder teilweise begründet ist, so wird von ihm der Betrag bestimmt, zu dessen Ausnutzung in der Form von Sachleistungen die beschwerdeführende Regierung aus dem genannten Grunde nicht imstande gewesen ist, und verfügt, dass dieser Betrag der bezeichneten Gläubigerregierung zur Verfügung gestellt wird. Die von dieser Regierung eingegangene Verpflichtung, einen Teil ihres Guthabens in der Form von Sachleistungen abzunehmen, wird hierdurch um den entsprechenden Betrag ermässigt.

15. Auf Antrag, den die beschwerdeführende Regierung unter ihrer eigenen Verantwortung stellt, kann das Gericht unter den in Ziffer 4 des Artikels XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehenen Bedingungen im Wege einer einstweiligen Verfügung bestimmen, dass dieser Regierung derjenige Betrag ganz oder teilweise zur Verfügung gestellt wird, den sie nach ihrer Angabe in der Form von Sachleistungen nicht hat abnehmen können.

16. In diesem Falle bestimmt das Gericht in seinem Schiedsspruch, zu welchen Bedingungen diese Zahlung auf die kraft des Schiedsspruchs selbst auszuführenden Zahlungen anzurechnen ist, oder unter welchen Bedingungen im entgegengesetzten Falle diese Zahlung durch Sachleistungen ausgeglichen werden muss.

Titel IV.

ORGANISATION.

17. Mit Rücksicht darauf, dass die Gesamtleitung über die Sachleistungen zwei verschiedene Aufgaben in sich schliesst, die Genehmigung der Verträge und die Verwaltung der für Sachleistungen vorbehaltenen Gelder, sollen die beteiligten Gläubigerregierungen und die Deutsche Regierung die Verantwortung für die Genehmigung behalten und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Verwaltung der für Sachleistungen vorbehaltenen Gelder übertragen.

18. Die Genehmigung eines Vertrages ergibt sich aus der erteilten Zustimmung der beteiligten Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung.

19. Die an den Sachleistungen interessierten Gläubigerregierungen und die Deutsche Regierung ernennen je einen Kommissar, der beauftragt ist, sich aller Angelegenheiten auf dem Gebiete der Sachleistungen anzunehmen und alle Aufgaben, die sich aus dieser Verfahrensvorschrift für ihn ergeben, zu erledigen.

Jeder von ihnen bleibt seiner Regierung gegenüber für die genaue Anwendung der darin vorgesehenen Bestimmungen verantwortlich.

Die Kommissare der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung treten jedes Mal zusammen, wenn nach Ansicht einer an den Sachleistungen interessierten Regierung eine solche Zusammenkunft notwendig ist. Die Einberufung wird von dem Kommissar der Regierung veranlasst, welche die Zusammenkunft vorschlägt.

Dieselben Kommissare treten jedes Jahr, grundsätzlich in der zweiten Hälfte des Mai, zusammen, um die allgemeine Sachlage, wie sie sich aus den von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich übermittelten Statistiken ergibt, zu prüfen.

20. Der Kommissar der Deutschen Regierung hat seinen dauernden Sitz in Paris, wo die Kommissare in allen in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Fällen zusammenkommen. Die Kommissare der Gläubigermächte sind nicht an einen festen Wohnsitz gebunden.

21. Die Verantwortung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich besteht lediglich in den Aufgaben, die sich aus dem ihr übertragenen Auftrag ergeben.

22. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich stellt die Zahlungen sicher, die für die ordnungsmässig genehmigten Verträge zu leisten sind; diese werden ihr vom Kommissar der Deutschen Regierung oder in Ausführung einer schiedsrichterlichen Entscheidung vom Kommissar der beteiligten Gläubigermacht nach den im nachstehenden Titel VII vorgesehenen Bestimmungen übermittelt.

23. Sie führt die gesamten Buchhaltungs- und statistischen Arbeiten aus und übernimmt die gesamten aus diesen Zahlungen sich ergebenden Kontrollen.

24. Im übrigen steht es ihr frei, entsprechend den in Ziffer 28 der Anlage I des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 vorgesehenen Bestimmungen einen beratenden Ausschuss zu bestellen, der die Aufgabe hat, sie über den allgemeinen Gang des Sachleistungsverkehrs zu unterrichten.

Dieser Ausschuss kann jedesmal, wenn er es für zweckmässig erachtet, die Kommissare der Regierungen einberufen, die nicht selbst Mitglieder des Ausschusses sind.

Titel V.

AUFSTELLUNG UND REVISION DER LISTEN.

25. Die Prozente der Liste « C » geben das Verhältnis wieder, in dem der Wert der in der Ware enthaltenen fremden Rohstoffe zu dem Verkaufspreis der Ware, ab Fabrik oder Lager des Verkäufers, steht.

Sie sind auf Grund einer detaillierten Prüfung der Bestandteile des Verkaufspreises der Wareneinheit berechnet.

26. Diese Berechnungsweise findet bei jeder Revision der Liste « C » für die Festsetzung der Prozente Anwendung.

In der Liste « C » sind nach jeder Revision die Waren aufzuführen, deren in dieser Weise bestimmter Prozentsatz fünfundzwanzig vom Hundert (25 %) beträgt oder übersteigt.

27. Bei Festsetzung der Liste können indessen die Abweichungen Berücksichtigung finden, die in Übereinstimmung mit den Vorschriften des nachstehenden Titels VII ständig zugelassen worden sind.

28. Die Listen « A » und « C » (Anlage II und IV) können alle zwei Jahre einer Revision unterzogen werden ; die erste Revision kann am 1. April 1932 in Kraft treten:

29. Falls eine der beteiligten Regierungen eine solche Revision wünscht, so hat ihr Kommissar vor dem 1. Februar des Jahres, in dem die Revision stattfinden kann, den Kommissaren der anderen Regierungen davon Mitteilung zu machen und den Zeitpunkt für die Prüfung seines Antrages vorzuschlagen. Er gibt ihnen die Änderungen, die er anregt, bekannt.

30. Bei Empfang dieses Antrages muss jeder der Kommissare mitteilen, ob er andere Änderungen vorschlägt.

Das Revisionskomitee, das aus dem deutschen, belgischen, englischen, französischen, italienischen, japanischen und jugoslavischen Kommissar besteht, tritt in Paris zusammen.

31. Wenn sich die in dieser Sitzung anwesenden Kommissare einigen, so stellen sie die Listen für die folgenden zwei Jahre, beginnend mit dem nächsten 1. April, auf.

32. Wird Einigkeit nicht erzielt, so wird die Frage dem Schiedsrichter vorgelegt, dessen Befugnisse im nachstehenden Artikel 108 festgelegt sind.

Nach Anhörung der betreffenden Parteien stellt der Schiedsrichter die Listen für die nächsten beiden, mit dem folgenden 1. April beginnenden Jahre auf.

33. Das gleiche Verfahren findet gegebenenfalls auf die Festsetzung von Kontingenten der Liste B (Anlage III) Anwendung. Wenn die Deutsche Regierung die Festsetzung solcher Kontingente wünscht, hat ihr Kommissar mindestens zwei Monate vor dem Tage, an dem diese Kontingente in Kraft treten sollen, einen entsprechenden Antrag bei den Kommissaren der Gläubigermächte zu stellen.

Titel VI.

UNMITTELBARE ZAHLUNGEN.

34. Die Zahlungen, welche die Käufer unmittelbar an die Verkäufer ohne Anrechnung auf ein Sachleistungskonto zu bewirken haben, unterliegen folgenden Bestimmungen.

35. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Titels VII dieser Verfahrensvorschrift hat der Käufer für die Lieferung aller Waren, die in der Liste « C » aufgeführt sind, seinem Verkäufer unmittelbar den Teilbetrag des Preises zu bezahlen, der dem für diese Ware in Anwendung des Artikels 25 festgesetzten Prozentsatz entspricht.

36. Falls ein Vertrag den Transport der Ware dem Verkäufer auferlegt und der Transport nicht ausschliesslich mit deutschen Transportmitteln durchgeführt wird, wird eine unmittelbare Zahlung jedesmal geschuldet, wenn der Transportpreis RM. 400.— übersteigt.

37. Wenn die Kosten eines mit nichtdeutschen Mitteln ausgeführten Transportes RM 400.— übersteigen, so hat der Käufer die Zahlung für den Gesamtbetrag unmittelbar an seinen Verkäufer zu bewirken, sofern nicht eine gegenteilige besondere Vereinbarung zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und demjenigen der beteiligten Gläubigerregierung getroffen ist.

38. Dagegen geben mit deutschen Mitteln innerhalb oder ausserhalb Deutschlands ausgeführte Transporte von Waren, die den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden, zu keiner unmittelbaren Zahlung Anlass.

39. Ein Transport unter deutscher Flagge auf dem Fluss-, See- oder Luftwege kann für sich allein den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden, wenn es sich um einen Hin- oder Rücktransport zwischen einem deutschen Hafen und einem in dem Staatsgebiet einer Gläubigermacht, in ihren Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten gelegenen Hafen handelt.

40. Wenn ein Vertrag die Montage der Ware ausserhalb Deutschlands dem Verkäufer auferlegt, so gibt diese Montage nur dann zur einer unmittelbaren Zahlung Anlass, wenn der Wert RM 1.000.— übersteigt, einerlei, ob die Montage ganz oder teilweise von der deutschen Wirtschaft ausgeführt wird.

41. Montage im Sinne dieser Verfahrensvorschrift umfasst : die Aufstellung oder Zusammensetzung von Maschinen und Einrichtungen, deren Teile ganz oder grossenteils im Werk vollendet sind, mit Ausnahme jedoch der Herstellung von Fundamenten und der Ausführung von Maurerarbeiten.

42. Falls der Wert einer ausserhalb Deutschlands ganz oder teilweise von der deutschen Wirtschaft ausgeführten Montage 1.000 RM übersteigt, so gibt diese zu einer unmittelbaren Zahlung in Höhe von fünfzig vom Hundert (50%) dieses Wertes innerhalb folgender Grenzen Anlass :

a) 10% des Vertragspreises für Verträge im Werte unter 200.000 RM.

b) 10% für die ersten 200.000 RM und 5% für den überschiessenden Teil bei Verträgen, deren Wert 200.000 RM übersteigt.

43. Sollte der Gesamtwert der Montage ausserhalb Deutschlands die vorstehenden Grenzen überschreiten, so wird der Mehrbetrag insgesamt der Zahlung hinzugefügt, die unmittelbar vom Käufer an den Verkäufer zu leisten ist.

44. Die vorstehenden Bestimmungen finden auf die Verwendung deutscher Angestellten und Arbeiter ausserhalb Deutschlands keine Anwendung ; hierfür gelten die in den nachstehenden Artikeln 47 und 48 enthaltenen Vorschriften.

45. Wenn ein Vertrag über die Lieferung einer «Gesamtanlage» als Teil dieser Gesamtanlage die Lieferung vorsieht :

a) von Waren, die in der Liste «C» enthalten sind,

b) von Ausstattungsstücken eines Spezialtyps, deren Herstellung in Deutschland nicht üblich ist,

c) von Waren, die in der Anmerkung 3 der Liste «A» aufgeführt sind, vorausgesetzt, dass es sich um Fertigfabrikate handelt.

so gibt die Lieferung dieser Waren zu einer unmittelbaren Zahlung nur dann Anlass, wenn ihr Gesamtwert — ab Werk oder Lager oder franko Werk oder Lager des Verkäufers — zehn vom Hundert (10%) des Gesamtpreises des Vertrages übersteigt.

Unter «Gesamtanlage» im Sinne dieser Verfahrensvorschrift ist eine Einheit von Lieferungen zu verstehen, die bei einem einzigen Lieferanten bestellt und von diesem allein oder unter Beteiligung von Unterlieferanten ausgeführt werden, und zwar im Hinblick darauf, um ihm die Verantwortung für gutes Funktionieren oder für den Nutzeffekt der Lieferung aufzuerlegen (Maschinen, Fabrikausstattungen, Schiffe, u.s.w.).

46. Wenn der Wert, so wie er im vorhergehenden Artikel bestimmt ist, zehn vom Hundert (10%) des Gesamtpreises des Vertrages übersteigt, so hat der Käufer an den Verkäufer unmittelbare Zahlung für die in der Liste «C» enthaltenen Waren nach den Bestimmungen des Artikels 35 dieser Verfahrensvorschrift und für die nach Absatz b und c des vorstehenden Artikels in Betracht kommenden Waren in Höhe ihres Gesamtwertes zu leisten.

47. Wenn ein Vertrag die Beschäftigung von deutschen Angestellten oder Arbeitern ausserhalb Deutschlands vorsieht, so ist eine unmittelbare Zahlung in Höhe von vierzig vom Hundert (40 %) der Gehälter und Löhne dieses Personals direkt vom Käufer an den Verkäufer zu leisten.

48. Falls indessen die Lebensmittel für das so verwendete Personal aus Deutschland kommen, oder wenn das Personal während der Dauer der Arbeiten in Deutschland wohnt, oder wenn für seine Beköstigung oder Unterbringung vom Käufer und Verkäufer besondere Vorkehrungen auf der Arbeitsstelle getroffen werden, so wird der obige Prozentsatz im Einvernehmen zwischen dem Kommissar der Deutschen

Regierung und der beteiligten Gläubigerregierung ermässigt. Kommt eine Einigung nicht zustande, so erfolgt die Festsetzung des Prozentsatzes durch den im nachstehenden Artikel 108 vorgesehenen Schiedsrichter.

49. Wenn die in einem Vertrage vorgesehene Ware mit einer Hypothek, einer bevorrechtigten Forderung oder in irgendeiner anderen Weise zugunsten eines nichtdeutschen Gläubigers belastet ist, und wenn die Lieferung unbelastet zu erfolgen hat, so sind die für die Ablösung der Lasten erforderlichen Zahlungen unmittelbar vom Käufer an den Verkäufer zu leisten.

50. Keine unmittelbare Zahlung ist zu leisten, wenn der Vertrag dem Verkäufer folgende Kosten auferlegt :

- a) für die übliche Besichtigung und Überwachung der Waren oder ihrer Herstellung in Deutschland durch Vertreter des Käufers oder durch Aufsichtspersonen von anerkannten Ueberwachungsstellen, falls diese, auch wenn sie selbst nicht deutsch sind, einen Sitz in Deutschland haben.
- b) für das Überladen oder Umladen von Waren durch nichtdeutsche Arbeitskräfte oder nichtdeutsches Gerät,
- c) für zeitweilige Vorlage von Eingangszöllen oder ähnlichen nichtdeutschen Abgaben,
- d) für Garantieleistungen in nichtdeutscher Währung.

51. Wenn ein Vertrag über Versicherungen keine Ergänzung einer Lieferung oder einer über Sachleistungskonto zu leistenden Arbeit darstellt, sondern für sich selbst einen Sachleistungsvertrag bildet, so gibt er zu einer direkten Zahlung in Höhe des in jedem Einzelfalle zwischen dem deutschen Kommissar und dem Kommissar der beteiligten Gläubigerregierungen unmittelbar festzusetzenden Betrages Anlass.

Titel VII.

GENEHMIGUNG DER VERTRÄGE.

52. Aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Geldern darf eine Zahlung nur in Ausführung eines vorher im Einvernehmen zwischen der beteiligten Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung genehmigten kommerziellen Vertrages erfolgen.

53. Jeder Vertrag muss eine Klausel des Inhalts enthalten, dass er aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Mitteln zu bezahlen ist.

54. Ein Vertrag im Sinne dieser Verfahrensvorschrift ist :

- a) eine vom Verkäufer und Käufer unterschriebene Urkunde,
- b) ein festes Angebot, mit oder ohne Kostenanschlag, das vom Käufer durch Brief oder Telegramm vorbehaltlos angenommen ist,
- c) eine feste Bestellung, die vom Lieferanten durch Brief oder Telegramm vorbehaltlos angenommen ist.

55. Die Verträge müssen zunächst von der beteiligten Gläubigermacht angenommen werden, die sich vorher darüber vergewissert, dass sie den Bestimmungen der Verfahrensvorschrift entsprechen, und dass auf ihrem Sachleistungskonto genügend freie Mittel zur Verfügung stehen, um die im Vertrage vereinbarten Zahlungen zu leisten.

56. Die Verträge werden alsdann in zwei Ausfertigungen dem Kommissar der Deutschen Regierung zu gestellt ; die Übermittlung geschieht durch eingeschriebenen Brief oder durch unmittelbare Übergabe gegen Quittung eines hierzu ermächtigten Beamten.

57. Der Kommissar der Deutschen Regierung hat innerhalb von drei vollen Werktagen nach dem Tage des Eingangs dem Kommissar, der ihm den Vertrag übersandt hat, mitzuteilen, ob er dem Vertrag mit oder ohne Vorbehalt zustimmt oder ob er seine Ablehnung vorschlägt.

58. Wenn er seinerseits gegen den Vertrag keine Einwendungen erhebt, so unterrichtet er davon die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, der er gleichzeitig ein Exemplar des Vertrages zustellt.

59. Ist der Kommissar der Deutschen Regierung der Ansicht, dass der Vertrag abzuändern oder abzulehnen ist oder dass die im Vertrage enthaltenen Angaben ungenügend sind, so gibt er ihn mit seinen zu begründenden Bemerkungen dem Kommissar zurück, der ihn ihm zugestellt hat.

60. Wenn der Kommissar der Gläubigerregierung die Ansicht des deutschen Kommissars nicht teilt, so bringt er die Frage vor den im nachstehenden Artikel 108 vorgesehenen Schiedsrichter, der in letzter

Instanz, nachdem er sich die Bemerkungen des Kommissars der beteiligten Gläubigermacht und des deutschen Kommissars hat darlegen lassen, innerhalb von höchstens acht vollen Werktagen nach dem Tage seiner Anrufung entscheidet.

61. Der Kommissar der Deutschen Regierung kann sich unmittelbar mit dem deutschen Verkäufer in Verbindung setzen, um diejenigen zusätzlichen Angaben oder Abänderungen des Vertrages zu erhalten, die er für nötig hält ; er ist jedoch verpflichtet, den Kommissar der Gläubigermacht hiervon zu verständigen, damit dieser seinerseits sich mit dem Käufer ins Benehmen setzen kann.

62. Bei allen derartigen Unterbrechungen des Verfahrens setzt es in denselben Formen und mit demselben Fristenlauf an dem Tage wieder ein, an dem der Kommissar der Gläubigerregierung dem deutschen Kommissar die nötigen Angaben oder das Einverständnis der Parteien über die verlangten Abänderungen des Vertrages mitgeteilt hat.

63. Wird ein Streitfall vor den Schiedsrichtern gebracht, so ist die Entscheidung dem deutschen Kommissar und dem Kommissar der beteiligten Gläubigermacht bekanntzugeben ; in diesem Falle kann dieser den Vertrag der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich unmittelbar zustellen, wovon er den deutschen Kommissar zu verständigen hat.

64. Wenn in einem Vertrage keine festen Zahlungsdaten festgesetzt sind, hat sich der deutsche Kommissar mit dem Kommissar oder der zuständigen Dienststelle der Gläubigerregierung über die Aufstellung eines Zahlungsplans zu verständigen, der es der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich ermöglicht, die nötigen Mittel für die Zahlungen auf den Vertrag bereitzuhalten.

65. Für jedes Gläubigerland führt die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich Konten, aus denen die Daten und Beträge der für die genehmigten Verträge vorgesehenen Zahlungen sowie die für neue Verträge freibleibenden Quote ersichtlich sind.

Übersichten dieser Konten werden für den 1. und 15. jedes Monats dem Kommissar der beteiligten Gläubigermacht sowie dem deutschen Kommissar übersandt.

66. Bevor ein Vertrag zur Genehmigung vorgelegt wird, muss die beteiligte Gläubigerregierung mit dem Käufer endgültig die Bedingungen vereinbart haben, unter denen dieser Zahlungen aus den für Sachleistungen vorbehalteten Geldern erhalten kann.

67. Wenn während der Durchführung eines Vertrages der Käufer diesen Bedingungen nicht nachkommt, bleibt er dem Verkäufer gegenüber aus dem Vertrage gemäss den gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen voll verantwortlich, selbst wenn im Vertrag bestimmt ist, dass er nur als Sachleistungsvertrag zur Ausführung kommen soll.

68. In diesem Falle gibt die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf Antrag der beteiligten Gläubigermacht und unter deren Verantwortung die für die Bezahlung dieses Vertrages vorbehalteten und noch nicht verwendeten Kredite frei.

Der Kommissar der Deutschen Regierung wird hiervon benachrichtigt.

69. Abweichungen von dieser Verfahrensvorschrift können auf Grund von Abmachungen zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und dem Kommissar einer Gläubigerregierung zugelassen werden ; sie dürfen jedoch nicht überschreiten :

- a) 20 % der für das laufende Jahr zugelassenen Kontingente, soweit solche festgesetzt werden sollen ;
- b) 30 % der unmittelbaren Zahlungen, die auf Grund eines Vertrages bei genauer Anwendung der Verfahrensvorschrift zu bewirken sein würden.

70. Wenn die in einem Vertrage vorgesehenen Bestimmungen andere, vom deutschen Kommissar zugestandene Abweichungen mit sich bringen, so müssen mindestens drei der belgischen, britischen, französischen, italienischen, japanischen und jugoslavischen Kommissare ihre Zustimmung zur vorgeschlagenen Abweichung gegeben haben, damit der Vertrag genehmigt werden kann.

71. Handelt es sich jedoch um eine Abweichung von der Bestimmung über die Wiederausfuhr, die grundsätzlich untersagt bleibt, so ist die Einstimmigkeit dieser sechs Kommissare erforderlich.

72. Der Kommissar der Deutschen Regierung soll, wenn er der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich einen Vertrag übersendet, für den in Anwendung der vorstehenden Artikel 69, 70 und 71 Abweichungen bewilligt worden sind, ein Schreiben beifügen, das die Art der genehmigten Abweichung und die Kommissare bezeichnet, die ihre Zustimmung dazu gegeben haben.

Verträgen, die auf Grund einer schiedsrichterlichen Entscheidung unter den im Artikel 63 vorgenommenen Bedingungen genehmigt worden sind, fügt der Kommissar, der den Vertrag übersendet, eine Abschrift der schiedsrichterlichen Entscheidung bei.

73. Die Statistiken, die die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in Ausführung des Artikels 23 zu führen hat, werden von ihr jeden Monat den Kommissaren sämtlicher Regierungen mitgeteilt und sollen ersichtlich machen :

1. den Gesamtbetrag der Verträge, welche sie im Laufe des vorhergehenden Monats erhalten hat, nach Art der Waren und für jedes interessierte Land. Die Verträge über 5 Millionen RM und damit im Zusammenhang stehende Zusatzverträge sind besonders anzugeben ;

2. die Angaben, die der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich mit den Verträgen in Anwendung der Bestimmungen des Artikels 72 übersandt worden sind.

Titel VIII.

ZAHLUNGEN.

A. Zahlungen auf Sachleistungskonto.

74. Für jede Gläubigermacht wird bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich ein Konto eröffnet, dem alle Beträge gutgeschrieben werden, die diese Regierung entsprechend der angenommenen Übersicht für Sachleistungen vorbehalten muss, und welchem alle Auszahlungen für genehmigte Verträge zur Last geschrieben werden.

75. Der am Ende eines jeden Monats vorhandene Saldo wird den im Laufe des nächsten Monats eröffneten Krediten hinzugefügt ; der Gesamtbetrag stellt darnach die Summe dar, worüber die Gläubigermacht im Laufe dieses Monats für Sachleistungen verfügen kann.

76. Zu Beginn eines jeden Monats werden der Kommissar der Deutschen Regierung und der Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung von dem Kontostand unterrichtet.

77. Vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift können die diesem Konto zugeführten Summen nur für die Bezahlung von Sachleistungsverträgen verwendet werden.

78. Jede Gläubigermacht kann für die Bezahlung ordnungsgemäß genehmigter Sachleistungsverträge über den auf diesem Konto verfügbaren Saldo mit allen im internationalen Handel gebräuchlichen Zahlungsmitteln und insbesondere mit Schecks, Überweisungen und Zeitwechseln frei verfügen.

Die Zahlungen erfolgen durch die Reichsbank in Berlin.

79. Die Gläubigermächte teilen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Namen und Unterschriften der Beamten mit, die zur Ausstellung der Zahlungsaufträge berechtigt sind.

80. Grundsätzlich sollen die Zahlungsaufträge auf Reichsmark lauten. Wenn ein Vertrag bestimmt, dass die Zahlung in der Währung eines anderen Landes als Deutschlands zu erfolgen hat, so hat der Zahlungsauftrag auf diese Währung zu lauten, muss aber die Angabe enthalten : « Zahlbar in Reichsmark ». In diesem Fall wird der Betrag in Reichsmark zum offiziellen Mittelkurse der Berliner Börse vom Vortage des Zahlungstages umgerechnet.

81. Wenn ein Vertrag einen festen Umrechnungskurs vorsieht, so erfolgt die Umrechnung in Reichsmark zu diesem Kurs.

82. Alle Zahlungsaufträge müssen mit der Nummer des Vertrages versehen sein, für den sie ausgestellt sind.

83. Die Schecks werden von der Gläubigerregierung auf den Namen des Verkäufers ausgestellt und dem Käufer zwecks Weitergabe an den Verkäufer übermittelt. Sie können nicht unmittelbar eingezogen werden, sondern sind auf einem Bankkonto zur Auszahlung zu bringen.

84. Die Überweisungsaufträge müssen die Namen des Käufers und Verkäufers sowie das Bankhaus angeben, das mit der Einziehung beauftragt ist.

85. Die Zeitwechsel dürfen eine Laufzeit von nicht weniger als 30 Tagen und nicht mehr als 90 Tagen, vom Ausstellungstage an gerechnet, haben. Sie können nur ausgestellt werden, wenn sie in dem Vertrage, für den sie verlangt werden, vorgesehen sind.

Sie werden von der Gläubigerregierung auf die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gezogen. Sie werden nicht akzeptiert.

Sie werden an die Order des Käufers ausgestellt, der sie an den Verkäufer indossieren und ihm unmittelbar übermitteln muss.

Sie tragen den Vermerk : « Zahlbar bei der Reichsbank in Berlin».

86. Wenn eine Gläubigerregierung, die einen Zeitwechsel begeben hat, zum Zeitpunkt der Fälligkeit nicht über ausreichende Kredite verfügt, um die Wechsel einzulösen, so hat sie zwei Tage vor der vorgesehenen Fälligkeit die erforderlichen Gelder bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bereitzustellen.

Die so gewährte Vorlage wird ihr aus den ersten Krediten, über die sie in der Folgezeit für Sachleistungen verfügt, zurückgezahlt.

87. Die ausstellende Dienststelle und der Kommissar der Deutschen Regierung werden täglich von den geleisteten Zahlungen unterrichtet und erhalten darüber in bestimmten Zeitabschnitten Übersichten.

88. Die näheren Bedingungen für die Zahlungen, welche in Anwendung der vorhergehenden Artikel zu leisten sind, werden im Einvernehmen zwischen Vertretern der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich getroffen werden, insbesondere insoweit Massnahmen aus Gründen der Sicherstellung dieses Zahlungsverkehrs erforderlich sind.

89. Wenn infolge der Ausführung oder Liquidierung eines Vertrages ein Verkäufer an den Käufer eine Barzahlung zu leisten hat, so hat dieser seiner Regierung davon Mitteilung zu machen und den Verkäufer zu ersuchen, die Zahlung auf das dieser Regierung für Sachleistungen eröffnete Konto zu bewirken.

90. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Zahlungen unter 10.000 Reichsmark und unter 20% des Vertragswertes, die der Verkäufer nach Begleichung der letzten im Vertrag vorgesehenen Zahlung möglicherweise an den Käufer zu leisten hat, wenn der Vertrag infolgedessen von den Parteien als erledigt angesehen wird. In diesem Falle werden die Zahlungen unmittelbar vom Verkäufer an den Käufer bewirkt.

B. Unmittelbare Zahlungen.

91. Die Bestimmungen des Titels VI dieser Verfahrensvorschrift über die unmittelbare Bezahlung eines Teils des Wertes gewisser Waren oder gewisser Dienstleistungen finden auf einen Vertrag einstreuendfalls Anwendung :

- a) auf Grund des Vertrages selbst,
- b) zufolge der Entscheidung über die Genehmigung des Vertrages, die als bedingte Genehmigung im Sinne des Titels VII anzusehen ist.

Im ersten Falle muss der Vertrag die Termine und Beträge der unmittelbar zu zahlenden Summen enthalten.

Im zweiten Falle sind die Termine und Beträge der unmittelbaren Zahlungen in der Entscheidung über die Genehmigung derart festzusetzen, dass die unmittelbaren Zahlungen zu den gleichen Zeitpunkten und in demselben Verhältnis wie die Zahlungen über Sachleistungskonto erfolgen.

In beiden Fällen überweist der Käufer die unmittelbaren Zahlungen an den Verkäufer gemäß den gewöhnlichen geschäftlichen Gebräuchen.

92. Die vorstehenden Bedingungen bilden kein Hindernis, dass die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Einvernehmen mit der beteiligten Gläubigermacht die sämtlichen in einem Vertrage vorgesehenen Zahlungen bei Fälligkeit sicherstellt. In diesem Falle wird die unmittelbare Zahlung zu den im Vertrag vorgesehenen Bedingungen und Währungen geleistet, jedoch der Gläubigermacht auf einem anderen als dem Sachleistungskonto belastet.

Titel IX.

WIEDERAUSFUHRVERBOT.

93. Jede Gläubigermacht verpflichtet sich, die Wiederausfuhr der von Deutschland als Sachleistungen bezogenen Waren während der Dauer von fünf Jahren nach Möglichkeit zu verhindern.

94. Wiederausfuhr im Sinne dieser Verfahrensvorschrift liegt nicht vor :

- a) wenn es sich um Gerät für öffentliche Arbeiten handelt, das im Auslande von einem Unternehmen der Gläubigermacht für eine kurze, ein Jahr nicht übersteigende Zeitdauer Verwendung findet, und die Firma verpflichtet ist, das Gerät in das Gebiet der Gläubigermacht zurückzubringen,
- b) wenn die Waren nach den Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten¹ der Gläubigermacht ausgeführt werden,
- c) wenn die Waren für Botschaften, Konsulate oder Institute der Gläubigermacht im Auslande bestimmt sind.
- d) wenn die Ware in ein anderes Produkt verarbeitet oder weiterverarbeitet wird und ihr Wert nicht mehr als 60% (sechzig vom Hundert) des Wertes der an das Ausland verkauften Ware franco Grenze oder fob Hafen der Gläubigermacht ausmacht.

95. Die Gläubigermächte dürfen keinen Vertrag über Lieferung von Waren zur Genehmigung vorlegen, der nicht folgende vom Käufer unterschriebene Erklärung enthält, oder dem diese Erlärung nicht besonders beigefügt ist :

• Ich verpflichte mich, die Waren, welche den Gegenstand dieses Vertrages bilden, auf die Dauer von 5 Jahren nicht wiederauszuführen.

» Für den Fall, dass ich diese Waren ganz oder teilweise verkaufen sollte, verpflichte ich mich ferner, von meinem Käufer zu verlangen, dass er alle von mir in der vorliegenden Erklärung übernommenen Verpflichtungen übernimmt, und dass er dieselben Verpflichtungen seinen nachfolgenden Erwerbern auferlegt.

» Für den Fall, dass ich eine dieser Verpflichtungen nicht einhalte, erkenne ich an, zwei Jahre lang der Möglichkeit verlustig zu gehen, für von mir abgeschlossene neue Verträge die Zahlung aus Sachleistungsmitteln zu erhalten.

» Folgende Fälle werden nicht als Wiederausfuhr angesehen :

- a) wenn es sich um Gerät für öffentliche Arbeiten handelt, das im Auslande von einem Unternehmen der Gläubigermacht für eine kurze, in keinem Falle ein Jahr übersteigende Zeitdauer Verwendung findet, und die Firma verpflichtet ist, das Gerät in das Gebiet der Gläubigermacht zurückzubringen.
- b) wenn die Waren nach den Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten der Gläubigermacht ausgeführt werden,
- c) wenn die Waren für Botschaften, Konsulate oder Institute der Gläubigermacht im Auslande bestimmt sind,
- d) wenn die Ware in ein anderes Produkt verarbeitet oder weiterverarbeitet wird und ihr Wert nicht mehr als 60% (sechzig vom Hundert) des Wertes der an das Ausland verkauften Ware franco Grenze oder fob Hafen der Gläubigermacht ausmacht. »

96. Wenn der Vertrag von der Gläubigerregierung selbst abgeschlossen ist, übersendet sie ihn dem Kommissar der Deutschen Regierung mit der Verpflichtung, die Waren auf die Dauer von 5 Jahren nicht wiederauszuführen und im Falle des Weiterverkaufs von dem Käufer eine Verpflichtung in der im Artikel 95 vorgeschriebenen Form zu verlangen.

97. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen einer Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung über die Frage, ob eine Wiederausfuhr vorliegt oder nicht, wird die Angelegenheit der im nachstehenden Artikel 107 vorgesehenen Gerichtsbarkeit vorgelegt.

Titel X.

VERSTÖSSE GEGEN DAS VERFAHREN UND BETRUG.

98. Die beteiligten Regierungen haben je auf ihrem Staatsgebiet die ihnen erforderlich erscheinenden Massnahmen zu ergreifen, damit die Verträge entsprechend den Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift durchgeführt werden, und im Falle eines vorsätzlichen Verstosses oder Betruges die Sanktionen zu verhängen, die sie hinsichtlich ihrer Staatsangehörigen für zweckmäßig erachten.

¹ Wie in der Vergangenheit greift die Zulassung der Mandatsgebiete zur Aufnahme von Sachleistungen dem juristischen Begriff « Mandat » nicht vor.

99. Der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erwächst keinerlei Verantwortung, wenn während der Ausführung eines Vertrages Beträgereien oder Unregelmässigkeiten begangen werden. Sie ist indessen verpflichtet, dem Kommissar der Deutschen Regierung und dem Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung jede Tatsache mitzuteilen, die ihr einen Betrug oder vorsätzlichen Verstoss gegen diese Verfahrensvorschrift darzustellen scheinen mag.

100. Die Kommissare der Gläubigerregierungen und der Deutschen Regierung unterrichten sich gegenseitig über Untersuchungen, die ihre Regierungen angeordnet haben, um nachzuprüfen, ob hinsichtlich eines Vertrages ein Betrug oder ein vorsätzlicher Verstoss gegen diese Verfahrensvorschrift begangen wurde, und teilen sich die Ergebnisse hierüber mit.

101. Die Regierungen verpflichten sich gegenseitig, alle Erleichterungen zu gewähren, um einen vollen Erfolg der Untersuchungen sicherzustellen, die jede von ihnen durchzuführen sich entschliesst. Infolgedessen tauschen die Kommissare der verschiedenen Länder die Auskünfte aus, die sie besitzen und die ihre Aufgaben erleichtern können.

102. Wenn die Deutsche Regierung oder eine Gläubigerregierung der Ansicht ist, dass einer ihrer Staatsangehörigen sich eines vorsätzlichen Verstosses gegen diese Verfahrensvorschrift oder eines Betruges schuldig gemacht hat, so benachrichtigt sie hiervon durch ihren Kommissar die Kommissare der übrigen Regierungen.

103. Zufolge dieser Bekanntgabe kann kein Vertrag, in dem als Vertragspartei die auf diese Weise namhaft gemachte Person erscheint, während zweier Jahre nach dieser Bekanntgabe genehmigt werden.

104. Indessen kann die Regierung, die den Ausschluss eines ihrer Staatsangehörigen verlangt hat, vor Ablauf der oben vorgesehenen zweijährigen Frist seine Streichung von der Ausschlussliste verlangen.

105. Wenn vor der letzten nach einem Vertrag geschuldeten Zahlung der Käufer oder der Verkäufer von seiner Regierung eines vorsätzlichen Verstosses gegen die Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift oder eines Betruges für schuldig erkannt und sein Name gemäss Artikel 102 bekanntgegeben worden ist, kann keine weitere Zahlung aus den Sachlieferungsgeldern für den betreffenden Vertrag bewirkt werden. Die Bezahlung des Vertrages ist alsdann unmittelbar zwischen dem Käufer und Verkäufer zu regeln.

Wenn die vorher ausgezahlten Beträge einen höheren Wert als den Wert der Waren oder Dienstleistungen darstellen, die für die Durchführung des Vertrages geleistet werden müssen, so werden sich die beteiligten Regierungen soweit als irgend möglich bemühen, die Rückzahlung des Unterschiedes auf das Sachlieferungskonto der Gläubigermacht zu erreichen.

106. Um die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels durchzuführen, wird die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich vom Kommissar der Macht, die den Ausschluss ihres Staatsangehörigen ausgesprochen hat, von der Massnahme, die diesen betroffen hat, verständigt.

Titel XI.

SCHIEDSVERFAHREN.

107. Jede Streitigkeit, die zwischen der Deutschen Regierung und einer der Gläubigermächte über die Auslegung dieser Verfahrensvorschrift entsteht, wird vor das in Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehene Schiedsgericht gebracht.

In gleicher Weise wird jede Streitigkeit behandelt, die die Anwendung der Bestimmungen des Titels III betrifft und ebenso der Fall des Artikels 97 dieser Verfahrensvorschrift.

108. Alle anderen Streitigkeiten, zu denen die Anwendung dieser Verfahrensvorschrift Anlass geben könnte, sind einem neutralen Schiedsrichter vorzulegen, der seinen Wohnsitz in Paris hat, und der im Handel oder in der Industrie eine hohe Stellung einnimmt.

Dieser Schiedsrichter wird für zwei Jahre durch einstimmigen Beschluss der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung oder mangels Einigung vom Vorsitzenden des im vorhergehenden Artikel erwähnten Schiedsgerichts ernannt.

Titel XII.

ÜBERGANGSBESTIMMUNGEN.

109. Jeder Vertrag, der beim Inkrafttreten dieser Verfahrensvorschrift genehmigt ist, wird weiter nach den Grundsätzen der Wallenberg-Vorschrift durchgeführt, mit dem alleinigen Vorbehalt, dass die Zahlungen mittelst Sichtwechsels durch Zahlungen mittelst Schecks, und die bisher bestehenden Dienststellen durch die in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Stellen ersetzt werden.

110. Während der Dauer von zwei Jahren von der Schuldigerklärung ab gerechnet darf kein Vertrag genehmigt werden, der von einem Käufer oder Verkäufer geschlossen ist, über welche die im Titel XII der Wallenberg-Vorschrift vorgesehenen Sanktionen verhängt worden sind.

Titel XIII.

REVISION DER VERFAHREN VORSCHRIFT.

111. Die vorliegende Verfahrensvorschrift kann auf Verlangen einer der an Sachleistungen beteiligten Mächte einer Revision unterzogen werden; eine solche Revision soll am 1. April des in Betracht kommenden Jahres in Kraft treten.

Eine erstmalige Revision kann im Jahre 1931 stattfinden, die gegebenenfalls später erfolgenden Revisionen in Abständen von zwei Jahren.

112. Die Regierung, die die Revision vorschlägt, hat ihre Absicht allen anderen beteiligten Regierungen vor dem 1. Januar des Jahres bekanntzugeben, in dem die Revision vorgenommen werden kann. Sie muss die Punkte angeben, zu denen Änderungen an der Verfahrensvorschrift angeregt werden, und schlägt ein Datum für die Prüfung ihres Antrages vor.

113. Der Antrag wird von einem Ausschuss geprüft, der aus Kommissaren oder Vertretern der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslawischen Regierung besteht.

114. Eine Änderung dieser Verfahrensvorschrift kann nur durch einstimmigen Beschluss der Mitglieder des gemäss dem vorhergehenden Artikel zusammengesetzten Ausschusses herbeigeführt werden

Titel XIV.

MASSGEBENDE TEXTE.

115. Diese Verfahrensvorschrift ist in französischer, englischer und deutscher Sprache abgefasst. Die drei Texte haben für die Auslegung gleiche Geltung; im Falle der Anrufung des Schiedsverfahrens über die Auslegung und bis zur Entscheidung des Schiedsgerichts soll diejenige Auslegung gelten, die nach dem Urteil der beteiligten Gläubigerregierung die gute Ausführung der Sachleistungen am meisten begünstigt.

ANLAGE I.

Übersicht über die Verteilung der Sachleistungen unter den Gläubigermächten

(welche die Übersicht des § 190 der Anlage VII des Sachverständigen-Plans und diejenige der Anlage zur Unteranlage 2 des Haager Protokolls vom 31. August 1929 ersetzt).

(In Tausend RM.)

	Frankreich			Gross-Britannien Rec. Act.	Italien	Belgien	Japan
	Sachleis-tungen	Rec. Act. (4,95 %)	Zusammen				
Übergangszeit (1.IX.29-31.III.30) . . .	272.293,0	21.507,0	293.800	46.036,00	37.000	24.500,00	2.550
Sachleistungsanuitäten							
1. Jahr (I.V.30-31.III.31)	364.090,4	36.609,6	400.700	190.964,00	52.500	33.750,00	5.625
2. Jahr (1931-32)	305.540,0	32.860,0	338.400	186.638,70	52.500	31.500,00	5.250
3. " (1932-33)	306.180,6	30.219,4	336.400	140.718,85	52.500	29.250,00	4.875
4. " (1933-34)	304.506,3	29.693,7	334.200	138.270,60	52.500	27.000,00	4.500
5. " (1934-35)	274.773,4	27.226,6	302.000	126.782,50	52.500	24.750,00	4.125
6. " (1935-36)	225.977,9	23.182,1	249.160	107.948,70	52.500	20.837,50	3.750
7. " (1936-37)	196.314,9	20.545,1	216.860	95.669,70	52.500	17.736,25	3.375
8. " (1937-38)	166.674,6	17.985,4	184.660	83.750,10	52.500	14.675,00	3.000
9. " (1938-39)	137.124,4	15.335,6	152.460	71.411,25	52.500	11.593,75	1.825
10. " (I.V.39-31.VIII.39)	45.274,5	4.710,5	49.985	21.934,60	15.500	637,50	500
Summa	2.598.750,0	259.875,0	2.858.625	1.210.125,00	525.000	236.250,00	39.375
	Jugoslawien	Portugal	Rumänien ¹	Griechenland	Summa Sachleistungen	Rec. Act.	Insgesamt
Übergangszeit (1.IX.29-31.III.30) . . .	26.000	4.600	—	—	366.943,00	67.543,00	434.486,00
Sachleistungsanuitäten							
1. Jahr (I.V.30-31.III.31)	37.500	6.548	9.000	3.000	512.013,40	227.573,60	739.587,00
2. Jahr (1931-32)	35.000	4.800	6.950	2.800	444.340,00	219.498,70	663.838,70
3. " (1932-33)	32.500	4.500	7.150	2.600	439.555,60	170.938,25	610.493,85
4. " (1933-34)	30.000	4.402	6.600	2.400	431.908,30	167.964,30	599.872,60
5. " (1934-35)	27.500	4.125	6.050	2.200	396.023,40	154.009,10	550.032,50
6. " (1935-36)	23.300	3.328	5.500	2.000	337.193,40	131.130,80	468.324,20
7. " (1936-37)	19.400	2.742	4.950	1.800	298.838,15	116.214,80	415.052,95
8. " (1937-38)	16.600	2.156	4.400	1.600	261.605,60	101.735,50	363.341,10
9. " (1938-39)	13.200	1.570	3.850	1.400	223.063,15	86.746,85	309.810,00
10. " (I.V.39-31.VIII.39)	1.500	604	3.300	1.200	68.516,00	26.645,10	95.161,10
Summa	262.500	39.375	57.750	21.000	3.780.000,00	1.470.000,00	5.250.000,00

¹ Sollte zwischen der Rumänischen Regierung und den deutschen Firmen später eine Vereinbarung zustande kommen, die für eine bestimmte Periode eine Überschreitung dieser Jahresbeträge vorsieht, so würde eine entsprechende Verminderung zum Einvernehmen zwischen der Deutschen und der Rumänischen Regierung aufzustellen und auf die übrigen Jahresbeträge zuverlegen sein. Die Verteilung hinsichtlich der übrigen Mächte soll indessen hierdurch nicht geändert werden.

ANLAGE II.

Liste « A ».

VOM SACHLEISTUNGSVERFAHREN AUSGESCHLOSSENE WAREN¹.

Gruppe I. — a) Alle Waren fremder Herkunft, die nicht auf deutschem Gebiet verarbeitet worden sind,

b) Alle aus eingeführten Rohstoffen hergestellten Nahrungsmittel²,

c) Gegenstände aus Gold, Platin und Silber³.

Gruppe II. — Industrieerzeugnisse, deren Ausfuhr zur Zeit eines eventuellen Vertragsabschlusses verboten ist⁴.

Gruppe III. — Verschiedene Industrieerzeugnisse :

a) Stahlschrott und Gussbruch (843).

b) Häute und Felle (153-155), Knochen (156 f).

c) Papierspäne, Altpapier u.s.w. (673 a).

d) Leinen-, Baumwollen- u.s.w., Lumpen und alle übrigen zur Papierbereitung dienenden Abfälle von Gespinstwaren und dergl. (543 b).

e) Natürlicher phosphorsaurer Kalk (227 d).

f) Erze (237 a-s).

g) Radium, Radiumsalze, Radiumpräparate (aus 266, aus 317 G, aus 388).

h) Rohholz jeder Art mit Ausnahme von Grubenholz.

Liste « C ».

WAREN, DIE NUR TEILWEISE AUS SACHLEISTUNGSGELDERN BEZAHLT WERDEN DÜRFEN.

Diese Liste ist die bisherige Liste « C » der Wallenberg-Vorschrift, die nachstehende Änderungen erfährt :

a)	Für Holz bleibt das Abkommen vom 3. Juli 1928 in Kraft. Der § 4 wird wie folgt ergänzt : Grubenholz	% 55
	Telegraphenstangen, nicht imprägniert	60
	Eisenbahnschwellen, Hartholz oder Weichholz, nicht imprägniert	60
b)	Die Positionen 470 a und b werden wie folgt abgeändert : 470 a, b und c bis f — Flachs und Hanf, roh, geröstet, gehechelt, gebleicht, gefärbt, gebrochen, geschwungen, entleimt, gereinigt, und Flachswerg (Hede).	95
c)	Die Positionen 890 a und 909 werden wie folgt abgeändert : 890 a — Draht (Litzen, Geflechte us.w.) aus unedlen Metallen, unter Ausschluss von Aluminium, oder aus Legierungen unedler Metalle, überzogen, umwickelt, umspunnen oder umflochten, oder in anderer Weise mit Stoffen überzogen, für die Elektrotechnik	35
	909 b — Kabel zur Leitung elektrischer Ströme, unter Ausschluss solcher aus Aluminium, mit Schutzhüllen aus Metall in Form von Hülsen (Mäntel), Blechen, Drähten, Bändern oder dergl. Kabel für Schwachstrom	35
	Kabel für Starkstrom	40
d)	Hinzuzufügen ist : Schiffsschrauben aus Bronze	35
e)	Die nachstehenden Positionen : aus 156 f — Knochen etc., aus 237 h — Braунstein, und aus 869 f — Magnesium (Metall), sind zu streichen.	

¹ In Klammern sind die Nummern des deutschen statistischen Warenverzeichnisses angegeben.

² Dieses Verbot bezieht sich nicht auf Lebensmittel, die für deutsche Arbeiter bestimmt sind, die auf dem Gebiete einer Gläubigerregierung in Ausführung eines Sachleistungsvertrages arbeiten.

³ Dieses Verbot bezieht sich lediglich auf Gegenstände aus Gold, Platin und Silber, die nicht bei einer Gesamtanlage (Vgl. Titel VI, Art. 45) mitgeliefert werden.

⁴ Es wird klargestellt, dass ein Ausfuhrverbot für Kohle, Koks, Braunkohle und Briketts keine Anwendung auf die Ausfuhr findet, die als Sachleistung erfolgt.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX X.

AGREEMENT FOR AMENDING THE METHOD OF
ADMINISTERING "THE GERMAN REPARATION
(RECOVERY) ACT, 1921."

Whereas it is desired to adapt the provisions of the Agreement² between Great Britain and Germany for amending the method of administering the "German Reparation (Recovery) Act, 1921", signed on the 3rd April, 1925, to the provisions of the Experts' Plan of 7th June, 1929, as adopted by the final Protocol of the Hague Conference (hereinafter referred to as the New Plan).

Now therefore it is agreed between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the German Reich to substitute for the terms of the above Agreement the following provisions :

I.

The German Government undertake to pay each month on the same dates as the other payments forming the postponable annuity to the Bank for International Settlements for the account of His Britannic Majesty's Government the sterling equivalent of the Reichsmärk sums available under the New Plan for transfer by means of the Reparation (Recovery) Act to His Britannic Majesty's Government, provided always that the amounts so paid shall not exceed twenty-six per cent. of the sterling value of the German goods imported into Great Britain during the preceding month but one.

So long as no postponement of transfers is in force the amount of Reichsmarks available each year for transfer under this Agreement shall be the amounts specified in the Annex to this Agreement, representing 23.05 per cent.³ of the total annual amounts of Deliveries in Kind (including deliveries under Reparation Recovery Acts) provided in the New Plan for each of the ten years up to 31st August, 1939. In the event of any postponement of transfer the sum available shall

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. XXXIII, page 383; et vol. XXXIX, page 220, de ce recueil.

³ En ce qui concerne la période comprise entre le 1^{er} septembre 1929 et le 31 mars 1932, le pourcentage ci-dessus mentionné a été appliqué au montant total des réparations en nature (y compris les paiements au titre du « Reparation (Recovery Act) » à effectuer au cours de cette période.

ANNEXE X.

ACCORD PORTANT MODIFICATION DES MODALITÉS
D'APPLICATION DU « GERMAN REPARATION (RECO-
VERY) ACT, 1921 ».

Afin d'adapter aux prescriptions du plan des experts du 7 juin 1929, tel qu'il a été adopté dans le Protocole final de la Conférence de La Haye (ci-après dénommé Nouveau Plan), les prescriptions de l'Accord² du 3 avril 1925 entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne portant modification des modalités d'application du « German Reparation (Recovery) Act 1921 », il est convenu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement allemand de substituer aux dispositions de l'accord susvisé les dispositions suivantes :

I.

Le Gouvernement allemand s'engage à payer chaque mois, aux mêmes dates que les autres versements de la partie différable de l'annuité, au compte du Gouvernement de S. M. britannique à la Banque des Règlements internationaux, la contre-valeur en livres sterling des sommes en reichsmarks qui, d'après le Nouveau Plan, seront disponibles pour être transférées au Gouvernement de S. M. britannique au titre du « Reparation (Recovery) Act », étant entendu que les sommes ainsi versées ne dépasseront pas vingt-six pour cent de la valeur en livres sterling des marchandises allemandes importées en Grande-Bretagne au cours de l'avant-dernier mois.

Aussi longtemps qu'aucune suspension de transfert n'est en vigueur, les sommes en reichsmarks disponibles chaque année pour le transfert au titre du présent accord devront être égales aux montants indiqués dans l'annexe au présent accord, lesquels représentent 23.05 pour cent³ des montants totaux annuels des livraisons en nature (y compris les livraisons que prévoient les « Reparation Recovery Acts ») tels qu'ils sont fixés dans le Nouveau Plan pour chacune des dix années

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XXXIII, page 383; and Vol. XXXIX, page 220, of this Series.

³ As regards the period from 1st September, 1929, to 31st March, 1932, the above-mentioned percentage has been applied to the sum total of Deliveries in Kind (including Reparation Recovery Act payments) to be effected during this period.

be calculated in accordance with Article III of this Agreement.

Reichsmarks for this purpose shall be Reichsmarks as provided for in the New Plan. The sterling equivalent shall be calculated at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding each payment.

The British Government undertakes in return to cause to be placed at the disposal of the German Government, out of the share of the British Government in the annuities provided for in the New Plan and available for Deliveries in Kind, the amount of Reichsmarks of which the sterling equivalent has been paid by the German Government.

II.

The German Government shall arrange for the collection by the Reichsbank or otherwise from the German exporters of the sterling amounts referred to in Article I above. The British Government agree that, having regard to the undertaking of the German Government given in that Article, the Special Reserve Fund provided for in Article 6 of the Agreement of 3rd April, 1925, shall be dispensed with, and the amount in that Fund shall be placed at the free disposal of the German Government immediately on the coming into force of this Agreement.

III.

The British Government shall at all times during the period of the New Plan have the right to a Reparation (Recovery) Act levy *pari passu* with any deliveries in kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in deliveries in kind (including the quotas under the Reparation Recovery Acts) the quota under the British Reparation (Recovery) Act will amount to 23.05 per cent.

IV.

It is understood that this Agreement merely amends the method of administering the Reparation (Recovery) Act, that payments made under this Agreement shall be regarded as deliveries in kind for the purposes of the deliveries in kind system, and that its provisions are without prejudice to any rights enjoyed by the British Government with regard to that Act under the New Plan. So long however as this agreement continues in force, the relations between Germany and Great Britain

jusqu'au 31 août 1939. Dans le cas d'une suspension de transfert, les sommes disponibles seront calculées conformément à l'article III du présent accord.

Sera réputé reichsmark aux fins du présent accord le reichsmark tel qu'il est défini dans le Nouveau Plan. La contrevaleur en livres sterling sera calculée d'après la moyenne des cours moyens (*Mittelkurs*) à la Bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine qui précède chaque paiement.

Le Gouvernement britannique s'engage, en retour, à faire mettre à la disposition du Gouvernement allemand, par prélèvement sur sa part disponible pour les prestations en nature dans les annuités prévues par le Nouveau Plan, les montants en reichsmarks dont la contrevaleur en livres sterling aura été payée par le Gouvernement allemand.

II.

Le Gouvernement allemand fera le nécessaire pour recueillir des exportateurs allemands les montants en livres sterling mentionnés à l'article I ci-dessus par l'intermédiaire de la Reichsbank, ou par tout autre moyen. Le Gouvernement britannique accepte qu'en considération de l'obligation assumée par le Gouvernement allemand dans l'article I ci-dessus, la réserve spéciale qui était prévue dans l'article 6 de l'accord du 3 avril 1925 soit supprimée et que son montant, immédiatement après la mise en vigueur du présent accord, soit mis à la libre disposition du Gouvernement allemand.

III.

Le Gouvernement britannique aura le droit, à tout moment, pendant la durée du Nouveau Plan, de lever une taxe de réparations *pari passu* avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies pendant un moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestations en nature ou par la voie des « Reparation Recovery Act », la part du « Reparation (Recovery) Act » britannique sera de 23,05 pour cent.

IV.

Il est entendu que le présent accord ne modifie que les modalités d'application du « Reparation (Recovery) Act », que les paiements effectués en vertu de cet accord seront considérés comme des livraisons en nature aux fins du système des livraisons en nature et que ses dispositions ne portent aucune atteinte aux droits du Gouvernement britannique relatifs à cet *Act* d'après le Nouveau Plan. Toutefois, aussi longtemps que le présent accord demeurera en vigueur, les rapports

with regard to the Reparation (Recovery) Act shall be governed exclusively thereby.

entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne relativement au « Reparation (Recovery) Act » devront être régis exclusivement d'après ses dispositions.

V.

The present Agreement shall become operative simultaneously with the coming into force of the New Plan. A certified copy thereof shall be transmitted by the parties to the Bank for International Settlements, so that the Bank may take note of its provisions for all purposes under the New Plan.

Done at Berlin the 2nd day of January, 1930.

(Signed) CURTIUS.

(Signed) RUMBOLD.

V.

Le présent accord entrera en vigueur en même temps que le Nouveau Plan. Une copie certifiée en sera remise à la Banque des Règlements internationaux par les Parties contractantes en sorte que ladite banque puisse tenir compte de ses dispositions pour toutes les fins du Nouveau Plan.

Fait à Berlin, le 2 janvier 1930.

(Signé) CURTIUS.

(Signé) RUMBOLD.

ANNEX.

REICHSMARKS AMOUNTS, THE STERLING EQUIVALENT OF WHICH IS PAYABLE BY THE GERMAN GOVERNMENT UNDER ARTICLE I OF THIS AGREEMENT.

	RM.
Period 1st September 1929 to 31st March 1930	46,036,000
Year to 31st March 1931	190,964,000
» » » 1932	186,638,700
» » » 1933	140,718,850
» » » 1934	138,270,600
» » » 1935	126,782,500
» » » 1936	107,948,700
» » » 1937	95,669,700
» » » 1938	83,750,100
» » » 1929	71,411,250
Period 1st April to 31st August 1939	21,934,600
Total	<u>1,210,125,000</u>

ANNEXE.

MONTANTS EN REICHSMARKS DONT LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DEVRA VERSER LA CONTREVALEUR EN LIVRES STERLING, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE I DU PRÉSENT ACCORD.

	RM.
Période du 1er septembre 1929 au 31 mars 1930	46,036,000
Période du 1er avril 1930 au 31 mars 1931	190,964,000
Période du 1er avril 1931 au 31 mars 1932	186,638,700
Période du 1er avril 1932 au 31 mars 1933	140,718,850
Période du 1er avril 1933 au 31 mars 1934	138,270,600
Période du 1er avril 1934 au 31 mars 1935	125,782,500
Période du 1er avril 1935 au 31 mars 1936	107,948,700
Période du 1er avril 1936 au 31 mars 1937	95,669,700
Période du 1er avril 1937 au 31 mars 1938	83,750,100
Période du 1er avril 1938 au 31 mars 1939	71,411,250
Période du 1er avril 1939 au 31 août 1939	21,934,600
Total	<u>1,210,125,000</u>

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE X.

ABKOMMEN ÜBER DIE ABÄNDERUNG DES ERHEBUNGSVERFAHRENS NACH DEM « GERMAN REPARATION (RECOVERY) ACT, 1921. »

In dem Wunsche, die Vorschriften des Abkommens zwischen Deutschland und Grossbritannien vom 3. April 1925 über die Abänderung des Erhebungsverfahrens des « German Reparation (Recovery) Act, 1921 » an die Vorschriften des durch das Haager Schluss-Protokoll angenommenen Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 (nachstehend Neuer Plan genannt) anzupassen,

Wird nunmehr zwischen der Deutschen Reichsregierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland vereinbart, die Bestimmungen des erwähnten Abkommens durch die folgenden Vorschriften zu ersetzen :

I.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, den Sterling-Gegenwert der Reichsmarksummen, die nach dem Neuen Plan zur Übertragung an die Königlich Britische Regierung im Wege des Reparation (Recovery) Act verfügbar sind, jeden Monat gleichzeitig mit den anderen Zahlungen der aufschiebbaren Annuität an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Königlich Britischen Regierung zu zahlen, mit der Massgabe, dass diese Zahlungsbeträge 26 vom Hundert des Sterling-Wertes der während des vorletzten Monats nach Grossbritannien eingeführten deutschen Waren nicht übersteigen sollen.

Solange kein Transferaufschub in Kraft ist, sollen die in jedem Jahr für die Übertragung nach diesem Abkommen verfügbaren Reichsmarkbeträge sich auf die in der Anlage zu diesem Abkommen aufgeführten Beträge belaufen, die 23,05 vom Hundert¹ der jährlichen Gesamtbeträge der Sachlieferungen (einschliesslich der Lieferungen nach dem Reparation Recovery Act) darstellen, wie sie im Neuen Plan für jedes der 10 Jahre bis zum 31. August 1939 vorgesehen sind. Im Falle eines Transferaufschubs soll die verfügbare Summe gemäss Artikel III dieses Abkommens berechnet werden.

Als Reichsmark in diesem Sinne gilt die Reichsmark, wie sie im Neuen Plan vorgesehen ist. Der Sterling-Gegenwert soll nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage berechnet werden.

Die Britische Regierung verpflichtet sich demgemäß, die Reichsmarkbeträge, deren Sterling-Gegenwert durch die Deutsche Regierung bezahlt worden ist, aus ihrem Annuitätsanteil, wie er im Neuen Plan für die Sachlieferungen vorgesehen ist, der Deutschen Regierung zur Verfügung stellen zu lassen.

II.

Die Deutsche Regierung wird für die Ansammlung der in Artikel I erwähnten Sterling-Beträge von den deutschen Ausfuhrfirmen durch die Reichsbank oder auf andere Weise Vorkehrungen treffen. Die Britische Regierung ist damit einverstanden, dass mit Rücksicht auf die in jenem Artikel übernommene Verpflichtung der Deutschen Regierung die Sonderrücklage, die in Artikel 6 des Abkommens vom 3. April 1925 vorgesehen war, aufgehoben und ihr Betrag unmittelbar nach Inkrafttreten dieses Abkommens der freien Verfügung der Deutschen Regierung überlassen wird.

III.

Die Britische Regierung soll zu allen Zeiten während der Zeitdauer des Neuen Plans das Recht haben, eine Reparationsabgabe pari passu mit den Sachleistungen, einschliesslich der während eines Moratoriums bewirkten, zu erheben, d.h. von dem Gesamtbetrag, der in einem Jahre in Sachleistungen oder mittels der Reparationsabgaben übertragen wird, soll der Anteil der britischen Reparationsabgabe sich auf 23,05 vom Hundert belaufen.

¹ Anmerkung : Für die Zeit vom 1. September 1929 bis 31. März 1932 ist der genannte Prozentsatz auf die Summen der in dieser Zeit zu leistenden Sachlieferungen und Recovery Act-Zahlungen angewendet.

.IV.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass dieses Abkommen nur das Erhebungsverfahren nach dem Reparation (Recovery) Act abändert, dass Zahlungen nach diesem Abkommen als Sachlieferungen im Sinne des Sachlieferungssystems anzusehen sind, und dass seine Bestimmungen die Rechte der Britischen Regierung hinsichtlich dieses Act auf der Grundlage des Neuen Plans nicht berühren. Solange indessen dieses Abkommen in Kraft bleibt, sollen sich die Beziehungen zwischen Deutschland und Grossbritannien hinsichtlich des Reparation Recovery Act ausschliesslich nach diesem Abkommen regeln.

V.

Dieses Abkommen tritt gleichzeitig mit dem Neuen Plan in Kraft.

Eine beglaubigte Abschrift soll durch die vertragschliessenden Teile an die Bank für Internationale Zahlungsausgleich übermittelt werden, damit die Bank von seinen Bestimmungen für alle Zwecke des Plans Kenntnis nimmt.

Geschehen in Berlin am 2. Januar 1930.

(Gez.) CURTUIS.

(Gez.) RUMBOLD.

ANLAGE.

REICHSMARKBETRÄGE, DEREN STERLING-GEGENWERT DURCH DIE DEUTSCHE REGIERUNG GEMÄSS ARTIKEL I DIESES ABBOKMENS ZU ZAHLEN IST :

	R. M.
I.9.29-31.3.30	46.036.000
I.4.30-31.3.31	190.964.000
I.4.31-31.3.32	186.638.700
I.4.32-31.3.33	140.718.850
I.4.33-31.3.34	138.270.600
I.4.34-31.3.35	126.782.500
I.4.35-31.3.36	107.948.700
I.4.36-31.3.37	95.669.700
I.4.37-31.3.38	83.750.100
I.4.38-31.3.39	71.411.250
I.4.39-31.8.39	<u>21.934.600</u>
zusammen	
	1.210.125.000

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE X a.

ACCORD RELATIF AUX MODALITÉS DU PRÉLÈVEMENT SUR LA VALEUR DES IMPORTATIONS ALLEMANDES EN FRANCE.

Afin d'adapter aux prescriptions du Plan des Experts du 7 juin 1929, tel qu'il a été adopté dans le Protocole final de la Conférence de La Haye (ci-après dénommé Nouveau Plan), les prescriptions de la Convention² du 16 mars 1928

AGREEMENT REGARDING THE METHOD OF ADMINISTERING THE LEVY ON THE VALUE OF GERMAN IMPORTS INTO FRANCE.

In order to adapt the provisions of the Agreement² between France and Germany regarding the method of administering the levy on the value of German imports into France, signed on the 16 th March, 1928, to the provisions of the Experts'

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté Britannique.

² Vol. LXXIX, page 121, de ce recueil.

¹ Translation by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. LXXIX, page 121, of this Series.

entre la France et l'Allemagne relative aux modalités d'application du prélèvement sur les importations allemandes en France, il est convenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand de substituer aux dispositions de la convention susvisée les dispositions suivantes :

I.

Le Gouvernement allemand s'engage à payer chaque mois, par montants mensuels égaux et aux mêmes dates que les autres versements de la partie différable de l'annuité, au compte du Gouvernement français à la Banque des Règlements internationaux, la contre-valeur en francs français des sommes en reichsmarks qui, d'après le Nouveau Plan, seront disponibles pour être transférées au Gouvernement français au titre du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France, étant entendu que les sommes ainsi versées ne dépasseront pas 26 % de la valeur en francs des marchandises allemandes importées en France au cours de l'avant-dernier mois.

Aussi longtemps qu'aucune suspension de transfert n'est en vigueur, les sommes en reichsmarks disponibles chaque année pour le transfert au titre du présent accord devront être égales aux montants indiqués dans l'annexe au présent accord, lesquels représentent 4,95 % des montants totaux annuels des livraisons en nature (y compris les livraisons que prévoient les *Reparations Recovery Acts*) tels qu'ils sont fixés dans le Nouveau Plan pour chaque année jusqu'au 31 août 1939.

Dans le cas d'une suspension de transfert, les sommes disponibles pour le transfert au titre du présent accord, devront être déterminées conformément à l'article III ci-après.

Sera réputé reichsmark aux fins du présent accord le reichsmark tel qu'il est défini dans le Nouveau Plan. La contre-valeur en francs sera calculée d'après la moyenne des cours moyens à la bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine qui précède le jour du paiement.

Le Gouvernement français s'engage, en retour, à mettre à la disposition du Gouvernement allemand par prélèvement sur sa part disponible pour les prestations en nature, dans les annuités prévues par le Nouveau Plan, les montants en reichsmarks dont la contre-valeur de francs français aura été payée par le Gouvernement allemand.

II.

Le Gouvernement allemand fera le nécessaire pour recueillir des exportateurs allemands les montants en francs mentionnés à l'article premier par l'intermédiaire de la Reichsbank, ou par tout autre moyen.

Plan of the 7th June, 1929, as adopted by the Final Protocol of the Hague Conference (hereinafter referred to as the "New Plan"), it is agreed between the German and the French Governments that the following provisions be substituted for the terms of the above Agreement :

I.

The German Government undertake to pay each month on the same dates as the other payments forming the postponable annuity to the Bank of International Settlements for the account of the French Government the equivalent in French francs of the Reichsmark sums available under the New Plan for transfer to the French Government by means of the levy on the value of German imports into France, provided always that the amounts so paid shall not exceed twenty-six per cent. of the value in francs of the German goods imported into France and Algeria during the preceding month but one.

So long as no postponement of transfers is in force, the amount of Reichsmarks available each year for transfer under this Agreement shall be the amounts specified in the Annex to this Agreement, representing 4.95 per cent. of the total annual amounts of Deliveries in Kind (including deliveries under Reparation Recovery Acts) provided in the New Plan for each of the ten years up to 31st August, 1939.

In the event of any postponement of transfer, the sum available shall be calculated in accordance with Article III of this Agreement.

Reichsmarks for this purpose shall be Reichsmarks as provided for in the New Plan. The equivalent in francs shall be calculated at the average of the middle rates (*Mittelkurs*) prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding each payment.

The French Government undertake in return to cause to be placed at the disposal of the German Government, out of the share of the French Government in the annuities provided for in the New Plan and available for Deliveries in Kind, the amount of Reichsmarks of which the equivalent in francs has been paid by the German Government.

II.

The German Government shall arrange for the collection from the German exporters through the Reichsbank or otherwise of the amounts in francs referred to in Article I above.

Le Gouvernement français accepte qu'en considération de l'obligation assumée par le Gouvernement allemand dans l'article premier ci-dessus, la réserve spéciale qui était prévue dans l'article V de la Convention du 16 mars 1928, soit supprimée et que son montant, immédiatement après la mise en vigueur du présent accord, soit mis à la libre disposition du Gouvernement allemand.

III.

Le Gouvernement français aura le droit, à tout moment, pendant la durée du Nouveau Plan, de lever une taxe de réparations *pari passu* avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies pendant un moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestations en nature ou par la voie des Recovery Acts, la part du Recovery Act français sera de 4,95 %.

IV.

Il est entendu que le présent accord ne modifie que les modalités de perception du prélèvement sur les importations allemandes en France, que les paiements résultant de cet accord sont à considérer comme livraisons en nature aux fins du système des livraisons en nature et que ses dispositions ne portent aucune atteinte aux droits du Gouvernement français relatifs au susdit prélèvement sur la base du Nouveau Plan. Toutefois, aussi longtemps que le présent accord demeurera en vigueur, les rapports entre la France et l'Allemagne relativement au prélèvement sur les importations allemandes en France devront être régis exclusivement d'après ses dispositions.

V.

Le présent accord entrera en vigueur en même temps que le Nouveau Plan. Une copie certifiée en sera remise à la Banque des Règlements internationaux par les Parties contractantes en sorte que la dite banque puisse tenir compte de ses dispositions pour toutes les fins du Nouveau Plan.

Fait à La Haye, le 18 janvier 1930.

(Signed) CHÉRON.

(Signed) MOLDENHAUER.

The French Government agree that, having regard to the undertaking of the German Government given in Article I above, the Special Reserve Fund provided for in Article 5 of the Agreement of the 16th March, 1928, shall be dispensed with, and the amount in that Fund shall be placed at the free disposal of the German Government immediately on the coming into force of this Agreement.

III.

The French Government shall at all times during the period of the New Plan have the right to a "Reparation (Recovery) Act" levy *pari passu* with deliveries in kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in deliveries in kind or by means of "Reparation (Recovery) Act" levies, the quota of the French "Reparation (Recovery) Act" levy will amount to 4.95 per cent.

IV.

It is understood that this Agreement merely amends the method of collecting the levy on the value of German imports into France, that payments made under this Agreement shall be regarded as deliveries in kind for the purposes of the deliveries in kind system, and that its provisions are without prejudice to the rights enjoyed by the French Government with regard to that levy under the New Plan. So long, however, as this agreement continues in force, the relations between Germany and France with regard to the levy on imports shall be governed exclusively thereby.

V.

The present Agreement shall become operative simultaneously with the coming into force of the New Plan.

A certified copy shall be transmitted by the contracting parties to the Bank for International Settlements, so that the Bank may take note of its provisions for all purposes under the Plan.

Done at The Hague, the 18th day of January 1930.

(Signed) CHÉRON.

(Signed) MOLDENHAUER.

ANNEXE.

MONTANT EN REICHSMARKS DONT LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DEVRA VERSER LA CONTRE-VALEUR EN FRANCS, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE PREMIER DU PRÉSENT ACCORD.

	RM
I.IX.29-31.III.30	21,507,000
I.IV.30-31.III.31	36,609,600
I.IV.31-31.III.32	32,860,000
I.IV.32-31.III.33	30,219,400
I.IV.33-31.III.34	29,693,700
I.IV.34-31.III.35	27,226,600
I.IV.35-31.III.36	23,182,100
I.IV.36-31.III.37	20,545,100
I.IV.37-31.III.38	17,985,400
I.IV.38-31.III.39	15,335,600
I.IV.39-31.VIII.39	<u>4,710,500</u>
Total	259,875,000

ANNEX.

AMOUNTS IN REICHSMARKS, OF WHICH THE EQUIVALENT IN FRANCS IS PAYABLE BY THE GERMAN GOVERNMENT UNDER ARTICLE I OF THIS AGREEMENT.

	R.M.
Period I.IX.29 — 31.III.30	21,507,000
„ I.IV.30 — 31.III.31	36,609,600
„ I.IV.31 — 31.III.32	32,860,000
„ I.IV.32 — 31.III.33	30,219,400
„ I.IV.33 — 31.III.34	29,693,700
„ I.IV.34 — 31.III.35	27,226,600
„ I.IV.35 — 31.III.36	23,182,100
„ I.IV.36 — 31.III.37	20,545,100
„ I.IV.37 — 31.III.38	17,985,400
„ I.IV.38 — 31.III.39	15,335,600
„ I.IV.39 — 31.VIII.39	<u>4,710,500</u>
	259,875,000

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE XA.

ABKOMMEN ÜBER DAS VERFAHREN DER ABGABENERHEBUNG VOM WERTE DER DEUTSCHEN EINFUHR NACH FRANKREICH.

Um die Vorschriften des Abkommens zwischen Deutschland und Frankreich vom 16. März 1928 über das Erhebungsverfahren für die Abgabe vom Werte der deutschen Wareneinfuhr nach Frankreich an die Vorschriften des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929, wie er durch das Haager Schlussprotokoll angenommen ist (nachstehend Neuer Plan genannt), anzupassen, wird zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung vereinbart, die Bestimmungen des erwähnten Abkommens durch die folgenden Vorschriften zu ersetzen :

I.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, den Gegenwert der Reichsmarksummen, die nach dem Neuen Plan zur Übertragung an die Französische Regierung im Wege der Abgabe vom Werte der deutschen Einfuhr nach Frankreich verfügbar sind, in gleichen Monatsbeträgen gleichzeitig mit den anderen Zahlungen der aufschiebbaren Annuität in französischen Franken an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Französischen Regierung zu zahlen, mit der Massgabe, dass diese Zahlungsbeträge 26 vom Hundert des Frankenwertes der während des vorletzten Monats nach Frankreich und Algier eingeführten deutschen Waren nicht übersteigen.

Solange kein Transferaufschub in Kraft ist, sollen die in jedem Jahr für die Übertragung nach diesem Abkommen verfügbaren Reichsmarkbeträge sich auf die in der Anlage zu diesem Abkommen aufgeführten Beträge belaufen, die 4,95 vom Hundert der jährlichen Gesamtbeträge der Sachlieferungen (einschliesslich der Lieferungen nach den Reparation Recovery Acts) darstellen, wie sie im Neuen Plan für jedes der 10 Jahre bis zum 31. August 1939 vorgesehen sind.

Im Falle eines Transferaufschubs soll die verfügbare Summe gemäss Artikel III dieses Abkommens berechnet werden.

Als Reichsmark in diesem Sinne gilt die Reichsmark, wie sie im Neuen Plan vorgesehen ist. Der Franken-Gegenwert soll nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage berechnet werden.

Die Französische Regierung verpflichtet sich demgemäß, die Reichsmarkbeträge, deren Franken-Gegenwert durch die Deutsche Regierung bezahlt worden ist, aus ihrem Annuitätsanteil, wie er im Neuen Plan für die Sachlieferungen vorgesehen ist, der Deutschen Regierung zur Verfügung zu stellen.

II.

Die Deutsche Regierung wird für die Ansammlung der in Artikel I erwähnten Franken-Beträge von den deutschen Ausfuhrfirmen durch die Reichsbank oder auf andere Weise Vorkehrungen treffen.

Die Französische Regierung ist damit einverstanden, dass mit Rücksicht auf die in obigem Artikel I übernommene Verpflichtung der Deutschen Regierung die Sonderrücklage, die in Artikel V des Abkommens vom 16. März 1928 vorgesehen war, aufgehoben und ihr Betrag unmittelbar nach Inkrafttreten dieses Abkommens der freien Verfügung der Deutschen Regierung überlassen wird.

III.

Die Französische Regierung soll zu allen Zeiten während der Zeitdauer des Neuen Plans das Recht haben, eine Reparationsabgabe pari passu mit den Sachleistungen, einschliesslich der während eines Moratoriums wirkten, zu erheben, d.h. von dem Gesamtbetrag, der in einem Jahre in Sachleistungen oder mittels der Reparationsabgaben übertragen wird, soll der Anteil der französischen Reparationsabgabe sich auf 4,95 v.H. belaufen.

IV.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass dieses Abkommen nur das Erhebungsverfahren für die Abgabe vom Wert der deutschen Einfuhr nach Frankreich abändert, dass Zahlungen nach diesem Abkommen als Sachlieferungen im Sinne des Sachlieferungssystems anzusehen sind, und dass seine Bestimmungen die Rechte der Französischen Regierung hinsichtlich dieser Abgabe auf der Grundlage des Neuen Plans nicht berühren. Solange indessen dieses Abkommen in Kraft bleibt, sollen sich die Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich hinsichtlich der Einfuhrabgabe ausschliesslich nach seinen Bestimmungen regeln.

V.

Dieses Abkommen tritt gleichzeitig mit dem Neuen Plan in Kraft.

Eine beglaubigte Abschrift soll durch die vertragschliessenden Teile an die Bank für Internationale Zahlungsausgleich übermittelt werden, damit die Bank von seinen Bestimmungen für alle Zwecke des Plans Kenntnis nimmt.

Geschehen im Haag, den 18. Januar 1930.

(*Gez.*) MOLDENHAUER.

(*Gez.*) CHÉRON.

ANLAGE.

REICHSMARKBETRÄGE, DEREN FRANKEN-GEGENWERT DURCH DIE DEUTSCHE REGIERUNG GEMÄSS ARTIKEL I DIESES ABKOMMENS ZU ZAHLEN IST :

	RM.
I. 9.29-31.3.30	21.507.000
I. 4.30-31.3.31	36.609.600
I. 4.31-31.3.32	32.860.000
I. 4.32-31.3.33	30.219.400
I. 4.33-31.3.34	29.693.700
I. 4.34-31.3.35	27.226.600
I. 4.35-31.3.36	23.182.100
I. 4.36-31.3.37	20.545.100
I. 4.37-31.3.38	17.985.400
I. 4.38-31.3.39	15.335.600
I. 4.39-31.8.39	<u>4.710.500</u>
	<u>259.875.000</u>

ANNEXE XI.

GARANTIES POUR L'EMPRUNT EXTÉRIEUR ALLEMAND
1924.

Le Gouvernement du Reich allemand, désirant maintenir intégralement le privilège de premier rang par voie de garantie collatérale créé en faveur de l'emprunt extérieur allemand de 1924 à l'article 5 du General Bond du 10 octobre 1924 sur les revenus bruts du Gouvernement allemand provenant des droits de douanes et des impôts sur le tabac, la bière et le sucre, et sur les revenus nets du Gouvernement allemand provenant du monopole de l'alcool et aussi d'autres impôts, s'il y a lieu, comme le Gouvernement allemand pourra le décider à l'effet d'assurer les contributions budgétaires allemandes aux annuités, a proposé la procédure suivante pour maintenir l'efficacité du privilège de premier rang sur lesdits revenus à partir de et après la cessation du Plan Dawes et pour remplacer la procédure de remise et d'administration desdits revenus en vigueur sous le régime de ce Plan, et les Trustees pour l'emprunt extérieur allemand ont consenti à l'application de la procédure suivante à condition qu'elle soit incorporée comme une Annexe à l'Accord de La Haye de janvier 1930, qu'elle soit dûment ratifiée par le Gouvernement du Reich allemand et que le Plan du Comité des Experts du 7 juin 1929 entre dûment en application.

PROCÉDURE.

Article premier.

Les bureaux de perception d'impôts du Reich allemand continueront à remettre le produit total des cinq revenus qui garantissent collatéralement l'emprunt extérieur allemand de 1924, c'est-à-dire les revenus bruts du Reich allemand provenant des droits de douanes et des impôts sur le tabac, la bière et le sucre, et le revenu net provenant du monopole de l'alcool ; mais ils transféreront le produit total de ces cinq revenus directement au compte des Trustees dudit emprunt à la Reichsbank. Au cas où le Gouvernement allemand, conformément aux termes du paragraphe 132 des annexes du Plan des Experts, désignerait des revenus supplémentaires pour assurer un produit total d'au moins 150 % de la plus forte contribution budgétaire prévue par le présent Plan, les produits de ces revenus additionnels seraient également transférés par les bureaux de perception directement audit compte des Trustees à la Reichsbank.

ANNEX XI.

SECURITIES FOR THE GERMAN EXTERNAL LOAN,
1924.

The Government of the German Reich desiring fully to maintain the first charge by way of collateral security for the German External Loan of 1924, created by Article 5 of the General Bond dated October 10, 1924, upon the gross revenues of the German Government from the customs and from the taxes on tobacco, beer and sugar and from the net revenue of the German Government from the spirits monopoly and also on such other taxes, if any, as may hereafter be assigned by the German Government for the purpose of assuring the German budgetary contributions to the Annuities, has proposed the following system for keeping effective said first charge on said revenues from and after the termination of the Dawes Plan and in substitution for the system of remitting and administering said revenues which has been in effect under the said Plan, and the Trustees of the German External Loan of 1924 have consented to the application of the following system provided it be incorporated as an Annex to the Agreement of the Hague of January 1930 and be duly ratified by the Government of the German Reich and provided the Plan of the Committee of Experts of June 7, 1929, shall be duly carried into effect :

SYSTEM.

Article I.

The tax collecting offices of the German Reich will continue to remit the total proceeds of the five revenues which collaterally secure the German External Loan, 1924, namely, the gross revenues of the German Reich from the customs and from the taxes on tobacco, beer, and sugar, and the net revenue from the spirits monopoly ; but they will remit the total proceeds of these five revenues directly to the account of the Trustees of said Loan at the Reichsbank. In the event that the German Government, in compliance with the terms of paragraph 132 of the Annexes of the Experts' Plan of June 7, 1929, shall assign any additional revenues to assure a total yield of not less than 150 % of the highest budgetary contribution provided for by that Plan, then the proceeds of such additional revenues shall also be remitted by the collecting offices directly to said account of the Trustees at the Reichsbank.

Article II.

Le compte des Trustees à la Reichsbank pourra être, selon leur désir, au nom des Trustees pour l'emprunt extérieur allemand de 1924, ou au nom de la Banque des Règlements internationaux pour le compte des Trustees de l'emprunt extérieur allemand de 1924.

Article III.

Les sommes reçues au compte des Trustees seront à leur disposition, suivant leur désir, à l'effet d'assurer le service régulier de l'emprunt, mais les Trustees donneront à la Reichsbank, au moment de l'ouverture de leur compte à celle-ci, un ordre général de paiement révocable aux fins générales suivantes :

a) Aussitôt que, le 1^{er} ou après le 1^{er} de chaque mois, on aura reçu au compte des Trustees un total de reichsmarks suffisant pour couvrir le montant de devises étrangères requis pour les versements mensuels du service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt (cette somme comprenant toutes les charges, commissions ou autres paiements à faire par le Gouvernement allemand en égard audit emprunt), qui est payable, suivant les termes du General Bond, à la date du 15 de chaque mois, la Reichsbank sera autorisée sur ce à donner décharge au Gouvernement allemand ou à son ordre de toutes les sommes en reichsmarks constituant les résidus des produits mensuels des revenus transférés postérieurement au compte des Trustees jusqu'au premier jour du 1^{er} mois suivant. De même, lorsqu'il y aura de nouveau au compte des Trustees un total de reichsmarks suffisant pour couvrir le service de paiement de l'emprunt du mois courant, et que le solde des sommes en reichsmarks susvisé aura été de même libéré pour le reste du mois, la même procédure de rétention et de libération mensuelles se répétera mois par mois, pendant la durée de l'emprunt, sauf, naturellement, annulation ou modification des Trustees suivant les dispositions de l'article IV.

b) Le 15 de chaque mois, si et lorsque le versement en devises étrangères alors dû aura été fait, le montant en reichsmarks bloqué antérieurement comme couverture sera alors libéré au compte des Trustees et mis à la disposition du Gouvernement allemand.

c) Si avant le 15 de chaque mois le Gouvernement du Reich choisit d'effectuer par anticipation le versement en devises étrangères payable le 15, aussitôt qu'un tel paiement anticipé aura été effectué aux Trustees, les .

Article II.

The account of the Trustees at the Reichsbank may be in the name of the Trustees of the German External Loan, 1924, or, at their election, in the name of the Bank for International Settlements for the account of the Trustees of the German External Loan, 1924.

Article III.

The funds received into the account of the Trustees shall be subject to their disposition, at their discretion, for the purpose of assuring the regular service of the Loan, but the Trustees will, at the time of opening their account at the Reichsbank, issue a revocable standing order to the Reichsbank to the following general effect :

(a) As soon as on or after the first of each month a sufficient number of reichsmarks has been received in the account of the Trustees to cover the amount of foreign currency required for the monthly instalment of the service of the interest on and the redemption of the Loan (including in such sum all charges, commissions or other payments to be made by the German Government in connection with said Loan) which is payable pursuant to the terms of the General Bond on the next succeeding 15th of each said month, the Reichsbank shall be authorised thereupon to release to the German Government, or its order, all reichsmark sums, being the remainder of the monthly proceeds of the revenues thereafter entering into the Trustees' account until the first day of the next month immediately succeeding, when there shall again be similarly retained in the account of the Trustees a sufficient number of reichsmarks to cover the current monthly loan service instalment and there shall be similarly released for the remainder of the month the balance of said reichsmark sums, such continuing system of monthly retention and release to be repeated month after month during the life of the Loan, subject, of course, to revocation or modification by the Trustees, as provided below in Article IV.

(b) On the 15th of each month, if and when the foreign currency instalment then due has been paid, the reichsmark sum previously blocked as cover therefor shall be released from the account of the Trustees and placed at the disposition of the German Government ;

(c) If prior to the 15th of any month the German Government choose to anticipate the foreign currency payment payable on the 15th, then as soon as such payment is made to the Trustees the reichsmarks blocked

reichsmarks bloqués comme couverture seront alors libérés au compte des Trustees et mis à la disposition du Gouvernement allemand.

Article IV.

Cet ordre général de paiement des Trustees à la Reichsbank pourra être annulé ou modifié suivant le désir des Trustees à tout moment où ils estimeront que cette mesure sera nécessaire pour sauvegarder pleinement les droits que le General Bond reconnaît aux porteurs de titres.

Article V.

La précédente procédure de réception de remise et de libération des revenus, entrera en vigueur aussitôt que possible après la cessation légale du Plan Dawes et si possible en même temps. Le Gouvernement allemand est d'accord pour consulter les Trustees à l'effet d'adopter, d'accord avec eux, toutes mesures nécessaires pour effectuer la transition de la procédure passée de remise des revenus à la nouvelle procédure, de façon que le service de l'emprunt soit pleinement assuré pendant cette période de transition.

as cover therefor will be released from the account of the Trustees and placed at the disposition of the German Government.

Article IV.

This standing order of the Trustees to the Reichsbank may be revoked or modified at the discretion of the Trustees at any time, whenever necessary in their opinion for the purpose of safeguarding fully the rights of the bondholders granted by the General Bond.

Article V.

The foregoing system of receiving, remitting and releasing the revenues shall come into effect as soon as possible after the legal termination of the Dawes Plan, and, if practicable, coincidentally therewith. The German Government agrees to consult with the Trustees for the purpose of adopting, in agreement with them, any measures necessary to effect the transition from the past system of remitting the revenues to the new system of remitting the revenues in order that the service of the Loan may be fully protected during any period of transition.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE XI.

SICHERHEITEN FÜR DIE DEUTSCHE ÄUSSERE ANLEIHE VON 1924.

In dem Wunsche, für die deutsche äussere Anleihe von 1924 die erststellige Sicherung völlig aufrecht zu erhalten, welche durch Artikel 5 des General Bond vom 10. Oktober 1924 in der Form der Nebensicherung durch die Roheinnahmen der Reichsregierung aus den Zöllen und aus den Steuern auf Tabak, Bier und Zucker und durch die Reineinnahme der Reichsregierung aus dem Branntweinmonopol, sowie durch etwaige andere Steuern, die künftighin von der Reichsregierung zur Sicherung der Zahlungen aus dem deutschen Haushalt für die Reparationsannuitäten angewiesen werden sollten, geschaffen worden ist, hat die Reichsregierung das folgende Verfahren vorgeschlagen, um die genannte erststellige Sicherung durch die bezeichneten Einnahmen auch nach Beendigung des Dawesplanes wirksam zu erhalten und das unter dem Dawesplan geübte Verfahren der Einzahlung und Verwaltung der bezeichneten Einnahmen zu ersetzen. Die Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe von 1924 haben der Anwendung des nachstehenden Verfahrens zugestimmt, vorausgesetzt, dass es dem Haager Abkommen vom Januar 1930 als Anlage beigefügt und von der Reichsregierung ordnungsgemäß bestätigt wird, und in der ferneren Voraussetzung, dass der Plan des Komitees der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 in Kraft tritt.

Artikel I.

Die Steuerhebestellen des Deutschen Reiches werden auch weiterhin das Gesamtaufkommen der fünf Einnahmen, welche für die deutsche äussere Anleihe von 1924 eine Nebensicherheit bilden, nämlich die Bruttoeinnahmen des Deutschen Reiches aus den Zöllen und aus den Steuern auf Tabak, Bier und Zucker sowie das Nettoeinkommen aus dem Branntweinmonopol abliefern; jedoch werden sie das Gesamtaufkommen aus diesen fünf Einnahmen direkt auf das Konto der Treuhänder besagter

Anleihe bei der Reichsbank abliefern. Für den Fall, dass die deutsche Regierung gemäss den Bestimmungen des Absatzes 132 der Anlagen des Planes der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 zusätzliche Einnahmequellen anweisen sollte, um ein Gesamtaufkommen von mindestens 150 vom Hundert der höchsten in dem genannten Plane vorgesehenen Haushaltzahlung sicherzustellen, sollen die Eingänge aus derartigen zusätzlichen Einnahmequellen ebenfalls von den deutschen Dienststellen unmittelbar auf das genannte Konto der Treuhänder bei der Reichsbank abgeführt werden.

Artikel II.

Das Konto der Treuhänder bei der Reichsbank kann auf den Namen der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe von 1924 oder nach ihrer Wahl auf den Namen der Bank für internationale Zahlungsausgleich für Rechnung der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe von 1924 errichtet werden.

Artikel III.

Die auf dem Konto der Treuhänder eingehenden Zahlungen stehen nach dem Ermessen der Treuhänder zu ihrer Verfügung, um den regelmässigen Dienst der Anleihe zu sichern, jedoch werden die Treuhänder zugleich mit der Eröffnung ihres Kontos bei der Reichsbank einen widerruflichen ständigen Auftrag an die Reichsbank wie folgt erteilen :

a) Sobald am 1. oder nach dem 1. Tage eines jeden Monats ein genügender Betrag von Reichsmark auf das Konto der Treuhänder eingezahlt ist, um den Devisenbetrag zu decken, der für die monatliche Ratenzahlung des Dienstes für Zinsen und Tilgung der Anleihe benötigt wird (einschliesslich aller von der deutschen Regierung in Verbindung mit der genannten Anleihe zu tragenden Unkosten, Provisionen oder sonstigen Zahlungen) und der gemäss den Vorschriften des General Bond am folgenden 15. Tage eines jeden Monats zu zahlen ist, soll die Reichsbank ermächtigt sein, ohne weiteres der deutschen Regierung oder an ihre Order alle Reichsmarkbeträge freizugeben, die weiterhin aus den Monatsergebnissen der Einnahmequellen auf das Konto der Treuhänder eingezahlt werden, und zwar bis zum 1. Tage des nächstfolgenden Monats, worauf wiederum in gleicher Weise auf dem Konto der Treuhänder ein genügender Betrag von Reichsmark zurückbehalten werden soll, um die laufende monatliche Ratenzahlung für den Dienst der Anleihe zu decken, und dann soll wiederum in gleicher Weise für den Rest des Monats der überschiessende Betrag an Reichsmarkzahlungen freigegeben werden. Dies Verfahren der monatlichen Zurückhaltung und Freigabe soll sich Monat für Monat während der Laufzeit der Anleihe wiederholen, Widerruf oder Änderung durch die Treuhänder, wie unten in Artikel IV vorgesehen, selbstverständlich vorbehalten.

b) Am 15. eines jeden Monats soll, sobald die fällige Ratenzahlung in Devisen geleistet worden ist, der bisher als Deckung einbehaltene Reichsmarkbetrag vom Konto der Treuhänder freigegeben und zur Verfügung der Reichsregierung gestellt werden.

c) Wenn vor dem 15. eines jeden Monats die Reichsregierung die am 15. fällige Devisenzahlung im voraus leisten sollte, so werden sofort nach erfolgter Zahlung an die Treuhänder die als Deckung dafür einbehaltenen Reichsmark von dem Konto der Treuhänder freigegeben und zur Verfügung der Reichsregierung gestellt werden.

Artikel IV.

Der vorbezeichnete ständige Auftrag der Treuhänder an die Reichsbank kann nach dem Ermessen der Treuhänder jederzeit widerrufen oder geändert werden, wenn dies ihnen nötig erscheint, um die durch den General Bond den Anleihegläubigern eingeräumten Rechte völlig zu wahren.

Artikel V.

Das vorstehende Verfahren für die Abführung, den Empfang und die Freigabe der Einnahmen soll sobald wie möglich nach der gesetzlichen Beendigung des Dawesplans in Kraft treten und wenn irgend möglich gleichzeitig damit. Die Reichsregierung wird sich mit den Treuhändern ins Benehmen setzen, um Massnahmen zu vereinbaren, die nötig sein sollten, um den Übergang von dem bisherigen Verfahren der Überweisung der Einnahmen auf das neue Verfahren der Überweisung der Einnahmen zu bewerkstelligen, damit der Dienst der Anleihe jederzeit während der Übergangsperiode wohl gesichert bleibt.

ANNEXE XII

ARBITRAGE. RÈGLES DE PROCÉDURE.

1. A l'occasion de tout arbitrage la procédure sera réglée par les dispositions du chapitre III de la Convention¹ de La Haye de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, dans la mesure où elles ne sont pas modifiées ci-après ou par les dispositions de l'Accord de La Haye de janvier 1930.

Notamment l'article 85 de la Convention de La Haye recevra application et chaque partie supportera ses propres frais et une fraction égale des frais du Tribunal.

2. Le Tribunal siégera à La Haye ou en tout autre lieu qu'il pourra lui-même désigner.

La date des sessions sera fixée par le président et préavis de quatorze jours au moins sera donné aux Parties.

3. Chacune des Parties nommera un représentant.

Toutes communications, soit entre les Parties et le Tribunal, soit entre les Parties, seront faites par l'intermédiaire de ces représentants.

Le Tribunal désignera un secrétaire à qui les communications devront être adressées.

4. La procédure comprendra deux phases :

L'Instruction écrite ; et
Les débats oraux.

Les débats oraux seront publics.

5. La Partie demanderesse présentera son mémoire dans un délai de six semaines à compter de la date du compromis ou d'une date à fixer par le président ou par le Tribunal et l'autre Partie présentera son contre-mémoire dans un délai de six semaines à partir du jour où elle aura reçu le mémoire de la demanderesse.

Si une contestation s'élève sur le point de savoir, dans une espèce donnée, quelle Partie est demanderesse, la question sera résolue en procédure sommaire par le président du Tribunal ou tout autre de ses membres désigné à cet effet par le président.

6^o Les mémoires comprennent :

- 1^o Un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;
- 2^o Un exposé de droit ;
- 3^o Les conclusions ;
- 4^o Le bordereau des pièces à l'appui ; ces pièces devront être annexées au mémoire.

Les contre-mémoires comprennent :

- 1^o La reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;
- 2^o Le cas échéant, un exposé additionnel des faits ;

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

ANNEXE XII.

ARBITRATION. RULES OF PROCEDURE.

1. The proceedings in any arbitration shall be governed by the dispositions of Chapter III of The Hague Convention¹ of 1907 for the Pacific Settlement of International Disputes, except in so far as the same are modified by the following provisions or by those of the Agreement of The Hague of January, 1930 :

In particular Article 85 of The Hague Convention shall apply to these proceedings, and each Party shall pay its own expenses and an equal share of those of the Tribunal.

2. The Tribunal shall sit at The Hague or such other place as may be fixed by the Tribunal.

The date of sitting shall be determined by the Chairman and at least fourteen days' previous notice shall be given to the Parties.

3. Each Party shall appoint a representative.

Any communication between the Parties and the Tribunal or between the Parties themselves shall be conducted through these representatives.

The Tribunal shall appoint a Secretary to whom communications shall be addressed.

4. The procedure shall consist of two stages :

- (1) Written cases or pleadings ; and
- (2) Oral debates.

The oral discussion shall be public.

5. The Party which is in the position of plaintiff shall deliver its case within six weeks from the date of the special agreement or a date to be fixed by the Chairman or by the Tribunal, and the other Party shall present its counter-case within six weeks from the date on which it receives the case of the first Party.

If any dispute shall arise as to which Party is in the position of Plaintiff in any particular case, the matter shall be decided summarily by the President of the Tribunal or any Member thereof appointed for this purpose by the President.

6. Cases shall contain :

- (1) A statement of the facts on which the claim is based ;
- (2) A statement of law ;
- (3) A statement of conclusions ;
- (4) A list of the documents in support ; these documents shall be attached to the Case.

Counter-Cases shall contain :

- (1) The affirmation or contestation of the facts stated in the Case ;
- (2) A statement of additional facts, if any ;

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

3º Un exposé de droit ;

4º Des conclusions fondées sur les faits énoncés ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence du Tribunal ;

5º Le bordereau des pièces à l'appui ; ces pièces devront être annexées au contre-mémoire.

7. Les Parties auront également le droit de présenter respectivement une réplique et une duplique dans un délai de trois semaines à partir de la réception de l'élément antérieur de procédure.

Tous les mémoires seront imprimés. Six exemplaires au moins seront remis à la Partie adverse et douze exemplaires au moins au Tribunal. Chacune des Parties accusera réception de tout document à la Partie qui l'a remis et informera le Tribunal de la date de réception : tous documents invoqués à l'appui seront annexés en copies certifiées conformes.

8. Les délais ci-dessus indiqués peuvent être prolongés, soit par accord entre les Parties, soit par décision du président ou du Tribunal.

9. La procédure écrite pourra être rédigée en français, anglais ou, au cas où l'Allemagne est partie, en allemand. Tout membre du Tribunal aura toutefois la faculté de demander que toute pièce de procédure ou autre document (y compris toute traduction) remis dans l'une de ces trois langues soit traduit en une autre de ces langues et que la traduction soit, le cas échéant, délivrée certifiée.

10. Aucune des Parties ne pourra avoir, pour chaque question distincte soumise à l'arbitrage, plus de deux avocats.

11. Les avocats pourront plaider en leur propre langue, sous réserve du droit de tout membre du Tribunal ou de la Partie adverse de réclamer une traduction en français et en anglais.

12. Il sera établi des comptes rendus sténographiques de tous les débats oraux et des transcriptions en clair en seront fournies, avec toute la célérité possible, aux membres du Tribunal et aux Parties. L'exécution de la présente clause et la rédaction des procès-verbaux nécessaires incombe au Secrétaire du Tribunal.

13. Pour tout ce qui concerne l'arbitrage et jusqu'au début des débats oraux, le président ou deux membres du Tribunal, désignés par le président, auront qualité pour prendre, au nom du Tribunal, toutes décisions que celui-ci est autorisé à prendre.

14. Aucune des Parties ne pourra, sans le consentement de l'autre Partie, utiliser, au cours des débats, un document qui n'aura pas été préalablement communiqué à cette dernière.

(3) A statement of law ;

(4) Conclusions based on the facts stated, these conclusions may include counter-claims; in so far as the latter come within the jurisdiction of the Tribunal ;

(5) A list of the documents in support ; these documents shall be attached to the Counter-Case.

7. The Parties shall also respectively have the right to deliver a reply and rejoinder within three weeks after the receipt of the last preceding pleading.

All cases shall be printed, six copies at least to be delivered to the opposing Party and twelve at least to the Tribunal. Each Party shall acknowledge the receipt of any document to the Party which has delivered it, and shall inform the Tribunal of the date of receipt.

Certified copies of any documents on which reliance is placed shall be annexed to the pleading in which they are referred to.

8. The periods above fixed may be extended either by the agreement of the Parties or by a decision of the Chairman or of the Tribunal.

9. The written proceedings may be in English, French or (where Germany is a Party) in German. It shall, however, be open to any member of the Tribunal to require that any pleading or other document (including any translation) delivered in one of those three languages should be translated into another, if necessary, duly certified.

10. Not more than two advocates may appear on behalf of each Party for each separate question submitted to arbitration.

11. The advocates may address the Tribunal in their own language, subject to the right of any member of the Tribunal or an opposing Party to require a translation into English or French.

12. Shorthand minutes shall be taken on behalf of the Tribunal of all oral arguments, and transcripts shall be supplied with all possible despatch to the members of the Tribunal and to the Parties. The Secretary of the Tribunal shall be responsible for the execution of this clause and for the preparation of the necessary minutes.

13. For all the purposes of the arbitration up to the commencement of the oral proceedings, the President or any two members of the Tribunal appointed by him shall be qualified to take in the name and on behalf of the Tribunal any decisions which the Tribunal is authorised to take.

14. No Party may, without the consent of the other Party, make use in the course of the discussion of any document which has not been previously communicated to the other Party.

15. Tout membre du Tribunal pourra poser aux Parties, au cours des débats, toutes questions qu'il jugera utiles.

Le Tribunal pourra, à tout moment, jusqu'au prononcé de sa décision, faire usage de tous moyens d'information qu'il jugera nécessaires et il pourra demander toutes notes, mémoires, documents ou explications supplémentaires qu'il jugera désirables.

Toutefois, au cas où le Tribunal voudrait faire usage d'autres moyens d'information que ceux qui lui ont été fournis par les Parties, il leur donnera la faculté de présenter leurs observations à ce sujet.

16. Aucune explication orale ne sera reçue de l'une des Parties si l'autre Partie n'est présente ou n'a été dûment citée.

17. Toute requête ou communication adressée au Tribunal par l'une des Parties sera en même temps communiquée à l'autre Partie.

18. Le secrétaire du Tribunal notifiera à toutes les Parties à l'Accord de La Haye de janvier 1930 toutes procédures instituées devant le Tribunal.

19. Lorsqu'une Puissance signataire ou la Banque des Règlements internationaux estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser au Tribunal une requête aux fins d'intervention.

Faute d'accord entre les Parties, le président, ou tout membre du Tribunal désigné par lui à cet effet, fixera le délai dans lequel la Partie intervenante devra présenter son mémoire.

Sous réserve de toutes dispositions contraires prises par le Tribunal, les règles qui précèdent et les stipulations de l'accord de La Haye de janvier 1930 relatives à l'arbitrage, notamment celles ayant trait à la désignation en certains cas d'un membre additionnel, s'appliqueront à la Partie intervenante comme à toute Partie primitivement en cause.

15. Any member of the Tribunal may put to the Parties during the discussion any questions which he thinks proper. The Tribunal may at any time before reaching a decision employ any means of information which it considers necessary, and may ask for any supplementary notes, memoirs or documents which it thinks desirable. Should, however, the Tribunal resort to other means of information than those supplied by the Parties, it will allow them to submit arguments on the additional information.

16. No oral explanation will be received from either Party unless the other Party is present or has been duly summoned.

17. Any request or communication addressed to the Tribunal by one of the Parties will be communicated at the same time to the other.

18. The Secretary of the Tribunal shall notify all proceedings instituted before the Tribunal to all Parties to The Hague Agreement of January 1930.

19. When any signatory Power or the Bank for International Settlements considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in a case, it may submit a request to the Tribunal to be permitted to intervene as a third Party.

In the absence of an agreement between the Parties, the Chairman or any member of the Tribunal appointed by him for that purpose shall fix the time within which the Party intervening is to deliver his case.

Subject to any contrary decision of the Tribunal, the foregoing rules and the provisions as to Arbitration of the Agreement of The Hague of January 1930, and in particular those relating to the appointment of an additional member in certain cases, shall apply to a Party intervening in the same manner as to the original Parties.

PROTOCOLE DU 31 AOUT 1929

CONCERNANT L'APPROBATION DE PRINCIPE DU RAPPORT DES EXPERTS, LE RÈGLEMENT DE DIVERSES QUESTIONS RELATIVES À SON APPLICATION ET LA CONSTITUTION DE DIVERS COMITÉS DESTINÉS À EN PRÉPARER LA MISE À EXÉCUTION. SIGNÉ À LA HAYE, LE 31 AOUT 1929.

I. LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DES BELGES, DES GOUVERNEMENTS DE S. M. BRITANNIQUE DANS LE

PROTOCOL

CONCERNING THE APPROVAL IN PRINCIPLE OF REPORT OF THE EXPERTS, THE SETTLEMENT OF VARIOUS QUESTIONS CONNECTED WITH ITS APPLICATION AND THE ESTABLISHMENT OF VARIOUS COMMITTEES INTENDED TO PREPARE THE PUTTING INTO FORCE OF THAT REPORT. SIGNED AT THE HAGUE, AUGUST 31, 1929.

I. THE REPRESENTATIVES OF THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERN-

ROYAUME-UNI, DU DOMINION DU CANADA, DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DES INDÉPENDANTES, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE S. M. L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DES SERBES-CROATES-SLOVÈNES, ET DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOLOVAQUE, auxquels s'est joint LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, en sa capacité d'observateur, avec des pouvoirs spécifiquement limités,

S'étant assemblés au « Binnenhof », sous la présidence de son Excellence M. Jaspar, premier ministre de Belgique, à l'issue de la première partie de la Conférence qui s'est réunie à La Haye, le 6 août 1929 ;

Le président informe la Conférence que sur toutes les questions politiques figurant à son ordre du jour, accord a été conclu entre les Puissances intéressées.

2. Le Président constate que diverses questions relatives à l'application du Plan du 7 juin 1929, établi à Paris, par le Comité d'Experts, ayant été réglées dans leurs grandes lignes, conformément aux documents qui font l'objet des Annexes I, II, III et IV, tous les gouvernements représentés par des délégués à la Conférence ont accepté, en principe, ledit Plan.

Cependant, certaines délégations réservant leurs droits à l'adhésion définitive, ont formulé, sur quelques points, des observations qui ne font pas obstacle à l'acceptation de principe ci-dessus. Ces observations figureront au procès-verbal de la Commission financière du 30 août 1929.

Le président constate également qu'un accord a été réalisé, aux termes duquel le solde de la partie inconditionnelle des annuités prévues par le Rapport des Experts, dont la répartition devait être adoptée par les gouvernements, serait réparti de la façon suivante :

MENTS IN THE UNITED KINGDOM, THE DOMINION OF CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE DOMINION OF NEW ZEALAND, AND THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, THE CROATS AND THE SLOVENES, AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, accompanied by THE REPRESENTATIVE OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA in the capacity of Observer and with specifically limited powers ;

Being assembled at the Binnenhof under the Chairmanship of His Excellency M. Jaspar, Prime Minister of Belgium, on the conclusion of the first stage of the Conference which met at The Hague on the 6 August, 1929 ;

The President informs the Conference that on all the political questions on the agenda of the Conference an agreement has been come to between the Powers interested.

2. The President states that in view of the fact that various questions relative to the application of the Plan of the 7 June, 1929,¹ drawn up in Paris by the Committee of Experts, have been settled in outline in accordance with the documents annexed hereto (Annexes I, II, III and IV), all the Governments represented by delegates at the Conference have accepted the said Plan in principle. Nevertheless, certain delegations, while reserving their right as to final adhesion, have made on certain points observations which do not hinder the above acceptance in principle. These observations figure in the minutes of the meeting of the Financial Commission of the 30 August, 1929.

The President states also that agreement has been reached that the balance of the unconditional part of the annuities under the Experts' Report, the distribution of which was to be settled by the Governments, shall be distributed as follows :

¹ For the Experts' Report see Cmd. 3343.

	Rm.	Reichsmarks.
Empire britannique	55.000.000	55.000.000
Japon	6.600.000	6.600.000
Royaume des Serbes-Croates-Slovènes	6.000.000	6.000.000
Portugal	<u>2.400.000</u>	<u>2.400.000</u>
Total . . . Rm.	70.000.000	70.000.000

3. La Conférence prend note de la constitution du Comité d'organisation pour l'adaptation des lois allemandes établies aux termes du Plan Dawes, conformément à l'Annexe V du Rapport des Experts, et estime qu'il y a lieu de nommer, le plus tôt possible, le Comité pour l'organisation de la Banque des Règlements internationaux, mentionnés dans la Section 3 de l'Annexe I du Rapport des Experts.

4. La Conférence décide qu'il sera constitué des Comités d'Experts, qui prépareront des propositions détaillées concernant :

a) L'établissement, en conformité de l'Annexe II, d'un nouveau règlement de prestations en nature et de toutes mesures indispensables pour assurer, en ce qui concerne ces prestations, le passage du régime actuellement en vigueur au nouveau régime ;

b) Le règlement définitif des comptes réciproques des Puissances créancières concernant les biens cédés et les dettes de libération, ainsi que le règlement définitif des obligations des Puissances débitrices, aux termes des Traité de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly :

La Conférence décide également de constituer un Comité de juristes, qui rédigera les stipulations à insérer dans le Protocole final de mise à exécution du Plan.

En outre, et sous le bénéfice des déclarations et des réserves formulées au cours des séances des 30 et 31 août 1929, de la Commission financière et qui seront insérées aux procès-verbaux de ces séances, la Conférence décide de constituer un Comité en vue de la préparation des dispositions nécessaires à la mise en service des recommandations du chapitre IX du Rapport des Experts concernant la liquidation du passé, ainsi que des mesures requises en vue du passage du régime actuel à celui du nouveau Plan.

The British Empire	55.000.000
Japan	6.600.000
Serb-Croat-Slovene Kingdom	6.000.000
Portugal	<u>2.400.000</u>
Total	70.000.000

3. The Conference notes the appointment of the Organisation Committee for the adaptation of the German Laws set up under the Dawes Plan¹ in accordance with Annex V to the Experts' Report, and considers that the Organisation Committee for the Bank for International Settlements referred to in Section III of Annex I to the Experts' Report should be appointed as soon as possible.

4. The Conference decides on the appointment of technical committees charged with the duty of preparing detailed recommendations in regard to :

(a) The framing in conformity with Annex II of new regulations for deliveries in kind, and to suggest any steps necessary in connection with the transition from the present to the new system in so far as concerns such deliveries ;

(b) The final settlement of the reciprocal claims of the Creditor Governments in respect of ceded properties and liberation debts, and the final settlement of the liabilities of the Debtor Governments under the Treaties of St. Germain, the Trianon and Neuilly.

The Conference also decides to appoint a Committee of Jurists in order to draft the detailed texts to be embodied in the Final Protocol for putting into force the Experts' Plan.

Furthermore, and subject to the declarations and reservations made in the course of the meetings of the Financial Commission on the 30 and 31 August, 1929, and which are set out in the Minutes of those meetings, the Conference decides on the appointment of a committee charged with the duty of preparing the necessary provisions in order to apply the recommendations of Chapter IX of the Report of the Experts relating to the liquidation of the past and the proposal of the measures required to effect the change from the existing to the new régime.

¹ For the Dawes Plan, see Cmd. 2105.

5. La Conférence prie chacune des Puissances invitantes et le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes de désigner un représentant au Comité qui sera chargé d'établir de nouveaux règlements de prestations en nature ; elle prie également les Gouvernements belge, britannique, français, grec, italien, japonais, polonais, portugais, roumain, serbe-croate-slovène et tchécoslovaque de désigner, s'ils le désirent, deux représentants au Comité qui s'occupera des biens cédés et des dettes de libération, ainsi que des obligations de l'Autriche, de la Bulgarie et de la Hongrie, étant entendu que lorsque ce Comité s'occupera des obligations des Gouvernements autrichien, bulgare ou hongrois, chacun de ces gouvernements sera invité à désigner deux représentants au Comité lorsque ses intérêts seront en jeu.

6. Les Comités constitués par la Conférence se réuniront aux date et lieu qui seront fixés par le président de la Conférence.

7. La Conférence se réunira à nouveau, aux date et lieu que doit fixer le Président, après consultation avec les Puissances invitantes, pour examiner les rapports qui lui sont soumis par tous les Comités précédemment énumérés et pour leur donner telle suite qui pourra être reconnue désirable.

Fait à La Haye, le 31 août 1929.

Le Président :
(Signé) HENRI JASPAR.

Le Secrétaire général :
(Signé) M. P. A. HANKEY.

ANNEXE I.

ARRANGEMENT FINANCIER ENTRE LES DÉLÉGATIONS BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAISE, ITALIENNE, JAPONAISE ET LA DÉLÉGATION ALLEMANDE, POUR AUTANT QUE CELA CONCERNE L'ALLEMAGNE.

Il a été convenu ce qui suit entre les Délégations belge, britannique, française, italienne, japonaise et la Délégation allemande, pour autant que cela concerne l'Allemagne, en vue de réaliser un accord de principe sur l'approbation du Rapport des Experts.

I.

En exécution des alinéas 83 et 84 du Rapport des Experts du 7 juin 1929 et 192 des Annexes, la

5. The Conference requests each of the Inviting Powers and the Kingdom of the Serbs-Croats-Slovenes to nominate a representative for the Committee to frame new Regulations as regards deliveries in kind, and to request the Belgian, British, French, Greek, Italian, Japanese, Polish, Portuguese, Rumanian, Serb-Croat-Slovene and Czechoslovak Governments, if they so desire, to nominate two representatives on the Committee on Ceded Properties and Liberation Debts and the liabilities of Austria, Hungary, Bulgaria, on the understanding that when the Committee deals with the liabilities of the Austrian, Hungarian or Bulgarian Governments, each of those Governments will be invited to nominate two representatives on the Committee when its interests are concerned.

6. The Committees appointed by the Conference will meet at a date and place to be fixed by the President of the Conference.

7. The Conference will reassemble at a date and place to be fixed by the President after consultation with the Inviting Powers for the purpose of considering the Reports which will be submitted to it by all the committees referred to above, and for giving such effect thereto as may be considered desirable.

Done at The Hague, the 31st day of August, 1929.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) K. P. A HANKEY,
Secretary-General.

ANNEX I.

FINANCIAL AGREEMENT BETWEEN THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE DELEGATIONS, AND THE GERMAN DELEGATION, IN SO FAR AS GERMANY IS CONCERNED.

The Belgian, British, French, Italian and Japanese Delegations, and the German Delegation, in so far as Germany is concerned, have agreed on the following arrangements with a view to securing the approval in principle of the Experts' Report, viz. :

I.

In accordance with paragraphs 83 and 84¹ of the Experts' Report of the 7 June, 1929, and

¹ Cmd. 3343, page 16, paragraph 4.

Grande-Bretagne recevra, sur les paiements dus par l'Allemagne, au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, la somme d'environ 100 millions de marks-or, nécessaire pour lui permettre, avec ce qui lui revient en vertu de ce plan, de compléter la couverture de ses paiements nets à l'extérieur pour l'année se terminant le 31 mars 1930 et de ses frais courants d'occupation jusqu'au 31 août 1929.

En exécution des mêmes dispositions, l'Italie et la Grèce recevront les sommes nécessaires pour compléter la couverture de leurs paiements à l'extérieur pour l'année se terminant le 31 mars 1930, tels qu'ils sont fixés à l'alinéa 93 du Rapport des Experts.

II.

En dehors des paiements visés à l'article précédent, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon n'élèvent et n'élèveront aucune prétention sur les sommes payées ou dues par l'Allemagne au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, y compris la somme de 79 millions de marks-or environ, due en septembre 1929.

En contre-partie, la Belgique et la France garantissent à la Grande-Bretagne, dans la mesure qui les concerne, les paiements prévus à l'article III ci-après et qui leur incombent en vertu de cet article.

III.

Les Gouvernements belge et français garantissent sans réserve le paiement à la Grande-Bretagne, pendant trente-sept ans, à compter de 1929, en plus des annuités que lui assure le Rapport des Experts, d'une annuité de 19,800,000 reichsmarks, payable en livres sterling, à des échéances qui demeurent à fixer. La répartition de cette annuité entre les Gouvernements belge et français fera l'objet d'une Convention spéciale entre eux ; cette convention sera communiquée au Gouvernement britannique.

IV.

De son côté, l'Italie déclarant affecter en faveur de la Grande-Bretagne une partie des créances découlant pour elle des Arrangements du 10 septembre 1919¹ et du 8 décembre 1919², ayant trait aux frais de libération et aux biens cédés, garantis à la Grande-Bretagne, sans réserve, pendant trente-sept ans, à compter de 1919, une annuité de 9 millions de reichsmarks, payable en livres sterling, à des échéances qui demeurent à fixer.

paragraph 192¹ of the Annexes, Great Britain will receive, out of the payments due by Germany in respect of the last five months of the fifth Dawes Annuity, the amount (estimated at 100 million gold marks) which is required together with her receipts under the Dawes Plan, to cover in full her net debt outgoing during the year ending the 31 March, 1930, and the current costs of the British Army of Occupation up to the 31 August, 1929.

In pursuance of the same provisions, Italy and Greece will receive the sums required to cover in full their debt outgoings during the year ending the 31 March, 1930, as defined in paragraph 93² of the Experts' Report.

II.

Save as provided in the preceding Article, Germany, Great Britain, Italy and Japan make, and will make, no claim on the sums paid or payable by Germany in respect of the last five months of the fifth Dawes Annuity, including the sum of about 79 million gold marks due in September 1929.

In return Belgium and France guarantee to Great Britain to the extent of their liability the payments for which they are responsible in accordance with Article III below.

III.

The Belgian and French Governments guarantee without reserve the payment to Great Britain, in addition to the annuities allocated to her by the Experts' Report, of an annuity of 19,800,000 Reichsmarks for 37 years as from 1929, to be paid in sterling in such instalments as may be agreed. The division of this annuity between the French and Belgian Governments will be the subject of a special agreement between them, which will be communicated to the British Government.

IV.

Italy having undertaken to apply in favour of Great Britain a part of the claims to which she is entitled under the Agreements of the 10 September, 1919³, and the 8 December 1919⁴, in regard to the costs of liberation and the ceded properties, guarantees to Great Britain without reserve a further annuity of 9,000,000 Reichsmarks for 37 years, as from 1929, to be paid in sterling in such instalments as may be agreed.

¹ Cmd. 3343, page 64, paragraph 4.

² Cmd. 3343, page 18, table.

³ Vol. II, page 21; and Vol. III, page 261, of this Series.

⁴ Vol. II, page 29; and Vol. III, page 261, of this Series.

¹ Vol. II, page 21; et vol. III, page 261, de ce recueil.

² Vol. II, page 29; et vol. III, page 261, de ce recueil.

V.

Pour l'application des deux articles ci-dessus, le reichsmark est défini comme il est dit à l'alinéa 91 du Rapport des Experts ainsi que dans la lettre du Docteur Schacht, en date du 6 juin 1929 (annexe II du Rapport des Experts.)

VI.

Il est entendu que les versements dus à chacun des Gouvernements créanciers de l'Allemagne, au titre de leurs dettes extérieures nettes, seront faits par la Banque des Règlements internationaux aux dates fixées par les divers accords de consolidation pour le payement des annuités des dettes de guerre.

VII.

Le montant de l'annuité inconditionnelle prévue à l'alinéa 89 du Rapport des Experts sera fixé à 612 millions de reichsmarks par an, non compris les montants nécessaires pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Il sera attribué à l'Empire britannique, 55 millions de reichsmarks par an, et au Japon, 6 millions 600,000 reichsmarks par an sur la fraction de cette annuité inconditionnelle non répartie par le Rapport des Experts.

Le Président :

(Signed) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signed) M. P. A. HANKEY.

ANNEXE II.

ACCORD CONCERNANT LES PRESTATIONS EN NATURE.

I.

Les Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien et japonais se déclarent d'accord sur les points suivants :

1º Un Comité sera constitué par les Gouvernements intéressés en vue de rédiger, conformément aux dispositions de l'alinéa 138 du Rapport des Experts, un nouveau règlement pour les prestations en nature et de suggérer toutes mesures indispensables pour assurer, en

V.

For the purposes of the two preceding Articles, the Reichsmark is defined as in paragraph 91¹ of the Experts' Report and in the letter from Dr. Schacht dated the 6 June, 1929 (Annex 2 to Experts' Report).

VI.

It is agreed that the payments due to each of the Creditor Governments in respect of their net war debts shall be made by the Bank for International Settlements on the dates fixed by the various Funding Agreements for the payment of the war debt annuities.

VII.

The amount of the unconditional annuity provided for in paragraph 89² of Chapter VIII of the Experts' Report shall be fixed at 612,000,000 Reichsmarks a year (excluding whatever sums are required for the service of the German External Loan, 1924). Out of the balance of the unconditional annuity not distributed by the Experts' Report, 55,000,000 Reichsmarks a year will be allocated to the British Empire, and 6,600,000 Reichsmarks to Japan.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

ANNEX II.

AGREEMENT REGARDING DELIVERIES IN KIND.

I.

The Belgian, British, French, German, Italian and Japanese Governments agree upon the following points :

(i) A Committee shall be set up by the Governments concerned in order to draw up in accordance with paragraph 138³ of the Experts' Report new regulations for Deliveries in Kind and to suggest any steps necessary in connection with the transition from the present

¹ Cmd. 3343, page 18, second paragraph.

² Cmd. 3343, page 17, last paragraph.

³ Cmd. 3343, page 26, fourth paragraph.

ce qui concerne ces prestations, le passage du régime actuellement en vigueur au nouveau régime ;

2º Les stipulations de ce règlement seront obligatoires pour la Banque des Règlements internationaux et ne pourront être revisées que par accord entre les gouvernements intéressés ;

3º Le principe du Règlement Wallenberg, relatif à la prohibition de réexportation des marchandises reçues comme prestations en nature, sera maintenu sous le régime du Rapport des Experts ;

4º Le nouveau règlement ne contiendra aucune disposition permettant aux diverses Puissances de disposer d'une portion de leur part de prestations en nature hors de leur propre territoire, dans les conditions prévues par l'alinéa 139 du Rapport des Experts ;

5º Les programmes spéciaux, auxquels se réfère la section 4 de l'Annexe IV du Rapport des Experts, seront soumis à la procédure établie dans l'appendice I ci-joint.

II.

Les Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais se déclarent d'accord pour que les Gouvernements britannique et français aient le droit de faire jouer le Recovery Act, *pari passu*, avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies sous un régime de moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestation en nature ou par la voie des « Recovery Acts », la part du « Recovery Act » britannique sera de 23,05 p. c. et celle du « Recovery Act » français, de 4,95 p. c.

Le Gouvernement allemand fait des réserves en ce qui concerne l'application éventuelle des « Recovery Acts » après l'achèvement du programme des dix premières années prévu par le Rapport des Experts pour les prestations en nature.

III.

Le Gouvernement italien prend, comme Partie du présent Accord, l'engagement d'exécuter l'Arrangement formulé dans l'appendice IX ci-joint, relativement aux importations de charbon en Italie.

Le Président :

(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signé) M. P. A. HANKEY.

to the new system, in so far as concerns such deliveries.

(2) The provisions of these regulations shall be binding on the Bank for International Settlements and can only be revised by agreement between the Governments concerned.

(3) The principle of the Wallenberg Regulations concerning the prohibition to re-export goods received as Deliveries in Kind shall be maintained under the Experts' Report.

(4) The new regulations shall not contain any measures which would permit the various Powers to dispose of a part of their share in Deliveries in Kind outside their own territories in the manner provided for in paragraph 139¹ of the Experts' Report.

(5) The special programmes referred to in Section 4 of Annex IV to the Experts' Report shall be subject to the procedure laid down in Appendix I.

II.

The Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments agree that the British and French Governments have the right to a Reparation (Recovery) Act levy *pari passu* with any Deliveries in Kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in Deliveries in Kind (including the quotas under the Reparation Recovery Acts), the quota under the British Reparation (Recovery) Act will amount to 23.05 per cent. and the quota under the French Reparation (Recovery) Act to 4.95 per cent. The German Government makes a reserve in so far as concerns the possible application of the Reparation (Recovery) Acts after the expiry of the ten years' programme of Deliveries in Kind laid down in the Expert's Report.

III.

The Italian Government undertakes, as part of the present agreement, to execute the arrangement laid down in Appendix 2 hereto in the matter of imports of coal to Italy.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

¹ Cmd. 3343, page 26, fifth paragraph.

APPENDICE I A L'ANNEXE II.

En vue de sauvegarder les intérêts financiers, commerciaux et économiques des divers gouvernements signataires, la procédure suivante sera appliquée aux programmes spéciaux pour les prestations en nature :

c) Pour le cas où un tel programme spécial comporterait extension, pendant l'une des dix premières années d'application du Rapport des Experts, du programme des prestations en nature établi par le Rapport pour la dite année ;

b) Pour le cas où un tel programme serait établi après les dix premières années.

Ces programmes spéciaux seront soumis à l'approbation d'un Comité qui sera réuni par la Banque des Règlements internationaux et dans lequel chacun des gouvernements signataires pourra avoir un représentant. Ce comité prendra ses décisions à la majorité. Si un membre du Comité considère que les intérêts de son gouvernement tels qu'ils ont été définis plus haut souffrent un préjudice du fait de la décision prise, il pourra en suspendre l'exécution en tout ou partie et porter la décision devant l'arbitre prévu ci-dessus, sous la condition de fournir à l'arbitre un exposé motivé de ses objections dans un délai maximum de sept jours. L'arbitre décidera, dans un délai de quatorze jours, de l'approbation ou du rejet du programme ou de la partie du programme en cause.

L'arbitre sera de nationalité neutre et jouira d'une haute situation commerciale et financière. Il sera nommé par les Gouvernements signataires à l'unanimité, ou, faute d'unanimité, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale.

Le Président :
(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :
(Signé) M. P. A. HANKEY.

APPENDICE II A L'ANNEXE II.

1. Un arrangement, dont le texte est ci-annexé, a été conclu entre la France et l'Italie, permettant d'égaliser, sans modifier le total annuel des prestations en nature allemandes, les montants annuels de prestations en nature à recevoir par l'Italie pendant la période de dix ans.

D'après cet arrangement, la part italienne de prestations en nature, au lieu de varier pendant cette période de 75 à 30 millions de reichsmarks par an, sera fixée au montant de 52,500,000 reichsmarks par an, le maximum des achats italiens de

APPENDIX I TO ANNEX II.

With a view to safeguarding the financial, commercial and economic interests of the several signatory Governments, the following procedure shall be applied to the special programmes for Deliveries in Kind :

(a) In the case any such special programme involving an extension in any of the first ten years of the Experts' Report of the programme of Deliveries in Kind laid down in the Report for that year.

(b) In the case of any special programme after the first ten years.

These special programmes shall be submitted for approval to a Committee, which shall be convened by the Bank for International Settlements and on which each of the signatory Governments may have a representative. This Committee shall take decisions by a majority vote. If a member of the Committee considers that the interests of his Government as defined above are prejudiced by the decision of the Committee, he may suspend the execution thereof in whole or part and refer the decision to the arbitrator provided for hereafter, on condition that he furnishes the arbitrator with a reasoned statement of his objections within a maximum period of seven days. The arbitrator shall give a decision within fourteen days concerning the approval or the rejection of the programme or of the part of the programme in dispute.

The arbitrator shall be of neutral nationality, and shall be of high commercial and financial standing. He shall be appointed by the signatory Governments acting unanimously or, failing unanimity, by the President of the Permanent Court of International Justice.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

APPENDIX II TO ANNEX II.

1. An arrangement has been made between France and Italy under which it becomes possible to equalise, without altering the total yearly amount of Germany's deliveries in kind, the yearly amounts of the deliveries in kind to be taken by Italy during the ten-year period.

Under this arrangement, Italy's allocation of deliveries in kind, instead of varying during that period from 75 to 30 million Reichsmarks a year, will be fixed at the amount of 52 $\frac{1}{2}$ million Reichsmarks a year; the peak of the Italian purchases of

charbons en Allemagne au compte des réparations se trouve réduit en conséquence.

2. Comme suite à cet arrangement, le Gouvernement italien s'engage pour le compte des chemins de fer de l'Etat italien :

a) A acheter un million de tonnes de charbon britannique chaque année pendant trois ans à partir du quinze novembre 1929, à un f. o. b. strictement correspondant au prix le plus bas obtenu dans les contrats conclus à peu près à la même époque pour l'achat de charbon britannique de même qualité et comparable aussi sous le rapport de la quantité.

b) A s'abstenir d'importer par mer du charbon de réparation au delà de la quantité maxima de 1,500,000 tonnes par an pendant la dite période de dix ans.

Le Président :

(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signé) M. P. A. HANKEY.

coal in Germany on reparations account is therefore reduced.

2. As a result of this arrangement, the Italian Government undertakes, on behalf of the Italian State Railways :

(a) To purchase one million tons of British coal yearly for three years as from the 15 November, 1929, at a price f.o.b. strictly in keeping with the lowest price obtained under contracts which are concluded at about the same time for the sale of British coal of similar quality, and which are comparable also as regards quantity;

(b) To obtain from importing reparation coal via sea over and above the maximum quantity of 1,500,000 tons per annum during the said ten-year period.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

ANNEXE A L'APPENDICE II.

ARRANGEMENT ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET ITALIEN.

Par application de l'alinéa 136 du Rapport des Experts, les délégations française et italienne ont convenu de modifier les proportions respectives de prestations en nature qui leur sont attribuées par le Rapport des Experts, de telle sorte que la part de l'Italie soit fixée au chiffre constant de 52,500,000 reichsmarks, le montant total ne se trouvant pas modifié.

Aux termes de cet accord, le tableau du Rapport des Experts est modifié, en ce qui concerne la France et l'Italie, de la façon suivante :

	France (en millions de reichsmarks)	Italie
Première année . . .	430,9	52,5
Deuxième " . . .	398,7	52,5
Troisième " . . .	366,4	52,5
Quatrième " . . .	334,2	52,5
Cinquième " . . .	302	52,5
Sixième " . . .	269,8	52,5
Septième " . . .	237,5	52,5
Huitième " . . .	205,3	52,5
Neuvième " . . .	173,1	52,5
Dixième " . . .	140,8	52,5

Le Président :

(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signé) M. P. A. HANKEY.

	France Million Reichsmarks	Italy
1st year	430.9	52.5
2nd "	398.7	52.5
3rd "	366.4	52.5
4th "	334.2	52.5
5th "	302	52.5
6th "	269.8	52.5
7th "	237.5	52.5
8th "	205.3	52.5
9th "	173.1	52.5
10th "	140.8	52.5

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

¹ Cmd. 3343, page 26, second paragraph.

ANNEXE III.

ACCORDS SUR LA PÉRIODE DE TRANSITION.

Les gouvernements représentés à la Conférence se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

I.

1. Sous réserve de la mise en vigueur définitive du Rapport des Experts et pour faciliter l'application de l'alinéa 8o de ce Rapport, les Puissances créancières acceptent de ne recevoir, chacune pour sa part dans l'annuité, sur les paiements à faire par l'Allemagne au titre de la période postérieure à la cinquième annuité du Plan Dawes, que les sommes prévues dans la répartition des annuités du Rapport des Experts ;

2. Pour la période intermédiaire jusqu'à la mise en vigueur du Rapport des Experts, l'Allemagne effectuera les paiements du Plan Dawes à l'agent général des Payements de Réparations :

3. Toutefois, pour l'exécution des versements à partir du 1^{er} octobre jusqu'au 31 décembre 1929, ou jusqu'à la mise en vigueur du Rapport des Experts, si elle intervient avant cette date, l'Agent général des payements de Réparations prendra, en liaison avec le gouvernement allemand, les mesures nécessaires pour donner à la Trésorerie du Reich, pendant cette période intermédiaire, toutes les facilités compatibles avec le maintien des droits des Puissances créancières.

4. Dans le cas où le Rapport des Experts ne pourrait être mis en vigueur, le présent accord deviendrait caduc et les arriérés résultant de son application seraient payés aux puissances créancières, dans un délai de quatre mois.

II.

1. L'Allemagne contribuera, pour une somme qui ne pourra dépasser 6 millions de reichsmarks, aux frais des Commissions et des organismes du Plan Dawes couverts, jusqu'à présent, sur les annuités Dawes.

2. Cette contribution sera retenue sur les paiements de l'Allemagne pendant la période transitoire, outre le montant des sommes à répartir, conformément au Rapport des Experts ;

ANNEX III.

AGREEMENT UPON THE TRANSITION PERIOD.

The Governments represented at the Conference have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. Subject to the Experts' Report being finally put into force, and with the object of facilitating the application of paragraph 8o¹ of the Report, the Creditor Powers agree that the amounts they are to receive out of the payments to be made by Germany in respect of the period after the Fifth Annuity of the Dawes Plan in respect of the share of each in the annuity shall be limited to the amounts laid down in the distribution of the Annuites of the Experts' Report.

2. During the transitional period, until the Experts' Report is put into force, Germany will make the payments provided for in the Dawes Plan to the Agent-General for Reparation Payments.

3. Nevertheless for the payment of the amounts from the 1 October to the 31 December, 1929, or until the coming into force of the Experts' Report, if this takes place before that date, the Agent-General for Reparation Payments shall, in consultation with the German Government, take the necessary steps to afford the Treasury of the Reich, during this transitional period, every possible facility consonant with maintaining the rights of the Creditor Powers.

4. If it should prove impossible to put the Experts' Report into force, the present agreement shall become null and void, and the amounts withheld through its application shall be paid to the Creditor Governments within four months.

Article II.

1. Germany will contribute an amount not to exceed 6 million Reichsmarks to the expenses of the Commissions and the Organisations under the Dawes Plan covered hitherto by the Dawes Annuites.

2. This contribution shall be retained, out of the payments made by Germany during the transitional period, in addition to the sums to be distributed in accordance with the Experts' Report.

¹ Cmd. 3343, page 16, second paragraph.

3. Si des économies sont réalisées par rapport à la somme susvisée de 6 millions de reichsmarks, le montant en sera rétrocédé au Gouvernement allemand.

Le Président :

(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signé) M. P. A. HANKEY.

3. If savings are realised on this amount of 6 million Reichsmarks, the amount saved will be repaid to the German Government.

(Signed) Henri JASPAR,

President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,

Secretary-General.

ANNEXE IV.

ACCORD SUR LES FRAIS D'OCCUPATION.

Les Gouvernements allemand, belge, britannique et français se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

1^o Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute Commission interalliée des Territoires rhénans), à partir du 1^{er} septembre 1929, seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60 millions de reichsmarks ; le Gouvernement allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de reichsmarks à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront, de leur côté, au capital de ce fonds dans les proportions suivantes :

Pour cent.

France	35
Grande-Bretagne	12
Belgique	3

2^o Les Puissances occupantes et le Gouvernement allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes leurs créances relatives aux dommages de l'article 6 de l'Arrangement rhénan qui n'auraient pas été payés au 1^{er} septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures, relatives aux prestations et dommages des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan, quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé, de part ni d'autre, aucune réclamation d'ordre financier, à quelque titre que ce soit, pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent, sont notamment :

Leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le "compte spécial" de l'Agent général des paiements de Réparations, visées par l'additif N° 2 de Bruxelles ; les créances nées d'avances faites par

ANNEX IV.

AGREEMENT UPON COSTS OF OCCUPATION.

The Belgian, British, French and German Governments have agreed upon the following provisions :

(1) The costs of Armies of Occupation (including the Inter-Allied Rhineland High Commission) from the 1 September, 1929, will be provided out of a Reserve Fund fixed at 60 million Reichsmarks. To this fund the German Government will contribute a lump sum of 30 million Reichsmarks once and for all. The Occupying Powers will contribute to the Fund on their side in the following proportions, viz. :

Per cent.

France	35
Great Britain	12
Belgium	3

(2) The Occupying Powers and the German Government reciprocally abandon all their claims relating to damage under Article 6 of the Rhineland Agreement¹ which shall not have been paid in cash on the 1 September, 1929, and also all present or future credits in regard to services and damages under Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement, whatever be their date. No claim of a pecuniary character on either side shall be raised on any ground in respect of a territory evacuated. The claims waived by the Governments of the Occupying Powers are, in particular, the following :

The claims to any balances outstanding in their favour in the "special account" of the Agent-General for Reparation Payments referred to in the Additif No. II signed at Brussels ; the claims which arise out of

¹ Cmd. 222.

l'Agent général, en vertu de l'article 6 et des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan ; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour les armées d'occupation et imputés sur l'annuité ;

3º Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux Délegations de la Haute Commission interalliée des Territoires rhénans et à leur personnel :

4º Dans aucun cas, l'Allemagne ne sera obligée de faire aux Gouvernements créanciers des paiements en dehors des sommes susmentionnées, soit pour les armées d'occupation, soit pour la Haute Commission Interalliée des Territoires rhénans, ni fondée à réclamer une fraction quelconque de ces sommes.

Le Président :

(Signé) Henri JASPAR.

Le Secrétaire général :

(Signé) M. P. A. HANKEY.

advances made by the Agent-General in respect of Article 6 and Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement ; and any claims for the sale value of any buildings constructed by the German Government for the occupying armies and charged to the annuity.

(3) The above provisions apply both to the Occupying troops and to the Delegations on the Inter-Allied Rhineland High Commission and their Staffs.

(4) In no case shall Germany be obliged to make any payments to the Creditor Governments over the above-mentioned sums, either for the cost of armies of occupation or for the Inter-Allied Rhineland High Commission, nor entitled to claim any part of these sums.

(Signed) Henri JASPAR,
President.

(Signed) M. P. A. HANKEY,
Secretary-General.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ARRANGEMENT

CONCERNANT LA MOBILISATION D'UNE FRACTION DE LA PARTIE NON DIFFÉRABLE DES ANNUITÉS DU NOUVEAU PLAN.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 mars 1931.

Les représentants dûment autorisés des gouvernements signataires prenant en considération, d'une part, l'article 165 du Rapport des Experts qui constate qu'au point de vue des Puissances créancières, un élément essentiel du Nouveau Plan est le fait que l'annuité est payée sous une forme se prêtant à la mobilisation selon les dispositions qu'il institue à cet effet ; d'autre part, l'article 161 du même rapport qui reconnaît la nécessité de rétablir l'autonomie financière de l'Allemagne ;

Sont, dans un esprit de collaboration, convenus de ce qui suit :

UEBEREINKUNFT

ÜBER DIE MOBILISIERUNG FÜR EINEN BRUCHTEIL DES NICHT AUFSCHIEBBAREN TEILS DER ANNUITÄTEN DES NEUEN PLANS.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 23, 1931.

Die gehörig bevollmächtigten Vertreter der unterzeichneten Regierungen

in Anbetracht einseitig des Art. 165 des Sachverständigenplans, der feststellt, dass vom Standpunkt der Gläubigermächte einen wesentlichen Bestandteil des Neuen Plans die Tatsache bildet, dass die Annuität in einer Form bezahlt wird, die zu einer Mobilisierung nach den zu diesem Zweck gegebenen Bestimmungen des Plans geeignet ist ;

in Anbetracht andererseits des Art. 161 des selben Berichts, der die Notwendigkeit anerkennt, die finanzielle Unabhängigkeit Deutschlands wiederherzustellen,

haben im Geiste der Zusammenarbeit folgendes vereinbart :

I.

1. Certains gouvernements créanciers déclarent leur intention de procéder aussitôt que possible à l'émission sur les marchés internationaux d'une ou de plusieurs tranches de Bons de réparations d'un montant global de 300 millions de dollars. Ils se proposent de faire cette émission avant le 1^{er} octobre 1930.

2. Le Gouvernement allemand déclare qu'il ne procèdera à aucune émission d'emprunt extérieur à long terme avant le 1^{er} octobre 1930 ou, si l'émission susvisée n'a pu être réalisée avant cette date, avant l'expiration du délai d'un an à partir de la remise à la Banque des Règlements internationaux du certificat de Dette du Reich, sans que cet engagement puisse subsister au delà du 31 mars 1931. Cette déclaration concerne également la Reichspost et la Deutsche Reichsbahngesellschaft.

3. De plus, la déclaration ci-dessus du Gouvernement allemand deviendra caduque dans les cas suivants :

a) Dès la réalisation effective d'opérations de mobilisation portant sur le montant indiqué plus haut ;

b) Deux mois après que la Banque des Règlements internationaux aura fait connaître, conformément aux dispositions de l'article 143 des Annexes du Plan, qu'il lui paraît pratiquement possible de procéder à l'émission du montant envisagé ci-dessus ou d'une émission le complétant, si, du fait des Puissances créancières, cette émission n'a pas été réalisée.

4. Le montant de 300 millions de dollars ci-dessus visé s'entend du produit effectif et non pas de la valeur nominale des titres émis.

5. Le Reich fait savoir qu'en vertu d'un Acte en date du 26 octobre 1929, il a contracté, auprès de la Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam un emprunt de 125 millions de dollars.

Il est entendu que les déclarations ci-dessus ne s'appliquent pas à cet emprunt.

Toutefois, le Gouvernement allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer

I.

1. Einige Gläubigerregierungen erklären ihre Absicht, sobald als möglich zur Emission einer oder mehrerer Abschnitte von Reparations-schuldverschreibungen in einem Gesamtbetrag von 300 Millionen Dollar auf den internationalen Märkten zu schreiten. Sie beabsichtigen, diese Emission vor dem 1. Oktober 1930 vorzunehmen.

2. Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie zu keiner Emission einer auswärtigen langfristigen Anleihe vor dem 1. Oktober 1930, und, wenn die oben bezeichnete Emission vor diesem Tage nicht verwirklicht werden konnte, vor dem Ablauf einer einjährigen Frist schreiten wird, die von der Niederlegung der deutschen Schuldbescheinigung bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich abgerechnet wird. Diese Verpflichtung erstreckt sich jedoch nicht über den 31. März 1931 hinaus. Die vorstehende Erklärung bezieht sich ebenso auf die Reichspost und die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft.

3. Ausserdem wird die obenstehende Erklärung der Deutschen Regierung in folgenden Fällen hinfällig :

(a) mit der tatsächlichen Durchführung der Mobilisierungsmassnahmen für den oben bezeichneten Betrag ;

(b) zwei Monate, nachdem die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf Grund der Bestimmung des Artikels 143 der Anlagen zum Plan mitgeteilt hat, dass es ihr praktisch möglich erscheint, zu einer Emission des oben bezeichneten Betrages oder zu einer Emission, die diesen Betrag auf die volle Höhe bringt, zu schreiten, wenn diese Emission von Seiten der Gläubigermächte nicht vorgenommen worden ist.

4. Der oben bezeichnete Betrag von 300 Millionen Dollar berechnet sich nach dem tatsächlichen Erlös und nicht nach dem Nennwert der ausgegebenen Wertpapiere.

5. Das Reich gibt bekannt, dass es auf Grund eines Vertrages vom 26. Oktober 1929 bei der Svenska Tändsticke Aktiebolaget in Stockholm und bei der N. V. Fiancéele Mij. Kreuger und Toll in Amsterdam eine Anleihe von 125 Millionen Dollar abgeschlossen hat.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die oben abgegebenen Erklärungen sich auf diese Anleihe nicht beziehen.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich jedoch, dass die auf Grund dieses Vertrages

en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticka Aktiebolaget de Stockholm et la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles.

II.

6. Le Gouvernement allemand se réserve la faculté de participer aux opérations de mobilisation du montant de 300 millions de dollars, visées au paragraphe 1 ci-dessus. Cette participation aura lieu aux conditions d'origine.

7. Ces opérations seront effectuées par l'intermédiaire de la Banque des Règlements internationaux. Leur produit et leur service seront répartis entre les créanciers de réparations pour la part inconditionnelle et le Gouvernement allemand, en proportion de deux tiers pour les premiers et d'un tiers pour le second.

8. Le service de tels emprunts sera assuré conjointement dans les proportions ci-dessus par un prélèvement sur les paiements de réparation et par un versement du Reich à la Banque des Règlements internationaux. Pour chacun de ces emprunts, ce prélèvement et ce versement seront confondus par la Banque des Règlements internationaux dans un compte exclusivement et uniquement affecté au service dudit emprunt.

9. Les contrats d'emprunts de type ci-dessus devront comporter une clause de remboursement anticipé après une période qui ne pourra dépasser dix ans.

10. Si, le Gouvernement allemand ayant déclaré vouloir faire usage de la faculté indiquée plus haut, la collaboration envisagée ne pouvait cependant être obtenue dans la forme ci-dessus décrite, les gouvernements intéressés se déclarent fermement résolus à la réaliser néanmoins en recherchant les solutions pratiques qui pourraient assurer le même résultat.

auszustellenden Schuldverschreibungen des Reichs erst nach dem 30. Juni im Wege der öffentlichen Zeichnung aufgelegt werden.

Das Reich verpflichtet sich im Einvernehmen mit der Svenska Tändsticka Aktiebolaget in Stockholm und der N. V. Financieele Mij. Kreuger und Toll in Amsterdam, deren Zustimmungserklärung den Gegenstand eines besonderen, als Anlage beizufügenden Schreibens bildet, dass der Dienst dieser Anleihe keine Diskriminierung zum Schaden des Dienstes der ungeschützten Annuitäten mit sich bringen wird.

II.

6. Die Deutsche Regierung behält sich die Befugnis vor, an den Mobilisierungsmassnahmen über den oben in Ziffer 1 bezeichneten Betrag von 300 Millionen Dollar teilzunehmen. Diese Teilnahme wird zu den Originalbedingungen stattfinden.

7. Diese Massnahmen werden durch Vermittelung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich durchgeführt werden. Ihr Erlös und ihr Dienst werden unter die Reparationsgläubiger des ungeschützten Teiles und die Deutsche Regierung im Verhältnis von zwei Dritteln für die letzteren verteilt werden.

8. Der Dienst solcher Anleihen wird gemeinschaftlich und zwar in dem genannten Verhältnis durch eine Abhebung von den Reparationszahlungen und durch eine Zahlung des Reiches an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich sichergestellt werden. Für jede dieser Anleihen werden diese Abhebung und diese Zahlung von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf einem ausschliesslich und allein für den Dienst dieser Anleihe bestimmten Konto zusammengefasst werden.

9. Die Anleiheverträge der oben bezeichneten Art sollen eine Klausel für ein vorzeitiges Ablösungsrecht spätestens vom 10. Jahre ab vorsehen.

10. Wenn die Deutsche Regierung erklärt hat, von der oben bezeichneten Befugnis Gebrauch machen zu wollen, und danach die in Aussicht genommene Zusammenarbeit trotzdem in der oben bezeichneten Form nicht verwirklicht werden könnte, so erklären die beteiligten Regierungen, fest entschlossen zu sein, sie dennoch in die Tat umzusetzen, indem sie die praktischen Lösungen suchen, die dasselbe Ergebnis sicherstellen könnten.

Les textes allemand et français du présent arrangement feront également foi.

Der deutsche und der französische Text dieses Abkommens sind in gleicher Weise massgebend.

Pour le Gouvernement du Reich allemand :

MOLDENHAUER.

Für die Deutsche Regierung :

MOLDENHAUER.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

Philip SNOWDEN.

Für die Grossbritannische Regierung :

Philip SNOWDEN.

Pour le Gouvernement de la République française :

Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.

Für die Französische Regierung :

Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie :

A. MOSCONI.
A. PIRELLI.
SUVICH.

Für die Italienische Regierung :

SUVICH.
A. PIRELLI.
Antonio MOSCONI.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. ADATCI.
K. HIROTA.

Für die Japanische Regierung :

M. ADATCI.
K. HIROTA.

Pour le Gouvernement de la République de Portugal :

R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.

Für die Portugiesische Regierung :

Tomaz FERNANDES.
R. ULRICH.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

Dr V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

Für die Jugoslavische Regierung :

Dr. V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION

ANLAGE.

DER REICHSMINISTER DER FINANZEN.

HAAG, den 17. Januar 1930.

SEHR GEEHRTER HERR KREUGER,

Die Deutsche Regierung hat den Gläubigermächten gegenüber die folgende Erklärung abgegeben :

« Le Gouvernement allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

» Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger & Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles. »

Ich bitte, mir zu bestätigen, dass die Svenska Tändsticke Aktiebolaget Stockholm, die Sie vertraten, mit dieser Erklärung einverstanden ist, und dass Sie das Einverständnis der N. V. Financieele Mij. Kreuger & Toll Amsterdam herbeiführen werden.

MOLDENHAUER.

Herrn Ivar Kreuger,
Haag, Park-Hotel.

HAAG, den 17. Januar 1930.

SEHR GEEHRTER HERR MINISTER,

Ich habe Ihr geehrtes Schreiben vom 17. Januar erhalten und erlaube mir hiermit zu bestätigen, dass die Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm, die ich vertrete, mit der Erklärung, die Sie den Gläubigermächten gegenüber gemacht haben, einverstanden ist, und dass ich das Einverständnis der N. V. Financieele Mij. Kreuger & Toll d'Amsterdam herbeiführen werde.

Mit verbindlichstem Gruss.

Ivar KREUGER.

Herrn Reichsminister der Finanzen,
Professor Dr. Moldenhauer,
z. Zt. den Haag.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEXE

LE MINISTRE DES FINANCES DU REICH.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

CHER MONSIEUR KREUGER,

Le Gouvernement allemand a fait aux Puissances créancières la déclaration suivante :

« Le Gouvernement allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

» Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles. »

Je vous prie de bien vouloir me confirmer que la « Svenska Tändsticke Aktiebolaget » de Stockholm, que vous représentez, approuve cette déclaration et que vous prendrez les mesures nécessaires pour obtenir l'approbation de la « N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll » d'Amsterdam.

MOLDENHAUER.

Monsieur Ivar Kreuger,
Park-Hotel,
La Haye.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 17 janvier et me permets de vous confirmer que la « Svenska Tändsticke Aktiebolaget » de Stockholm, que je représente, approuve la déclaration faite par vous aux Puissances créancières et que je prendrai les mesures nécessaires pour obtenir l'approbation de la « N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll » d'Amsterdam.

Veuillez agréer, etc.

Ivar KREUGER.

Monsieur le Dr Moldenhauer,
Professeur,
Ministre des Finances du Reich,
actuellement à La Haye.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

ARRANGEMENT

AS TO THE FINANCIAL MOBILISATION OF THE GERMAN ANNUITIES.

The duly authorised representatives of the signatory Governments taking into consideration on the one hand, Article 165 of the Experts' Report which states that from the point of view of the Creditor Powers, an essential aspect of the New Plan is in the fact that the Annuity is paid in a manner lending itself to mobilisation in accordance with the provisions laid down in this respect; and on the other hand, Article 161 of the same report which recognises the necessity to re-establish the financial autonomy of Germany;

Have agreed, in a spirit of collaboration, upon the following :

I.

1. Certain Creditor Governments state their intention to proceed, as soon as possible, with the issue on the international markets of one or more tranches of reparation bonds of a total amount of 300 million dollars. They propose to make this issue before the 1st October, 1930.

3. The German Government declares that it will not issue any external long term loan before the 1st October, 1930, or, if the issue referred to in the preceding paragraph has not taken place before this date, before the expiry of one year from the date of the delivery to the Bank for International Settlements of the Debt Certificate of the Reich, on the understanding that this undertaking shall not extend beyond the 31st March, 1931. This declaration concerns also the Reichspost and the German Railway Company.

3. Moreover, the above-mentioned declaration of the German Government lapses in the following cases :

(a) Immediately upon the effective accomplishment of mobilisation operations for the amount mentioned above ;

(b) Two months after the Bank for International Settlements has notified, in accordance with the provisions of Article 143 of the Annexes to the Plan, that it appears to be practicable to proceed with the issue of the amount suggested above, or of an issue completing the amount if owing to the Creditor Powers this issue has not taken place.

4. The sum of 300 million dollars mentioned above refers to the effective proceeds, and not the nominal value, of the bonds issued.

5. The Reich notifies that by virtue of an Act dated the 26th October, 1929, it had contracted with the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm and with the N. V. Financieele Mij. Kreuger and Toll of Amsterdam for a loan of 125 million dollars.

It is understood that the above declarations do not apply to this loan.

The German Government undertakes, however, that the obligations of the Reich which are to be created by virtue of this Act shall not be offered for public subscription until after the 30th June, 1933.

The German Government undertakes, in agreement with the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm and with the N. V. Financieele Mij. Kreuger and Toll of Amsterdam (whose adhesion is dealt with in a letter which shall be annexed to the present document), that the service of this loan shall never give rise to any discrimination to the prejudice of the service of the unconditional annuities.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté Britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

II.

6. The German Government reserves to itself the right to participate in the mobilisation issue of an amount of 300 million dollars specified in paragraph 1 above. This participation will take place on the original terms.

7. These operations will be carried out through the Bank for International Settlements. The proceeds and the service of the loan shall be divided between the reparation creditors who have a share in the unconditional part of the annuities and the German Government in the proportion of two-thirds for the former and one-third for the latter.

8. The charges for such loans shall be covered in the above proportions by a deduction from reparation payments and by a payment by the Reich to the Bank for International Settlements. In the case of each of these loans, the sums provided by this deduction and this payment shall be merged by the Bank for International Settlements in an account exclusively and solely reserved for the service of this loan.

9. The contracts for loans of the type mentioned above shall contain a clause for anticipated redemption after a period not longer than ten years.

10. If the German Government declares its wish to make use of the option referred to above and if it proves impossible to secure the suggested collaboration in the form described above, the Governments concerned declare that they are nevertheless firmly resolved to attain this collaboration by seeking practical solutions to achieve this result.

The German and French texts of the present Arrangement are equally valid.

For the German Government :

MOLDENHAUER.

For the British Government :

Philip SNOWDEN.

For the French Government :

Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.

For the Italian Government :

SVICH.

For the Japanese Government :

M. ADATCI.
K. HIROTA.

For the Portuguese Government :

R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.

For the Jugo-Slav Government :

Dr. V. MARINKOVITCH.
C. FOTITCH.

ANNEX.

DR. MOLDENHAUER TO HERR KREUGER.

THE HAGUE, January 17, 1930.

DEAR HERR KREUGER,

The German Government has made the following declaration to the Creditor Powers :

"The German Government undertakes that the obligations of the Reich which are to be created by virtue of this Act shall not be offered for public subscription until after the 30th June, 1933.

"The German Government undertakes, in agreement with the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm and with the N. V. Financieele Mij Kreuger & Toll of Amsterdam, whose adhesion is dealt with in a letter which shall be annexed to the present document, that the service of this loan shall never give rise to any discrimination to the prejudice of the service of the unconditional annuities."

I beg you to confirm to me that the Svenska Tändsticke Aktiebolaget Stockholm which you represent has agreed to this declaration and that you will secure the agreement of N. V. Financieele Mij Kreuger & Toll, Amsterdam.

MOLDENHAUER.

Monsieur Ivar Kreuger,
Park Hotel,
The Hague.

HERR KREUGER TO DR. MOLDENHAUER.

THE HAGUE, January 17, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have received your letter of even date and I have the honour to confirm that the Svenska Tändsticke Aktiebolaget of Stockholm which I represent has agreed to the declaration which you have made to the Creditor Powers and that I will secure the agreement of the N. V. Financieele Mij Kreuger & Toll of Amsterdam.

I have, etc.

Ivar KREUGER.

Dr Moldenhauer,
Professor,
Reich Minister of Finance,
The Hague.